



Gazette officielle de Québec

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

Québec, samedi 19 août 1967

Quebec, Saturday, August 19, 1967

Règlements

Rules

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la reine, Hôtel du Gouvernement, Québec.

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Parliament Buildings, Quebec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

2. Supply advertising copy in the two official languages. When copy is supplied in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

3. Specify the number of insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

4. Pay cash and before publication for advertising copy according to the rates set forth below, exception when the copy is to be published several times. In that event, the interested party shall pay upon receipt of his account and before the second insertion: otherwise this insertion will be suspended without further notice and without prejudice to the Queen's Printer who will refund any overpayment.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

5. Subscriptions, price of documents, etc., are payable strictly in advance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du Ministre des Finances.

6. Remittance must be made to the order of the Department of Finance, by cheque or money order.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le *mercredi*, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le *mardi*. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the dead line for receiving notices, documents or advertising copy expires at noon on *Wednesday*, unless it is a holiday. In that event the dead line is noon, on *Tuesday*. Notices, documents or advertising copy not received on time will be published in a subsequent edition. Moreover, the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, because of their length or for reasons of administration.

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

8. Any demand for cancellation or any remittance of money is subject to the provisions of article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Imprimeur de la reine avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 30 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 10 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: \$1 des 100 mots.

Exemplaire séparé: 40 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1.50 la douzaine.

Abonnement: \$10 par année à compter de janvier.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertion, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Imprimeur de la reine,
ROCH LEFEBVRE

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 5 mai 1962

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 30 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 10 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: \$1 per 100 words.

Single copies: 40 cents each.

Slips: \$1.50 per dozen.

Subscriptions: \$10 per year from January.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third to the number of insertion, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

ROCH LEFEBVRE,
Queen's Printer

Parliament Buildings,
Quebec, May 5, 1962

13377 — 1-52-0

Le Ministère des Postes, à Ottawa, a autorisé l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme objet de deuxième classe de la présente publication.

Authorized as second class mail by the Post Office Department, Ottawa, and for payment of postage in cash.

Lettres patentes**A. D. O. M. A. inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11^e jour de juillet 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Paul Pichette, 291, 4^e rue, Albert Boudreau, 295, 25^e rue, tous deux de Québec, et Eugène Coutellier, 253, St-Joseph, Lauzon, tous trois commerçants, pour les objets suivants:

Réunir des opérateurs de machines d'amusements faisant affaires dans la province de Québec, sous le nom de « A. D. O. M. A. inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20869-0

3088-67

**Adanac Securities Inc.
Les Valeurs Adanac inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30^e jour de juin 1967, constituant en corporation: Robert Alexander Hope, 562, Grosvenor, Westmount, John Howard Gomery, 18, de Provence, Prévile, Richard John Forrest Bowie, 952, Grou, Saint-Laurent, et Clifford Stephen Cheasley, 3440, Peel, Montréal, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Letters Patent**A. D. O. M. A. inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Jean-Paul Pichette, 291, 4th St., Albert Boudreau, 295, 25th St., both of Quebec, and Eugène Coutellier, 253 St-Joseph, Lauzon, all three traders, for the following purposes:

To unite the operators of amusement machines carrying on business in the Province of Quebec, under the name of "A. D. O. M. A. inc."

The amount to which the annual income from the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited is \$100,000.

The head office of the corporation is at Québec, judicial district of Québec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20869

3088-67

**Adanac Securities Inc.
Les Valeurs Adanac inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Robert Alexander Hope, 562 Grosvenor, Westmount, John Howard Gomery, 18 de Provence, Prévile, Richard John Forrest Bowie, 952 Grou, Saint-Laurent, and Clifford Stephen Cheasley, 3440 Peel, Montreal, all four advocates, for the following purposes:

Exercer le commerce de négociants en placements, courtiers en placements, assureurs, acheteurs et vendeurs de valeurs de toutes sortes et tout ce qui s'y rapporte, sous le nom de « Adanac Securities Inc.—Les Valeurs Adanac inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20869

2899-67

Auto Smash Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de juillet 1967, constituant en corporation: Fernand Pineault, vendeur, Thérèse Foster, ménagère, épouse commune en biens dudit Fernand Pineault, tous deux de 4939, Amier, Montréal-Nord, et Jean-Guy Deslauriers, mécanicien, 265, Cousineau, apt. 3, Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Auto Smash Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 3,900 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20869-0

2990-67

Bolduc Auto Supply Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de juillet 1967, constituant en corporation: Serge Morin, 7305, Jean-Bourdon, André Deslongchamps, 12210, Joseph-Casavant, et Yves Papillon, 5720, Place Chauvin, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce et la réparation de toutes sortes de véhicules automobiles, sous le nom de « Bolduc Auto Supply Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 119, boulevard Labelle, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20869-0

2312-67

Brome Valley Camping Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de juin 1967, constituant en corporation: Roger Mullarkey, ingénieur à l'emploi du Pacifique Canadien, Sullivan Mullarkey, employé de l'Hydro-Québec, tous deux de Knowlton, et Gilles Lalonde, contremaître, Sorel, pour les objets suivants:

To carry on business as investment dealers, investment brokers, underwriters, purchasers and vendors of securities of all kinds and in connection therewith, under the name of "Adanac Securities Inc.—Les Valeurs Adanac inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20869-0

2899-67

Auto Smash Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Fernand Pineault, salesman, Thérèse Foster, housewife, wife common as to property of the said Fernand Pineault, both of 4939 Amier, Montreal-North, and Jean-Guy Deslauriers, mechanic, 265 Cousineau, Apt. 3, Laval, for the following purposes:

To carry on business as garagemen, and to deal in automobiles, motors, machines and all their accessories and parts, under the name of "Auto Smash Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$1 each and 3,900 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20869

2990-67

Bolduc Auto Supply Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Serge Morin, 7305 Jean-Bourdon, André Deslongchamps, 12210 Joseph-Casavant, and Yves Papillon, 5720 Place Chauvin, all three advocates, of Montreal, for the following purposes:

To act as garage keepers and to deal in the business and repairs of all kinds of motor vehicles, under the name of "Bolduc Auto Supply Inc.", with a total capital of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of \$10 each and 2,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at 119 Labelle Boulevard, Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20869

2312-67

Brome Valley Camping Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roger Mullarkey, engineer for Canadian Pacific, Sullivan Mullarkey, Hydro-Quebec employee, both of Knowlton, and Gilles Lalonde, foreman, Sorel, for the following purposes:

Préparer des emplacements pour le « camping », sous le nom de « Brome Valley Camping Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Knowlton, district judiciaire de Bedford.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20869-o

2706-67

Canameco Accommodations Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10^e jour de juillet 1967, constituant en corporation: Grace Blackett, 5622, Sherbrooke, Delphine Matthew, 3455, rue Aylmer, toutes deux secrétaires, filles majeures, de Montréal, et Julius Briskin, avocat et conseil en Loi de la reine, 134, Finchley, Hampstead, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, restaurants, garages, maisons de rapport, édifice pour bureaux, maisons d'habitation, résidences et autres édifices, sous le nom de « Canameco Accommodations Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20869

3019-67

Carrousel Steak House Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10^e jour de juillet 1967, constituant en corporation: Joseph S. Blumer, 225, Olivier, Westmount, Harvey Crestohl, 158, Lockhart, Mount Royal, et Avrum Cohen, 4460, 3^e rue Laval, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de restaurateurs, sous le nom de « Carrousel Steak House Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 30,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Greenfield Park, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20869

3032-67

Cartier Home Interiors Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23^e jour de juin 1967, constituant en corporation: David Segal, marchand, Sandra Segal, ménagère, épouse dudit David Segal, tous deux de 1615, Jules-Poitras, Montréal, Edward Guralnick, marchand, et Audrey Guralnick, ménagère, épouse dudit Edward Guralnick, ces deux derniers de 1321, Éthier, Laval pour les objets suivants:

Agir comme consultants et agents d'entreprises commerciales et de simples particuliers concernant la décoration intérieure de bureaux et de maisons, sous le nom de « Cartier Home Interiors Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

To prepare emplacements for camping, under the name of "Brome Valley Camping Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Knowlton, judicial district of Bedford.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20869

2706-67

Canameco Accommodations Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Grace Blackett, 5622 Sherbrooke, Delphine Matthew, 3455 Aylmer Street, both secretaries, filles majeures, of Montreal, and Julius Briskin, advocate and Queen's Counsel, 134 Finchley, Hampstead, for the following purposes:

To operate hotels, restaurants, garages, apartment houses, office buildings, dwelling houses, residences and other buildings, under the name of "Canameco Accommodations Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20869-o

3019-67

Carrousel Steak House Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Joseph S. Blumer, 225 Olivier, Westmount, Harvey Crestohl, 158 Lockhart, Mount Royal, and Avrum Cohen, 4460, 3rd Street, Laval, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Carrousel Steak House Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 30,000 common shares of \$1 each and 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Greenfield Park, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20869-o

3032-67

Cartier Home Interiors Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: David Segal, merchant, Sandra Segal, housewife, wife of the said David Segal, both of 1615 Jules-Poitras, Montreal, Edward Guralnick, merchant, and Audrey Guralnick, housewife, wife of the said Edward Guralnick, the latter two of 1321 Éthier, Laval, for the following purposes:

To act as consultants and agents to commercial enterprises or private individuals concerning interior decoration of offices and homes, under the name of "Cartier Home Interiors Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20869 2824-67

Cascades (Montréal) 1967 inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de juillet 1967, constituant en corporation: Ginette Murray, 2351, rue Bellechasse, Nicole Viau, 6834, rue des Écores, toutes deux secrétaires, filles majeures, et Jean-Paul Zigby, avocat, 4339, rue Wilson, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme buandiers, sous le nom de « Cascades (Montréal) 1967 inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 350 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5338, rue Berri, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20869-o 2987-67

**Centre de Nettoyage & de Buanderie Itée
Cleaning & Laundry Center Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de juillet 1967, constituant en corporation: Yvon Gendron, commerçant, Yvette Hamon, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Yvon Gendron, tous deux de 187, rue Michaud, Laval, et Olivier Gauthier, avocat, 10420, Clark, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme nettoyeurs, presseurs, teinturiers, buandiers et faire la réparation de vêtements, tissus, marchandises et amublements de maison, sous le nom de « Centre de Nettoyage & de Buanderie Itée — Cleaning & Laundry Center Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20869-o 3089-67

**La Cie Tevebee Itée
Tevebee Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de juin 1967, constituant en corporation: Donald Kujan, 16, Morrison, Mont Royal, Raymond Cartwright, 71, chemin Devon, Baie d'Urfé, Ian G. W. Lundie, 45, Claude, Beaconsfield, tous trois avocats, Mary Gannon, ménagère, veuve de William Gannon, 1731, rue Holy Cross, et Micheline Bertrand, secrétaire, célibataire, 2162, ouest, rue Sherbrooke, ces deux dernières de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits manufacturés de toutes sortes, sous le nom de « La Cie Tevebee Itée — Tevebee Co. Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20869-o 2824-67

Cascades (Montréal) 1967 inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Ginette Murray, 2351 Bellechasse Street, Nicole Viau, 6834 des Écores Street, both secretaries, filles majeures, and Jean-Paul Zigby, advocate, 4339 Wilson Street, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry business as laundrymen, under the name of "Cascades (Montréal) 1967 inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 common shares of a nominal value of \$1 each and 350 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at 5338 Berri Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20869 2987-67

**Centre de Nettoyage & de Buanderie Itée
Cleaning & Laundry Center Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Yvon Gendron, trader, Yvette Hamon, housewife, wife contractually separate as to property of the said Yvon Gendron, both of 187 Michaud St., Laval, and Olivier Gauthier, advocate, 10420 Clark, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as cleaners, pressers, dyers, launderers and to repair clothing, woven materials, merchandise and home furnishings, under the name of "Centre de Nettoyage & de Buanderie Itée — Cleaning & Laundry Center Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal-North, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20869 3089-67

**La Cie Tevebee Itée
Tevebee Co. Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Donald Kujan, 16 Morrison, Mount Royal, Raymond Cartwright, 71 Devon Road, Baie d'Urfé, Ian G. W. Lundie, 45 Claude, Beaconsfield, all three advocates, Mary Gannon, housewife, widow of William Gannon, 1731 Holy Cross Street, and Micheline Bertrand, secretary, spinster, 2162 Sherbrooke Street West, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To deal in manufactured products of all kinds, under the name of "La Cie Tevebee Itée — Tevebee Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20869

2841-67

Clove Grocery Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30^e jour de juin 1967, constituant en corporation: Hyman Arlin, marchand, Betty Arlin, ménagère, épouse séparée de biens dudit Hyman Arlin, tous deux de 2125, Vincent, Saint-Laurent, et Harry Arlin, commis, 3500, Linton, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchandises, articles et produits de toutes sortes, sous le nom de « Clove Grocery Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 350 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4963, chemin Queen Mary, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20869

2913-67

Le Club de Yacht d'Alma inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12^e jour de juillet 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Pierre Bouchard, 359, rue Gauthier, Victorien Bergeron, 112, rue Levasseur, Clément Bouchard, 28, rue Gagné, Jean-Paul Boudreault, 18, rue Gagné, Dollard Jauvin, 189, rue Gauthier, tous cinq commerçants, Jules Bettez, vendeur, 319, Boivin, et Gaston Harvey, avocat, 218, St-Pierre, tous sept d'Alma, pour les objets suivants:

Grouper les personnes intéressées au sport de la voile, canot à moteurs ou autres, de la natation, des courses et compétitions sur l'eau en yacht, en canot ou par tout autre moyen légalement permis, sous le nom de « Le Club de Yacht d'Alma inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$40,000.

Le siège social de la corporation est à Alma, district judiciaire de Roberval.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20869-o

2856-67

Comalore Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4^e jour de juillet 1967, constituant en corporation: Pierre-M. Thériault, gérant, Hélène Hins, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Pierre-M. Thériault, et Jean-Noël Rousseau, gérant, tous trois de rue Lausanne, Rimouski, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Comalore Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$20 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$20 chacune.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province.

20869-o

2841-67

Clove Grocery Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Hyman Arlin, merchant, Betty Arlin, housewife, wife separate as to property of the said Hyman Arlin, both of 2125 Vincent, Saint-Laurent, and Harry Arlin, clerk, 3500 Linton, Montreal, for the following purposes:

To deal in goods, wares and merchandise of all kinds, under the name of « Clove Grocery Inc. », with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each and 350 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 4963 Queen Mary Road, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province.

20869-o

2913-67

Le Club de Yacht d'Alma inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Pierre Bouchard, 359 Gauthier St., Victorien Bergeron, 112 Levasseur St., Clément Bouchard, 28 Gagné St., Jean-Paul Boudreault, 18 Gagné St., Dollard Jauvin, 189 Gauthier St., all five traders, Jules Bettez, salesman, 319 Boivin, and Gaston Harvey, advocate, 218 St-Pierre, all seven of Alma, for the following purposes:

To group together the persons interested in sailing, motor or other boating, swimming, yacht and canoe races and competitions on water or any other means thereof legally permitted, under the name of « Le Club de Yacht d'Alma inc. ».

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$40,000.

The head office of the corporation is at Alma, judicial district of Roberval.

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province.

20869

2856-67

Comalore Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre-M. Thériault, manager, Hélène Hins, housewife, wife contractually separate as to property of the said Pierre-M. Thériault, and Jean-Noël Rousseau, manager, all three of Lausanne St., Rimouski, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of « Comalore Itée », with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$20 each and 1,000 preferred shares of \$20 each.

Le siège social de la compagnie est à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20869-o

2958-67

The head office of the company is at Rimouski, judicial district of Rimouski.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20869

2958-67

Courtage Immobilier de Sept-Iles inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de juillet 1967, constituant en corporation: René Brazeau, contre-maître, 77, Holliday, Hélène Milcendeau, secrétaire, fille majeure, 229, Gamache, et Jeannette Savard, ménagère, épouse séparée de biens de Yves-A. Rioux, 100, de l'Acadie, tous trois de Sept-Iles, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Courtage Immobilier de Sept-Iles inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 3,500 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sept-Iles, district judiciaire de Hauterive.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20869-o

2944-67

Courtage Immobilier de Sept-Iles inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: René Brazeau, foreman, 77 Holliday, Hélène Milcendeau, secretary, fille majeure, 229 Gamache, and Jeannette Savard, housewife, wife separate as to property of Yves-A. Rioux, 100 de l'Acadie, all three of Sept-Iles, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Courtage Immobilier de Sept-Iles inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of a nominal value of \$10 each and 3,500 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Sept-Iles, judicial district of Hauterive.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20869

2944-67

Les Développements Immobiliers York inc. York Real Estate Development Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de juin 1967, constituant en corporation: Luigi Ciardullo, Franco Ciardullo, tous deux de 2535, avenue Colden, John Ciardullo, 52E, 36e rue, Luigi Iacino, 2541, avenue Holland, tous quatre de Bronx, New York, E.U.A., Luigi Reda, 1362, Everett, #8, Montréal, tous cinq marchands, et Antonio Porco, garagiste, 7926, 12e avenue, Saint-Michel, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeuble, sous le nom de « Les Développements Immobiliers York inc. — York Real Estate Development Inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20869

2290-67

Les Développements Immobiliers York inc. York Real Estate Development Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Luigi Ciardullo, Franco Ciardullo, both of 2535 Colden Avenue, John Ciardullo, 52E, 36th Street, Luigi Iacino, 2541 Holland Avenue, all four of Bronx, New York, U.S.A., Luigi Reda, 1362 Everett, #8, Montreal, all five merchants, and Antonio Porco, garage man, 7926, 12th Avenue, Saint-Michel, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate company, under the name of "Les Développements Immobiliers York inc. — York Real Estate Development Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 5,000 common shares of \$10 each and 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20869-o

2290-67

**Domaine du Bois de Montréal Itée
Domaine du Bois of Montreal Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de juillet 1967, constituant en corporation: Brahm L. Campbell, 4530, Côte des Neiges, Gerald Postelnick, 7355, Ostell Crescent, tous deux avocats, et Marvin Schecter, étudiant en droit, 708, avenue Johnson, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Ériger et construire toutes et aucune sortes ou genres de propriété immobilières, sous le nom de « Domaine du Bois de Montréal Itée — Domaine du Bois of Montreal Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

**Domaine du Bois de Montréal Itée
Domaine du Bois of Montreal Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Brahm L. Campbell, 4530 Côte des Neiges, Gerald Postelnick, 7355 Ostell Crescent, both advocates, and Marvin Schecter, law student, 708 Johnson Avenue, all three of Montreal, for the following purposes:

To construct and build any and all kinds and types of immovable properties, under the name of "Domaine du Bois de Montréal Itée — Domaine du Bois of Montreal Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est 455 ouest, rue Craig, suite 414, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20869

2796-67

The head office of the company is at 455 Craig Street West, suite 414, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20869-o

2796-67

Du-Barry Construction & Matériaux Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11^e jour de juillet 1967, constituant en corporation: Roger Lachapelle, entrepreneur en construction, Carole Desormeaux, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Roger Lachapelle, tous deux de 37 rue Smith, Pointe-Gatineau, et Charles-Henri Rioux, notaire, 14, Montpetit, Hull, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Du-Barry Construction & Matériaux Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 141, boulevard Gréber, Pointe-Gatineau, district judiciaire de Hull.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20869-o

2022-67

Du-Barry Construction & Matériaux Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of July, 1960, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roger Lachapelle, building contractor, Carole Desormeaux, housewife, wife contractually separate as to property of the said Roger Lachapelle, both of 37 Smith St., Pointe-Gatineau, and Charles-Henri Rioux, notary, 14 Montpetit, Hull, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Du-Barry Construction & Matériaux Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 141 Gréber Blvd., Pointe-Gatineau, judicial district of Hull.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20869

2022-67

Easy-Tow Trailers Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5^e jour de juillet 1967, constituant en corporation: Frederick H. Beaudreau, manufacturier de roulottes, Nora Claire Flanagan, marchande, épouse séparée de biens dudit Frederick H. Beaudreau, tous deux de 182, rue Grenier, Laval, et Maxim Clement, manufacturier de roulottes, 164, rue Hector, Rosemère, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de toutes sortes d'automobiles, tracteurs, bateaux et moteurs, engins, machines, carburateurs, accessoires et pièces, sous le nom de « Easy-Tow Trailers Company », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20869

2973-67

Easy-Tow Trailers Company

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Frederick H. Beaudreau, trailer manufacturer, Nora Claire Flanagan, merchant, wife separate as to property of the said Frederick H. Beaudreau, both of 182 Grenier Street, Laval, and Maxim Clement, trailer manufacturer, 164 Hector Street, Rosemère, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of automobiles, tractors, boats and the like motors, engines, machines, carburetors, accessories and parts, under the name of "Easy-Tow Trailers Company", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20869-o

2973-67

Les Entreprises Bégin inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11^e jour de juillet 1967, constituant en corporation: Marcel Bégin, manoeuvre, 4371, rue Orléans, Jacques Marien, préposé au traitement des données, 8915, St-Urbain, tous deux de Montréal, et Arthur Bégin, entrepreneur, 7, rue Meloche, Sainte-Anne-de-Bellevue, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce du ciment et de ses sous-produits, sous le nom de « Les Entreprises Bégin inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Les Entreprises Bégin inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marcel Bégin, labourer, 4371 Orléans St., Jacques Marien, data processor, 8915 St-Urbain, both of Montreal, and Arthur Bégin, contractor, 7 Meloche St., Sainte-Anne-de-Bellevue, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, and to deal in cement and its by-products under the name of "Les Entreprises Bégin inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of a nominal value of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20869-0

2989-67

Les Entreprises Bouvy inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de juillet 1967, constituant en corporation: Luc Parent, 560, avenue Carlyle, Claude Béland, 777, Rockland, tous deux de Mont-Royal, Jean Gadbois, 3284, avenue Cedar, Westmount, René-C. Alary, 3345, McCarthy, Saint-Laurent, tous quatre avocats, Hervé Forget, comptable agréé, 1375, Filion, Saint-Laurent, Marie-José Gravel, 3185, Beaulerck, Berthe Lafontaine, 1656, boulevard St-Joseph est, toutes deux de Montréal, et Andrée Simoneau, 12030, Salk, Montréal-Nord, ces trois dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Construite, acheter et vendre des immeubles résidentiels, commerciaux ou industriels, sous le nom de « Les Entreprises Bouvy inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rigaud, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20869-0

1976-67

Les Entreprises Roca inc.
Roca Enterprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de juillet 1967, constituant en corporation: Hélène Michaud, 807, Duluth est, Ginette Murray, 2351, Bellechasse, toutes deux secrétaires, filles majeures, et Fabien Boulanger, étudiant, 6665, rue Dumas, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'entreprise et de sous-entreprise, de transport et de distribution, sous le nom de « Les Entreprises Roca inc.—Roca Enterprises Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6665, rue Dumas, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20869-0

3025-67

Entreprises Thiffault inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de juin 1967, constituant en corporation: Marcel Thiffault, entrepreneur, Alice Veillette, ménagère, épouse dudit Marcel Thiffault, et Rose-Ange Thiffault, secrétaire, fille majeure, tous trois de 1291, 13e avenue, Grand'Mère, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Entreprises Thiffault inc. », avec un capital

The head office of the company is at Montréal, judicial district of Montréal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20869

2989-67

Les Entreprises Bouvy inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Luc Parent, 560 Carlyle Ave., Claude Béland, 777 Rockland, both of Mount-Royal, Jean Gadbois, 3284 Cedar Ave., Westmount, René-C. Alary, 3345 McCarthy, Saint-Laurent, all four advocates, Hervé Forget, chartered accountant, 1375 Filion, Saint-Laurent, Marie-José Gravel, 3185 Beaulerck, Berthe Lafontaine, 1656 St. Joseph Blvd. East, both of Montreal, and Andrée Simoneau, 12030 Salk, Montreal-North, the latter three secretaries, filles majeures, for the following purposes:

To build, buy and sell residential, commercial or industrial immovables, under the name of "Les Entreprises Bouvy inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Rigaud, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20869

1976-67

Les Entreprises Roca inc.
Roca Enterprises Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Hélène Michaud, 807 Duluth east, Ginette Murray, 2351 Bellechasse, both secretaries, filles majeures, and Fabien Boulanger, student, 6665 Dumas St., all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an enterprise, sub-enterprise, transportation and distributing company, under the name of "Les Entreprises Roca inc.—Roca Enterprises Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of \$10 each and 200 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at 6665 Dumas St., Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20869

3025-67

Entreprises Thiffault inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marcel Thiffault, contractor, Alice Veillette, housewife, wife of said Marcel Thiffault, and Rose-Ange Thiffault, secretary, fille majeure, all three of 1291, 13th Avenue, Grand-Mère, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Entreprises Thiffault inc.", with a total capital stock

total de \$150,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Grand-Mère, district judiciaire de Saint-Maurice.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20869-o

2870-67

Fédération of Associations of High School Students of Quebec

La Fédération des Associations des Étudiants des Écoles secondaires du Québec

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10^e jour de juillet 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Mère Mary Busk, directrice, 3635, avenue Atwater, Dr Denys Stephen Penton, directeur, 3834, avenue Melrose, et Robert Leicester, principal, 2177, avenue Lincoln, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Instaurer, entretenir, aménager, diriger et agrandir un centre de fédération pour les étudiants et les corporations d'étudiants d'écoles bénévoles, privées ou publiques, dans la province de Québec, sous le nom de « Federation of Associations of High School Students of Quebec — La Fédération des Associations des Étudiants des Écoles secondaires du Québec ».

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder ou détenir est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20869

1894-67

Formation inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7^e jour de juillet 1967, constituant en corporation: Andrée Limoges, 1160, Cardinal, Saint-Laurent, Hélène Chouinard, 10620, Place l'Acadie, Montréal, toutes deux secrétaires, filles majeures et usant de leurs droits, et Jacques Richard, avocat, 990, Côte Vertu, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Faire affaires comme éditeurs, imprimeurs, graveurs, relieurs et autres commerces semblables, sous le nom de « Formation inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 600 actions ordinaires de \$100 chacune et en 400 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20869-o

2877-67

The Garfield Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20^e jour de juin 1967, constituant en corporation: Aniceta O'Grady, 4012, rue Hampton, Sandra Scheinfeld, 6742, rue De Vimy, toutes deux sténographes, célibataires, de Montréal, et Reuben Resin, avocat et conseil en Loi de la reine, 5510, rue Robinson, Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

of \$150,000, divided into 5,000 common shares of \$10 each and 1,000 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Grand-Mère, judicial district of Saint-Maurice.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20869

2870-67

Federation of Associations of High School Students of Quebec

La Fédération des Associations des Étudiants des Écoles secondaires du Québec

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Mother Mary Busk, headmistress, 3635 Atwater Avenue, Dr. Denys Stephen Penton, headmaster, 3834 Melrose Avenue, and Robert Leicester, principal, 2177 Lincoln Avenue, all three of Montreal, for the following purposes:

To establish, maintain, provide, conduct and enlarge a Federation for the students and student bodies of non-profit private schools and public schools in the Province of Quebec, under the name of "Federation of Associations of High School Students of Quebec — La Fédération des Associations des Étudiants des Écoles secondaires du Québec".

The amount to which the value of the immoveable property which may be owned or held by the corporation is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation is at Montréal, judicial district of Montréal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20869-o

1894-67

Formation inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Andrée Limoges, 1160 Cardinal, Saint-Laurent, Hélène Chouinard, 10620 Place l'Acadie, Montreal, both secretaries, spinsters of the full age of majority in use of their rights, and Jacques Richard, advocate, 990, Côte Vertu, Saint-Laurent, for the following purposes:

To carry on business as editors, printers, engravers, book-binders and in other similar trades, under the name of "Formation inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 600 common shares of \$100 each and 400 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Saint-Laurent, judicial district of Montréal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20869

2877-67

The Garfield Corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Aniceta O'Grady, 4012 Hampton Street, Sandra Scheinfeld, 6742 de Vimy Street, both stenographers, spinsters, of Montreal, and Reuben Resin, advocate and Queen's Counsel, 5510 Robinson Street, Côte Saint-Luc, for the following purposes:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles et de placements, sous le nom de « The Garfield Corporation », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires ayant une valeur au pair de \$100 chacune et 300 actions privilégiées ayant une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20869 2707-67

Geomar Properties Ltd.
Les Immeubles Géomar Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de juin 1967, autorisant la fusion de la compagnie « Harvey Maron Development Corporation », constituée par lettres patentes datées du 16e jour de juillet 1953, la compagnie « Les Immeubles Sorel Itée », constituée par lettres patentes datées du 26e jour d'avril 1966, la compagnie « Ruco Enterprises Inc. », constituée par lettres patentes datées du 4e jour d'avril 1956, et la compagnie « Anjou Industrial Park Ltd. », constituée par lettres patentes datées du 23e jour de juillet 1959, toutes telles lettres patentes ayant été émises en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Geomar Properties Ltd.—Les Immeubles Géomar Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 15,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 25,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4141 ouest, rue Sherbrooke, Westmount, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20869 2799-67 — 1379/27

Geralco Investment Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de juillet 1967, constituant en corporation: Sidney Cutler, 2708, Soissons, Montréal, Edward Druker, 5763, McMurray, Côte Saint-Luc, tous deux avocats, et Jack Boidman, étudiant en droit, 5320, MacDonald, app. 902, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de restaurateurs, sous le nom de « Geralco Investment Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20869 3031-67

Yvon Hébert inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de juin 1967, constituant en corporation: Jacques Duquette, Guy Godard, tous deux avocats, et Liliane Piché,

To carry on the business of a real estate and investment company, under the name of "The Garfield Corporation", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares having a par value of \$100 each and 300 preferred shares having a par value of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20869-o 2707-67

Geomar Properties Ltd.
Les Immeubles Géomar Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, authorizing the amalgamation of "Harvey Maron Development Corporation", incorporated by letters patent dated the 16th day of July, 1953, "Les Immeubles Sorel Itée", incorporated by letters patent dated the 26th day of April, 1966, "Ruco Enterprises Inc.", incorporated by letters patent dated the 4th day of April, 1956, and "Anjou Industrial Park Ltd.", incorporated by letters patent dated the 23rd day of July, 1959, all such letters patent having been issued under the said Part I of the Companies Act, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Geomar Properties Ltd.—Les Immeubles Géomar Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 15,000 common shares of the par value of \$1 each and 25,000 preferred shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company is at 4141 Sherbrooke Street West, Westmount, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20869-o 2799-67 — 1379/27

Geralco Investment Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Sidney Cutler, 2708 Soissons, Montreal, Edward Druker, 5763 McMurray, Côte Saint-Luc, both advocates, and Jack Boidman, law student, 5320 MacDonald, Apt. 902, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Geralco Investment Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20869-o 3031-67

Yvon Hébert inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Duquette, Guy Godard, both advocates, and Liliane Piché, secretary, spinster

secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, 65, rue St-Joseph, tous trois de Sainte-Agathe-des-Monts, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers et agents général en assurance, sous le nom de « Yvon Hébert inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est rue d'Orléans, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20869-0

2919-67

Hinchinbrook Volunteer Fire Brigade Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4^e jour de juillet 1967, constituant en corporation sans capital-actions: James Hutchings, journalier, Bertie Shearer, garagiste, et Raymond Dubois, fermier, tous trois de Hinchinbrook, (Athelstan), pour les objets suivants:

Donner un service de protection communautaire, contre l'incendie seulement, sous le nom de « Hinchinbrook Volunteer Fire Brigade Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder ou détenir est de \$40,000.

Le siège social de la corporation est à Hinchinbrook, (Athelstan), district judiciaire de Beauharnois.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20869

1811-67

Hôtel-Motel Aquatille inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6^e jour de juillet 1967, constituant en corporation: Jos. Parisi fils, 1292, rue de l'Église, Jos. Parisi, père 1674, rue de Launay, tous deux de Sainte-Foy, Gérard Demers, Saint-Pierre-les-Becquets, tous trois commerçants, et Jacques Lessard, contremaitre, 3618, Place du Houx, Orsainville, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, motels, auberges, restaurants et maisons de touristes, sous le nom de « Hôtel-Motel Aquatille inc. », avec un capital total de \$25,000, divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est rue du Parc, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20869-0

2977-67

Les Immeubles Floros inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22^e jour de juin 1967, constituant en corporation: Roger Arsenault, administrateur, 10912, rue Tanguay, Marie-Hélène Brignoli, secrétaire, fille majeure, 2050, Place Henri-Bourassa, #26, tous deux de Montréal, et Georgette Grenier, femme d'affaires, épouse séparée de biens de Fernand Grenier, 6, avenue des Bouleaux, Repentigny, pour les objets suivants:

of the full age of majority in use of her rights, 65 St-Joseph St., Sainte-Agathe-des-Monts, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers and general agents, under the name of "Yvon Hébert inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of \$10 each and 2,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at d'Orléans St., Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province.

20869

2919-67

Hinchinbrook Volunteer Fire Brigade Inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: James Hutchings, laborer, Bertie Shearer, garage man, and Raymond Dubois, farmer, all three of Hinchinbrook (Athelstan), for the following purposes:

To give community fire protection only, under the name of "Hinchinbrook Volunteer Fire Brigade Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which may be owned or held by the corporation is to be limited, is \$40,000.

The head office of the corporation is at Hinchinbrook (Athelstan), judicial district of Beauharnois.

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province.

20869-0

1811-67

Hôtel-Motel Aquatille inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jos. Parisi Jr., 1292 Church Road, Jos. Parisi Sr., 1674 de Launay St., both of Sainte-Foy, Gérard Demers, Saint-Pierre-les-Becquets, all three traders, and Jacques Lessard, foreman, 3618 Place du Houx, Orsainville, for the following purposes:

To operate hotels, motels, inns, restaurants and tourist homes, under the name of "Hôtel-Motel Aquatille inc.", with a total capital stock of \$25,000, divided into 250 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Park St., Sainte-Foy, judicial district of Québec.

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province.

20869

2977-67

Les Immeubles Floros inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roger Arsenault, administrator, 10912 Tanguay St., Marie-Hélène Brignoli, secretary, fille majeure, 2050 Place Henri-Bourassa, #26, both of Montreal, and Georgette Grenier, business-woman, wife separate as to property of Fernand Grenier, 6 des Bouleaux Ave., Repentigny, for the following purposes:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les Immeubles Floros inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1123, rue Bélanger est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20869-o 2786-67

Imprimerie Raymond & Cayer inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de juillet 1967, constituant en corporation: George Wurtele, 32, Blainville, André Fauteux, 6, boulevard des Ormes, tous deux avocats, de Sainte-Thérèse-de-Blainville, et Yvette Fortin, secrétaire, fille majeure, 120, rue Euquerre, Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme imprimeurs, sous le nom de « Imprimerie Raymond & Cayer inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Thérèse-de-Blainville, district judiciaire de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20869-o 2991-67

Independent Veterans Association

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de juin 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Charles Blustein, propriétaire de taxi, 4630, rue Hutchison, W. Edgar Bourassa, marchand, 6200, Papineau, Harry Schneider, pharmacien, 6300, Papineau, Robert McHardy, conducteur de train, 6665 ouest, rue Sherbrooke, tous quatre de Montréal, et John M. Johnston, employé de station-service, 580, 7e avenue, Laval, pour les objets suivants:

Établir, maintenir et diriger un club pour la commodité, le divertissement et la convenance des membres de la corporation et autres services, sous le nom de « Independent Veterans Association ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut détenir ou posséder est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20869 2912-67

Michel C. Lamarre Cie Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de juillet 1967, constituant en corporation: Michel-C. Lamarre, 140, Guilbault, Roger Lamarre, 268, Guilbault, tous deux hommes d'affaires, et Paul Decelles, professeur, 188, Labonté, tous trois de Longueuil, pour les objets suivants:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Les Immeubles Floros inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 1123 Bélanger St. East, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20869 2786-67

Imprimerie Raymond & Cayer inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: George Wurtele, 32 Blainville, André Fauteux, 6 des Ormes Boulevard, both advocates, of Sainte-Thérèse-de-Blainville, and Yvette Fortin, secretary, fille majeure, 120 Euquerre Street, Laval, for the following purposes:

To carry on business as printers, under the name of "Imprimerie Raymond & Cayer inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Sainte-Thérèse-de-Blainville, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20869 2991-67

Independent Veterans Association

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Charles Blustein, taxicab operator, 4630 Hutchison Street, W. Edgar Bourassa, merchant, 6200 Papineau, Harry Schneider, pharmacist, 6300 Papineau, Robert McHardy, railway carman, 6665 Sherbrooke Street West, all four of Montreal, and John M. Johnston, service station employee, 580, 7th Avenue, Laval, for the following purposes:

To establish, maintain and conduct a club for the accommodation, recreation and convenience of the members of the corporation and others, under the name of "Independent Veterans Association".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold or possess is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20869-o 2912-67

Michel C. Lamarre Cie Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Michel-C. Lamarre, 140 Guilbault, Roger Lamarre, 268 Guilbault, both businessmen, and Paul Decelles, professor, 188 Labonté, all three of Longueuil, for the following purposes:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Michel C. Lamarre Cie Itée », avec un capital total de \$100,000, divisé en 700 actions ordinaires de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20869-o

2948-67

Magasin Moreau Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13^e jour de juillet 1967, constituant en corporation: Henri Moreau, marchand, Florence Cyr, ménagère, épouse dudit Henri Moreau, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de Chandler, et Lucille Moreau, ménagère, épouse de Paul-P. Moreau, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, Grande-Rivière, pour les objets suivants:

Faire affaires comme marchands généraux, sous le nom de « Magasin Moreau Itée », avec un capital total de \$150,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Chandler, district judiciaire de Gaspé.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20869-o

3086-67

Majestic Electric Quebec Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7^e jour de juillet 1967, constituant en corporation: Joseph P. Miller, avocat, 120, 90^e avenue, LaSalle, Isidore Buller, avocat, 265, ouest, Craig, Montréal, et Lise Giroux, secrétaire, épouse séparée de biens d'André Giroux, 53, rue Ostiguy, Lavaltrie, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et l'industrie d'appareils de radio, de télévision et d'appareils électriques d'instruments de musique, de leurs pièces constitutives et marchandises semblables, sous le nom de « Majestic Electric Quebec Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20869

3005-67

Les Mannequins Volants Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11^e jour de juillet 1967, constituant en corporation: Suzanne DeGuire, mannequin, épouse de Normand St-Pierre, 2105, Croissant D'Alsace, Laval, Ginette Martin, mannequin, épouse de Michel Thibert, 6822, Robert-Jurie, et Yves Gauthier, notaire, 10215, boulevard Gouin est, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Donner, contre rémunération, des cours de maintien, de modelage, d'esthétique, de maquillage, de culture et de développement phy-

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Michel C. Lamarre Cie Itée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 700 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Longueuil, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20869

2948-67

Magasin Moreau Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Henri Moreau, merchant, Florence Cyr, housewife, wife of the said Henri Moreau, and duly authorized by him for these presents, both of Chandler, and Lucille Moreau, housewife, wife of Paul-P. Moreau, and duly authorized by him for these presents, Grande-Rivière, for the following purposes:

To carry on business as general merchants, under the name of "Magasin Moreau Itée", with a total capital stock of \$150,000, divided into 1,500 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Chandler, judicial district of Gaspé.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20869

3086-67

Majestic Electric Quebec Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Joseph P. Miller, advocate, 120, 90th Avenue, LaSalle, Isidore Buller, advocate, 265 Craig West, Montreal, and Lise Giroux, secretary, wife separate as to property of André Giroux, 53 Ostiguy Street, Lavaltrie, for the following purposes:

To manufacture and deal in radios, televisions, electrical appliances, musical instruments and their component parts and kindred merchandise, under the name of "Majestic Electric Quebec Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20869-o

3005-67

Les Mannequins Volants Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Suzanne DeGuire, mannequin, wife of Normand St-Pierre, 2105 Croissant d'Alsace, Laval, Ginette Martin, mannequin, wife of Michel Thibert, 6822 Robert-Jurie, and Yves Gauthier, notary, 10215 Gouin Boulevard East, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To give, for remuneration, countenance, modelling, aesthetic, making up, physical culture and development, under the name of "Les

sique, sous le nom de « Les Mannequins Volants Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2105, Croissant D'Alsace, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20869-o 2684-67

Marché Gauthier & frères Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de juillet 1967, constituant en corporation: Léo-Paul Gauthier, 109, St-Damien, Roger Gauthier, 111, St-Damien, tous deux épiciers, et Solange Lemaire, secrétaire, fille majeure, 595, St-Jean, tous trois de Drummondville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers licenciés, sous le nom de « Marché Gauthier & frères Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 390 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Drummondville, district judiciaire de Drummond.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20869-o 2611-67

The Montreal Alumni Club of Tau Kappa Epsilon Fraternity Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de juillet 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Donald Francis Young, doyen, 61, Roxton Crescent, Montréal Ouest, Carl Robin Hudson, gérant d'opérations, 415, Côte Vertu, app. 14, Dennis Wayne Martell, analyste de systèmes, 1315, rue Beauvais, tous deux de Saint-Laurent, et Gordon Taylor Clark, ingénieur surveillant, 3563, rue University, app. 30, Montréal, pour les objets suivants:

Préserver et perpétuer l'association et les traditions de Tau Kappa Epsilon Fraternity, sous le nom de « The Montreal Alumni Club of Tau Kappa Epsilon Fraternity Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder ou détenir est de \$150,000.

Le siège social de la corporation est à 61, Roxton Crescent, Montréal Ouest, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20869 2361-67

Myrol inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de juillet 1967, constituant en corporation: Roland Prud'homme, pharmacien, Myrto Taillon, ménagère, épouse dudit Roland Prud'homme, tous deux de 330, rue Gauthier, et Wilfrid Prud'homme, pharmacien, 496, rue Laviolette, tous trois de Saint-Jérôme, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et faire le commerce de tous produits, articles et

Mannequins Volants Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 2105 Croissant d'Alsace, Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20869 2684-67

Marché Gauthier & frères Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Léo-Paul Gauthier, 109 St-Damien, Roger Gauthier, 111, St-Damien, both grocers, and Solange Lemaire, secretary, fille majeure, 595 St-Jean, all three of Drummondville, for the following purposes:

To carry on business as licenced grocers, under the name of "Marché Gauthier & frères Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 390 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Drummondville, judicial district of Drummond.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20869 2611-67

The Montreal Alumni Club of Tau Kappa Epsilon Fraternity Inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Donald Francis Young, dean of men, 61 Roxton Crescent, Montreal West, Carl Robin Hudson, operations manager, 415 Côte Vertu, Apt. 14, Dennis Wayne Martell, systems analyst, 1315 Beauvais Street, both of Saint-Laurent, and Gordon Taylor Clark, supervising engineer, 3563 University Street, Apt. 30, Montreal, for the following purposes:

To preserve and perpetuate the association and traditions of the Tau Kappa Epsilon Fraternity, under the name of "The Montreal Alumni Club of Tau Kappa Epsilon Fraternity Inc."

The amount to which the value of the immovable property which may be owned or held by the corporation is to be limited, is \$150,000.

The head office of the corporation is at 61 Roxton Crescent, Montreal West, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20869-o 2361-67

Myrol inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roland Prud'homme, pharmacist, Myrto Taillon, housewife, wife of the said Roland Prud'homme, both of 330 Gauthier Street, and Wilfrid Prud'homme, pharmacist, 496 Laviolette Street, all three of Saint-Jérôme, for the following purposes:

To carry on business as a real estate company and to deal in all products, articles and merchan-

marchandises, sous le nom de « Myrol inc. », avec un capital total de \$200,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$10 chacune, 19,800 actions privilégiées classe « A » de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées classe « B » de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 313, rue Labelle, Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20869-o

2974-67

Panebec Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4^e jour de juillet 1967, constituant en corporation: Joseph Mendelson, 5622, Jellicoe, Côte Saint-Luc, Martin Gross, 1105, Ridgewood Drive, Laval, Eric Smith, 4580, chemin de la Reine Marie, Montréal, tous trois avocats, et Gordon Zelman, étudiant en droit, 447, Wolseley Nord, Montréal Ouest, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de constructeurs et entrepreneurs, sous le nom de « Panebec Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Anjou, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20869

2963-67

Les Pétroles Jacques-Cartier inc. Jacques Cartier Petroleum Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4^e jour de juillet 1967, constituant en corporation: V. Glenn Sundstrom, industriel, 427, rue Edgewood, Beaconsfield, Kenneth S. Pollock, comptable, 88, rue Parkdale, Pointe-Claire, et Joseph-E. Moreau, gérant général, 190, rue Rivermere, Saint-Lambert, pour les objets suivants:

Faire le commerce des huiles, graisses, pétroles, et tous leurs produits, et du gaz propane, sous le nom de « Les Pétroles Jacques-Cartier inc.—Jacques Cartier Petroleum Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2253, boulevard Taschereau, Jacques-Cartier, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20869-o

2935-67

Les Pétroles X-L Itée X-L Petroleum Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4^e jour d'avril 1967, constituant en corporation: Antoine-P. Moreau, vendeur, Marie Lavallée, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Antoine-P. Moreau, tous deux de 530, 19^e avenue, Pointe-aux-Trembles, Marcel Lévesque, vendeur, et Huguette Brassard, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Marcel Lévesque, ces deux derniers de 6287, Bas St-François, Laval, pour les objets suivants:

dise, under the name of "Myrol inc.", with a total capital stock of \$200,000, divided into 100 common shares of \$10 each, 19,800 class "A" preferred shares of \$10 each and 1,000 class "B" preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 313 Labelle Street, Saint-Jérôme, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20869

2974-67

Panebec Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Joseph Mendelson, 5622 Jellicoe, Côte Saint-Luc, Martin Gross, 1105 Ridgewood Drive, Laval, Eric Smith, 4580 Queen Mary Road, Montreal, all three advocates, and Gordon Zelman, law student, 447 Wolseley North, Montreal West, for the following purposes:

To carry on business as builders and contractors, under the name of "Panebec Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 3,900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is Anjou, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20869-o

2963-67

Les Pétroles Jacques-Cartier inc. Jacques Cartier Petroleum Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: V. Glenn Sundstrom, industrialist, 427 Edgewood Street, Beaconsfield, Kenneth S. Pollock, accountant, 88 Parkdale Street, Pointe-Claire, and Joseph-E. Moreau, general manager, 190 Rivermere Street, Saint-Lambert, for the following purposes:

To deal in oils, greases, petroleum, and all their products and propane gas, under the name of "Les Pétroles Jacques-Cartier inc.—Jacques Cartier Petroleum Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 2253 Taschereau Boulevard, Jacques-Cartier, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20869

2935-67

Les Pétroles X-L Itée X-L Petroleum Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of April, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Antoine-P. Moreau, salesman, Marie Lavallée, housewife, wife contractually separate as to property of the said Antoine-P. Moreau, both of 530, 19th Ave., Pointe-aux-Trembles, Marcel Lévesque, salesman, and Huguette Brassard, housewife, wife contractually separate as to property of the said Marcel Lévesque, the two latter of 6287 Bas St-François, Laval, for the following purposes:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction et faire le commerce des huiles, graisses, pétroles et tous leurs produits et du gaz naturel, sous le nom de « Les Pétroles X-L Itée — X-L Petroleum Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20869-o 1273-67

A. Picard Cie Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de juillet 1967, constituant en corporation: Pierre Lalonde, avocat, Charlotte Dubois, ménagère, épouse séparée de biens dudit Pierre Lalonde, tous deux de 1, Place Laval, Laval, et Ginette Huneault, secrétaire, fille majeure, 7283, rue Berri, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de viandes, volailles et vivres d'éleveurs de toutes sortes, sous le nom de « A. Picard Cie Itée », avec un capital divisé en 200 actions ordinaires sans valeur nominale et en 3,900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Rosalie, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20869-o 2952-67

Placements Duhamel (1967) Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de juillet 1967, autorisant la fusion de la compagnie « Placements Duhamel Itée », constituée en corporation par lettres patentes, en date du 26e jour de juillet 1961, de la compagnie « 250, est boulevard St-Joseph inc. », constituée en corporation par lettres patentes, en date du 8e jour de septembre 1961, de la compagnie « Centre Professionnel de Montréal inc. », constituée en corporation par lettres patentes, en date du 30e jour de mai 1962, de la compagnie « 30 » est boulevard St-Joseph inc. », constituée en corporation par lettres patentes, en date du 15e jour de mars 1963, de la compagnie « Château de LaSalle inc. », constituée en corporation par lettres patentes, en date du 9e jour de novembre 1964, et la compagnie « Les Investissements Méritas Itée », constituée en corporation par lettres patentes, en date du 22e jour de juin 1965, toutes cesdites lettres patentes ayant été émises en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de portefeuille, sous le nom de « Placements Duhamel (1967) Itée », avec un capital total de \$143,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune, 14,000 actions catégorie « A » de \$10 chacune et 2,000 actions catégorie « B » de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20869 2998-67 — 1379/111

To carry on business as a real estate and construction company, and to deal in oil, grease, petroleum and all their products and in natural gas, under the name of "Les Pétroles X-L Itée — X-L Petroleum Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20869 1273-67

A. Picard Cie Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Lalonde, advocate, Charlotte Dubois, housewife, wife separate as to property of said Pierre Lalonde, both of 1 Laval Place, Laval, and Ginette Huneault, secretary, fille majeure, 7283 Berri Street, Montreal, for the following purposes:

To deal in meats, fowls and food products from all kinds of breeders, under the name of "A. Picard Cie Itée", with a capital-stock divided into 200 common shares without nominal value and 3,900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Sainte-Rosalie, judicial district of Saint-Hyacinthe.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20869 2952-67

Placements Duhamel (1967) Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent bearing date the 7th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, authorizing the amalgamation of "Placements Duhamel Itée", incorporated by letters patent dated the 26th day of July, 1961, "250 est boulevard St-Joseph inc.", incorporated by letters patent dated the 8th day of September, 1961, "Centre Professionnel de Montréal inc.", incorporated by letters patent dated the 30th day of May, 1962, "30" est boulevard St-Joseph inc.", incorporated by letters patent dated the 15th day of March, 1963, "Château de LaSalle inc.", incorporated by letters patent dated the 9th day of November, 1964, and "Les Investissements Méritas Itée", incorporated by letters patent dated the 22nd day of June, 1965, all such letters patent having been issued under the said Part I of the Companies Act, for the following purposes:

To carry on the business of a holding company, under the name of "Placements Duhamel (1967) Itée", with a total capital stock of \$143,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each, 14,000 class "A" shares of \$10 each and 2,000 class "B" shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20869-o 2998-67 — 1379/111

Les Produits forestiers St-Michel inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6^e jour de juillet 1967, constituant en corporation: Louise Côté, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Yves Geoffroy, 2462, Bélanger est, Marie-Reine Boivin, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de René Germain, 6407, boulevard Langelier, et Jean-Paul Mayrand, marchand, 2450, Bélanger est, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « Les Produits forestiers St-Michel inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 22, Fernlea Crescent, Mont-Royal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20869-o

3010-67

Québec Fleuriste inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4^e jour de juillet 1967, constituant en corporation: J.-Romain Bédard, fleuriste, Suzanne Julien, ménagère, épouse dudit J.-Romain Bédard, tous deux de 1615, boulevard Cardinal, Québec, et J.-Pierre Arent, fleuriste, 2024, du Sanctuaire, Giffard, pour les objets suivants:

Faire affaires comme fleuristes, pépiniéristes et cultivateurs de graines, sous le nom de « Québec Fleuriste inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1624, 1^{re} avenue, Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20869-o

2867-67

R. W. C. inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22^e jour de juin 1967, constituant en corporation: Raymond Leboeuf, 6280, Northcrest, app. 818, Maurice Forest, 5620, avenue Decelles, app. 22, tous deux de Montréal, et Hugues Ferron, 2450, Athlone, Mont-Royal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille, de gestion et de placement, sous le nom de « R. W. C. inc. », avec un capital total de \$300,000, divisé en 600 actions ordinaires de \$1 chacune, 2,970 actions privilégiées « A » de \$100 chacune et en 2,400 actions privilégiées « B » de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20869-o

2812-67

Rénovation Spécialité inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

Les Produits forestiers St-Michel inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Louise Côté, housewife, wife contractually separate as to property of Yves Geoffroy, 2462 Bélanger east, Marie-Reine Boivin, housewife, wife contractually separate as to property of René Germain, 6407 Langelier Boulevard and Jean-Paul Mayrand, merchant, 2450 Bélanger east, all three of Montreal, for the following purposes:

Wood industry and commerce, under the name of "Les Produits forestiers St-Michel inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 22 Fernlea Crescent, Mount Royal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province,

20869

3010-67

Québec Fleuriste inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: J.-Romain Bédard, florist, Suzanne Julien, housewife, wife of the said J.-Romain Bédard, both of 1615 Cardinal Blvd., Quebec, and J.-Pierre Arent, florist, 2024 du Sanctuaire, Giffard, for the following purposes:

To carry on business as florists, nurserymen and seed cultivators, under the name of "Québec Fleuriste inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 1624, 1st Ave., Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province,

20869

2867-67

R. W. C. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Raymond Leboeuf, 6280 Northcrest, apt. 818, Maurice Forest, 5620 Decelles Avenue, apt. 22, both of Montreal, and Hugues Ferron, 2450 Athlone, Mount Royal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as a holding, management and investment company, under the name of "R. W. C. inc.", with a total capital stock of \$300,000, divided into 600 common shares of \$1 each, 2,970 "A" preferred shares of \$100 each and 2,400 "B" preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province,

20869

2812-67

Rénovation Spécialité inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of July, 1967, have been issued by the

patentes, en date du 10e jour de juillet 1967, constituant en corporation: Maurice Paradis, entrepreneur, Myrza Bourbeault, ménagère, épouse dudit Maurice Paradis, tous deux de 685, Croissant Carignan, Laval, et Serge Poulin, menuisier, 6612, 1re avenue, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de «Rénovation Spécialité inc.», avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$400 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE,

20869-o

3002-67

Pierre Ruffo Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de juillet 1967, constituant en corporation: Pierre Ruffo, administrateur, 191, Brock sud, Montréal-Ouest, Pierre Mondor, avocat, 1665, de l'Église, Saint-Laurent, et Albert Labreche, notaire, 276, 32e avenue, Lachine, pour les objets suivants:

Exploiter des propriétés pour fins de revenus, sous le nom de «Pierre Ruffo Itée», avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune, 100 actions privilégiées classe «A» de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées classe «B» de \$100 chacune

Le siège social de la compagnie est 191, Brock sud, Montréal-Ouest, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE,

20869-o

2083-67

Rustyle inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de juin 1967, constituant en corporation: Ghislaine Guertin, secrétaire, épouse commune en biens de Léon Petit, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, 6105, rue Mignault, Marcel Morin, estimateur, 6532, rue Ernest-Lavigne, tous deux de Montréal, et Serge Piquette, coordinateur des services, 374, 13e rue, Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en charpenterie, menuiserie et en ébénisterie, sous le nom de «Rustyle inc.», avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 390 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2679, rue Ontario est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE,

20869-o

2893-67

Sept-Iles Driving Range Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de juillet 1967, constituant en corporation: Claude Desjardins, chirurgien-dentiste, Hervé Levasseur, bijoutier, tous deux de 815, Bourgeois, et Denise Desjardins,

Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Maurice Paradis, contractor, Myrza Bourbeault, housewife, wife of the said Maurice Paradis, both of 685 Croissant Carignan, Laval, and Serge Poulin, joiner, 6612, 1st Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Rénovation Spécialité inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$400 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20869

3002-67

Pierre Ruffo Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Ruffo, executive, 191 Brock South, Montreal-West, Pierre Mondor, advocate, 1665 de l'Église, Saint-Laurent, and Albert Labreche, notary, 276, 32nd Avenue, Lachine, for the following purposes:

To operate real estates for the purpose of revenues, under the name of "Pierre Ruffo Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each, 100 class "A" preferred shares of \$100 each and 100 class "B" preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 191 Brock Avenue South, Montreal-West, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20869

2983-67

Rustyle inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Ghislaine Guertin, secretary, wife common as to property of Léon Petit, and duly authorized by him for the purpose of these presents, 6105 Mignault Street, Marcel Morin, estimator, 6532 Ernest-Lavigne Street, both of Montreal, and Serge Piquette, co-ordinator of services, 374, 13th Street, Laval, for the following purposes:

To carry on business as contractors in carpentry, joinery, and in cabinet-making, under the name of "Rustyle Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000, common shares of \$1 each and 390 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 2679 Ontario Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20869

2893-67

Sept-Iles Driving Range Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Claude Desjardins, surgeon-dentist, Hervé Levasseur, jeweller, both of 815 Bourgeois, and Denise Desjardins, housewife, wife separate

ménagère, épouse séparée de biens de Nelson Ross, 815, Giasson, tous trois de Sept-Iles, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à fournir de l'amusement au public, sous le nom de « Sept-Iles Driving Range Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sept-Iles, district judiciaire de Hauterive.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20869-o

2945-67

Sept-Iles Receiving and Forwarding Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4^e jour de juillet 1967, constituant en corporation: Charles-E. Doiron, gérant, Alice Diotte, ménagère, épouse séparée de biens dudit Charles-E. Doiron, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 380, Iberville, et Gérard Diotte, électricien, 202, Gamache, tous trois de Sept-Iles, pour les objets suivants:

Faire affaires comme affréteurs, expéditeurs et entreposeurs, sous le nom de « Sept-Iles Receiving and Forwarding Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sept-Iles, district judiciaire de Hauterive.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20869-o

2947-67

Service des Loisirs St-Eugène de Montréal

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13^e jour de juillet 1967, constituant en corporation sans capital actions: Pierre Quesnel, gérant, 5927, 11^e avenue, Denis Yelle, industriel, 6050, 16^e avenue, et Rodolphe Ostiguy, investigateur, 6390, 12^e avenue, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Service des Loisirs St-Eugène de Montréal ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20869-o

2854-67

Studio Jac-Guy inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23^e jour de juin 1967, constituant en corporation: Guy Roy, photographe, Yvette Roy, assistante photographe, épouse séparée de biens dudit Guy Roy, tous deux de 2535, rue Molière, Brossard, John L. Liberman, avocat, 7487, chemin Spring, et Norah D'Abreau, secrétaire, célibataire, 3466, rue Aylmer, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

as to property of Nelson Ross, 815 Giasson, all three of Sept-Iles, for the following purposes:

To carry on the business which consists in providing the public with amusement, under the name of "Sept-Iles Driving Range Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Sept-Iles, judicial district of Hauterive.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province,

20869

2945-67

Sept-Iles Receiving and Forwarding Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Charles-E. Doiron, manager, Alice Diotte, housewife, wife separate as to property of the said Charles-E. Doiron, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of 380 Iberville, and Gérard Diotte, electrician, 202 Gamache, all three of Sept-Iles, for the following purposes:

To carry on business as freighters, shippers and warehousemen, under the name of "Sept-Iles Receiving and Forwarding Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Sept-Iles, judicial district of Hauterive.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province,

20869

2947-67

Service des Loisirs St-Eugène de Montréal

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Pierre Quesnel, manager, 5927, 11th Ave., Denis Yelle, industrialist, 6050, 16th Ave., and Rodolphe Ostiguy, investigator, 6390, 12th Ave., all three of Montreal, for the following purposes:

The organization of recreational activities, under the name of "Service des Loisirs St-Eugène de Montréal".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province,

20869

2854-67

Studio Jac-Guy inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Guy Roy, photographer, Yvette Roy, assistant photographer, wife separate as to property of the said Guy Roy, both of 2535 Molière Street, Brossard, John L. Liberman, advocate, 7487 Spring Road, and Norah D'Abreau, secretary, spinster, 3466 Aylmer Street, the latter two of Montreal, for the following purposes:

Exercer le commerce de photographes, traiters, finisseurs et producteurs de films, sous le nom de « Studio Jac-Guy inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 20,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1500, avenue Atwater, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20869

2822-67

Threepoint Products Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de juillet 1967, constituant en corporation: Joseph Ulrich, machiniste, 4573, avenue Draper, Adam Bela Schneider, comptable, 3420, Jeanne-Mance, app. 4, et Frederick Schied, fabricant d'outils, 2566, rue Dandurand, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de toutes sortes de machinerie, outils et équipement, qu'ils soient mus par pouvoir mécanique ou non, sous le nom de « Threepoint Products Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20869

2907-67

Wilfrid A. Tremblay inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de juin 1967, constituant en corporation: Wilfrid A. Tremblay, courtier d'assurance agréé, Yvette Brosseau, ménagère, épouse séparée de biens dudit Wilfrid A. Tremblay, tous deux de 2920, Beaujolois, Brossard, et Jeannette Brosseau, ménagère, fille majeure, 8020, des Vendéens, Anjou, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers et agents en assurance, sous le nom de « Wilfrid A. Tremblay inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 15, rue Aberdeen, Saint-Lambert, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20869-0

2855-67

Valuex Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de juillet 1967, constituant en corporation: David A. Schwartz, 90, avenue Elgin, Pointe-Claire, Stanley L. Selinger, 6265, avenue Mountain Sights, tous deux avocats, et Claire Wilisky, secrétaire, éditrice, 3420, rue Hutchison, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

To carry on business as photographers, processors, finishers and pictures producers, under the name of "Studio Jac-Guy inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of the par value of \$1 each and 20,000 preferred shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company is at 1500 Atwater Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20869-0

2822-67

Threepoint Products Ltd

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Joseph Ulrich, machinist, 4573 Draper Avenue, Adam Bela Schneider, accountant, 3420 Jeanne-Mance, Apt. 4, and Frederick Schied, tool maker, 2566 Dandurand Street, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of machinery, tools and equipment, whether moved by mechanical power or not, under the name of "Threepoint Products Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20869-0

2907-67

Wilfrid A. Tremblay inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Wilfrid A. Tremblay, chartered insurance broker, Yvette Brosseau, housewife, wife separate as to property of the said Wilfrid A. Tremblay, both of 2920 Beaujolois, Brossard, and Jeannette Brosseau, house-keeper, fille majeure, 8020 des Vendéens, Anjou, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers and agents, under the name of "Wilfrid A. Tremblay inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 15 Aberdeen St., Saint-Lambert, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20869

2855-67

Valuex Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: David A. Schwartz, 90 Elgin Avenue, Pointe-Claire, Stanley L. Selinger, 6265 Mountain Sights Avenue, both advocates, and Claire Wilisky, secretary, spinster, 3420 Hutchison Street, the latter two of Montreal, for the following purposes:

Faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Valuex Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20869

2630-67

Variétés Tracy inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4^e jour de juillet 1967, constituant en corporation: Andrée Demers, 52, Les Plaines, Laval, Hélène Lamoureux, 10610, Verville, Montréal, toutes deux secrétaires, filles majeures, et Gilbert Lamoureux, notaire, 10842, Wilfrid St-Louis, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Exploiter une agence de publicité et faire affaires comme imprimeurs, sous le nom de « Variétés Tracy inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 700, boulevard Marie-Victorin, Tracy, district judiciaire de Richelieu.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20869-o

2964-67

To deal in all kinds of materials, under the name of "Valuex Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20869-o

2630-67

Variétés Tracy inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Andrée Demers, 52 Les Plaines, Laval, Hélène Lamoureux, 10610 Verville, Montreal, both secretaries, filles majeures, and Gilbert Lamoureux, notary, 10842 Wilfrid St-Louis, Montreal-North, for the following purposes:

To operate an advertising agency, and to carry on business as printers, under the name of "Variétés Tracy inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 700 Marie-Victorin Blvd., Tracy, judicial district of Richelieu.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20869

2964-67

Lettres patentes supplémentaires

Supplementary Letters Patent

Côté Boivin & Cie incorporée

Côté Boivin & Cie incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 7^e jour de juillet 1967, à la compagnie « Côté Boivin & Cie incorporée », réduisant son capital de \$1,250,000 à \$500,000, le capital annulé étant divisé en 75,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 7th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Côté Boivin & Cie incorporée", reducing its capital stock from \$1,250,000 to \$500,000, the cancelled share capital being divided into 75,000 preferred shares of \$10 each.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20869 o

956-23 — 1379/122

20869

956-23 — 1379/122

Cousineau-Gaboury Itée Cousineau-Gaboury Ltd.

Cousineau-Gaboury Itée Cousineau-Gaboury Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 28^e jour de juin 1967, à la compagnie « Cousineau-Gaboury Itée », constituée par lettres patentes en date du 12^e jour d'avril 1956, 1^o changeant son nom en celui de « Cousineau-Gaboury Itée — Cousineau-Gaboury Ltd. »; 2^o modifiant les privilèges et restrictions afférents aux actions privilégiées.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Cousineau-Gaboury Itée", incorporated by letters patent dated the 12th day of April, 1956, (1) changing its name to that of "Cousineau-Gaboury Itée — Cousineau-Gaboury Ltd."; (2) amending the privileges and restrictions attached to preferred shares.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20869-o

11157-56 — 1378/112

20869

11157-56 — 1378/112

Entreprises Restigouche limitée

Entreprises Restigouche limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 28^e jour de juin 1967, à la compagnie « Entreprises Restigouche limitée », subdivisant et convertissant

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Entreprises Restigouche limitée", subdividing and converting its 50,000 common

ses 50,000 actions ordinaires de \$1 chacune en 200,000 actions privilégiées catégorie « A » de \$0.20 chacune et 50,000 actions ordinaires de \$0.20 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20869 13158-56 — 1380/13

International Trust Company
Société de Fiducie Internationale

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 21e jour de juin 1967, à la compagnie « International Trust Company », constituée par lettres patentes en date du 4e jour de février 1960, changeant son nom en celui de « International Trust Company — Société de Fiducie Internationale ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20869 160-60 — 1379/46

J. B. E. Letellier Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 7e jour de juillet 1967, à la compagnie « J. B. E. Letellier Itée », réduisant son capital de \$150,000 à \$50,000, le capital annulé étant divisé en 1,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20869-o 4954-49 — 1379-126

Loudon Holdings Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 28e jour de juin 1967, à la compagnie « Loudon Holdings Inc. », augmentant son capital par la création de 100,000 actions privilégiées catégorie « B » de \$1 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20869 6728-51 — 1380/16

Montreal Phono Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 20e jour de juin 1967, à la compagnie « Montreal Phono Co. Ltd. », augmentant son capital de \$10,000 à \$300,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 290,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20869 13670-56 — 1379/59

Pettigrew & Letellier, Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 7e jour de juillet 1967, à la compagnie « Pettigrew & Letellier, Itée », réduisant son capital de \$299,000 à

shares of \$1 each into 200,000 class "A" preferred shares of \$0.20 each and 50,000 common shares of \$0.20 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20869-o 13158-56 — 1380/13

International Trust Company
Société de Fiducie Internationale

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "International Trust Company", incorporated by letters patent dated the 4th day of February, 1960, changing its name to that of "International Trust Company — Société de Fiducie Internationale".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20869-o 160-60 — 1379/46

J. B. E. Letellier Itée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 7th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "J. B. E. Letellier Itée", reducing its capital stock from \$150,000 to \$50,000, the cancelled share capital being divided into 1,000 preferred shares of \$100 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20869 4954-49 — 1379-126

Loudon Holdings Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Loudon Holdings Inc.", increasing its capital by the creation of 100,000 class "B" preferred shares of \$1 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20869-o 6728-51 — 1380/16

Montreal Phono Co. Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Montreal Phono Co. Ltd.", increasing its capital from \$10,000 to \$300,000, the additional capital stock being divided into 290,000 preferred shares of \$1 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20869-o 13670-56 — 1379/59

Pettigrew & Letellier, Itée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 7th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Pettigrew & Letellier, Itée", reducing its capital stock from \$299,000 to \$171,000,

\$171,000, le capital annulé étant divisé en 1,280 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20869-o 2105-24 — 1379/130

Segal's (Michael) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 19^e jour de juin 1967, à la compagnie « Segal's (Michael) Inc. », subdivisant ses actions ordinaires en 2,500 actions catégorie « A » d'une valeur au pair de \$5 chacune et 2,500 actions catégorie « B » d'une valeur au pair de \$5 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20869 14274-57 — 1379/63

Steinberg's Limited Steinberg limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 19^e jour de juillet 1967, à la compagnie « Steinberg's Limited — Steinberg limitée », augmentant son capital par la création de 102,000 actions privilégiées de \$98 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20869 645-30 — 1380/52

the cancelled share capital being divided into 1,280 preferred shares of \$100 each.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20869 2105-24 — 1379/130

Segal's (Michael) Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 19th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Segal's (Michael) Inc.", subdividing its common shares into 2,500 class "A" shares of the par value of \$5 each and 2,500 class "B" shares of the par value of \$5 each.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20869-o 14274-57 — 1379/63

Steinberg's Limited Steinberg limitée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 19th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Steinberg's Limited — Steinberg limitée", increasing its capital by the creation of 102,000 preferred shares of \$98 each.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20869-o 645-30 — 1380/52

Arrêtés en Conseil

Arrêté en conseil Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 2058

Québec, le 4 août 1967.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une correction à l'arrêté en conseil numéro 1672 du 22 juin 1967, ayant approuvé des modifications au décret relatif aux employés de garage dans la région de Québec.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), l'arrêté en conseil numéro 1672 du 22 juin 1967, ayant approuvé des modifications au décret numéro 164 du 6 février 1962 et amendements, relatif aux employés de garage dans la région de Québec, soit corrigé de la façon suivante:

À l'article 101^o, le mot « débosseleur » est ajouté après le mot « carrossier » dans l'énumération des métiers apparaissant sous le titre « Compagnon ».

Le Greffier du Conseil Exécutif,

20901-o JACQUES PRÉMONT.

Arrêté en conseil Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 2055

Québec, le 4 août 1967.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT un amendement au règlement de prélèvement du Comité conjoint des matériaux de construction.

Orders in Council

Order in Council Executive Council Chamber

Number 2058

Québec, August 4, 1967.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a correction to Order in Council number 1672 of June 22, 1967, which approved amendments to the Decree respecting Garage Employees in the Québec Region.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decree Act (RSQ 1964, c. 143), Order in Council number 1672 of June 22, 1967, which approved amendments to Decree number 164 of February 6, 1962, and amendments respecting Garage Employees in the Québec Region, be corrected as follows:

In section 101, in the list of trades given under the title "Journeyman", the words "dent removers", are added after the word "bodymen".

JACQUES PRÉMONT,

20901-o *Clerk of the Executive Council.*

Order in Council Executive Council Chamber

Number 2055

Québec, August 4, 1967.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment to the levy by-law of the Building Materials Joint Committee.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du Ministre du travail:

QUE, d'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), le règlement de prélèvement du Comité conjoint des matériaux de construction, approuvé par l'arrêté en conseil numéro 2504 du 21 décembre 1966; soit amendé en remplaçant à l'article « 1^o Cotisation » les paragraphes « a) », « b) » et « c) » par les suivants:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 2203 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{4}$ de 1% des salaires, commissions, bonis et allocations qu'ils versent à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 2203 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{4}$ de 1% du salaire établi dans le décret pour leur métier ou occupation.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 2203 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{4}$ de 1% de leur rémunération (salaires fixes, commissions, bonis et allocation.)

Le Greffier du Conseil exécutif,

20901-0

JACQUES PRÉMONT.

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 2054

Québec, le 4 août 1967.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT un amendement aux règlements généraux du Comité conjoint des Matériaux de Construction.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), les règlements généraux du Comité conjoint des Matériaux de Construction, approuvés par l'arrêté en conseil numéro 247-A du 27 janvier 1961, soient modifiés de la façon suivante:

L'énumération des parties contractantes apparaissant au début des règlements généraux est remplacée par la suivante:

« Montreal Construction Association;

Fédération Nationale des Syndicats du Bâtiment et du Bois Inc.;

(for all sections of the decree)

AND

The United Mine Workers of America;

L'Association du Béton du Québec;

Les métallurgistes Unis d'Amérique;

(for sections IV (Concrete or cement blocks) V (Concrete or cement pipes) and VI (Concrete or cement slabs))

AND

Montreal Tile, Terrazzo & Marble Employers' Association;

Syndicat de la Construction de Montréal (C.S.N.);

(for section VII (Marble Industry))

AND

Syndicat National des Travailleurs de l'Industrie de la Pierre et du Granit;

(for sections I (Granite Industry) and II (Natural Stone).)

Le Greffier du Conseil Exécutif,

20901-0

JACQUES PRÉMONT.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT, in accordance with the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R S Q 1964, c. 143), the levy by-law of the Building Materials Joint Committee (approved by Order in Council number 2504 of December 21, 1966, be amended by replacing subsections "(a)", "(b)" and "(c)" of section "1. Dues" thereof by the following:

"(a) Professional employers governed by said Decree number 2203 and amendments, shall pay the Parity Committee an amount equal to $\frac{1}{4}$ of 1% of the wages, commissions, bonuses and allowances paid to their employees governed by the said decree.

(b) Artisans governed by said Decree number 2203 and amendments shall pay the Parity Committee an amount equal to $\frac{1}{4}$ of 1% of the wages established by the decree for their trade or occupation.

(c) Employees governed by said Decree number 2203 and amendments shall pay the Parity Committee an amount equal to $\frac{1}{4}$ of 1% of their wages (straight salaries, commissions, bonuses and allowances)."

JACQUES PRÉMONT,

20901-0

Clerk of the Executive Council.

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 2054

Québec, August 4, 1967.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment to the general by-laws of the Building Materials Joint Committee.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT, in accordance with the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R S Q, 1964, c. 143), the general by-laws of the Building Materials Joint Committee (approved by Order in Council number 247-A of January 27, 1961) be amended as follows:

The list of contracting parties given at the beginning of the general by-laws is replaced by the following:

"Montreal Construction Association;

Fédération Nationale des Syndicats du Bâtiment et du Bois Inc.;

(for all sections of the decree)

AND

The United Mine Workers of America;

L'Association du Béton du Québec;

Les métallurgistes Unis d'Amérique;

(for sections IV (Concrete or cement blocks), V (Concrete or cement pipes) and VI (Concrete or cement slabs))

AND

Montreal Tile, Terrazzo & Marble Employers' Association;

Syndicat de la Construction de Montréal (C.S.N.);

(for section VII (Marble Industry))

AND

Syndicat National des Travailleurs de l'Industrie de la Pierre et du Granit;

(for sections I (Granite Industry) and II (Natural Stone)."

JACQUES PRÉMONT,

20901-0

Clerk of the Executive Council.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 2059

Québec, le 4 août 1967.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la construction dans les régions de Saint-Hyacinthe, Saint-Jean et Granby.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec 1964, chapitre 143), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la construction dans les régions de Saint-Hyacinthe, Saint-Jean et Granby, rendue obligatoire par le décret numéro 216 du 3 février 1967, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 29 avril 1967;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 216, soit modifié comme suit:

1^o L'article 11 suivant est ajouté au titre premier:

« Article 11. Définitions: Aux fins du présent décret, et compte tenu du champ d'application industriel ou professionnel déterminé aux articles 2, 41 et 61, les mots et termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

11.01 *Apprenti*: Ce terme désigne le salarié qui apprend l'un ou l'autre des métiers visés par le présent décret.

11.02 *Apprenti électricien*: Ce terme désigne une personne reconnue comme apprenti par le Bureau des examinateurs électriciens de la province de Québec et qui loue à ce titre ses services pour exécuter des travaux d'installations électriques ou de réfection, de réparation ou de modification d'installations électriques.

11.03 *Apprenti en plomberie et chauffage*: Ce terme désigne toute personne qui fait l'apprentissage des travaux d'installation, de réparation ou de réfection d'une, de plusieurs ou de toutes les installations de tuyauterie prévues par la Loi des mécaniciens en tuyauterie (S.R.Q. 1964, chapitre 154, article 2).

11.04 *Artisan*: Ce terme désigne toute personne physique qui exécute de ses propres mains un travail faisant l'objet du présent décret. Il est strictement défendu à un artisan de faire un travail forfait, par contrat écrit ou verbal ou autrement.

11.05 *Briqueur-maçon*: Ce terme désigne le salarié qui est employé à la pose des pièces de maçonnerie suivantes: Briques, briques à feu, briques ou carreaux réfractaires, terre cuite, pierre naturelle et artificielle, béton architectural préfabriqué, blocs de gypse, blocs de béton, blocs de verre, blocs d'utilité ou blocs de parement d'une épaisseur d'au moins un pouce (1"), blocs de matériau composite, blocs d'aggrégats légers

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 2059

Québec, August 4, 1967.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree respecting the Construction Industry in the regions of Saint-Hyacinthe, Saint-Jean and Granby.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, c. 143), the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Construction Industry in the regions of St. Hyacinthe, St. Jean and Granby (made binding by Decree number 216 of February 3, 1967) have petitioned the Minister of Labour to submit the following amendments to the said decree for the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council:

WHEREAS the petition was published in the *Québec Official Gazette* of April 29, 1967;

WHEREAS, in compliance with the Act, the objections brought forth were duly considered;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT said Decree number 216 be amended as follows:

1. The following section 11 is added to Part one:

"Section 11. Definitions: Considering the industrial or professional jurisdiction contained in sections 2, 41 and 61, in this decree,

11.01 "apprentice" means any employee who learns one of the trades covered by this decree;

11.02 "apprentice electrician" means any person recognized as an apprentice by Board of Examining Electricians of the Province of Québec, who hires out his services as such to carry out electrical installation work or to renew, alter or repair electrical installations;

11.03 "plumbing and heating apprentice" means anyone who is apprenticed to the work of installing, repairing or renewing one, several or all the piping systems mentioned in the Pipe-Mechanics Act (R.S.Q. 1964, c. 154, s. 2);

11.04 "artisan" means anyone who, with his own hands, performs work covered by this decree. No artisan may perform work on a contract basis, by written or verbal agreement, or otherwise;

11.05 "bricklayer-mason" means any employee who lays the following masonry items: bricks, fire bricks, refractory bricks or tiles, terracotta, natural or artificial stone, architectural precast concrete, gypsum blocks, concrete blocks, glass blocks, utility or tile blocks at least 1" thick, composition blocks, light-weight aggregate blocks for walls and partitions or any other partition blocks laid with mortar, cement

pour murs et cloisons ou tout autre bloc pour cloisons posé avec du mortier, du ciment ou un adhésif de matériau de composite. Cet ouvrier pose et soude par points des dispositions d'ancrage des pièces de maçonnerie. Il doit être employé au sciage de pièces de maçonnerie au moyen d'une scie mécanique, au tirage des joints lors de la pose de pièces de maçonnerie.

11.06 *Brûleur au mazout*: Ce terme désigne tout salarié qui loue ses services à un entrepreneur de brûleurs au mazout pour des travaux d'installation, de réparation, de réfection, d'entretien ou de service de brûleurs au mazout (S.R.Q. 1964, chapitre 154).

Le terme « compagnon débutant en brûleur au mazout » désigne tout salarié qui en est à sa première année de pratique après avoir terminé son année d'apprentissage et avoir passé avec succès son examen dans le métier.

Le terme « apprenti en brûleur au mazout » désigne le salarié qui apprend pendant une année le métier de poseur de brûleurs au mazout.

11.07 *Calorifugeur*: Ce terme désigne toute personne qui pose, applique, insuffle, fixe, à la main ou à la machine, des matériaux isolants tels que liège, amiante, soie de verre, ciment d'amiante, feutre, ou autres produits similaires, sur les parois d'appareils, tels que chaudières, tuyaux, réservoirs. Toutefois, le ferblantier et le plombier peuvent faire le calorifugeage de leurs propres installations.

11.08 *Carrelleur*: Ce terme désigne toute personne qui taille, dispose: étend en rouleau ou par carreaux, tout matériau à base de caoutchouc, vinyle, asphalte, de tapis ou autres produits synthétiques ou similaires, servant à décorer ou à finir les parquets, les murs ou autres ouvrages analogues.

11.09 *Carrelleur mosaïste et marbrier*: Ces termes désignent tout salarié qui fait la pose de carreaux céramiques, de carreaux vitrifiés et émaillés, de carreaux mosaïques, de carreaux de carrières, de carreaux d'ardoise, de carreaux de marbre ainsi que tous les autres matériaux de semblable nature, le tout avec du mortier ou de la colle et aussi la pose de tout autre accessoire s'y rapportant.

11.10 *Charpentier-menuisier*: Ce terme désigne tout salarié qui fait l'assemblage des pièces de bois, de planches murales et de toutes lattes de matériau composite, monte les charpentes, fabrique les panneaux servant de coffrages à béton, pose des cloisons, des moustiquaires, des cadres, des châssis, des fenêtres, que ces cloisons, moustiquaires, cadres, châssis ou fenêtres soient en bois ou en métal. Il pose les coupe-froid ainsi que tous les matériaux isolants, le papier bardeau, le bardeau goudronné ou de métal, ainsi que la tuile de béton et la tuile de grès, la tôle non soudée et non agrafée qui s'y rapporte; il pose le clin de bois ou de métal ainsi que les moulures et les coins métalliques; met en place des comptoirs et des tablettes, fixes ou mobiles, répare les objets en bois et exécute tout autre travail en bois de semblable nature. Il exécute aussi tous les travaux préliminaires de bois se rapportant à l'industrie de la construction, tel que la fabrication de « panneaux » servant de coffrages à béton ou à tout autre usage, sur un chantier de construction. Le charpentier-menuisier pose le bois dur sur parquets, pose les carreaux acoustiques sur plafonds et murs, pose l'arborite ou tout matériau équivalent. Il peut poser l'acier de béton, Il peut aussi finir le ciment sur une superficie n'excédant pas 500 pieds carrés.

or composition adhesive; a bricklayer-mason also sets and tack-welds masonry-anchoring devices; cuts masonry items with a power saw; does joint-pointing when masonry items are installed;

11.06 "oil burner journeyman" means any employee who leases his services to an oil burner contractor to instal, repair, renew, maintain or service oil burners (R S Q 1964, c. 154);

"Oil burner junior journeyman" means any employee who is in his first practical year after completing his year of apprenticeship and successfully passing his trade examination;

"Oil burner apprentice" means any employee who learns the oil burner installer's trade for one full year;

11.07 "insulator" means anyone who lays, sets or installs, by hand or machine, insulation materials such as cork, asbestos, fiberglass, asbestos cement, felt or other similar products to or on the walls of apparatus such as boilers, pipes and tanks. However, tinsmiths and pipe mechanics may insulate their own installations.

11.08 "tile setter" means anyone who cuts, lays out and sets any material made of rubber, vinyl, asphalt, carpet or other synthetic or similar products either in rolls or in tile-form, used to decorate or finish floors, walls and other analogous work;

11.09 "tile setter and marble layer" means any employee who sets ceramic tiles, vitrified and enameled tiles, mosaic tiles, quarry tiles, slate tiles or any other similar materials (such tiles being set with mortar or glue) and who also sets all other accessories pertaining thereto;

11.10 "carpenter-joiner" means any employee who joins pieces of wood, composition wallboard and all composition lathing; does frame work; makes panels for concrete forms; installs metal or wooden partitions, screens, frames, window-frames or windows; installs weatherstripping as well as all insulation materials, shingle sheathing paper, tarred shingle or metal, including cement or slate tile, unhooked and unwelded sheet-metal connected therewith; installs bevel siding (wooden or metal) as well as corner beads and mouldings; sets in place stationary or mobile counters and shelves; repairs wooden articles and performs all other similar wood work; does all preliminary wood work in connection with the construction industry, such as making panels for concrete forms or for other purposes on a construction site; lays hardwood on floors, lays acoustical tile on ceilings and walls; lays "Arborite" or any equivalent material; he may set steel reinforcement in concrete and do cement finishing on a surface not exceeding 500 sq. ft.

11.11 *Chaudronnier monteur*: Ce terme désigne le salarié qui installe des chaudières, monte des pièces métalliques s'y rapportant, pose les accessoires sur des bases ou supports, pose et roule les conduits et assemble toutes pièces sous pression ou non, qui monte les cheminées ou conduites d'échappement de fumée, de trémies, de chargeurs automatiques, de réservoirs et d'autre métal laminé, qui met en place et installe des chaudières portatives ou des réservoirs.

11.12 *Cimentier-applicateur*: Ce terme désigne tout salarié qui pose et surface le ciment pour les planchers, murs, trottoirs et pavage, qui fait les revêtements unis et d'ornementations en ciment, applique les durcisseurs, les scellants et fait tout autre revêtement de nature semblable sur les planchers, trottoirs et pavages.

11.13 *Compagnons*: Ce terme désigne tout salarié qui a terminé son apprentissage et qui a obtenu sa licence ou son certificat de qualification.

11.14 *Compagnon électricien*: Ce terme désigne toute personne qui fait des travaux d'installation électrique nouvelle ou existante, de réfection, de réparation ou de modification de fils, de conduits ou d'appareils électriques, à des fins d'énergie, d'éclairage ou de chauffage au compte d'un entrepreneur électricien. Cet ouvrier doit détenir à ces fins la licence « C » d'après les dispositions de l'article 31 de la Loi des électriciens et installations électriques (Statuts refondus de Québec, 1964, chapitre 152.)

11.15 *Compagnon tuyauteur*: Ce terme désigne toute personne qui loue ses services à un entrepreneur pour effectuer des travaux d'installation, de réparation ou de réfection d'une, de plusieurs ou de toutes les installations de tuyauterie prévues par la Loi des mécaniciens en tuyauterie (Statuts refondus de Québec, 1964, chapitre 154, article 2.)

11.16 *Conducteur*: Ce terme désigne le salarié qui conduit ou fait manoeuvrer une machine et qui la règle lui-même.

11.17 *Conducteur de machine fixe ou portative*: Ce terme désigne les conducteurs ou chauffeurs préposés à la surveillance d'une installation de force motrice à vapeur ou au fonctionnement de celle-ci au sens de l'article 2 de la Loi des mécaniciens de machines fixes (Statuts refondus de Québec, 1964, chapitre 157).

11.18 *Contremaître*: Ce terme désigne tout salarié qui est le représentant autorisé et immédiat de son employeur, sur le chantier, auprès des propriétaires, architectes, ingénieurs et des salariés, qui contrôle et surveille l'exécution des travaux, contrôle la présence des ouvriers au travail et enregistre les entrées et sorties de matériaux.

11.19 *Couvreur*: Ce terme désigne le salarié qui est employé à l'application de couvertures de composition d'asphalte ou produits similaires, à la réparation de telles couvertures, y compris le coupe-vapeur et l'isolation nécessaire pour de telles couvertures, les membranes d'imperméabilisation et la pose de la tôle non soudée et non agrafée.

11.20 *Entrepreneur*: Ce terme désigne toute personne physique ou morale, compagnie, association ou corporation qui travaille seule ou qui emploie des ouvriers, qui surveille ou entreprend pour le compte d'autrui, à l'heure, à la journée ou à forfait, par convention verbale, écrite ou autrement, un ou plusieurs travaux visés par le présent décret.

11.11 "boilermaker" means the employee who installs boilers, erects the metal parts in connection therewith, places equipment on foundations or supports, fits and rolls tubes, fits all pressure or non-pressure parts, erects chimneys or smoke outler pipes, erects hoppers, automatic stokers, tanks and other rolled metal and who places and installs portable boilers or tanks;

11.12 "cement finisher" means any employee who levels and finished cement for floors, sidewalks and paving; does plain or ornamental cement coating; applies setters and sealers and does all other type of similar coatings on floors, sidewalks and paving;

11.13 "journeyman" means any employee who has completed his apprenticeship has obtained his licence or competency certificate;

11.14 "journeyman electrician" means anyone who works on new or existing electrical installations; renews, repairs or modifies wires, conduits or electrical equipment for power, lighting or heating purposes, for an electrical contractor. Pursuant to section 21 of the Electricians and Electrical Installations Act (RSQ 1964, c. 152), such person shall hold a "C" licence;

11.15 "journeyman pipe mechanic" means anyone who hires out his services to a contractor for the purpose of installing, repairing or renewing one, several or all of the piping systems listed in subparagraph "a", "b", "c" and "d", subsection 2 of the Pipe-Mechanics Act (RSQ 1964, c. 154, s. 2).

11.16 "operator" means any employee who drives or operates a machine and sets it himself;

11.17 "engineman, stationary or portable engines" means operators or enginemen who supervise the operation of a motive power installation as defined in section 2 of the Stationary Enginemen Act (RSQ 1964, c. 157);

11.18 "foreman" means any employee who is the duly-authorized representative of his employer, on the construction site, with owners, architects, engineers and employees; he controls and checks work performance; controls employees' attendance and records all stock-material transactions;

11.19 "roofer" means any employee who lays roofing material made of composition asphalt or similar products; repair roofs, including the vapour barrier and insulation connected therewith and water-proofing membranes; lays unwelded and unhooked sheet-metal;

11.20 "contractor" means any person, company, association or corporation working alone or employing one or more workmen; supersising or contracting for, on an hourly, daily or job basis, by verbal or written agreement or otherwise, any of the work covered by this decree;

11.21 *Entrepreneur électricien ou maître électricien*: Ces termes signifient toute personne, compagnie, association ou corporation qui fait affaires comme tel ou qui prend à son compte des travaux d'installation électrique, nouvelle ou existante, de réfection, de réparation ou de modification de fils, de conduits ou d'appareils électriques à des fins d'énergie, d'éclairage ou de chauffage, que tels travaux soient exécutés à l'heure, à la journée ou à forfait, par convention verbale, par contrat écrit ou autrement. Le « maître électricien » et « l'entrepreneur électricien » doivent détenir à ces fins la licence « A » ou la licence « B », selon le cas, d'après les dispositions de l'article 21 de la Loi des électriciens et installations électriques (Statuts refondus de Québec, 1964, chapitre 152).

11.22 *Entrepreneur plombier*: Ce terme désigne toute personne, compagnie, association ou corporation qui emploie des compagnons ou des apprentis, tel que décrit dans les paragraphes 3^o et 4^o de l'article 2 de la Loi des mécaniciens en tuyauterie ou qui prend à son compte à l'heure, à la journée ou à forfait par convention verbale, par contrat écrit ou autrement, des travaux d'installation, de réparation ou de réfection d'un, de plusieurs ou de tous les systèmes de tuyauterie suivants, savoir:

a) Les systèmes de chauffage utilisés pour la production de la force motrice ou la chaleur sous quelque forme que ce soit, dans tout bâtiment ou construction, ces systèmes comprenant entre autres les systèmes à eau chaude par gravité ou à circulation forcée et les systèmes à vapeur fonctionnant à haute ou basse pression ou à vide comprenant également tout système de combustion;

b) Les systèmes de réfrigération de tout entrepôt, bâtiment ou local, destinés à rafraîchir l'air, à refroidir des substances ou à faire de la glace, et qui ont la capacité que déterminera le bureau des examinateurs;

c) Les systèmes de plomberie: dans tout bâtiment ou construction, comprenant la tuyauterie et tous les accessoires utilisés pour le drainage ou l'égouttement; pour l'arrière ventilation des siphons; pour l'alimentation d'eau chaude ou froide; pour l'alimentation du gaz. (Statuts refondus de Québec, 1964, chapitre 154).

11.23 *Ferblantier*: Ce terme désigne tout salarié qui travaille la tôle (fer, cuivre, aluminium ou acier inoxydable ou produits similaires), qui fabrique, pose ou fait le traçage de toutes sortes d'objets de métal en feuilles sur le chantier; qui fait le montage et la réparation d'installations de ventilation, de climatisation, des installations à air chaud et qui exécute tout autre travail analogue comme le revêtement de métal de lanternes, les corniches, les coupe-feu, les solins, les gouttières et les installations préfabriquées.

11.24 *Ferrailleur*: Ce terme désigne toute personne qui coupe, cintre, place et assemble les tiges métalliques avec du fil de fer ou des attaches ou par soudage dans les coffrages, colonnes, poutres ou autres ouvrages analogues pour renforcer le béton.

11.25 *Foreur*: Ce terme désigne tout salarié qui fait fonctionner une foreuse pneumatique ou à vapeur utilisée pour percer des trous de tir à la poudre ou autrement, ou pour faire des travaux de démolition, et qui exécute au besoin tout autre travail de semblable nature.

11.26 *Granitiste*: Ce terme désigne tout salarié qui nivelle la surface propre à recevoir le granite, mesure, divise cette surface et y trace les lignes, prépare les échantillons et le mélange, procède

11.21 "master electrician" and "contracting electrician" mean any person, company, association or corporation doing business as such or undertaking on his (its) own account, work for new or existing electrical installations, the renewal, repair or changing of electrical wires, conduits or apparatus for power, lighting or heating purposes, whether such work be done by the hour, day or on a lump sum basis, by verbal agreement, written contract or otherwise. In accordance with the provisions of section 21 of the Electricians and Electrical Installations Act (R. S. Q. 1964, c. 152), every "master electrician" and "contracting electrician" must hold, for such purposes, licenses "A" or "B", as the case may be;

11.22 "plumbing contractor" means any person, company, association or corporation who (which) employs journeymen or apprentices, as set forth in paragraphs 3 and 4 of the Pipe-Mechanics Act, or who (which) undertakes on his (its) own account by the hour, day or lump sum basis, by verbal agreement, written contract or otherwise, the installation, repair or renewal of one, several or all of the following piping systems:

(a) heating systems used for producing motive power or heat in any form whatsoever, in any building or construction. Such systems include gravity or forced hot water systems and high, low or vacuum steam systems, also including any firing system;

(b) refrigeration systems of any warehouse, building or premises, used to cool the air, chill items or make ice, having a capacity to be determined by the Board of Examiners;

(c) plumbing systems, in any building or construction, including piping and all accessories used for drainage or draining; for back air vent; for supplying hot or cold water or gas (R. S. Q. 1964, c. 154);

11.23 "tinsmith" means any employee who does sheet-metal work (iron, copper, aluminum or stainless steel and comparable products); makes, installs or marks out all types of sheet-metal items on the job; installs or repairs ventilating and air conditioning equipment, hot-air systems; performs all other similar work such as metal-cladding, for sky lights, cornices, fire doors, flashings, eave throughs and prefabricated systems;

11.24 "reinforcing steel erector" means anyone who cuts, bends, sets and secures metal rods by means of wire, clamps or welds in forms, columns, beams and other comparable devices used to re-inforce concrete;

11.25 "driller" means any employee who operates a pneumatic or steam drill used to bore holes for powder, other blasting or for other demolition tasks and who performs any related work as required;

11.26 "terrazzo layer" means any employee who levels surfaces to be covered with terrazzo; measures and divides such surfaces and draws lines thereon; prepares samples and mixtures;

ou surveille le roulage et le polissage du terrazzo et exécute tout autre travail connexe. Toutefois, le salarié qui exécute présentement la pose de planchers à base de produits synthétiques (torginol ou équivalent) est le seul autorisé à faire ce travail.

11.27 *Installateur d'appareils de chauffage à air chaud*: Ce terme désigne tout salarié qui détient présentement une licence pour installer des appareils à air chaud (libre ou forcé) et qui fait les raccordements des tuyaux métalliques préfabriqués à cette fin.

11.28 *Installations électriques*: Toutes les installations aux fins d'éclairage, de chauffage, et de force motrice électrique, les installations de paratonnerre, y compris dans tous les cas les fils, câbles, conduits, accessoires, dispositifs et appareils électriques formant partie de l'installation elle-même, y étant reliés ou servant au raccordement de l'installation au réseau de service public ou de service municipal l'alimentant, lequel point de raccordement est au mur de l'édifice public ou de la construction le plus rapproché de la ligne de service.

11.29 *Jointoyeur*: Ce terme désigne celui qui tire, polit, finit ou répare, à la main ou à la machine, les joints avec du mortier, du plâtre, ou autre produit similaire sur toute planche murale de matériau composite ou autre ouvrage analogue.

11.30 *Manoeuvre*: Ce terme désigne tout salarié qui exécute un travail non qualifié.

11.31 *Manoeuvre spécialisé*: Le terme « manoeuvre spécialisé » ou les termes « aide briqueteur », « aide plâtrier » et « aide maçon » désignent tout salarié préposé à la préparation manuelle ou au transport à la brouette, de mortier, de celanite ou de toute substance similaire servant à la construction, les porteurs d'oiseau ainsi que les ouvriers préposés spécialement au service des briqueteurs: des maçons et des plâtriers.

11.32 *Peintre*: Ce terme désigne toute personne qui applique, imite, dore ou étend, au pinceau, au rouleau, à la machine pneumatique ou au tampon toute peinture, teinture, vernis, papier-tenture, ou autres produits similaires, sur toutes surfaces intérieures ou extérieures et qui fait la préparation desdites surfaces destinées à recevoir tels produits et qui tire les joints de gyproc.

11.33 *Plâtrier*: Ce terme désigne tout salarié qui exécute des travaux d'enduits de plâtre, de ciment, de celanite et de mortier. Il désigne aussi celui qui fait du stuc, des moulures de plâtre, la pose et le coulage des ornements, pose les règles pour faire la pose de la moulure, exécute tout autre travail connexe et tire les joints de gyproc.

11.34 *Poseur de lattis métallique*: Ce terme désigne toute personne:

(a) qui fixe, coupe ou pose, sur quelque paroi que ce soit, des lattes de métal, de bois ou de matériau composite ou autres produits similaires destinés à servir de support au mortier, au plâtre ou à d'autres matériaux ignifugeants, ou

(b) qui pose des carreaux acoustiques vissés ou collés sur quelque paroi que ce soit ou qui pose et installe les cloisons préfabriquées en acier ou exécute des ouvrages analogues.

11.35 *Serrurier de bâtiment (Travailleur en fer et bronze d'ornementation)*: Ce terme désigne tout salarié qui fait le tracé, la coupe, la préparation et l'assemblage, au moyen de machines, d'outils ou de soudure, de toutes pièces en fer, bronze, acier et aluminium pour la fabrication d'escaliers intérieurs ou extérieurs, de garde-corps, de

does or supervises the rolling and polishing of terrazzo and performs any other similar work. Employees who are presently laying synthetic-base flooring ("Torginol" or the equivalent) are the only ones who may perform such work.

11.27 "hot air heating system installer" means any employee who presently holds a licence to install hot air systems (pressurized or not) and who fits the conduits prefabricated for that purpose;

11.28 "electrical installations" means all installations for electric lighting, heating or power, including, in every instance, wires, cables, conduits, accessories, electrical appliances and apparatus which are part of the installation itself, being attached thereto or used for connecting the installation with the public or municipal service system supplying it. The connecting point shall be on the wall of the building or construction nearest to the public service line;

11.29 "joint-pointer" means any employee who points, polishes, finishes or repairs, by hand or machine, joint with mortar, plaster or other similar products on composition wallboard and who does other comparable work;

11.30 "labourer" means any employee who performs work requiring no special skill;

11.31 "general helper" or "bricklayer's helper", "plasterer's helper" and "mason's helper" mean any employee who manually prepares or transports by wheelbarrow, mortar, celanite or any other similar construction materials; the terms also mean hod carriers and workers who are assigned to exclusively assist bricklayers, masons and plasterers;

11.32 "painter" means anyone who applies, imitates, gilds or spreads (by means of a brush roller, air apparatus or pad), all types of paint-dye, varnish, wallpaper or other similar products to all inside or outside surfaces; prepares the said surfaces to be covered by such products; does "Gyproc" joint-pointing;

11.33 "plasterer" means any employee who does plaster, cement, celanite or mortar coatings; he also does stucco work, plaster molds; lays and pours ornaments; lays beads to run mouldings; performs any other comparable work and does "Gyproc" joint-pointing;

11.34 "metal lather" means anyone who:

(a) sets, cuts or installs on any wall whatever, metal, wooden or composition laths or other similar products used to support mortar, plaster or other fire-proofing material;

(b) sets acoustical tile by means of screws or glue on any wall whatever; installs steel prefabricated partitions; performs other comparable work;

11.35 "ornamental iron and bronze worker" means any employee who traces, cuts, prepares and assembles by means of machines, tools or welding, steel, bronze, iron or other metal for the fabrication of inside or outside staircases, handrails, fences, gates, sashes, marquees, cellar or inspection trap doors, all kinds of gratings,

clôtures, de barrières, de châssis, de marquises, de trappes de cave ou d'inspection de grillages de tous genres, de chutes à charbon, de cloisons et d'appareils de sauvetage ou de tout travail de même genre, et qui en fait l'installation ou le montage sur le chantier de construction.

11.36 *Tailleur de pierre*: Ce terme désigne le salarié qui taille et dresse la pierre aux dimensions nécessaires pour tous genres de travaux de construction ou de réparations.

2° Les mots « poseur de gicleurs » apparaissant à l'article 47.07 sont biffés.

Le Greffier du Conseil Exécutif,

20901-0

JACQUES PRÉMONT.

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 2043

Québec, le 4 août 1967.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.
CONCERNANT la Régie des rentes du Québec.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre des finances:

QUE soit approuvé, sous l'autorité des articles 4, 5 et 6 du Régime de rentes du Québec (13-14 Elizabeth II, chapitre 24), dans sa version française et anglaise, le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement adopté sous l'autorité du Régime de rentes du Québec — Regulation to amend the Regulation made under the Québec Pension Plan », adopté par la Régie des rentes du Québec, à sa séance du 4 janvier 1967, et dont copie est jointe au présent arrêté en conseil;

QUE ce règlement n'entre en vigueur qu'après sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Copie conforme.

Le Greffier du Conseil exécutif,

JACQUES PRÉMONT.

RÉGIE DES RENTES DU QUÉBEC

Extrait du procès-verbal d'une séance de la Régie des rentes du Québec tenue le 4 janvier 1967 et à laquelle il y avait quorum

« (1-67) Modification au règlement régime de rentes du Québec »

IL EST RÉSOLU que sous l'autorité des articles 4, 5 et 6 du Régime de rentes du Québec (13-14 Elizabeth II, chapitre 24), la Régie adopte comme règlement de la Régie les versions française et anglaise du règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement adopté sous l'autorité du Régime de rentes du Québec — Regulation to amend the Regulation made under the Québec Pension Plan ».

Copie conforme.

Le Secrétaire,

GILL FORTIER.

RÉGIE DES RENTES DE QUÉBEC

Règlement

modifiant le Règlement adopté sous l'autorité du Régime de rentes du Québec

1. Le règlement adopté sous l'autorité du Régime de rentes du Québec (approuvé par l'arrêté en conseil numéro 451, du 22 mars 1966, et publié dans la *Gazette officielle de Québec* le 23 avril 1966) est modifié en remplaçant le titre dudit règlement par le suivant:

« Règlement relatif au travail visé ».

coal chutes, vault doors, five doors, partitions and life-saving apparatus or who does any work of the same type or connected therewith and installs and erects the same on a construction site.

11.36 "stone cutter" means any employee who cuts and prepares stone in the dimensions necessary for all types of repair or construction work."

2. In subsection 47.07, the words "sprinkler fitters" are deleted.

JACQUES PRÉMONT,

20901-0

Clerk of the Executive Council.

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 2043

Québec, August 4, 1967.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.
CONCERNING the Québec Pension Board.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Finance:

THAT, under the authority of sections 4, 5 and 6 of the Québec Pension Plan (13-14 Elizabeth II, chapter 24), in its French and English versions, the regulation entitled "Règlement modifiant le Règlement adopté sous l'autorité du Régime de rentes du Québec — Regulation to amend the Regulation made under the Québec Pension Plan", adopted by the Québec Pension Board, at its meeting on January 4, 1967, and a copy of which is annexed to this Order in Council, be approved;

THAT this regulation become effective only after its publication in the *Québec Official Gazette*.

True copy.

JACQUES PRÉMONT,

Clerk of the Executive Council.

QUÉBEC PENSION BOARD

Extract of the minutes of a meeting of the Québec Pension Board, held on January 4, 1967, at which there was quorum

"(1-67) Amendment to the Québec Pension Plan Regulation

IT IS RESOLVED that, under the authority of sections 4, 5 and 6 of the Québec Pension Plan (13-14 Elizabeth II, chapter 24), the Board adopts as its regulation the French and English versions of the regulation entitled "Règlement modifiant le Règlement adopté sous l'autorité du Régime de rentes du Québec — Regulation to amend the Regulation made under the Québec Pension Plan".

True copy.

GILL FORTIER,

Secretary.

QUÉBEC PENSION BOARD

Regulation

to amend the Regulation made under the Québec Pension Plan

1. The Regulation made under the Québec Pension Plan (approved by Order in Council Number 451 of March 22, 1966 and published in the *Québec Official Gazette* of April 23, 1966) is amended by replacing the title of the said Regulation by the following:

"Regulation respecting Pensionable Employment".

2. Ledit règlement est modifié en remplaçant au début du règlement l'expression « Titre I » par l'expression suivante:

« SECTION I »

3. Ledit règlement est modifié en remplaçant l'article « 1.01 » par l'article suivant:

« 1.01 Pour les fins du Régime de rentes du Québec et du présent règlement, les expressions suivantes signifient:

a) « agriculture »: l'ensemble des travaux relatifs à la mise en oeuvre d'une ferme, lorsqu'ils sont exécutés sur une ferme, au profit d'un particulier ou d'une autre personne qui est un exploitant agricole et, sans limiter la généralité de ce qui précède, comprend:

1° les travaux suivants, lorsqu'ils sont exécutés sur une ferme au profit d'un particulier ou d'une autre personne qui est un exploitant agricole:

i) le défrichement du terrain aux fins de la mise en oeuvre d'une ferme;

ii) la culture du sol;

iii) la conservation du sol, y compris la construction, l'entretien et le fonctionnement de réseaux de tuyaux de drainage, de fossés, de canaux, de réservoirs ou de cours d'eau servant exclusivement à la mise en oeuvre d'une ferme;

iv) la production, la récolte, l'entreposage ou le classement de tout produit agricole naturel;

v) la cueillette de baies sauvages y compris l'aménagement du terrain pour cette cueillette;

vi) l'apiculture et la production du miel;

vii) la reproduction ou l'élevage du bétail, d'animaux à fourrure, d'oiseaux de toutes espèces;

viii) la production des oeufs;

ix) la production du lait et la fabrication du beurre et du fromage sur la ferme où le lait est produit;

x) la production d'eau d'érable, de sirop d'érable ou de sucre d'érable;

2° la mise en marché ou la vente, en dehors de la ferme, au profit de cet exploitant agricole, de tous produits découlant des travaux déjà décrits dans le présent paragraphe, si cette mise en marché ou vente est incidente à ces travaux.

b) « exploitation agricole »: l'entreprise d'agriculture exploitée au profit d'un particulier ou de toute autre personne qui est un exploitant agricole;

c) « horticulture » les travaux qui se rapportent à:

1° la culture, la production et la récolte de légumes, de fleurs, d'arbustes, d'herbes à gazon ainsi que celles de leurs graines, plants, greffes ou boutures,

2° l'aménagement de jardins paysagés qui ne constitue qu'une partie incidente des travaux décrits au sous-paragraphe 1° ou des travaux de l'agriculture,

3° tous les services incidents à l'exécution de l'un quelconque des travaux décrits aux sous-paragraphe 1° ou 2° si les services sont exécutés au même endroit que les travaux;

d) « pêche »: la pêche de tout poisson, y compris les testacés, crustacés, mollusques ou de tout animal aquatique, ou la récolte de toute plante aquatique;

e) « chasse »: la chasse de tout animal sauvage mais ne comprend pas l'exploitation d'une entreprise d'extermination des rongeurs;

f) « piégeage »: le piégeage de tout animal sauvage mais ne comprend pas l'exploitation d'une entreprise d'extermination des rongeurs;

2. The said Regulation is amended by replacing the expression "Title I" at the beginning of the Regulation by the following:

"DIVISION I"

3. The said Regulation is amended by replacing section 1.01 by the following section:

"1.01 For the purposes of the Québec Pension Plan and this Regulation, the following expressions mean:

(a) "agriculture": all the operations relating to farming when carried on a farm for the benefit of an individual or other person who is a farmer and, without limiting the generality of the foregoing, includes:

(1) the following operations, when they are carried on a farm for the benefit of an individual or other person who is a farmer:

(i) clearing of land for the purposes of farming;

(ii) cultivation of the soil;

(iii) conservation of the soil, including the construction, maintenance and operation of drainage systems, ditches, canals, reservoirs or waterways exclusively for the purposes of farming;

(iv) producing, harvesting, storing or grading of any natural product of farming;

(v) harvesting of wild berries, including the preparation of land therefor;

(vi) raising of bees and producing of honey;

(vii) breeding or raising of live-stock, furbearing animals or birds of any kind;

(viii) producing of eggs;

(ix) dairy farming and the processing of butter or cheese on the farm where it is produced;

(x) producing of maple sap, maple syrup or maple sugar;

2. the marketing or selling, off the farm for the benefit of such farmer, of any of the products of the operations previously described in this paragraph, where such marketing or selling is incidental to those operations;

(b) "agricultural enterprise": the business of agriculture carried on for the benefit of an individual or other person who is a farmer;

(c) "horticulture": the operations relating to:

1. raising, producing or harvesting of vegetables, flowers, shrubs or ornamental grasses and their seeds, seedlings grafts or cuttings;

2. landscape gardening where such landscape gardening is only incidental to the carrying on of any of the operations described in subparagraph 1. or the operations of agriculture;

3. all services incidental to the carrying on of the operations described in subparagraph 1. or 2. if such services are performed where the operations are carried on;

(d) "fishing": fishing for any fish, including shell-fish, crustaceans, molluscs, or any aquatic animal or plant;

(e) "hunting": hunting for any wild animal, but does not include any operation involved in carrying on the business of rodent extermination;

(f) "trapping": trapping any wild animal, but does not include any operation involved in carrying on the business of rodent extermination;

g) « sylviculture » : l'ensemble des travaux exécutés dans une forêt, un lot boisé ou une terre à bois, relatifs à :

1° la reproduction, la culture, la propagation, la production, la coupe ou la récolte des arbres;

2° l'exploitation forestière soit :

i) la coupe des arbres et la transformation des arbres en bois d'œuvre y compris tous les travaux qui s'y rapportent aux fins d'acheminer le bois d'œuvre de la forêt, du lot boisé ou de la terre à bois à un moulin ou usine;

ii) l'apprêtage d'arbres en bois de charpente soit la préparation d'arbres pour leur transformation en bois de charpente ou en planches y compris l'usinage du bois en bois de charpente ou en planches.

3° tous les services incidents à l'exécution de l'un quelconque des travaux décrits aux subparagraphes 1° ou 2° si ces services sont exécutés au même endroit que les travaux.

h) « bois d'œuvre » : arbres, billes de toutes grosseurs, bois à lattes, bois de pâte, bois de chauffage, bois pour traverse de chemin de fer, bois de placage, poteaux, billots, pilotis, étais de mines, perches, pieux, écorce, copeaux ou tout bois non dégrossi avant qu'il soit usiné ou autrement transformé.

i) « organisme international » : un organisme dont fait partie le Canada soit qu'il s'agisse d'une institution reliée à l'organisation des Nations-Unies en vertu de l'article 63 de sa charte, soit qu'il s'agisse d'une institution formée dans le but de maintenir la paix internationale ou le bien-être social et économique d'une communauté de nations.

4. Ledit règlement est modifié en insérant après l'article 1.09 l'article suivant :

« Travail au service d'un autre gouvernement ou d'un organisme international. »

1.10 Est considéré comme travail visé le travail dans la province au service d'un autre gouvernement ou d'un organisme international, qu'il est convenu de considérer comme travail visé selon les termes de l'entente conclue entre la Régie et ce gouvernement ou organisme ».

5. Ledit règlement est modifié en remplaçant l'expression « Section I » apparaissant avant l'article 2.01 par l'expression suivante :

« SECTION II »

6. Ledit règlement est modifié en ajoutant, après la Section II, la section suivante :

« SECTION III »

Travail occasionnel

3.01 Le travail occasionnel non relié à l'entreprise de l'employeur est considéré comme travail visé, lorsqu'il est exécuté pour le compte d'un employeur autre qu'un particulier.

3.02 Le travail occasionnel suivant est exclu :

a) le travail dans la lutte contre un désastre ou dans une opération de sauvetage, si le salarié n'est pas régulièrement au service de l'employeur;

b) le travail, autre que celui d'un artiste ou d'un exécutant, dans un cirque, spectacle, foire, parade, carnaval, exposition, exhibition ou autre activité de même nature, si le salarié

(g) "forestry": all operations in a forest or on a woodlot or tree farm relating to :

1. the breeding, raising, propagation, production, cutting or harvesting of trees;

2. (i) logging, namely, the cutting of trees, converting them into timber, and all operations for the purpose of getting the timber from the forest, woodlot or tree farm to a mill, plant or factory;

(ii) lumbering, namely, the preparation of timber for milling into and the milling of timber into lumber or boards;

3. all services incidental to the carrying on of any of the operations described in subparagraphs (1) and (2) if such services are performed where the operations are carried on;

(h) "timber": trees, logs of any size, lathwood, pulpwood, fuelwood, tiewood, veneerwood, posts, bolts, piles, pit props, spars, stakes, bark, chips or any crude wood before it has been milled or otherwise manufactured;

(i) "international organization": an organization of which Canada is a member, whether such organization is brought into relationship with the United Nations in accordance with Article 63 of the Charter of the United Nations, or whether such organization has as its primary purpose the maintenance of international peace or the economic or social well-being of a community of nations."

4. The said Regulation is amended by adding thereto, immediately after section 1.09 thereof, the following section:

"Employment by another government or international organization."

1.10 Employment in the Province by another government or international organization shall be included in pensionable employment if so included according to the terms of an agreement made between the Board and such government or organization".

5. The said Regulation is amended by replacing the expression "Division I" appearing above section 2.01 by the following:

"DIVISION II"

6. The said Regulation is amended by adding thereto, after Division II thereof, the following division:

"DIVISION III"

Employment of a casual nature

3.01 Employment of a casual nature otherwise than for the purpose of the employer's business shall be included in pensionable employment where the employer is not an individual.

3.02 The following employment of a casual nature is excepted:

(a) employment in abating a disaster of effecting a rescue, if the employee is not in the regular employment of the employer;

(b) employment, other than as an entertainer, in a circus, show, fair, parade, carnival, exposition, exhibition or other like activity, if the employee

1° n'est pas régulièrement au service de l'employeur, et

2° est ainsi au service de l'employeur moins de 7 jours dans une année;

c) le travail exécuté à un recensement pour le compte du gouvernement du Canada, du gouvernement d'une province ou d'une municipalité, si le salarié

1° n'est pas régulièrement au service de l'employeur, et

2° est ainsi au service de l'employeur moins de 25 jours au recensement.

d) le travail exécuté à un référendum ou à une élection pour le compte du gouvernement du Canada, du gouvernement d'une province, d'une municipalité ou d'une commission scolaire, si le salarié

1° n'est pas régulièrement au service de l'employeur, et

2° est ainsi au service de l'employeur moins de 25 jours au référendum ou à l'élection.

La totalité du travail d'un salarié est considérée comme travail visé à compter de la date où le travail a commencé, lorsque le salarié est au service de l'employeur 7 jours ou plus dans l'année, dans le cas du travail décrit au paragraphe b) ou, 25 jours ou plus au recensement ou au référendum ou à l'élection selon le cas, dans le cas du travail décrit au paragraphe c) ou d) ».

Copie conforme.

Le Secrétaire,
GILL FORTIER.

20870-o

1. is not in the regular employment of the employer, and

2. is so employed by the employer for less than seven days in the year;

(c) employment by the Government of Canada, the government of a province or a municipality with respect to any census enumeration if the employee

1. is not in the regular service of the employer, and

2. is so employed by the employer for less than twenty-five days with respect to the census enumeration;

(d) employment by the Government of Canada, the government of a province, a municipality or a school board with respect to any referendum or election if the employee

1. is not in the regular employment of the employer, and

2. is so employed by the employer for less than twenty-five days with respect to such referendum or election.

The entire employment of an employee shall be included in pensionable employment from the date of its commencement where the employee is employed by the employer in employment described in paragraph (b) for seven or more days in the year, or in employment described in paragraphs (c) or (d) for twenty-five or more days with respect to the census enumeration, referendum or election.

True copy.

GILL FORTIER,
Secretary.

20870-o

Arrêté en conseil Chambre du Conseil Exécutif

Erratum

L'arrêté en conseil numéro 2078 du 9 août 1967, concernant des modifications au décret relatif à l'industrie de la construction dans la région de Sorel, publié dans l'édition du 12 août 1967 de la *Gazette officielle de Québec*, est corrigé comme suit:

À la page 4962, l'entête suivante est ajoutée entre l'item Pointeau » et l'item « Aplaisseur de parquets ».

Classe « B » — Class "B"

Autres constructions — Other construction

Métiers — Trades:

Order in Council Executive Council Chamber

Erratum

Order in Council number 2078, dated August 9, 1967, concerning amendments to the decree respecting the Construction Industry in the Sorel region and published in the August 12, 1967 edition of the *Québec Official Gazette* is corrected as follows:

On page 4962, the following heading is to be inserted between the items "Material checker" and "Floor sander".

1/4/68 1/10/68

20901-o

Ministère du Travail

Avis d'approbation de règlements spéciaux

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (SRQ 1964, c. 143), que, par l'arrêté en conseil numéro 2053 du 4 août 1967, des règlements spéciaux adoptés par le Comité paritaire de l'industrie de l'automobile de Rimouski, constitué pour assurer l'observance du décret numéro 1505 du 2 juin 1967, ont été approuvés et ajoutés à la constitution et aux règlements généraux dudit comité paritaire, déjà approuvés par l'arrêté en conseil numéro 1906 du 14 juillet 1967.

Les dispositions suivantes desdits règlements spéciaux ont été rendues obligatoires:

Department of Labour

Notice of a Special By-Laws Approval

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that, by Order in Council number 2053 of August 4, 1967, the following special by-laws adopted by the *Comité paritaire de l'industrie de l'automobile de Rimouski* (established to ensure the enforcement of Decree number 1505 of June 2, 1967), have been approved and added to the said Parity Committee's constitution and general by-laws which had already been approved by Order in Council number 1906, dated July 14, 1967.

The following provisions of the said special by-laws have been declared mandatory:

« 20° Tenue du registre:

Conformément au paragraphe « g » de l'article 20 de la Loi le Comité paritaire rend obligatoire pour tout employeur professionnel régi par le décret numéro 1505 du 2 juin 1967, la tenue d'un registre où sont indiqués les noms, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification ou classification, l'heure précise à laquelle le travail a été commencé, a été interrompu, repris et achevé chaque jour, la nature de tel travail et le salaire payé, avec mention du mode et de l'époque de paiement, ainsi que tous autres renseignements jugés utiles à l'application du décret.

21° Rapport mensuel:

Conformément au paragraphe « h » de l'article 20 de la Loi, le comité paritaire oblige tout employeur professionnel régi par le décret numéro 1505 du 2 juin 1967, à lui transmettre un rapport mensuel par écrit, signé par lui-même ou par une personne responsable à son emploi, sur lequel doivent être indiqués les noms, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification ou classification, le nombre d'heures de travail régulières et supplémentaires effectués chaque jour de la semaine, la nature de ce travail et le salaire payé. Ledit rapport doit être transmis au Comité paritaire, le ou avant le 20 de chaque mois et doit couvrir le mois précédent. Tout employeur professionnel est tenu de se servir des formules fournies par le Comité paritaire pour faire son rapport mensuel. »

Le sous-ministre du Travail,

DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,

Québec, le 19 août 1967.

20901-0

Avis d'approbation d'un règlement d'amendement

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S. R. Q. 1964, c. 143), que la constitution et les règlements du Comité paritaire de l'Alimentation de Chicoutimi, établi en exécution du décret numéro 1574 du 14 juin 1967, dont le siège social est situé dans la cité de Chicoutimi, ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 2052 du 4 août 1967.

Le Sous-ministre du travail,

DONAT QUIMPER.

20901-0

Avis de prélèvement

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de l'Industrie du Meuble de Québec, établi en exécution du décret numéro 505 du 7 mai 1952 et amendements, a été autorisé, par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 2056 du 4 août 1967, le tout d'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts re-fondus de Québec 1964, chapitre 143), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant les conditions ci-après décrites:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 21 août 1967 au 21 août 1968; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 505 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équiva-

« 20. Keeping of a register:

Pursuant to subsection "g" of section 20 of the Act, the Parity Committee makes it compulsory for any professional employer governed by Decree number 1505 of June 2, 1967, to keep a register showing: the family name, given name and address of each employee; his competency or classification; the exact time work was begun, interrupted, resumed and finished each day; the type of such work and wages paid, with special note as to how and when payment was made; all other information deemed useful in the application of the decree.

21. Monthly report:

Pursuant to subsection "h" of section 20 of the Act, the Parity Committee makes it obligatory for any professional employer governed by Decree number 1505 of June 2, 1967, to transmit to the said committee a monthly report in writing, signed by himself or by an authorized person in his employ and listing: the family name, given name and address of each employee in his service; his competency or classification; the number of regular and overtime hours worked each week-day; the type of work and wages paid. The said report shall be forwarded to the committee on or before the 20th of each month and shall cover the previous month. Every professional employer shall submit his monthly report on forms supplied by the Parity Committee."

DONAT QUIMPER,

Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,

Québec, August 19, 1967.

20901-0

Notice of Approval of an Amendment By-law

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R S Q 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the constitution and by-laws of *Le Comité paritaire de l'Alimentation de Chicoutimi* (established in pursuance of Decree number 1574 of June 14, 1967, and whose head office is located in the city of Chicoutimi) have been approved by Order in Council number 2052, dated August 4, 1967.

DONAT QUIMPER,

Deputy Minister of Labour.

20901-0

Notice of Levy

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Furniture Industry of Québec (established in pursuance of decree number 505 of May 7, 1952 and amendments), has been authorized to levy dues on the professional employers and employees subject to the said decree, according to the following conditions. A by-law, approved by Order in Council number 2056, dated August 4, 1967, authorizes this levy.

1. Dues

The contribution period extends from August 21, 1967 to August 21, 1968. It is carried out as follows:

(a) Professional employers governed by said decree number 505 and amendments shall pay the Parity Committee an amount equivalent to

lente à 1/6 de 1% du salaire total payé à leurs salariés régis par le décret, y compris bonis, allocations et commission.

b) Les salariés régis par ledit décret numéro 505 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/6 de 1% de leur salaire total, y compris bonis, allocations et commission.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport, lesquelles doivent être remplies selon les règlements du Comité paritaire. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient transmis au Comité paritaire tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire à titre de prélèvement.

Le rapport de l'employeur professionnel, accompagné des cotisations doit être signé devant témoin et adressé au Comité paritaire dans un délai de quinze (15) jours après l'expiration de la période pour laquelle il est exigible.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie du Meuble de Québec, pour la période comprise entre le 21 août 1967 et le 21 août 1968.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE MEUBLE DU QUÉBEC

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 21 août 1967 et le 21 août 1968.

Recettes:

Cotisations patronales.....	\$ 61,100.00
Cotisations ouvrières.....	61,100.00
Intérêts sur placements.....	2,952.50
Impôt fédéral.....	3,700.00
Impôt provincial.....	2,350.00
Assurance-chômage.....	404.56
Assurance-groupe.....	935.64
Rentes du Québec.....	781.00
	<hr/>
	\$133,323.70

Déboursés:

Salaire du secrétaire.....	\$ 8,100.00
Salaires du personnel.....	34,164.00
Salaires des inspecteurs.....	26,336.00
Frais d'inspection.....	13,500.00
Loyer et taxes.....	6,500.00
Éclairage, chauffage, entretien.....	200.00
Frais judiciaires.....	7,000.00
Frais de vérification.....	1,600.00
Impression, papeterie, acc. de bureau.....	5,100.00
Poste, téléphone, télégramme.....	3,000.00
Intérêt, échange, agios.....	600.00
Abonnement et publicité.....	300.00

1/6 of 1% of the total salary paid their employees governed by the decree, including bonuses, allowances and commission.

(b) Employees governed by decree number 505 and amendments shall pay the Parity Committee an amount equivalent to 1/6 of 1% of their wages, including bonuses, allowances and commission.

2. Collection of Dues

In order to facilitate the collection of these dues, the Parity Committee supplies professional employers with report forms which should be completed according to the Committee's regulations. The professional employer shall see that these reports be forwarded to the Parity Committee every month.

At the end of each week, the professional employer shall collect the amounts due the Parity Committee, by means of a check-off.

The professional employer's report together with the accompanying dues should be signed, witnessed and forwarded to the Parity Committee within fifteen (15) days after the expiry date of the period for which it is required.

3. Financial Report

In accordance with the provisions of the Collective Agreement Decrees Act, the Parity Committee shall submit a quarterly financial report to the Minister of Labour on the following set dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st of each year.

Attached herewith is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Furniture Industry of Quebec for the August 21, 1967 to August 21, 1968, period.

THE JOINT COMMITTEE OF THE FURNITURE INDUSTRY OF QUÉBEC

Estimate of receipts and disbursements for the period extending from August 21, 1967, to August 21, 1968.

Receipts:

Employers' dues.....	\$ 61,100.00
Employees' dues.....	61,100.00
Interest on investments.....	2,952.50
Federal income tax.....	3,700.00
Provincial income tax.....	2,350.00
Unemployment-Insurance.....	404.56
Group-insurance.....	935.64
Québec Pension Plan.....	781.00
	<hr/>
	\$ 133,323.70

Disbursements:

Secretary's salary.....	\$ 8,100.00
Staff's salaries.....	34,164.00
Inspectors' salaries.....	26,336.00
Inspection expenses.....	13,500.00
Rent and taxes.....	6,500.00
Lighting, heating, maintenance.....	200.00
Legal fees.....	7,000.00
Auditing expenses.....	1,600.00
	<hr/>
Printing stationery, office supplies.....	5,100.00
Postage, telephone, telegrams.....	3,000.00
Interest, exchange, agio.....	600.00
Subscriptions and advertising.....	300.00

Jetons de présence (membres du Comité)	\$ 1,200.00
Frais de déplacements	13,000.00
Frais de délégation	500.00
Frais d'affiliation	600.00
Assurance-chômage	809.12
Assurance-groupe	1,871.28
Assurance caution	25.00
Assurances générales	155.00
Fonds de pension	1,200.09
Impôt fédéral	3,700.00
Impôt provincial	2,350.00
Rentes du Québec	1,562.00
Indemnisation: 5% Fonds spécial: employés	2,173.00
	<hr/>
	\$135,545.40

Excédent des déboursés sur les recettes à être comblé par la réserve \$ 2,221.70

Le sous-ministre du Travail,
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,
Québec, le 19 août 1967. 20901-o

Attendance tokens (members of Committee)	\$ 1,200.00
Travelling expenses	13,000.00
Delegation expenses	500.00
Affiliation expenses	600.00
Unemployment-Insurance	809.12
Group-insurance	1,871.28
Fidelity bond	25.00
General insurance	155.00
Pension fund	1,200.09
Federal income tax	3,700.00
Provincial income tax	2,350.00
Québec Pension Plan	1,562.00
Indemnification: 5% Special Fund: employees	2,173.00
	<hr/>
	\$135,545.40

Surplus of expenses over receipts to be covered by reserve \$ 2,221.70

DONAT QUIMPER,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, August 19, 1967. 20901-o

Compagnies dissoutes

Barbara Dickstein Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Barbara Dickstein Inc. », constituée en corporation le 8 juin 1960, à compter du 15 août 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20869-o 12441-60

455 Craig St. West, Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « 455 Craig St. West, Corp. », constituée en corporation le 7 mars 1953, à compter du 15 août 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20869-o 4735-53

J.O. Desrochers limitée

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « J.O. Desrochers limitée », constituée en corporation le 17 février 1950, à compter du 15 août 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20869-o 2439-50

Développement Immobilier Montréal-Nord Itée

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Développement Immobilier Montréal-Nord Itée », constituée en corporation le 18 avril 1953, à compter du 15 août 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20869-o 8094-53

Dore Fuel Oil Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province

Companies Dissolved

Barbara Dickstein Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Barbara Dickstein Inc.", incorporated on June 8, 1960, on and from August 15, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20869 12441-60

455 Craig St. West, Corp.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "455 Craig St. West, Corp.", incorporated on March 7, 1953, on and from August 15, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20869 4735-53

J.O. Desrochers limitée

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "J.O. Desrochers limitée", incorporated on February 17 1950, on and from August 15, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20869 2439-50

Développement Immobilier Montréal-Nord Itée

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Développement Immobilier Montréal-Nord Itée", incorporated on April 18, 1953, on and from August 15, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20869 8094-53

Dore Fuel Oil Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased

d'accepter l'abandon de la charte de « Dore Fuel Oil Ltd. », constituée en corporation le 18 décembre 1963, à compter du 15 août 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20869-o 5453-63

Félicien Frappier inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Félicien Frappier inc. », constituée en corporation le 12 août 1964, à compter du 15 août 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20869-o 3602-64

Magnolia Development Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Magnolia Development Inc. », constituée en corporation le 26 mai 1959, à compter du 15 août 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20869-o 13258-59

Mont-Royal Metal Work & Roofing Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Mont-Royal Metal Work & Roofing Inc. », constituée en corporation le 26 avril 1961, à compter du 15 août 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20869-o 12048-61

Jean-Paul Perrault Itée

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Jean-Paul Perrault Itée », constituée en corporation le 27 novembre 1953, à compter du 15 août 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20869-o 49273-53

Plomberie de Lasalle inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Plomberie de Lasalle inc. », constituée en corporation le 6 octobre 1958, à compter du 15 août 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20869-o 12933-58

Radio Cab de Sept-Iles limitée Radio Cab of Seven Islands Limited

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Radio Cab de Sept-Iles limitée — Radio Cab of Seven Islands Limited », constituée en corporation le 31 octobre 1952, à compter du 15 août 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20869 o 14430-52

to accept the surrender of the charter of "Dore Fuel Oil Ltd.", incorporated on December 18, 1963, on and from August 15, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20869 5453-63

Félicien Frappier inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Félicien Frappier inc.", incorporated on August 12, 1964, on and from August 15, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20869 3602-64

Magnolia Development Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Magnolia Development Inc.", incorporated on May 26, 1959, on and from August 15, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20869 13258-59

Mont-Royal Metal Work & Roofing Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Mont-Royal Metal Work & Roofing Inc.", incorporated on April 26, 1961, on and from August 15, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20869 12048-61

Jean-Paul Perrault Itée

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Jean-Paul Perrault Itée", incorporated on November 27, 1953, on and from August 15, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20869 49273-53

Plomberie de Lasalle inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Plomberie de Lasalle inc.", incorporated on October 6, 1958, on and from August 15, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20869 12933-58

Radio Cab de Sept-Iles limitée Radio Cab of Seven Islands Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Radio Cab de Sept-Iles limitée — Radio Cab of Seven Islands Limited", incorporated on October 31, 1952, on and from August 15, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20869 14430-52

Riverside Country Club Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Riverside Country Club Inc. », constituée en corporation le 9 février 1960, à compter du 10 août 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20869-o 10607-60

Rodmar Realities Limited

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Rodmar Realities Limited », constituée en corporation le 23 janvier 1947, à compter du 15 août 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20869-o 1366-47

Riverside Country Club Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Riverside Country Club Inc.", incorporated on February 9, 1960, on and from August 15, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20869 10607-60

Rodmar Realities Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Rodmar Realities Limited", incorporated on January 23, 1947, on and from August 15, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20869 1366-47

Lettres patentes annulées

Les Entreprises Gaspé inc.

Avis est donné qu'en vertu de l'article 25 de la Loi des compagnies le secrétaire de la province a décrété l'annulation de la charte de la compagnie dont le nom suit.

Nom de la compagnie: Les Entreprises Gaspé Inc. Date des lettres patentes: 20 octobre 1952.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20869-o 1366-47

Letters Patent Annulled

Les Entreprises Gaspé inc.

Notice is given, under Section 25 of the Companies Act, that the Provincial Secretary has decreed the annulment of the charter of the following company.

Name of the company: Les Entreprises Gaspé Inc. Date of the letters patent: October 20, 1952.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20869-o 1366-47

Avis d'annulation de lettres patentes

Machineries Pont-Rouge limitée

Avis est donné qu'en vertu de l'article 24 de la Loi des compagnies, la compagnie dont le nom suit a omis pendant deux années consécutives de produire le rapport prescrit par l'article 4 de la Loi des renseignements sur les compagnies et de ce fait est passible d'annulation, soixante jours après la publication de cet avis.

Nom de la compagnie: Machineries Pont-Rouge limitée. Date des lettres patentes: 28 septembre 1945.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20869-o 1366-47

Lettres Patent Notice of annulment

Machineries Pont-Rouge limitée

Notice is given under Section 24 of the Companies Act that the following company has failed to file, during two consecutive years, the return required by Section 4 of the Companies Information Act and for this reason is liable to be annulled sixty days after the publication in the *Quebec Official Gazette* of this notice.

Name of the company: Machineries Pont-Rouge limitée. Date of the letters patent: September 28, 1945.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20869-o 1366-47

Liquidation — Avis de

La Caisse Populaire Desjardins de St-Charles Garnier

Avis est de mé que, lors d'une assemblée générale spéciale des membres de « La Caisse Populaire Desjardins de St-Charles Garnier », tenue à Saint-Charles Garnier, le 11 juillet 1967, il a été résolu que les affaires de ladite caisse soient liquidées, et que celle-ci soit dissoute, en vertu de la Loi des caisses d'épargne et de crédit et de la Loi de la liquidation des compagnies, et que MM. Adrien Gagnon, J. André Brillant et Edgar L. Thériault ont été nommés liquidateurs.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20897-o 1957-44

Winding up Notice

La Caisse Populaire Desjardins de St-Charles Garnier

Notice is hereby given that, at a special general meeting of the members of "La Caisse Populaire Desjardins de St-Charles Garnier", held in Saint-Charles Garnier on July 11, 1967, a resolution was adopted to the effect that the affairs of the said union be wound up, and that it be dissolved, pursuant to the Savings and Credit Unions Act and the Winding up Act, and that Messrs. Adrien Gagnon, J. André Brillant and Edgar L. Thériault have been appointed liquidators.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20897 1957-44

Ministère de la Voirie**Department of Roads***Avis**Notice*

Les sections de routes ci-après désignées ne seront plus entretenues par le ministère de la Voirie:

Dans la municipalité de St-Paul-du-Nord, comté de Saguenay:

Ancienne route No 15 (Québec-Pont de l'Ile d'Orléans - Ste-Anne-de-Beaupré - Tadoussac - Sept-Iles):

Une section de 3,851 pieds au sud-ouest de la nouvelle route, vis-à-vis des lots Nos 140 et 77 à 88 inclusivement.

Dans la municipalité de la paroisse de St-Raphaël-d'Albertville, comté de Matapédia: Ancienne route Causapsal - Albertville:

Une section de 3,918 pieds au nord de la nouvelle route, vis-à-vis des lots Nos 7 et 9 rang II.

Dans la municipalité de la paroisse de St-Jacques-le-Majeur-de-Causapsal, comté de Matapédia:

Ancienne route Causapsal - Albertville:

Une section de 2,400 pieds au nord de la nouvelle route, vis-à-vis des lots Nos 7 et 8 rang I; une section de 6,450 pieds au sud de la nouvelle route, vis-à-vis des lots Nos 7-A et 8 rang I et des lots Nos 7 et 8 rang B.

Dans la municipalité du village d'Eastman, comté de Brome:

Ancienne route Bolton-Sud - Eastman:

Une section de 2,000 pieds à l'est de la nouvelle route, vis-à-vis des lots Nos P. 1158 et P. 1154.

Dans la municipalité de Shipshaw, comté de Dubuc:

Ancienne route Tremblay - Coulombe:

Une section de 1,200 pieds à l'ouest de la nouvelle route et au sud de la route du Nord, vis-à-vis des lots Nos 35 et P. 36.

Québec, 27 juillet 1967.

Le Ministre de la Voirie,

20899-0

FERNAND J. LAFONTAINE.

The sections of highways hereinafter designated shall no longer be maintained by the Department of Roads:

In the municipality of St-Paul-du-Nord, county of Saguenay:

Former Route No. 15 (Quebec - Island of Orleans Bridge - Ste-Anne-de-Beaupré - Tadoussac - Sept-Iles):

A section of 3,851 feet, southwest of the new highway, facing lots Nos. 140 and 77 to 88 inclusively.

In the municipality of the parish of St-Raphaël-d'Albertville, county of Matapédia: Former Causapsal - Albertville highway:

A section of 3,918 feet, north of the new highway, facing lots Nos. 7 and 9, range II.

In the municipality of the parish of St-Jacques-le-Majeur-de-Causapsal, county of Matapédia:

Former Causapsal - Albertville highway:

A section of 2,400 feet, north of the new highway, facing lots Nos. 7 and 8, range I; a section of 6,450 feet, south of the new highway, facing lots Nos. 7-A and 8, range I and lots Nos. 7 and 8, range B.

In the municipality of the village of Eastman, county of Brome:

Former Bolton-South - Eastman highway:

A section of 2,000 feet east of the new highway, facing lots Nos. P. 1158 and P. 1154.

In the municipality of Shipshaw, county of Dubuc:

Former Tremblay - Coulombe highway:

A section of 1,200 feet, west of the new highway, and south of the North highway, facing lots Nos. 35 and P. 36.

Quebec, July 27, 1967.

FERNAND J. LAFONTAINE,

20899

Minister of Roads,

Chartes — Abandon de**Charters — Surrender of****Canam Jewellery Corp.****Canam Jewellery Corp.**

Avis est donné que la compagnie « Canam Jewellery Corp. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies, laquelle a son siège social en la ville de Montréal, province de Québec, demandera la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, P.Q., 13 juin 1967.

20871

JOSEPH A. MENDELSON.

Notice is hereby given that "Canam Jewellery Corp.", incorporated under the Companies Act which has its head office in the city of Montreal, Province of Quebec, will make Application for leave to surrender its charter in accordance with the provisions of the Quebec Companies' Act.

Montreal, P.Q., June 13, 1967.

20871-0

JOSEPH A. MENDELSON.

Planotopo inc.**Planotopo inc.**

Prenez avis que la compagnie « Planotopo Inc. », demandera à l'honorable secrétaire de la province de Québec, la permission d'abandonner sa charte.

Donné à Courville, ce 14^e jour d'août 1967.

20872-0

Le Président,

JUDE AUDET.

Take notice that "Planotopo Inc.", will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter.

Given at Courville, this 14th day of August 1967.

20872

JUDE AUDET,

President.

Ravenway Realty Corp.**Ravenway Realty Corp.**

Prenez avis que la compagnie « Ravenway Realty Corp. », constitué en corporation en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social à Montréal, Québec, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, afin d'obtenir la

Take notice that "Ravenway Realty Corp.", a company incorporated under the Companies Act and having its head office at Montreal, Quebec, will apply to the Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter, under

permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.
Daté à Montréal, ce 8e jour d'août 1967.

Les Procureurs de la compagnie,
KAUFMAN, HOFFMAN,
RESPITZ & SEDEROFF.

20873

Brooks & Sons Limited

La compagnie « Brooks & Sons Limited » donne avis qu'elle s'adressera au secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, 31 juillet 1967.

Le Secrétaire,
PATRICIA JOAN LA ROQUE.

20885

Globe Films Inc.

Avis est donné que la compagnie « Globe Films Inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social et principale place d'affaires dans les ville et district de Montréal, s'adressera au Secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, 9 août 1967.

Le Secrétaire,
F. GAVSIE.

20905

J. H. Caron limitée

Prenez avis que la compagnie « J. H. Caron limitée », demandera au secrétaire de la province la permission d'abandonner sa charte.

Le Procureur de la compagnie,
R. E. FUSEY.

20925-o

Security Iron Works Company Ltd.

Avis est par les présentes donné que « Security Iron Works Company Ltd. », s'adressera au secrétaire provincial de la Province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Le Secrétaire,
J. H. WILLIE POIRIER.

20933-o

the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 8th day of August, 1967.

KAUFMAN, HOFFMAN,
RESPITZ & SEDEROFF,
Attorneys for the Company.

20873-o

Brooks & Sons Limited

The company "Brooks & Sons Limited" hereby gives notice that it will make application to the Honourable Provincial Secretary of the Province of Quebec, for the acceptance of the surrender of its charter.

Montreal, July 31st, 1967.

PATRICIA JOAN LA ROQUE,
Secretary.

20885-o

Globe Films Inc.

Notice is hereby given that "Globe Films Inc.", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act and having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter.

Montreal, August 9, 1967.

F. GAVSIE,
Secretary.

20905-o

J. H. Caron limitée

Notice is hereby given that "J. H. Caron limitée", will apply to the Provincial Secretary for the permission to surrender its charter.

R. E. FUSEY,
Attorney for the company.

20925

Security Iron Works Company Ltd.

Notice is hereby given that "Security Iron Works Company Ltd.", will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter.

J. H. WILLIE POIRIER,
Secretary.

20933

Sièges sociaux

Techmont inc.

Avis est donné que la compagnie « Techmont inc. » a changé son siège social du numéro 700, rue Crémazie ouest, Montréal, au numéro 4200, boulevard Dorchester ouest, Westmount.

Le Secrétaire,
CHARLES BOULVA.
20887-o 3596-65

Les Artisanats Chelard inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Artisanats Chelard inc. » a changé son siège social de Montréal, au numéro 4920, rue St-Jacques, Laval.

Le Président,
NOËLLA ROY DESROCHERS.
20888-o 518-66

Auxiliary of Maimonides Hospital and Home for the Aged, Inc.

Avis est donné que la corporation « Auxiliary of Maimonides Hospital and Home for the Aged, Inc. », constituée en vertu de la troisième partie

Head Offices

Techmont inc.

Notice is given that "Techmont inc." has changed its head office from number 700 Crémazie Street West, Montreal, to number 4200 Dorchester Boulevard West, Westmount.

CHARLES BOULVA,
Secretary.
20887 3596-65

Les Artisanats Chelard inc.

Notice is hereby given that "Les Artisanats Chelard inc." has moved its head office from Montreal, to number 4920 St. James Street, Laval.

NOËLLA ROY DESROCHERS,
President.
20888 518-66

Auxiliary of Maimonides Hospital and Home for the Aged, Inc.

Notice is hereby given that "Auxiliary of Maimonides Hospital and Home for the Aged, Inc.", incorporated under Part III of the Quebec

de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes, en date du 17 mai 1966, a établi son siège social à 5795, avenue Caldwell, Côte St-Luc, province de Québec.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant le siège social de cette organisation.

Daté à Montréal, Québec, ce 3e jour d'août 1967.

Le Secrétaire,
(MME) J. L. GREENWOOD.

20889 2148-66

La Compagnie Foundation limitée

Avis est donné que « La Compagnie Foundation limitée » a transporté son siège social de 5375, rue Paré, Montréal, à 4999 ouest, rue Ste-Catherine, Westmount.

Le vice-président et secrétaire-trésorier,
G. L. SANDLER.

20890 11311-58

Consolidated Halliwell Limited

Avis est donné que la compagnie « Consolidated Halliwell Limited », constituée en corporation par lettres patentes, le 17e jour de février 1933, et ayant son siège social en la ville de Montréal, district d'Hochelega, province de Québec, où jusqu'à ce jour, son bureau était situé à 507, place d'Armes, Montréal 2, l'a transporté à suite 930, édifice de la Banque Royale du Canada, 1, place Ville Marie, Montréal 2.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Toronto, ce 4e jour de juillet 1967.

(Seau)

Le Secrétaire,

20891 J. M. WAINBERG.

Lydia Fashions Inc.

Avis est donné que la compagnie « Lydia Fashions Inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes, en date du 30e jour d'août 1956, a transporté son siège social de 3890, rue Henri-Julien, Montréal, P.Q., à 5605, rue De Gaspé, suite 802, Montréal, P.Q., Montréal, 4 juillet 1967.

(Seau)

Le Secrétaire,

M. SPECTOR.

20892 12773-56

Pennzoil de Québec limitée

Avis est donné que la compagnie « Pennzoil de Québec limitée » a transporté son siège social de suite 1100, 231 ouest, rue St-Jacques, Montréal, à suite 42, 81, rue St-Pierre, Québec.

Le Secrétaire,

W. M. BRUMLEY, jr.

20893 3506-64

Prodelec Inc.

Prenez avis que « Prodelec Inc. », a été dûment constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 6 avril 1967 et qu'elle a établi son siège social et sa principale place d'affaires à 1580, boulevard Marie-Victorin, ville de Laval, district de Montréal.

Montréal, ce 1er juin 1967.

Le Président,
CLAUDE LAFOND.

20894-o 1474-67

Companies Act by letters patent dated May 17, 1966, has established its head office at 5795 Caldwell Avenue, Côte St. Luc, Province of Quebec.

From, and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of this organization.

Dated at Montreal, Que., this 3rd day of August, 1967.

(MRS.) J. L. GREENWOOD,
Secretary.

20889-o 2148-66

La Compagnie Foundation limitée

Notice is given that "La Compagnie Foundation limitée" has transferred its head office from 5375 Paré Street, Montreal, to 4999 St. Catherine Street West, Westmount.

G. L. SANDLER,
Vice-President and Secretary-Treasurer.

20890-o 11311-58

Consolidated Halliwell Limited

Notice is hereby given that "Consolidated Halliwell Limited", a company incorporated by letters patent on the 17th day of February, 1933, and having its head office in the city of Montreal, district of Hochelega, Province of Quebec, where its office was situated up to today at 507 Place d'Armes, Montreal 2, has moved it to suite 930, The Royal Bank of Canada Building, 1 Place Ville Marie, Montreal 2.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Toronto this 4th day of July 1967.

(Seal)

J. M. WAINBERG,

20891-o *Secretary.*

Lydia Fashions Inc.

Notice is hereby given that "Lydia Fashions Inc.", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act by letters patent, dated the 30th day of August, 1956, has moved its head office from: 3890 Henri Julien Street, Montreal, P.Q. to: 5605 de Gaspé Street, suite 802 Montreal, P.Q.

Montreal, July 4, 1967.

M. SPECTOR,

Secretary.

20892-o 12773-56

Pennzoil de Québec limitée

Notice is given that "Pennzoil de Québec limitée" has transferred its head office from room 1100, 231 St. James Street West, Montreal, to room 42, 81 St. Pierre Street, Quebec.

W. M. BRUMLEY, jr.,

Secretary.

20893-o 3506-64

Prodelec Inc.

Notice is hereby given that the company "Prodelec Inc.", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act by letters patent dated April 6, 1967, and having its head office in the city of Montreal, has established the said office at 1580 Blvd. Marie-Victorin, city of Laval, district of Montreal.

Given at Montreal, this June 1, 1967.

CLAUDE LAFOND,
President.

20894-o 1474-67

Structural Exhibit Producers & Designers Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Structural Exhibit Producers & Designers Ltd. » a transporté son siège social de suite 1100, 231 ouest, rue St-Jacques, Montréal, à suite 42, 81, rue St-Pierre, Québec.

Le Secrétaire,
FRANCES AGGATE.
1724-65

20895

Versa Products Company, Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Versa Products Company, Ltd. » a transporté son siège social de suite 1100, 231 ouest, rue St-Jacques, Montréal, à suite 42, 81, rue St-Pierre, Québec 2.

Le Secrétaire,
KARL L. LARSSON.
14953-58

20896

Les Appartements Rivard inc.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Les Appartements Rivard inc. », constituée en corporation par lettres patentes le vingt-neuf mars 1967 a établi son bureau et siège social à 382, rue Lethbridge, en la ville de Mont-Royal, district de Montréal, province de Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Ville Mont-Royal, le 7 juillet 1967.

Les Appartements Rivard inc.,
Par GILLES CHOLETTE.

20911-o

1304-67

**Comptoirs de Fabricants de Québec Itée
Quebec Manufacturers Outlets Ltd.**

Avis est donné que la compagnie « Comptoirs de Fabricants de Québec Itée — Quebec Manufacturers Outlets Ltd. », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec le deuxième jour de novembre 1965, sous le nom de « Knitfair Inc. » et dont le nom a été changé à « Comptoirs de Fabricants de Québec Itée — Quebec Manufacturers Outlets Ltd. » par lettres supplémentaires datées du 12 mai 1967, et ayant son siège social en la ville de Montréal, dans ladite province, a établi son bureau à 9200, rue Meilleur.

À compter du 12e jour de mai 1967, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à la ville de Montréal, ce 12e jour de mai 1967.

Le Secrétaire,
LIONEL ZIMMERMAN.

(Sceau)

20912

4798-65

Forest Construction limitée

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Forest Construction limitée » incorporée par lettres patentes en date du 16 octobre 1956 a transporté son siège social en date du 16 juin 1967 de 11,775, rue Tolhurst, Montréal, à 10,360, rue Chambord à Montréal, Qué.

Signé à Montréal, ce 16e jour de juin 1967.

Le Président,
ROGER FOREST.

20914-o

13279-56

Structural Exhibit Producers & Designers Ltd.

Notice is given that "Structural Exhibit Producers & Designers Ltd." has transferred its head office from room 1100, 231 St. James Street West, Montreal, to room 42, 81 St. Pierre Street, Quebec.

FRANCES AGGATE,
Secretary.
1724-65

20895-o

Versa Products Company, Ltd.

Notice is given that "Versa Products Company, Ltd." has transferred its head office from room 1100, 231 St. James Street West, Montreal, to room 42, 81 St. Pierre Street, Quebec 2.

KARL L. LARSSON,
Secretary.
14953-58

20896-o

Les Appartements Rivard inc.

Notice is hereby given that "Les Appartements Rivard inc.", company incorporated by letters patent bearing the date of March 29, 1967, has established its office at 382 Lethbridge St., town of Mount-Royal, in the district of Montreal, Province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Mount-Royal, this July 7, 1967.

Les Appartements Rivard inc.,
Per GILLES CHOLETTE.

20911-o

1304-67

**Comptoirs de Fabricants de Québec Itée
Quebec Manufacturers Outlets Ltd.**

Notice is hereby given that "Comptoirs de fabricants de Québec Itée — Quebec Manufacturers Outlets Ltd.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act on the second day of November, 1965, under the name "Knitfair Inc.", and whose name was changed to "Comptoirs de Fabricants de Québec Itée — Quebec Manufacturers Outlets Ltd." by supplementary letters patent dated May 12, 1967, and having its head office in the city of Montreal, in the said Province, has established its office at 9200 Meilleur Street.

From and after the 12th day of May, 1967, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at the city of Montreal, this 12th day of May, 1967.

LIONEL ZIMMERMAN,
Secretary.

(Seal)

20912-o

4798-65

Forest Construction limitée

Notice is hereby given that "Forest Construction limitée" incorporated by letters patent dated the 16th day of October, 1956 has moved its head office as of the 16th day of June 1967 from 11,775 Tolhurst Street, Montreal, to 10,360 Chambord Street, Montreal, Que.

Signed at Montreal, this 16th day of June, 1967.

ROGER FOREST,
President.

20914-o

13279-56

Fonbec Itée
(Libre de Responsabilité Personnelle)
Fonbec Ltd.
(No Personal Liability)

Avis est donné que la compagnie « Fonbec Itée (Libre de Responsabilité Personnelle) — Fonbec Ltd. (No Personal Liability) » constituée par lettres patentes datées du 7 juillet 1967 et ayant son siège social à Montréal, a établi son bureau principal au numéro civique 2100, rue Drummond.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, en date du 10 juillet 1967.

Le Président,

RAYMOND CREVIER.

20913-o

2997-67

Immeubles Forest inc.
Forest Realities Inc.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Immeubles Forest inc. — Forest Realities Inc. », incorporée par lettres patentes en date du 14 décembre 1965 a transporté son siège social en date du 16 juin 1967 de 11,775, rue Tolhurst, Montréal, à 10,360, rue Chambord, Montréal, Qué.

Signé à Montréal, ce 16^e jour de juin 1967.

Le Président,

ROGER FOREST.

20915-o

5090-65

Institut de beauté Thérèse Lorange inc.

Avis est donné que la compagnie « Institut de beauté Thérèse Lorange inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 4 juillet 1967 et ayant son siège social en la ville de Montréal, a établi son bureau d'affaires au numéro 10,314 boulevard St-Laurent, dans ladite ville.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 10 juillet 1967.

Le Secrétaire,

ROGER LORANGE.

(Sceau)

20916-o

2652-67

Northern Securities Limited

Avis est donné que la compagnie « Northern Securities Limited », constituée en corporation par lettres patentes en date du 15 février 1926, et ayant son siège social dans la ville et district de Montréal, où son bureau était situé jusqu'à aujourd'hui à 630 ouest, boulevard Dorchester, l'a transporté à suite 1440, 1, Place Ville Marie, Montréal.

À compter de la date de cet avis ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, ce 4^e jour d'août 1967.

Le Président,

CHARLES C. COLBY.

(Sceau)

20917

314-26

Les Constructions Deschênes Itée
Deschênes Construction Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Les Constructions Deschênes Itée — Deschênes Construction Ltd. », a changé son siège social de la cité de Hull à la municipalité de Lucerne.

Le Secrétaire-Trésorier,

D. C. HALL.

20931-o

16177-53

Fonbec Itée
(Libre de Responsabilité Personnelle)
Fonbec Ltd.
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that "Fonbec Itée (Libre de Responsabilité Personnelle) — Fonbec Ltd. (No Personal Liability)" incorporated by letters patent dated July 7, 1967 and having its head office in Montreal, has established its office at civic number 2100 Drummond Street.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, as of July 10, 1967.

RAYMOND CREVIER,

President.

20913-o

2997-67

Immeubles Forest inc.
Forest Realities Inc.

Notice is hereby given that "Immeubles Forest inc. — Forest Realities Inc.", incorporated by letters patent dated the 14th day of December, 1965 has moved its head office as of the 16th day of June, 1967 from 11,775, Tolhurst Street, Montreal, to 10,360, Chambord Street, Montreal, Que.

Signed at Montreal, this 16th day of June 1967.

ROGER FOREST,

President.

20915-o

5090-65

Institut de beauté Thérèse Lorange inc.

Notice is given that "Institut de beauté Thérèse Lorange inc.", incorporated by letters patent dated July 4, 1967, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at number 10,314 St-Laurent Boulevard, in the said city.

From and after the date of the present notice, the said office will be considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, July 10, 1967.

ROGER LORANGE,

Secretary.

(Seal)

20916

2652-67

Northern Securities Limited

Notice is hereby given that "Northern Securities Limited", incorporated by letters patent on February 15, 1926 and having its head office in the city and district of Montreal where its office was situated up to today at 630 Dorchester Boulevard West has moved it to suite 1440, 1 Place Ville Marie, Montreal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 4th day of August, 1967.

CHARLES C. COLBY,

President.

(Seal)

20917-o

314-26

Les Constructions Deschênes Itée
Deschênes Construction Ltd.

Notice is given that "Les Constructions Deschênes Itée — Deschênes Construction Ltd.", has transferred its head office from the city of Hull to the municipality of Lucerne.

D. C. HALL,

Secretary-treasurer.

20931-o

16177-53

**Les Entreprises Kandahar Itée
Kandahar Enterprises Ltd.**

Avis est donné que la compagnie « Les Entreprises Kandahar Itée — Kandahar Enterprises Ltd. » a changé son siège social de Ste-Agathe-des-Monts, au numéro 277, chemin du Bois Vert, Vaudreuil.

Le Secrétaire,
PAUL MC ISAAC.
5708-65

20932-o

Chast Construction Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Chast Construction Ltd. », a transporté son siège social de 5871, avenue Victoria, suite 224, Montréal, à 6338, avenue Victoria, suite 6, Montréal.

Le Secrétaire,
MAYER CHARTO.
987-67

20934

Imprimerie Sherbrooke Printing Inc.

Avis est donné que la compagnie « Imprimerie Sherbrooke Printing Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 6 février 1959, et ayant son siège social à Sherbrooke, a établi son bureau principal au numéro civique 642 rue Galt ouest.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Sherbrooke, ce 3 mai 1967.

Le Président,
EUGÈNE THERRIEN.
10620-59

20935-o

Laurentide Mobile Homes Inc.

Avis est donné que la compagnie « Laurentide Mobile Homes Inc. » a changé son siège social du numéro 169, rue Fleury est, Montréal, au numéro 277, Chemin du Bois Vert, Vaudreuil.

Le Secrétaire,
YVON BELLIVEAU.
13585-59

20936-o

Telecon (Trois-Rivières) inc.

Avis est donné que « Telecon (Trois-Rivières) inc. », constituée en corporation par lettres patentes émises en conformité de la première partie de la Loi des compagnies de Québec en date du 2 mars 1967, et ayant son siège social à Trois-Rivières, a établi son bureau à 282 rue Radisson, Trois-Rivières.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Trois-Rivières, le 25 juillet 1967.

Le Secrétaire,
JACQUES BARIL.
912-67

(Sceau)
20937-o

**Les Entreprises Kandahar Itée
Kandahar Enterprises Ltd.**

Notice is hereby given that "Les Entreprises Kandahar Itée — Kandahar Enterprises Ltd.", has moved its head office from Ste-Agathe-des-Monts, to number 277 Chemin du Bois Vert, Vaudreuil.

PAUL MC ISAAC,
Secretary.
5708-65

20932

Chast Construction Ltd.

Notice is given that "Chast Construction Ltd.", has transferred its head office from 5871 Victoria Avenue, Suite 224, Montreal, to 6338 Victoria Avenue, Suite 6, Montreal.

MAYER CHARTO,
Secretary.
987-67

20934-o

Imprimerie Sherbrooke Printing Inc.

Notice is hereby given that "Imprimerie Sherbrooke Printing Inc.", incorporated by letters patent dated February 6, 1959 and having its head office in Sherbrooke, has established its office at civic number 642 Galt Street West.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given in Sherbrooke, May 3, 1967.

EUGÈNE THERRIEN,
President.
10620-59

20935-o

Laurentide Mobile Homes Inc.

Notice is hereby given that "Laurentide Mobile Homes Inc." has moved its head office from number 169 Fleury St. East, Montreal, to number 277 Chemin du Bois Vert, Vaudreuil.

YVON BELLIVEAU,
Secretary.
13585-59

20936

Telecon (Trois-Rivières) inc.

Notice is hereby given that "Telecon (Trois-Rivières) inc.", incorporated by letters patent issued pursuant to Part I of the Quebec Companies Act on the 2nd day of March, 1967, and having its head office in Trois-Rivières, has established its office at 282 Radisson St., Trois-Rivières.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered as being the company's head office.

Trois-Rivières, July 25, 1967.

JACQUES BARIL,
Secretary.
912-67

(Seal)
20937

**Ministère des
Affaires municipales**

**Ville de Masson
Règlement No 8**

À l'effet de porter la durée des fonctions du maire et des échevins de deux ans à trois ans.

ATTENDU QU'EN VERTU DES DISPOSITIONS DE l'article 173, paragraphe 8, de la Loi des cités et villes, cette corporation a le pouvoir de prolonger de deux (2) ans à trois ans (3) ans, à

**Department of
Municipal Affairs**

**Town of Masson
By-law No. 8**

Extending the term of office of the mayor and aldermen from two years to three years.

WHEREAS pursuant to the provisions of section 173, paragraph 8 of the Cities and Towns Act, this Corporation has the power to extend the term of office of the mayor and aldermen from

compter de l'élection générale suivante, la durée des fonctions du maire et des échevins;

ATTENDU qu'il est dans l'intérêt commun de prolonger un tel mandat pour stabiliser l'administration municipale;

ATTENDU qu'un avis de motion a été régulièrement donné lors d'une séance tenue le 17 mai 1967;

À CES CAUSES, il est par le présent règlement statué et décrété ce qui suit:

Article 1

À compter de la date de la prochaine élection municipale, soit le premier lundi juridique de novembre 1967, la durée des fonctions du maire et des échevins de la ville de Masson sera de trois (3) ans.

Article 2

Les dispositions des règlements antérieurs, incompatibles avec celles du présent règlement, sont abrogées.

Article 3

Le présent règlement prendra force et effet après avoir été approuvé par le lieutenant-gouverneur et publié dans la *Gazette officielle de Québec*.

Approuvé à l'unanimité, sur proposition de l'échevin Robert Thibaudeau secondé par l'échevin Henri Belter.

Fait et passé à Masson, ce cinquième jour du mois de juin mil neuf cent soixante-sept (1967).

Le maire-suppléant,
(Signé) VICTOR LAVIOLETTE,
Le Secrétaire-trésorier,
(Signé) PIERRE HAYES.

Vraie copie certifiée.

Le Secrétaire-trésorier,
PIERRE HAYES.

Ce règlement est publié conformément à l'article 173, paragraphe 8 de la Loi des cités et villes.

Le Sous-ministre des Affaires municipales,
20902-o JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.

Cité de Grand'Mère

Règlement No 264-A

Concernant la durée des fonctions du maire et des échevins.

Il est ordonné et statué par le Conseil de la cité de Grand'Mère, comme suit, savoir:

1° La durée des fonctions du maire et des échevins sera de trois (3) ans, à compter de l'élection générale qui suivra l'adoption du présent règlement.

2° Le présent règlement entrera en vigueur suivant la loi.

Passé, adopté et signé séance tenante, ce 19^{ième} jour de juin 1967.

Le Maire,
(Signé) HORMIDAS PRUD'HOMME,
Le Greffier,
(Signé) ÉMILE LACROIX.

Copie conforme.

Le Greffier,
ÉMILE LACROIX.

N.B.— Ce règlement est publié conformément à l'article 173, paragraphe 8 de la Loi des cités et villes.

Le Sous-ministre des Affaires municipales,
20919-o JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.

two (2) years to three (3) years, as from the next general election;

WHEREAS it is in the common interest to extend such a mandate to stabilize the municipal administration;

WHEREAS a notice of motion was given in the regular manner at its meeting held on May 17, 1967;

THEREFORE, the following is enacted and decreed by the present by-law:

Section 1

As from the date of the next municipal election, to be held on the first juridicial Monday of November 1967, the term of office of the mayor and aldermen of the town of Masson shall be three (3) years.

Section 2

The provisions of previous by-laws, incompatible with those of the present by-law, are repealed.

Section 3

This by-law will take force and become effective after having been approved by the Lieutenant-Governor and following its publication in the *Quebec Official Gazette*.

Unanimously approved, upon the recommendation of alderman Robert Thibaudeau, seconded by aldermen Henri Belter.

Made and passed at Masson, this fifth day of the month of June, one thousand nine hundred and sixty-seven (1967).

(Signed) VICTOR LAVIOLETTE,
Acting Mayor.
(Signed) PIERRE HAYES,
Secretary-Treasurer.

Certified true copy.

PIERRE HAYES,
Secretary-Treasurer.

This by-law is published pursuant to section 173, paragraph 8 of the Cities and Towns Act.

JEAN-LOUIS DOUCET, Q.C.,
20902 *Deputy Minister of Municipal Affairs.*

City de Grand-Mère

By-law No. 264-A

Concerning the term of office of the mayor and aldermen.

The following is ordered and decreed by the council of the City of Grand'Mère, to wit:

1. The term of office of the mayor and aldermen will be of three (3) years, from and after the general election which will follow the adoption of the present by-law.

2. The present by-law will come into force according to law.

Passed, adopted and signed during the sitting, this 19th day of June, 1967.

(Signed) HORMIDAS PRUD'HOMME,
Mayor.
(Signed) ÉMILE LACROIX,
Clerk.

True copy.

ÉMILE LACROIX,
Clerk.

N.B.— This by-law is published pursuant to section 173, paragraph 8 of the Cities and Towns Act.

JEAN-LOUIS DOUCET, Q.C.,
20919 *Deputy Minister of Municipal Affairs.*

Avis divers

L'Église Baptiste Évangélique de Chomedey

Prenez avis que L'Église Baptiste Évangélique de Chomedey, située au numéro 1908 rue Maisonneuve, Chomedey, Laval, province de Québec, présentera une requête au lieutenant-gouverneur en Conseil de la province de Québec pour incorporation sous la Loi de la constitution de certaines Églises et ses amendements, le chapitre 305 de l'année 1964 des Statuts Refondus de la province de Québec.

Montreal, le 16 février 1967.

Les Avocats du requérant,
CERINI, JAMESON, SALMON,

20525-29-5-0 WATSON, BROWN & SOUARD.

Archibald Dalrymple Licorish

Avis est donné que Archibald Dalrymple Licorish, opérateur en traitement, de 8370 est, rue Ontario, dans le district de Montréal, a l'intention de présenter une requête au Lieutenant-gouverneur en conseil pour changer son nom à Archibald Dalrymple Gill, et celui de son épouse, Dame Hazel Eugene Cooke, de la même adresse, conformément aux dispositions de la Loi du changement de nom.

Montréal, 18 juillet 1967.

Le requérant,

20755-32-2 ARCHIBALD DALRYMPLE LICORISH.

Maarten Wilschut

Avis est par les présentes donné que M. Maarten Wilschut de la cité et du district de Montréal entend déposer auprès du secrétaire de la province conformément aux dispositions de la Loi du changement du Nom, une requête demandant que son nom soit changé en celui de Max Wilton et que ce changement de nom affectera également son épouse, Dame Johanna Wilschut et ses deux enfants, Roger Alan Wilschut et Ralph Howard Wilschut.

Montréal, le 26 juillet 1967.

Les Procureurs de la compagnie,

20761-32-2-0 LAFLEUR & BROWN.

Harry Azimov

Avis est donné que Harry Azimov, commerçant, résidant à 1, Holly Rd., Hampstead, dans le district de Montréal, s'adressera au secrétaire provincial, sur ordre du lieutenant-gouverneur en conseil, afin d'obtenir l'autorisation de changer son nom pour celui de Harry Arnold. Ce changement de nom s'appliquera également à sa femme Anna Ruth, ainsi qu'à ses enfants, Alexander Steven, Douglas Lorne et Richard Mark, tous résidant à la même adresse.

Montréal, le 27 juin 1966.

Avocat du solliciteur,

20844-32-2-0 CHARLES BROWNSTEIN, C.R.

John James Segulier

Avis est donné que Izsak Segall, agent d'immeubles, de la cité de Westmount, district de Montréal, province de Québec, y résidant à 504, avenue Mountain, présentera au secrétaire de la province, une demande lui permettant de changer son nom en celui de John James Segulier, ledit changement de nom devra aussi servir à son épouse Suzanna Duschenes Segall, de la même adresse.

Montréal, 7 août 1967.

Le Procureur du Requérant,

20847-32-2 LIONEL A. SPERBER, C.R.

Miscellaneous Notices

L'Église Baptiste Évangélique de Chomedey

Notice is hereby given that L'Église Baptiste Évangélique de Chomedey, 1908 Maisonneuve Street, Chomedey, Laval, Province of Quebec, will present a petition to the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Quebec, for incorporation under the Church Incorporation Act, chapter 305 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1964, and amendments.

Montreal, February 16, 1967.

CERINI, JAMESON, SALMON,
WATSON, BROWN & SOUARD,

20525-29-5-0 Solicitors for the Petitioner.

Archibald Dalrymple Licorish

Notice is hereby given that Archibald Dalrymple Licorish, Processing Operator, of 8370 Ontario Street East, in the District of Montreal, intends to present a petition to the Lieutenant-Governor in Council requesting the change of name to Archibald Dalrymple Gill, and that of his wife, Dame Hazel Eugene Cooke, of the same address, pursuant to the provisions of the change of name Act.

Montreal, July 18, 1967.

ARCHIBALD DALRYMPLE LICORISH,

20755-32-2-0 Petitioner.

Maarten Wilschut

Notice is hereby given that Mr. Maarten Wilschut of the city and district of Montreal, intends to apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec pursuant to the provisions of the Change of Name Act to change his name from Maarten Wilschut to Max Wilton and that this change of name will affect his wife, Mrs. Johanna Wilschut and his two children Roger Alan Wilschut and Ralph Howard Wilschut.

Montreal, July 26, 1967.

LAFLEUR & BROWN,

20761-32-2-0 Attorneys for the Company.

Harry Azimov

Notice is hereby given that Harry Azimov, trader, residing at 1 Holly Road, Hampstead, in the district of Montreal, will apply to the Provincial Secretary, upon order of the Lieutenant-Governor in Council to obtain the authorization to change his name to that of Harry Arnold. This change of name will also apply to his wife, Anna Ruth, and to his children, Alexander Steven, Douglas Lorne and Richard Mark, all residing at the same address.

Montreal, June 27, 1966.

CHARLES BROWNSTEIN, Q.C.,

20844-32-2-0 Advocate for the Petitioner.

John James Segulier

Notice is hereby given that Izsak Segall, real estate investor, of the city of Westmount, district of Montreal, Province of Quebec, there residing at 504 Mountain Ave., will present to the Provincial Secretary an application to change his name to John James Segulier, which change of name shall also benefit his wife Susanna Duschenes Segall of the same address.

Montreal, August 7, 1967.

LIONEL A. SPERBER, Q.C.,

20847-32-2-0 Attorney for Applicant.

Donald Lorne Wilson

Avis est donné que Donald Lorne Wilson, marin, de 402, avenue Fothergill, Lasalle, district de Montréal, Québec, fait une demande pour changer son nom à Donald Lorne Dickie.

Montréal, 24 juillet 1967.

Le Procureur de requérant,

20799-32-2

WILLIAM I. MILLER.

Ronald Alice

Avis est donné que Ronald Alice, administrateur de commerce, résident et domicilié à 47, avenue Granville, ville de Hampstead, district de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province pour changer son nom à Ronald Ellis, et ce changement bénéficiera à son épouse Anne Alice (née Greenberg), ménagère, domiciliée au même endroit.

Le Procureur du requérant,

20845-32-2

BRAHM L. CAMPBELL.

Fernand Schiettekatte et al

Avis est donné par la présente que le docteur Fernand Schiettekatte, domicilié au 196 Bloomfield, Outremont, fera sous peu une requête au Secrétaire de la Province, pour faire changer son nom, celui de sa femme et de ses enfants Eric, Patrick et Marc Thierry, en celui de Sicard.

Les Procureurs des requérants,

20846-32-2-o

CATE, OGILVY, BISHOP, COPE,
PORTEOUS & HANSARD.

**Conseil St-François-Xavier No 2383
des Chevaliers de Colomb de Magog inc.**

Le conseil St-François-Xavier, No 2383, des Chevaliers de Colomb de Magog inc., 52 rue Laurier, Magog, P.Q. donne avis, par les présentes, qu'il possède son siège social à l'adresse susmentionnée et qu'il se prévaut des dispositions de la Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec (1-2 Elizabeth II, chap. 134) à partir du 1er avril 1967.

Magog, P.Q. ce 17 mars 1967.

Le Grand Chevalier,
RODOLPHE DESRUISSEAUX.
Le Secrétaire-archiviste,
MARCEL LANDRY.

20758-o

Cité de Jacques-Cartier

Avis de Rachat

Aux détenteurs des obligations faisant partie de l'émission de \$1,850,000, obligations autorisées et garanties par les règlements Nos 376 et 394 du Conseil de la cité de Jacques-Cartier, 6% à fonds d'amortissement, datées du 1er octobre 1964, échéant le 1er octobre 1976.

Avis est par les présentes donné que pour satisfaire aux exigences du fonds d'amortissement de cette émission, une valeur nominale de \$13,000 desdites obligations portant les numéros de série ci-après énoncés:

Dénominations de \$500 portant chacune le préfix D:

Nos: 310, 429, 466 et 527

Dénominations de \$1,000 portant chacune le préfix M:

Nos: 340, 404, 484, 523, 578, 623, 652, 773, 843, 1281 et 1527

ont été choisies par tirage au sort pour rachat le 1er octobre 1967 à même les deniers du fonds d'amortissement et que lesdites obligations se-

Donald Lorne Wilson

Notice is hereby given that Donald Lorne Wilson, Seaman, of 402 Fothergill Avenue, Lasalle, district of Montreal, Quebec, is making application to change his name to Donald Lorne Dickie.

Montreal, July 24, 1967.

WILLIAM I. MILLER,

20799-32-2-o

Attorney for Applicant.

Ronald Alice

Notice is hereby given that Ronald Alice, business executive, fully resident and domiciled at 47 Granville Avenue, town of Hampstead, district of Montreal, will apply to the Provincial Secretary to change his name to Ronald Ellis, and to benefit his wife Anne Alice (née Greenberg), housewife, domiciled at the same place.

BRAHM L. CAMPBELL,

20845-32-2-o

Attorney for Petitioner.

Fernand Schiettekatte et al

Notice is hereby given that Dr. Fernand Schiettekatte, of 196 Bloomfield, Outremont, will shortly require from the Province's Secretary that his name, that of his wife and their children Eric, Patrick and Marc Thierry, be changed to that of Sicard.

CATE, OGILVY, BISHOP, COPE,

20846-32-2-o

PORTEOUS & HANSARD,
Attorneys for the petitioners.

**Council St-François-Xavier No. 2383
of the Knights of Columbus of Magog Inc.**

Council St-François-Xavier, No. 2383 of the Knights of Columbus of Magog Inc., 52 Laurier, Magog, P.Q., hereby gives notice that its head office is located at the above mentioned address and that it is availing itself of the provisions of the Act respecting the Knights of Columbus of the province of Quebec (1-2 Elizabeth II, chap. 134, sec. 2a) as from April 1 1967.

Magog, March, 17, 1967.

RODOLPHE DESRUISSEAUX,
Grand Knight,
MARCEL LANDRY,
Recorder.

20758-o

City of Jacques-Cartier

Notice of Redemption

To the holders of debentures pertaining to the issue of \$1,850,000, debentures authorized and guaranteed by by-laws Nos. 376 and 394 of the Council of the city of Jacques-Cartier, 6% sinking-fund bonds, dated October 1st 1964, maturing October 1st 1976.

Notice is hereby given that for the sinking-fund purposes of this issue, a nominal value of \$13,000 of said debentures bearing the following serial numbers:

Denominations of \$500 each one bearing prefix D:

Nos: 310, 429, 466 et 527

Denominations of \$1,000 each one bearing prefix M:

Nos: 340, 404, 484, 523, 578, 623, 652, 773, 843, 1281 and 1527

have been called by lot redemption on October 1st 1967 in accordance with the annual payments to the sinking-fund and that said debentures

ront rachetées à cette date à leur valeur nominale, plus les intérêts courus au 1er octobre 1967, en monnaie légale du Canada à toute succursale de la Banque Provinciale du Canada dans la Province de Québec ou au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario, au choix du porteur, sur présentation et remise desdites obligations avec tous les coupons échéant le 1er avril 1968 et les suivants.

Avis est aussi donné que l'intérêt sur la valeur nominale des obligations ainsi rappelées pour rachat cessera d'être payable à partir du 1er octobre 1967.

Donné à Jacques-Cartier, ce 19e jour du mois d'août 1967.

Le Trésorier,
JACQUES PAQUIN.

20903-o

Paroisse de Sainte-Monique-de-Rollet

Avis est donné conformément à l'article 2 de la Loi des fabriques (13-14 Elizabeth II, chapitre 76), que Son Excellence Mgr Maxime Tessier, évêque catholique romain de Timmins, a, par décret en date du 8 juin 1967, érigé la paroisse de Sainte-Monique-de-Rollet.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20904-o

13-67

Ville de Montréal

Avis de rachat

Aux détenteurs des obligations payables en monnaie américaine de l'émission désignée « 5% Sinking Fund Debentures for Local Improvements, due October 1, 1985 » (ci-après appelées « Obligations ») de la ville de Montréal, province de Québec, Canada.

AVIS PUBLIC EST PAR LES PRÉSENTES DONNÉ que la Ville de Montréal a l'intention de racheter et rachètera POUR FINS D'AMORTISSEMENT le 1er octobre 1967, conformément aux dispositions des obligations, les obligations suivantes (ou partie de ces obligations) comme mentionné ci-après, de l'émission mentionnée ci-dessus, à 100% de leur montant en principal plus l'intérêt couru à la date de rachat, à savoir:

Numéros des obligations	Montant en principal à racheter
RE2001	\$50,000
RE2002	13,000
RE2003	3,000
RE2006	2,000
RE2008	3,000
RE2009	1,000
RE2011	2,000
RE2013	1,000
RE2015	1,000
RE2018	45,000

Le montant en principal entier des obligations portant les numéros suivants sera racheté:

Numéros des obligations: E434931, E434932, E434933, E434934.

Les Obligations (ou partie de ces Obligations) devant être ainsi rachetées, deviendront échues et payables et seront payées en telles espèces ou monnaie des États-Unis d'Amérique qui, au moment du paiement, aura cours légal pour le paiement des dettes publiques et privées dans lesdits États-Unis d'Amérique, au bureau de Bank of Montreal Trust Company ou The Royal Bank of Canada Trust Company, Borough of Manhattan, Cité et État de New-York, États-Unis d'Amérique, sur présentation et remise des Obli-

shall be redeemed on this date at their face-value, plus accrued interest to October 1st 1967, in lawful money of Canada at any branch of the Provincial Bank of Canada in the Province of Quebec or at the principal office of said bank in Toronto, Ontario, at the holder's option, upon presentation and surrender of said debentures with all coupons maturing April 1st 1968 and following.

Notice is also given that the said debentures shall cease to bear interest from October 1st 1967.

Given in Jacques-Cartier, this 19th day of August 1967.

JACQUES PAQUIN,
Treasurer.

20903-o

Parish of Sainte-Monique-de-Rollet

Notice is given, pursuant to section 2 of The Fabrique Act (13-14 Elizabeth II, chapter 76), that His Excellency Mgr Maxime Tessier, Roman Catholic Bishop of Timmins, has, by decree dated June 8, 1967, erected the parish of Sainte-Monique-de-Rollet.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20904

13-67

City of Montreal

Notice Redemption

To the holders of debentures payable in American Currency of the issue designated "5% Sinking Fund Debentures for Local Improvements, due October 1, 1985" (herein called "Debentures") of the City of Montreal, Province of Quebec, Canada.

PUBLIC NOTICE IS HEREBY GIVEN that The City of Montreal intends to and will redeem for SINKING FUND PURPOSES on October 1, 1967, pursuant to the provisions of the Debentures, the following Debentures (or portions thereof) as indicated, of the above mentioned issue, at 100% of principal amount plus accrued interest to the redemption date, namely:

Debenture numbers	Principal amount to be redeemed
RE2001	\$50,000
RE2002	13,000
RE2003	3,000
RE2006	2,000
RE2008	3,000
RE2009	1,000
RE2011	2,000
RE2013	1,000
RE2015	1,000
RE2018	45,000

The entire principal amount of the Debentures bearing the following numbers will be redeemed:

Debenture numbers: E434931, E434932, E434933, E434934.

Debentures (or portions thereof) to be so redeemed, will become due and payable and will be paid in such coin or currency of the United States of America as at the time of payment is legal tender for public and private debts in said United States of America, at the office of Bank of Montreal Trust Company or of The Royal Bank of Canada Trust Company, in the Borough of Manhattan, City and State of New York, United States of America, upon presentation and surrender of Debentures bearing the above numbers,

gations portant les numéros mentionnés ci-dessus, et dans le cas d'Obligations à coupons, avec tous les coupons échéant après le 1er octobre 1967, attachés.

Les Obligations entièrement immatriculées et les Obligations à coupons immatriculées quant au principal doivent être accompagnées de procuration pour leur transfert dûment exécutée en blanc.

Le et après le 1er octobre 1967, l'intérêt sur les Obligations (ou partie de ces Obligations) devant être ainsi rachetées cessera et, dans le cas d'Obligations à coupons, les coupons d'intérêt échéant subséquemment à cette date seront nuls.

Les Obligations entièrement immatriculées représentant la partie non rachetée de toute obligation rachetée en partie seulement seront émises sans frais. Les Obligations immatriculées seront immatriculées de la même manière que les Obligations remises à moins d'instructions d'agir différemment.

Daté à Montréal, ce onzième jour d'août 1967,

Ville de Montréal,
L. ROBERGE, C.A.,
Directeur des finances.

20922-o

Succession Madeleine Locas

Avis est par les présentes donné que Monsieur Arthur Beaudin a été nommé tuteur à André et Yves Locas pour accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de Madeleine Locas, décédée le 27 avril 1959. Qu'un inventaire des biens de la dite succession a été fait le 31 mai 1967, à Laval, suivant acte passé devant Me Léo Taillefer, notaire, à Laval, au No 4008, boulevard St-Martin, dont copie dudit inventaire a été enregistré au bureau d'enregistrement de Laval, le 27 juillet 1967, sous le numéro 247.913.

Le Notaire,
LÉO TAILLEFER.

20942-o

in the case of Coupon Debentures with all coupons maturing after October 1, 1967 attached.

Fully Registered Debentures and Coupon Debentures registered as to principal must be accompanied by assignments for transfer powers duly executed in blank.

From and after October 1, 1967, interest on the Debentures (or portions thereof) to be so redeemed will cease and, in the case of Coupon Debentures, interest coupons maturing subsequent to that date will be void.

Fully Registered Debentures representing the unredeemed portion of any Debenture redeemed in part only will be issued without charge. Registered Debentures will be registered in the same manner as the Debentures surrendered in the absence of other instructions.

Dated at Montreal, this eleventh day of August, 1967.

The City of Montreal,
L. ROBERGE, C.A.,
Director of Finance.

20922-o

Estate Madeleine Locas

Notice is hereby given that Mr. Arthur Beaudin has been appointed tutor to André and Yves Locas to accept under benefit of Inventory the estate of Madeleine Locas, deceased on April 27, 1959. That an inventory of the possessions of the said estate was made on May 31, 1967, at Laval, according to a deed passed before Me Léo Taillefer, notary, in Laval, at No. 4008 St-Martin Boulevard, a copy of which inventory was registered in the Laval Registry office on July 27, 1967, under number 247.913.

LÉO TAILLEFER,
Notary.

20942

Ministère des Finances Assurances

Anglo-Scottish Insurance Company Limited

*Avis d'annulation de permis
et de certificat d'enregistrement*

Attendu que « Anglo-Scottish Insurance Company Limited », dont le siège social est situé à Londres, Angleterre, laquelle compagnie était dûment autorisée à faire affaires dans la province de Québec, a réassuré toutes ses affaires dans la province de Québec avec « The Century Insurance Company of Canada — La Compagnie d'Assurance Century du Canada », dont le siège social est situé à Vancouver, Colombie Britannique, en vertu d'un contrat de réassurance intervenu entre ces deux compagnies le 1er mai 1967;

Attendu que « The Century Insurance Company of Canada — La Compagnie d'Assurance Century du Canada », est dûment autorisée à faire affaires dans la province de Québec;

Attendu que « Anglo-Scottish Insurance Company Limited », s'est conformée aux dispositions de l'article 103 de la Loi des assurances;

En conséquence, avis est par les présentes donné que le permis et le certificat d'enregistre-

Department of Finance Insurance

Anglo-Scottish Insurance Company Limited

*Notice of Cancellation of License
and Certified of Registration*

Whereas "Anglo-Scottish Insurance Company Limited", whose head office is situated in London, England, which company was duly authorized to do business in the Province of Quebec, has reinsured all its business in the Province of Quebec with "The Century Insurance Company of Canada — La Compagnie d'Assurance Century du Canada", whose head office is situated in Vancouver, British Columbia, according to a reinsurance agreement entered into by these two companies on the 1st of May 1967;

Whereas "The Century Insurance Company of Canada — La Compagnie d'Assurance Century du Canada", is duly authorized to do business in the Province of Quebec;

Whereas "Anglo-Scottish Insurance Company Limited", has complied with the provisions of section 103 of the Quebec Insurance Act;

Consequently, notice is hereby given that the license and certificate of registration of "Anglo-

ment de « Anglo-Scottish Insurance Company Limited », sont annulés à compter du 30 juin 1967.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 30 juin 1967.

*Pour le Ministre des finances
de la Province,
Le Surintendant des assurances,*

20790-32-2-o ROGER-A. CAMARAIRE.

Scottish Insurance Company Limited", are cancelled as from the 30th of June 1967.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 30th of June 1967.

*For the Minister of Finance
of the Province,*

20790-32-2-o ROGER-A. CAMARAIRE,
Superintendent of Insurance.

Compagnies Divers

Adanac Securities Inc. Les Valeurs Adanac inc.

Avis est donné que la compagnie « Adanac Securities Inc.—Les Valeurs Adanac inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 5.

*Le Président,
SERGE ROCHELEAU.*

20874-o 2899-67

La Compagnie des Fédérations du Grand Montréal

The Federated Appeal of Greater Montreal

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 4 août 1967, approuvé les règlements modifiés A, B, C et D de « La Compagnie des Fédérations du Grand Montréal—The Federated Appeal of Greater Montreal », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

*Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.*

20875-o 897-66

Capper & Jacques Limited

Avis est donné que la compagnie « Capper & Jacques Limited », a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 3.

*Le Secrétaire,
M. F. L. JACQUES.*

20876 1890-24

Cercle Universitaire (Québec)

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 16 juin 1967, approuvé le règlement numéro 17 de la corporation « Cercle Universitaire (Québec) », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

*Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.*

20877-o 2051-43

Exclusive Thread Co. Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Exclusive Thread Co. Ltd. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

*Le Secrétaire,
S. SILVERMAN.*

20878 150-63

La Fonderie de Thetford

Avis est donné que la compagnie « La Fonderie de Thetford », a changé le nombre de ses administrateurs de 7 à 5.

*Le Secrétaire,
LORENZO DUMAS.*

20879-o 2679-03

Miscellaneous Companies

Adanac Securities Inc. Les Valeurs Adanac inc.

Notice is given that "Adanac Securities Inc.—Les Valeurs Adanac inc.", has changed the number of its directors from 4 to 5.

*SERGE ROCHELEAU,
President.*

20874-o 2899-67

La Compagnie des Fédérations du Grand Montréal

The Federated Appeal of Greater Montreal

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on August 4, 1967, approved the amended by-laws A, B, C and D of "La Compagnie des Fédérations du Grand Montréal—The Federated Appeal of Greater Montreal", and such, pursuant to section 226 of the Companies Act.

*RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.*

20875 897-66

Capper & Jacques Limited

Notice is given that "Capper & Jacques Limited", has changed the number of its directors from 5 to 3.

*M. F. L. JACQUES,
Secretary.*

20876-o 1890-24

Cercle Universitaire (Québec)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on June 16, 1967, approved the by-law number 17 of the corporation "Cercle Universitaire (Québec)", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

*RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.*

20877 2051-43

Exclusive Thread Co. Ltd.

Notice is given that "Exclusive Thread Co. Ltd.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

*S. SILVERMAN,
Secretary.*

20878-o 150-63

La Fonderie de Thetford

Notice is given that "La Fonderie de Thetford" has changed the number of its directors from 7 to 5.

*LORENZO DUMAS,
Secretary.*

20879 2679-03

Great Lakes Investment Co. Limited

Avis est donné que, par une nouvelle procuration, en date du 28 juillet 1967, dont une copie a été transmise au secrétaire de la province, M. James A. Grant, de Montréal, a été nommé, en remplacement de M. Donald James Johnston, agent principal dans la province de « Great Lakes Investment Co. Limited », une compagnie étrangère, dûment autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, en vertu des dispositions de la Loi des compagnies étrangères.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20880

11-62

Service Adhesives Corporation

Avis est donné que la compagnie « Service Adhesives Corporation » a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le Président,

A. S. VARGA.

20881

12903-61

Restaurant Place Cherrier inc.

Avis est donné que la compagnie « Restaurant Place Cherrier inc. » a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

Le Secrétaire,

MME EFSATHIA SIAMAS.

20886

763-66

Techmont inc.

Avis est donné que la compagnie « Techmont inc. » a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 5.

Le Secrétaire,

CHARLES BOULVA.

20887-o

3596-65

L'Accueil des Jeunes inc.

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 25 juillet 1967, approuvé une modification à l'article 19 des règlements généraux de la corporation « L'Accueil des Jeunes inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20906-o

49526-53

The Cedars, Home for Elderly People

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 30 mai 1967, approuvé la modification à l'article 5 des règlements généraux de la corporation « The Cedars, Home for Elderly People », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20907-o

13056-55

Mont Gabriel Curling Club

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 8 août 1967, approuvé les règlements généraux de la corporation « Mont Gabriel Curling Club », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20908-o

2405-67

Great Lakes Investment Co. Limited

Notice is given that, by new power of attorney dated July 28, 1967, copy of which has been transmitted to the Provincial Secretary, Mr. James A. Grant, of Montreal, has been appointed, in replacement of Mr. Donald James Johnston, principal agent in the province of "Great Lakes Investment Co. Limited", an extra-provincial company, duly authorized to carry on business in the province of Quebec, in virtue of the provision of the Extra-Provincial Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20880-o

11-62

Service Adhesives Corporation

Notice is given that "Service Adhesives Corporation" has changed the number of its directors from 3 to 4.

A. S. VARGA,

President.

20881-o

12903-61

Restaurant Place Cherrier inc.

Notice is given that "Restaurant Place Cherrier inc." has changed the number of its directors from 4 to 3.

MRS. EFSATHIA SIAMAS,

Secretary.

20886-o

763-66

Techmont inc.

Notice is given that "Techmont inc." has changed the number of its directors from 4 to 5.

CHARLES BOULVA,

Secretary.

20887

3596-65

L'Accueil des Jeunes inc.

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on July 25, 1967, approved an amendment to section 19 of the general by-laws of the corporation "L'Accueil des Jeunes inc.", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20906

49526-53

The Cedars, Home for Elderly People

Notice is given that the Provincial Secretary has, on May 30, 1967, approved the modification to section 5 of the general by-laws of the corporation "The Cedars, Home for Elderly People", and such, in conformity to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20907

13056-55

Mont Gabriel Curling Club

Notice is given that the Provincial Secretary has, on August 8, 1967, approved the general by-laws of the corporation "Mont Gabriel Curling Club", and such, in virtue of section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20908

2405-67

Service des loisirs St-Thomas-Apôtre

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 3 juin 1966, approuvé les règlements généraux du « Service des loisirs St-Thomas-Apôtre », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20909-o 11394-55

Service des loisirs St-Thomas-Apôtre

Avis est donné que le « Service des loisirs St-Thomas-Apôtre » a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 7.

Le Secrétaire,
ROMA THIFAULT.

20909-o 11394-55

Service des Loisirs St-Victor

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 7 juillet 1967, approuvé les règlements généraux de la corporation « Service des Loisirs St-Victor », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20910-o 10297-54

Les Anciens de Laval

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 9 août 1967, approuvé des modifications aux règlements de la corporation « Les Anciens de Laval », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20926-o 5773-48

Centre d'Achats Cartier limitée

Avis est donné que la compagnie « Centre d'Achats Cartier limitée » a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 3.

Le Secrétaire,
H. SOLOWAY.

20927 5880-64

**Consolidated Halliwell Limited
(No Personal Liability)**

Avis est donné que « Consolidated Halliwell Limited » (No Personal Liability), a diminué de 11 à 7 le nombre de ses administrateurs.

Le Secrétaire,
J. M. WAINBERG.

20928 302-33

Piuze Transport Inc.

Avis est donné que la compagnie « Piuze Transport Inc. » a changé le nombre de ses administrateurs de 7 à 10.

Le Secrétaire,
W. KENNEDY.

20929-o 11559-55

**Three Lakes Property Owners
Association Limited**

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 27 juin 1967, approuvé une modification au règlement numéro 1 de « Three Lakes Property Owners Association Limited », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20930-o 16010-61

Service des loisirs St-Thomas-Apôtre

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on June 3, 1966, approved the general by-laws of "Service des loisirs St-Thomas-Apôtre", and such, in pursuance to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20909 11394-55

Service des loisirs St-Thomas-Apôtre

Notice is hereby given that "Service des loisirs St-Thomas-Apôtre", has changed the number of its directors from 3 to 7.

ROMA THIFAULT,
Secretary.

20909 11394-55

Service des Loisirs St-Victor

Notice is hereby given that the Provincial Secretary, on July 7, 1967, approved the general by-laws of "Service des Loisirs St-Victor", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20910 10297-54

Les Anciens de Laval

Notice is hereby given that the Provincial Secretary, on August 9, 1967, approved the amendments to the by-laws of "Les Anciens de Laval", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20926 5773-48

Centre d'Achats Cartier limitée

Notice is given that "Centre d'Achats Cartier limitée" has changed the number of its directors from 5 to 3.

H. SOLOWAY,
Secretary.

20927-o 5880-64

**Consolidated Halliwell Limited
(No Personal Liability)**

Notice is given that "Consolidated Halliwell Limited" (No Personal Liability), has changed the number of its directors from 11 to 7.

J. M. WAINBERG,
Secretary.

20928-o 302-33

Piuze Transport Inc.

Notice is given that "Piuze Transport Inc." has changed the number of its directors from 7 to 10.

W. KENNEDY,
Secretary.

20929 11559-55

**Three Lakes Property Owners
Association Limited**

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on June 27, 1967, approved an amendment to by-law number 1 of "Three Lakes Property Owners Association Limited", and such, in pursuance to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20930 16010-61

Three Lakes Property Owners Association Limited

Avis est donné que « Three Lakes Property Owners Association Limited », a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 6.

Le Secrétaire,
R. BEAUDRY.

20930 16010-61

World-Wide Special Attractions Ltd. Attractions Spéciales Mondiales Itée

Avis est donné que « World-Wide Special Attractions Ltd.—Attractions Spéciales Mondiales Itée », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le Président,
HARRY H. COHEN.

20943 475-07

Western International Hotels Inc. Les Hôtels Internationaux de l'Ouest inc.

Avis est donné que « Western International Hotels Inc.—Les Hôtels Internationaux de l'Ouest inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 6 à 7.

Le Secrétaire,
JOHN J. PEPPER.

20944 2095-66

Western International Hotels Inc. Les Hôtels Internationaux de l'Ouest inc.

Avis est donné que « Western International Hotels Inc.—Les Hôtels Internationaux de l'Ouest inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 7 à 8.

Le Secrétaire,
JOHN J. PEPPER.

20944 2095-66

Three Lakes Property Owners Association Limited

Notice is given that "Three Lakes Property Owners Association Limited" has changed the number of its directors from 4 to 6.

R. BEAUDRY,
Secretary.

20930-o 16010-61

World-Wide Special Attractions Ltd. Attractions Spéciales Mondiales Itée

Notice is given that "World-Wide Special Attractions Ltd.—Attractions Spéciales Mondiales Itée", has changed the number of its directors from 3 to 4.

HARRY H. COHEN,
President.

20943-o 475-07

Western International Hotels Inc. Les Hôtels Internationaux de l'Ouest inc.

Notice is given that "Western International Hotels Inc.—Les Hôtels Internationaux de l'Ouest inc.", has changed the number of its directors from 6 to 7.

JOHN J. PEPPER,
Secretary.

20944-o 2095-66

Western International Hotels Inc. Les Hôtels Internationaux de l'Ouest inc.

Notice is given that "Western International Hotels Inc.—Les Hôtels Internationaux de l'Ouest inc.", has changed the number of its directors from 7 to 8.

JOHN J. PEPPER,
Secretary.

20944-o 2095-66

Compagnies autorisées à faire des affaires

Conquistadores Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Conquistadores Ltd. », a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. Peter Miessl, 9310, boulevard St-Laurent, Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à 9310, boulevard St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20869 50-67 — 1382/13

International Textile Brokers, Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « International Textile Brokers, Ltd. », a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. Peter Miessl, 9310, boulevard St-Laurent, Montréal.

Companies Licensed to do Business

Conquistadores Ltd.

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Conquistadores Ltd.", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. Peter Miessl, of 9310 St. Lawrence Boulevard, Montreal.

The principal office of the company in the Province is at 9310 St. Lawrence Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

20869-o 50-67 — 1382/13

International Textile Brokers, Ltd.

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "International Textile Brokers, Ltd.", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. Peter Miessl, of 9310 St. Lawrence Boulevard, Montreal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à 9310, boulevard St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20869 51-67 — 1382/14

Kanematsu-Gosho (U. S. A.) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Kanematsu-Gosho (U. S. A.) Inc. », a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. Shoji Murata, de Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à 400 ouest, boulevard Maisonneuve, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20869 33-67 — 1382/15

Wexford Mines Limited

Avis est donné que la compagnie « Wexford Mines Limited », a été autorisée à vendre ou autrement aliéner dans la province de Québec, ses actions, titres, certificats-actions, obligations et autres valeurs.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie est M. Gilles de Billy, c.r., de 1090, avenue Moncton, Québec.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est à suite 430, 100 d'Youville, Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20869 5-67

The principal office of the company in the Province is at 9310 St. Lawrence Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20869-o 51-67 — 1382/14

Kanematsu-Gosho (U. S. A.) Inc.

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Kanematsu-Gosho (U. S. A.) Inc.", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. Shoji Murata, of Montreal.

The principal office of the company in the Province is at 400 Maisonneuve Boulevard West, Montreal, judicial district of Montreal

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20869-o 33-67 — 1382/15

Wexford Mines Limited

Notice is given that "Wexford Mines Limited", has been authorized to sell, or otherwise alienate in the Province of Quebec, its shares, stocks, stock-certificates, debentures and other securities.

The chief agent for the purpose of receiving service in proceedings against the said Company, is Mr. Gilles de Billy, q.c., of 1090 Moncton Avenue, Quebec.

The principal office of the said company in the Province is at Room 430, 100 d'Youville, Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20869-o 5-67

Ministère de l'Agriculture et de la Colonisation

Department of Agriculture and Colonization

Société coopérative agricole de Montmorency-Nord (Château-Richer)

Société coopérative agricole de Montmorency-Nord (Château-Richer)

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale spéciale des membres de la « Société coopérative agricole de Montmorency-Nord », tenue à Château-Richer le 27 juillet 1967, il a été résolu de liquider la coopérative, conformément aux dispositions de l'article 33 de la Loi des sociétés coopératives agricoles, Statuts refondus, 1964, chapitre 124, et que Messieurs Joseph Gagnon, J. Adélar Cloutier et Camille Cauchon ont été nommés liquidateurs.

Notice is hereby given that during a special general meeting of the members of "Société coopérative agricole de Montmorency-Nord", held at Château-Richer on July 27, 1967, a resolution was passed to wind-up the cooperative, in conformity with the provisions of section 33 of the Cooperative Agricultural Associations Act, Revised Statutes, 1964, chapter 124, and that Messrs. Joseph Gagnon, J. Adélar Cloutier and Camille Cauchon were appointed liquidators.

Donné au bureau du ministre de l'Agriculture et de la Colonisation, ce septième jour d'août 1967.

Given at the office of the Minister of Agriculture and Colonization, this seventh day of August, 1967.

Le Sous-ministre de l'Agriculture et de la Colonisation,
ROMÉO LALANDE.

20947-o

ROMÉO LALANDE,
Deputy Minister of Agriculture and Colonization.

20947

Syndicats professionnels

Professional Syndicates

Le Syndicat Catholique des Employés du Transport Interurbain (Autobus)

Le Syndicat Catholique des Employés du Transport Interurbain (Autobus)

(Loi des syndicats professionnels)

(Professional Syndicates Act)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Le Syndicat Catholique des Employés du Transport Interurbain (Autobus) »,

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Le Syndicat Catholique des Employés du Transport Interurbain (Autobus)",

a été autorisée par le secrétaire de la province le 20 juillet 1967.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à 155, boulevard Charest est, Québec, district judiciaire de Québec.

Québec, le 25 juillet 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20898-o

194-60

Syndicat des Propriétaires de Volailles de la Région de St-Jean-Valleyfield (U.C.C.)

(Loi des syndicats professionnels)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Syndicat des Propriétaires de Volailles de la Région de St-Jean-Valleyfield (U.C.C.) », a été autorisée par le secrétaire de la province le 28 juillet 1967.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à St-Rémi, district judiciaire d'Iberville.

Québec, le 1er août 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20918-o

63-67

Syndicat de Gestion Agricole du Comté d'Iberville

(Loi des syndicats professionnels)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Syndicat de Gestion Agricole du Comté d'Iberville », a été autorisée par le secrétaire de la province le 31 juillet 1967.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Sabrevois, district judiciaire d'Iberville.

Québec, le 2 août 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20940-o

22-67

Le Syndicat des Employés du Centre d'Apprentissage et du Comité Paritaire de la Construction de Chicoutimi

(Loi des syndicats professionnels)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Le Syndicat des Employés du Centre d'Apprentissage et du Comité Paritaire de la Construction de Chicoutimi », a été autorisée par le secrétaire de la province le 3 août 1967.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Québec, le 7 août 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

20941-o

57-67

Syndicat Patronal Catholique National de la Construction de Joliette, Berthier, L'Assomption, Montcalm

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 22 décembre 1966, autorisé le changement de nom du « Syndicat Patronal Catholique National de la Construction de Joliette », dont la constitution a été autorisée le 14 avril 1938, et dont le siège social est situé à Joliette, en celui de « Syndicat Patronal Catholique National de la Construction de Joliette, Berthier,

has been authorized by the Provincial Secretary on July, 20, 1967.

The head office of the said professional syndicate is situated at 155 Charest Boulevard East, Quebec, judicial district of Quebec.

Quebec, July 25, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province,

20898

194-60

Syndicat des Propriétaires de Volailles de la Région de St-Jean-Valleyfield (U.C.C.)

(Professional Syndicates Act)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Syndicat des Propriétaires de Volailles de la Région de St-Jean-Valleyfield (U.C.C.)" has been authorized by the Provincial Secretary on July 28, 1967.

The head office of the said professional syndicate is situated at St-Rémi, judicial district of Iberville.

Quebec, August 1, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province,

20918

63-67

Syndicat de Gestion Agricole du Comté d'Iberville

(Professional Syndicates Act)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Syndicat de Gestion Agricole du Comté d'Iberville" has been authorized by the Provincial Secretary on July 31, 1967.

The head office of the said professional syndicate is situated at Sabrevois, judicial district of Iberville.

Quebec, August 2, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province,

20940

22-67

Le Syndicat des Employés du Centre d'Apprentissage et du Comité Paritaire de la Construction de Chicoutimi

(Professional Syndicates Act)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Le Syndicat des Employés du Centre d'Apprentissage et du Comité Paritaire de la Construction de Chicoutimi", has been authorized by the Provincial Secretary on August 3, 1967.

The head office of the said professional syndicate is situated at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Québec, August 7, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province,

20941

57-67

Syndicat Patronal Catholique National de la Construction de Joliette, Berthier, L'Assomption, Montcalm

(Professional Syndicates Act)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary, on December 22, 1966, authorized the change of name of "Syndicat Patronal Catholique National de la Construction de Joliette", the incorporation of which was authorized on April 14, 1938, and the head office of which is situated in Joliette, to that of "Syndicat Patronal Catholique National de la Construction

L'Assomption, Montcalm », et ce, en vertu de la Loi des syndicats professionnels, Statuts refondus, 1964, chapitre 146.

Québec, le 12 juillet 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

20946-o

702-38

de Joliette, Berthier, L'Assomption, Montcalm", and such, pursuant to the Professional Syndicates Act, Revised Statutes, 1964, chapter 146.

Quebec, July 12, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

20946

702-38

Ministère de l'Éducation

Department of Education

St-Germain, paroisse

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de la paroisse de Saint-Germain, dans le comté de Drummond, les lots 447, 448 et 870 à 897 inclusivement du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Germain-de-Grantham, pour les annexer à la municipalité scolaire du village de Saint-Germain, dans le comté de Drummond.

Québec, le 1er août 1967.

Le Ministre de l'Éducation,
JEAN-JACQUES BERTRAND.

20794-32-2-o

Parish of St-Germain

Application is made to detach from the school municipality of the parish of Saint-Germain, in the county of Drummond, lots 447, 448 and 870 to 897 inclusively in the official cadaster of the parish of Saint-Germain-de-Grantham, to annex them to the school municipality of the village of Saint-Germain, in the county of Drummond.

Quebec, August 1, 1967.

JEAN-JACQUES BERTRAND,
Minister of Education.

20794-32-2

Beauchastel

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de Beauchastel, dans le comté de Témiscamingue, en celui de Evain, dans le même comté.

Québec, le 3 août 1967.

Le Ministre de l'Éducation,
JEAN-JACQUES BERTRAND.

20815-32-2-o

Beauchastel

Application is made to change the name of the school municipality of Beauchastel, in the county of Témiscamingue, to that of Evain, in the same county.

Quebec, August 3, 1967.

JEAN-JACQUES BERTRAND,
Minister of Education.

20815-32-2

Saint-Liguori

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Liguori, dans le comté de Montcalm, le lot No 349 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Liguori, pour l'annexer à la municipalité scolaire de Rowdon, dans le même comté.

Québec, le 3 août 1967.

Le Ministre de l'Éducation,
JEAN-JACQUES BERTRAND.

20816-32-2-o

123-67

Saint-Liguori

Application is made to detach from the school municipality of Saint-Liguori, in the county of Montcalm, lot No. 349 of the official cadastre for the parish of Saint-Liguori, to annex it to the school municipality of Rowdon, in the same county.

Quebec, August 3, 1967.

JEAN-JACQUES BERTRAND,
Minister of Education.

20816-32-2

123-67

Commission scolaire régionale de la Baie des Chaleurs

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil numéro 1701, en date du 28 juin 1967, de changer la représentation pour la commission scolaire régionale de la Baie des Chaleurs.

Que les neuf commissaires d'écoles pour la commission scolaire régionale de la Baie des Chaleurs soient élus de la façon suivante:

un commissaire choisi parmi les délégués des commissions scolaires de Patapédia, St-Alexis-de-Matapédia et St-François-d'Assise;

un commissaire choisi parmi les délégués des commissions scolaires de St-André-de-Ristigouche, St-Laurent-de-Matapédia, St-Fidèle-de-Ristigouche, L'Alverne, Cross-Point « cath. » et Schoolbred « cath. »;

un commissaire choisi parmi les délégués des commissions scolaires de Dugal, St-Louis-de-Gonzague, St-Omer et Nouvelle;

un commissaire choisi parmi les délégués des commissions scolaires de Carleton et Maria;

un commissaire choisi parmi les délégués des commissions scolaires de St-Edgar « cath. », St-Jules et New Richmond;

Baie des Chaleurs Regional School Board

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council number 1701, dated June 28, 1967, to change the representation for the Baie des Chaleurs Regional School Board.

That the nine school commissioners on the Baie des Chaleurs Regional School Board be elected in the following manner:

one commissioner chosen from among the delegates from the Patapédia, St-Alexis-de-Matapédia and St-François-d'Assise school commissions;

one commissioner chosen from among the delegates from the St-André-de-Ristigouche, St-Laurent-de-Matapédia, St-Fidèle-de-Ristigouche, L'Alverne, Cross-Point "Cath." and Schoolbred "Cath." school commissions;

one commissioner chosen from among the delegates from the Dugal, St-Louis-de-Gonzague, St-Omer and Nouvelle school commissions;

one commissioner chosen from among the delegates from the Carleton and Maria school commissions;

one commissioner chosen from among the delegates from the St-Edgar "Cath.", St-Jules and New Richmond school commissions;

un commissaire choisi parmi les délégués des commissions scolaires de St-Alphonse-de-Caplan, St-Charles-de-Caplan et St-Siméon-de-Bonaventure;

un commissaire choisi parmi les délégués des commissions scolaires de St-Elzéar et Bonaventure;

un commissaire choisi parmi les délégués des commissions scolaires de Cox, St-Étienne-de-New-Carlisle et Paspébiac;

un commissaire choisi parmi les délégués des commissions scolaires de Port Daniel, St-Jogues et St-Godefroi;

Cette nouvelle représentation remplace celle qui avait été déterminée par l'arrêté en conseil numéro 380, en date du 28 février 1964 et amendée par l'arrêté en conseil numéro 1882, en date du 7 octobre 1964.

Ce changement a pris effet à compter du 1er juillet 1967.

Québec, le 14 août 1967.

Le Ministre de l'Éducation.

JEAN-JACQUES BERTRAND.

20958-o

2361(2)-60

one commissioner chosen from among the delegates from the St-Alphonse-de-Caplan, St-Charles-de-Caplan and St-Siméon-de-Bonaventure school commissions;

one commissioner chosen from among the delegates from the St-Elzéar and Bonaventure school commissions;

one commissioner chosen from among the delegates from the Cox, St-Étienne-de-New-Carlisle and Paspébiac school commissions;

one commissioner chosen from among the delegates from the Port Daniel, St-Jogues and St-Godefroi school commissions;

This new representation replaces the one determined by Order in Council number 380, dated February 28, 1964, and amended by Order in Council number 1882, dated October 7, 1964.

This change took effect as from July 1, 1967.

Quebec, August 14, 1967.

JEAN-JACQUES BERTRAND,

Minister of Education.

20958

2361(2)-60

Régie des Marchés Agricoles du Québec

Le Syndicat des producteurs de lait nature de la région du nord-ouest québécois (U.C.C.)

*Avis de réception d'un projet de plan conjoint
de mise en marché.*

Prenez avis que le «Syndicat des producteurs de lait nature de la région du nord-ouest québécois (U.C.C.)», incorporé sous la Loi des syndicats professionnels du Québec et ayant sa principale place d'affaires à Amos, district d'Abitibi-Est, a présenté un projet de plan conjoint de mise en marché en vertu de la section IV de la Loi des marchés agricoles du Québec (S.R.Q., 1964, ch. 120). Le Syndicat requérant est composé exclusivement de producteurs du produit agricole visé par le projet de plan conjoint.

Le produit agricole visé par ce projet de plan conjoint est le lait reçu d'un producteur intéressé, par une fabrique qui détient un permis de la Régie des marchés agricoles du Québec permettant de l'approprier pour le rendre propre aux exigences d'un commerce de lait nature.

Pour les fins de cette requête, le producteur intéressé est toute personne qui remplit les exigences requises pour être fournisseur de lait à une fabrique, et qui livre tout ou partie de sa production à telle fabrique sise dans les districts électoraux provinciaux de Rouyn-Noranda, Témiscamingue, Abitibi-ouest et Abitibi-est, à l'exception de la ville de Chibougamau.

Montréal, ce 14^e jour d'août 1967.

Régie des Marchés agricoles du Québec.

Le Secrétaire intérimaire,

ROCH MORIN.

20959-o

Quebec Agricultural Marketing Board

The Raw Milk Producers Syndicate of the North-Western Quebec Region (U.C.C.)

*Notice of reception of a draught of
a joint marketing plan.*

Take notice that the "Raw Milk Producers Syndicate of the north-western Quebec Region (U.C.C.)", incorporated under the Quebec Professional Syndicates Act and having its principal business place at Amos, district of Abitibi-Est, presented a draught of a joint marketing plan in pursuance to section IV of the Quebec Agricultural Marketing Act (RSQ, 1964, chapter 120). The petitioning Syndicate is composed exclusively of producers of the farm product mentioned by the draught of a joint plan.

The farm product mentioned by this draught of a joint plan is milk received from an interested producer, by a plant which holds a permit from the Quebec Agricultural Marketing Board allowing them to make it clean according to the requirements of a raw milk business.

For the purposes of this petition, the interested producer is any person fulfilling the requirements to become a milk supplier to a plant, and who delivers all or part of his production to such plants situated in the Provincial electoral districts of Rouyn-Noranda, Témiscamingue, Abitibi-West, and Abitibi-East, with the exception of the town of Chibougamau.

Montreal, this 14th day of August, 1967.

Quebec Agricultural Marketing Board,

ROCH MORIN,

Interim Secretary.

20959

Ministère des Richesses naturelles

Avis est donné, conformément aux dispositions de l'article 209 de la Loi des mines (S.R.Q. 1965, chapitre 34), que les concessions minières ci-dessous décrites ont été révoquées en faveur de la Couronne par le ministre des Richesses naturelles:

Department of Natural Resources

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of section 209 of the Mining Act (S.R.Q. 1965, chapter 34), that the mining concessions described below have been revoked in favour of the Crown by the Minister of Natural Resources:

<i>District électoral</i> <i>Electoral district</i>	<i>Canton</i> <i>Township</i>	<i>No de concession</i> <i>No. of concession</i>	<i>Lot et rang ou numéro du bloc</i> <i>Lot and range or block number</i>	<i>Superficie en acres</i> <i>Area in acres</i>	<i>Date d'émission de la concession</i> <i>Date of granting of concession</i>	<i>Date d'obtention de lettres patentes</i> <i>Date of obtaining of letters patent</i>
Abitibi-Est-East.	Cadillac...	297	Blocs-Blocks 47 à-to 54.	459	3 mai-May, 1938.	24 janvier-January, 1939.
Abitibi-Est-East.	Cadillac...	310	Partie est de la partie sud et partie ouest de la partie sud du bloc 61—East part of the south part and west part of the south part of block 61	57	26 février-February, 1940.	non patentée - not patented.
Abitibi-Est-East.	Pershing...	339	Bloc I - Block I.	894	25 janvier-January, 1946.	non patentée - not patented.
Témiscamingue	Duhamel...	« A »	Bloc B - Block B.	44	5 octobre-October, 1880.	non patentée - not patented.
Témiscamingue	Guigues...	« B »	Lot 1, rang II et bloc D - Lot 1, range II and block D.	161 1/2	5 octobre-October, 1880.	non patentée - not patented.
Rouyn-Noranda	Beauchastel.	369	Demie ouest des lots 46 et 47, rang I - West half of lots 46 and 47, range I.	91	20 avril-April, 1948.	7 juillet-July, 1948.
Rouyn-Noranda	Joannès et/ and Rouyn	338	Bloc 13 et partie du lot 1, rang VI, Joannès, lot 60, rang VI nord et lots 60, 61, 62, rang VI sud, Rouyn - Block 13 and part of lot 1, range VI, Joannès, lot 60, range VI north and lots 60, 61, 62, range VI South, Rouyn.	91	20 avril-April, 1948.	16 avril-April, 1946.
Rouyn-Noranda	Rouyn	260	Bloc 191 - Block 191.	930	11 juillet-July, 1932.	9 février-February, 1933.
Gatineau	Hinks	74	Lot 22, rang II - Lot 22, range II.	94	23 octobre-October, 1893.	28 août-August, 1911.
Papineau	Amherst	92	Lots 4 à 8, rang VI - Lots 4 to 8, range VI.	126	6 juillet-July, 1915.	7 avril-April, 1916.
Papineau	Amherst	294	Lot 12, VIe rang sud - Lot 12, VIth range South.	201	16 novembre-November, 1937.	non patentée - not patented.
Papineau	Buckingham	298	Demie est du lot 14, rang XII - East half of lot 14, range XII.	100	7 mai-May, 1938.	non patentée - not patented.
Papineau	Derry	422	Demie sud du lot 7, rang IV - South half of lot 7, range IV.	50	27 septembre-September, 1955.	non patentée - not patented.
Papineau	Portland ouest-West	286	Demie sud du lot 2, rang I - South half of lot 2, range I.	53 1/2	4 août-August, 1937.	non patentée - not patented.
Papineau	Templeton	342	Demie sud du lot 17, rang VIII - South half of lot 17, range VIII.	100	10 juillet-July, 1942.	non patentée - not patented.
Pontiac	Onslow	96	Partie sud de la partie nord du lot 10, rang VII - South part of north part of lot 10, range VII.	47	12 mai-May, 1916.	30 mai-May, 1916.
Pontiac	Onslow	103	Partie nord de la partie nord du lot 10, rang VII - North part of north part of lot 10, range VII.	100	8 novembre-November, 1916.	13 décembre-December, 1916.
Terrebonne	Amherst	93	Lots 2 à 8, rang VI - Lots 2 to 8, range VI.	163	6 décembre-December, 1915.	5 février-February, 1915.
Terrebonne	Beresford	409	Demie sud de la demie ouest du lot 36 et demie sud de la demie est du lot 37, rang 5 - South half of west half of lot 36, and south half of east half of lot 37, range 5.	64	3 juin-June, 1953.	non patentée - not patented.
Terrebonne	Beresford	415	Demie sud du lot 39, rang VI - South half of lot 39, Range VI.	52		
Terrebonne	Paroisse de St-Jérôme.	453	Lots 461 et/and 462.	100	16 juin-June, 1959.	non patentée - not patented.
Bonaventure	Cox	126	Demie est du lot 16, IVe rang ouest - East half of lot 16, IVth range west.	49	15 septembre-September, 1919.	5 septembre-September, 1921.
Bonaventure	Cox	147	Demie est du lot 16, VIe rang ouest - East half of lot 16, VIth range west.	49	21 août-August, 1923.	13 juillet-July, 1925.
Huntingdon	Dundee	81	Lot en eau profonde dans le lit de la rivière au Saumon - Lot in deep water on the bed of Rivière au Saumon.	45	20 janvier-January, 1914.	22 janvier-January, 1916.

Québec, le 11 août 1967.

20924-o

Le sous-ministre,
P. E. AUGER.

Quebec, August 11, 1967.

20924-o

P. E. AUGER,
Deputy Minister.**Ministère du Travail****Department of Labour****Avis***Industrie de la construction
Région de Trois-Rivières*

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, chapitre 143), que les parties contractantes ci-après mentionnées lui ont présenté une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

L'Association des Constructeurs de la Mauricie Inc.; La Corporation des Maîtres-Électriciens de la Province de Québec (section de Trois-Rivières); d'une part, et

Le Syndicat de la Construction de la Mauricie (C.S.N.); d'une part,
pour les employeurs et les salariés de l'industrie et des métiers visés, suivant les conditions ci-après décrites:

TITRE PREMIER*Dispositions générales relatives à tous
les métiers assujettis au présent décret**Article I: Champ d'application territorial:*

1.01 Le champ d'application territorial du décret comprend les districts électoraux provinciaux actuellement connus sous les noms de Maskinongé, Saint-Maurice, Laviolette, Champlain et Trois-Rivières.

Article II: Dispositions particulières relatives au travail d'entretien:

2.01 *Salarié permanent:* Ce terme a le sens qui lui est donné dans la Loi actuelle des décrets de convention collective. Cependant, aux fins de ce décret, ce terme ne comprend pas les salariés permanents régis par un décret déterminant leurs taux minimaux de salaires et autres conditions de travail.

2.02 *Entretien:* Ce terme désigne les réparations mineures assimilées aux réparations locales prévues par le Code civil du Québec, à tout ou partie d'un édifice ou d'un immeuble ou ensemble de constructions, utilisées comme établissement manufacturier, industriel, religieux, édifices publics, pour maintenir l'édifice ou immeuble en bon état de conservation.

2.03 *Entretien (Exceptions):* Ne sont pas considérés comme travail d'entretien:

a) la nouvelle construction, la reconstruction, ou la réfection d'une partie d'un édifice ou d'un immeuble ou ensemble de constructions;

b) les grosses réparations comme celles des gros murs, les poutres, les fondations, les murs de soutènement, ainsi que tous les travaux à un édifice ou à un immeuble pour cause de vétusté, et qui ne sont pas des réparations mineures telles que ci-haut décrites.

2.04 *Salarié permanent (Exceptions):* Les travaux d'entretien exécutés par les « salariés permanents » ne sont pas assujettis à ce décret, sauf s'ils sont exécutés par des salariés à l'emploi d'un entrepreneur en construction.

Article III: Grève et lock-out:

3.01 Toute grève et tout lock-out sont interdits jusqu'au 31 janvier 1970.

Notice*Construction Industry
Trois-Rivières region*

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the contracting parties listed below have petitioned him to make binding the collective labour agreement entered into between:

L'Association des Constructeurs de la Mauricie Inc., The Corporation of Master Electricians of the Province of Québec (Trois-Rivières section)

*and
Le Syndicat de la Construction de la Mauricie (C.S.N.),*
for the employers and employees of the industry concerned, according to the conditions stipulated hereunder:

PART ONE*General provisions governing all trades
subject to this decree**Section I: Territorial Jurisdiction:*

1.01 The territorial jurisdiction of the decree encompasses the provincial electoral districts now known as Maskinongé, Saint-Maurice, Laviolette, Champlain and Trois-Rivières.

Section II: Special Provisions Governing Maintenance Work:

2.01 "Permanent employee" has the same meaning as that given it in the Collective Agreement Decrees Act. For the purposes of this decree, the term does not cover permanent employees governed by a decree that sets forth their minimum wage rates and other working conditions.

2.02 "Maintenance" means minor repairs such as tenant repairs stipulated in the Civil Code of the Province of Québec, made to any building, part thereof or group of buildings used as manufacturing or industrial firms, religious institutions or public buildings for the upkeep or maintenance of such buildings.

2.03 *Exceptions:* The following shall not be considered as maintenance work:

(a) new construction, reconstruction or reinstallation of part of a building or building complex;

(b) major repairs such as those made to big walls, joists, foundations, sustaining walls and all work performed on a building because of decay, which are not minor repairs as described above.

2.04 *Permanent employee — Exceptions:* Maintenance work performed by "permanent employees" is not subject to this decree, save if it is carried out by employees in a building contractor's service.

Section III: Strike and Lock-out:

3.01 No strike or lock-out may take place before January 31, 1970.

Article IV: Périodes de repos:

4.01 Les salariés doivent bénéficier d'une période de dix (10) minutes de repos dans l'avant-midi et d'une période de repos de dix (10) minutes dans l'après-midi, aux moments fixés préalablement par l'employeur ou son représentant sur les lieux du travail. Lorsque les salariés travaillent sous le régime de la double équipe ou de la triple équipe, chacune de ces périodes doit être accordée dans la première ainsi que dans la seconde moitié de chaque équipe.

Article V: Accident de travail:

5.01 Lorsqu'un salarié se blesse au travail, il est rémunéré pour le temps perdu, au cours d'une journée à cause de cet accident, suivant l'avis du médecin.

Article VI: Sécurité au travail, hygiène et bien-être:

6.01 *Mesures de sécurité:* Il incombe à tout employeur de prendre et d'observer les mesures prévues par les lois de la province et les règlements passés en vertu d'icelles de même que toutes les autres mesures appropriées pour assurer la sécurité, l'hygiène et le bien-être des salariés.

6.02 *Facilités:* L'employeur doit fournir aux salariés toute facilité d'eau potable et il doit prévoir ou aménager un endroit convenable pour les repas. L'employeur doit également prévoir ou aménager les facilités sanitaires nécessaires. Ces endroits doivent être chauffés lorsque la température le requiert et lorsque c'est raisonnablement possible. Les salariés doivent utiliser ces facilités proprement.

Article VII: Congédiement ou mise à pied d'un salarié:

7.01 *Paiement de salaire:* Lorsqu'un salarié est congédié ou mis à pied, tous les salaires accumulés ou retenus doivent lui être payés au siège social de son employeur et, si possible, le jour même. Sinon, ils doivent lui être remis ou envoyés au plus tard le jour de paie suivant.

7.02 *Préavis d'une heure:* Tout salarié mis à pied, ou congédié sauf pour cause, doit recevoir un préavis minimum d'une heure, au taux de salaire s'appliquant alors, et durant ce délai selon que c'est nécessaire, il a droit au temps voulu pour serrer les outils mis à son usage, et recueillir ses outils ou effets personnels.

7.03 *Préavis de 24 heures:* Pour le salarié à l'emploi de l'employeur depuis au moins dix (10) jours ouvrables, un préavis de vingt-quatre (24) heures est donné en cas de mise à pied, à l'exception des cas hors du contrôle de l'employeur, ou pour cause. Le salarié est rémunéré seulement pour le travail effectué après ce préavis.

Article VIII: Travail temporaire:

8.01 Tout salarié employé temporairement à un travail autre que celui de son propre métier, et à un taux inférieur, doit recevoir le taux de salaire de son propre métier.

Article IX: Jours chômés:

9.01 Les jours suivants doivent être considérés comme jours fériés et chômés: Premier de l'An; St-Jean-Baptiste; Fête du Canada (Confédération); Fête du Travail; Noël.

Article X: Déplacements, transport, pension:

10.01 Frais de transport:

a) des moyens de transports doivent être fournis et payés par l'employeur si un salarié est requis de voyager durant ses heures de travail.

b) le salarié qui, après entente avec l'employeur, utilise sa propre voiture pendant son travail au service de cet employeur, doit recevoir \$0.13 du mille parcouru si le rayon de déplacement excède cinq (5) milles. Le salarié qui

Section IV: Rest Period:

4.01 Employees are entitled to a 10-minute rest period in both morning and afternoon at times predetermined by the employer or his representative on the work site. Employees on the double or triple shift system shall be granted such period in both the first and second halves of their shift.

Section V: Work Accident:

5.01 Should an employee sustain injury while on duty, he shall be paid for time lost on the accident day, provided that the time loss be prescribed by the attending physician.

Section VI: Safety, Health and Welfare:

6.01 *Safety measures:* It is incumbent upon the employer to take all necessary steps to ensure the safety, health and welfare of his employees, as provided for in the laws and regulations of the Province of Québec on such matters.

6.02 *Facilities:* Employers shall supply employees with drinking-water facilities, shall set up a convenient place for meals and shall provide the necessary sanitary facilities. Such places shall be heated when the weather so requires or whenever feasible. Employees shall co-operate in keeping such facilities clean.

Section VII: Employee Dismissal or Lay-off:

7.01 *Payment of wages:* When an employee is dismissed or laid off, all accumulated or withheld wages shall be given him at the employer's head office on the same day, if possible. Otherwise, they shall be given him or sent to him at least by the following pay-day.

7.02 *One hour's notice:* Every employee who is laid off or dismissed, except for just cause, shall be given at least one hour's notice at the then applicable wage rate. During such time, he may take the time necessary to gather the tools put at his disposal and pick up his tools or personal belongings.

7.03 *24 hours' notice:* When an employee has been in an employer's service for at least ten (10) working days, 24 hours' notice shall be given him in case of lay-off, except in cases outside the employer's control or for just cause. The employee shall only be paid for work performed after such notice.

Section VIII: Temporary Work:

8.01 Every employee temporarily assigned to work other than that of his trade which entails a lower wage rate shall be paid the wage rate stipulated for his trade.

Section IX: Non-working Days:

9.01 The following shall be considered as non-working days: New Year's Day; St. John the Baptist Day; Canada Day; Labour Day; Christmas Day.

Section X: Travelling, Transportation, Board:

10.01 Transportation expenses:

(a) Should an employee be required to travel during working hours, means of transportation shall be supplied and paid by the employer.

(b) Every employee who, after agreement with the employer, uses his own automobile while working for the employer shall be paid 13¢ for each mile travelled, if travelling takes place outside a 5-mile radius. Every employee who,

transporte après entente avec l'employeur, d'autres salariés ou des matériaux pendant les heures de travail, a droit à la surprime d'assurance.

(c) lorsque l'employeur exige que l'un de ses salariés se serve de son automobile personnelle dans l'exécution de son travail, il lui verse, à titre d'indemnité, la somme de \$0.13 du mille parcouru. Le salarié doit assurer son automobile et assumer les frais de la prime pour couvrir tout risque et en donner la preuve par écrit à son employeur.

10.02 *Déplacement aux heures de travail*: Le salarié préposé à l'installation d'accessoires fabriqués à l'atelier, a droit au taux de salaires de la convention à compter de son arrivée sur le chantier jusqu'à son départ du même chantier. Le temps requis pour fins de déplacement de la résidence d'un salarié au lieu de chantier ou de la place d'affaires de l'employeur ne constitue pas un temps d'emploi. Si un salarié est obligé de voyager pendant ses heures régulières de travail, il a droit à son salaire régulier jusqu'au maximum prévu pour ses heures journalières.

10.03 *Frais de déplacement*: Le temps de déplacement d'un salarié requis par son employeur de se rendre de sa place d'affaires au lieu d'un chantier de construction un dimanche, un jour de fête ou un jour chômé, doit être rémunéré au taux de salaire régulier.

10.04 *Transport et pension*: Pour les travaux exécutés en dehors de la localité où l'employeur à sa place d'affaires, le transport et la pension sont à la charge de l'employeur en plus du taux régulier de salaire, si le salarié ne peut retourner chez lui chaque jour après entente avec l'employeur.

10.05 *Transport à la place d'affaires*: La période de temps requise pour le transport quotidien du salarié du lieu de la place d'affaires de l'employeur à l'endroit où ces travaux sont exécutés, si c'est exigé par l'employeur doit être payé par l'employeur au taux régulier. De plus, si le salarié n'a pas fait huit (8) heures d'ouvrage pendant la journée, la période de temps requise pour le retour, s'il est exigé par l'employeur, doit également être payé au taux régulier.

10.06 *Allocation de repas*: Dans le cas où un employeur envoie un salarié exécuter un travail en dehors de la localité où il a sa place d'affaires sans avoir, la veille, averti le salarié, un repas est payable par l'employeur sur présentation d'un reçu jusqu'à concurrence de \$2.00.

Article XI: Paie:

11.01 Le salaire est payable en entier en monnaie légale du Canada ou par chèque au plus tard le jeudi pour la semaine précédente de travail. Si le jeudi est un jour chômé, la paie doit être distribuée au plus tard le lendemain du jour chômé.

11.02 Les détails suivants doivent apparaître sur ou dans l'enveloppe de paie, ou sur le talon accompagnant le chèque de paie:

le nom de l'employeur;
le nom et le prénom du salarié;
le nom de sa tâche;
la date et la période de paie;
le nombre d'heures de travail;
le taux à l'heure;
la rémunération pour vacances;
le total du salaire;
les déductions faites en détail;
le montant net de la paie.

after agreement with the employer, transports other workers or materials during working hours is entitled to an additional premium to cover insurance.

(c) When an employer requests that an employee use his own car for work, the employer shall pay him 13¢ for each mile travelled. The employee shall insure take out comprehensive insurance on the automobile, pay the premium and give written proof thereof to his employer.

10.02 *Travelling during working hours*: The employee who installs shop-fabricated accessories is entitled to the wage rate stipulated in the agreement for his entire working time on the same construction site. Travelling time from the employee's residence to the site or to the employer's place of business does not constitute working time. When an employee has to travel during standard hours of work, he is entitled to travel during standard hours of work, he is entitled to his regular wage rate up to the maximum of the daily hours.

10.03 *Travelling expenses*: Straight time shall be paid to an employee who is requested by his employer to travel to the latter's place of business instead of to the construction site on a Sunday, general holiday or non-working day.

10.04 *Transportation and board*: After agreement between employer and employee, the employer shall pay transportation and board, plus the regular wage rate, should there be no daily return of employees who are working outside the locality where the employer has his place of business.

10.05 *Transportation to the place of business*: Travelling time required daily for an employee between the employer's place of business and the work site shall be paid at straight time by the employer, should the latter so request it. If requested by the employer and if the employee has not worked eight (8) hours during the day, return travelling time shall also be paid at straight time.

10.06 *Meal allowance*: When an employer sends an employee to work outside the locality where he has his place of business without having notified the employee the night before, he shall pay up to \$2.00 for one meal, provided the employee supplies a receipt therefor.

Section XI: Payment of Wages:

11.01 Wages shall be paid in full in Canadian currency or by cheque at least by Thursday and shall cover the previous week. Should Thursday be a non-working day, wages shall be paid on the morrow.

11.02 The following particulars shall be listed on or in the pay envelope or on the cheque stub:

employer's name;
employee's given and family names;
employee's occupation;
date and pay period;
number of hours worked;
hourly wage rate;
vacation pay;
amount of gross earnings;
deductions made, in detail;
take-home pay.

Article XII: Primes:

12.01 Lorsque le système de la double ou de la triple équipe est utilisé, tout salarié appelé à travailler sur plus d'une équipe a droit au taux de salaire et demi pour son travail exécuté au-delà de la limite journalière.

12.02 Lorsqu'il existe un régime de deux ou trois équipes par jour, le travail sur l'équipe du soir, ou sur celle de nuit, doit être rémunéré selon le taux régulier plus une prime de \$0.10 l'heure (sauf pour les gardiens).

12.03 Tout salarié qui dirige un groupe de six (6) salariés et plus sur un chantier reçoit quinze cents (\$0.15) l'heure de plus que le salaire établi pour son métier, et ceci seulement pour la durée de cette fonction.

12.04 Les primes ne doivent pas être ajoutées aux salaires réguliers aux fins de calcul du paiement du travail supplémentaire.

12.05 Tout travail exécuté alors que le salarié a un vide sous lui de 45 pieds ou plus, ou sur un échafaudage à 45 pieds ou plus, à l'extérieur sur un clocher, tour, élévateur à grain, réservoir à 45 pieds ou plus, commande une prime de \$0.25 l'heure de plus que le taux régulier.

12.06 Tout travail exécuté alors que le salarié se trouve sur un échafaudage, ou a un vide sous lui de moins de 45 pieds, ceci au-dessus d'une rivière, d'un fleuve, ou d'un lac, commande une prime de \$0.10 de plus que le taux régulier.

Article XIII: Dispositions générales:

13.01 Ce décret abroge le décret numéro 1418 du 29 juillet 1964 et toutes ses modifications et prolongations.

13.02 Lois de l'entrée en vigueur du présent décret, le Comité paritaire existant, formé pour surveiller l'application du décret numéro 1418 ci-haut cité, demeure en fonction pour le seul accomplissement des objets pour lesquels il avait été formé.

Article XIV: Durée du décret:

14.01 Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 31 janvier 1970.

TITRE DEUXIÈME

*Dispositions particulières relatives à tous
Les métiers assujettis au présent décret,
sauf au métier d'électricien*

Article XV: Champ d'application professionnel:

15.01 Ce décret s'applique à tous les travaux de construction, d'immeuble ou de bâtiment et de génie civil, y compris les travaux d'installation, de réfection, de réparation, d'entretien (y compris l'entretien de machineries), de démolition, de déplacement des immeubles, de terrassement de bétonnage et à tous autres travaux régis par le présent décret.

15.02 Le décret régit tout travail exécuté sur les lieux de tout contrat, que ce travail soit fait dans un enclos isolé ou non à cette fin, ou dans un bâtiment qu'on répare, rénove ou agrandit.

15.03 *Travail temporaire à l'atelier:* Tous les salariés préposés à des travaux régis par ce décret et requis de travailler temporairement à l'atelier reçoivent les taux de salaire de leur métier ou de leur occupation habituelle selon ce décret.

15.04 *Autres travaux:* Le décret s'applique, entre autres, aux travaux se rapportant aux aqueducs, égouts, quais, canaux, voirie, excavations, tunnels, ponts, ponceaux, murs de soutènement, aéroports, terrains d'atterrissage, terrassement, installations de radar, plantation de pieux, pavage ou posage d'asphalte, trottoirs, chaînes de trottoirs, de rues ou de chemins, routes, barrages, viaducs, puits, écluses, oléoducs,

Section XII: Bonuses:

12.01 When the double or triple shift system is used, every employee called to work on more than one shift is entitled to time and one half for all time worked over and above his standard hours.

12.02 When there are two or three shifts a day, employees (except watchmen) on the evening or night shift shall be paid the regular wage rate, plus a 10¢-an-hour shift differential.

12.03 While supervising a crew of six (6) or more men on the site, any employee shall be paid a 15¢-an-hour bonus besides the wage rate set forth for his trade.

12.04 When calculating overtime payment, bonuses shall not be added to the regular salary.

12.05 All work performed by an employee forty-five (45) feet or more above a void or on scaffolds forty-five (45) feet or more outside steeples, towers or grain elevators entails a 25¢-an-hour bonus above the regular wage rate.

12.06 All work performed by an employee on a scaffold less than forty-five (45) feet above a void, this being above a river or lake, entails a 10¢-an-hour bonus above the regular rate.

Section XIII: General Provisions:

13.01 This decree abrogates Decree number 1418 of July 29, 1964 together with its amendments and extensions.

13.02 When this decree comes into force, the existing parity committee, set up to supervise the enforcement of the abovementioned Decree number 1418, remains in office to carry out its original mandate.

Section XIV: Term of the Decree:

14.01 This decree remains in force until January 31, 1970.

PART TWO

*Special provisions governing all trades subject
to this decree, except that of electrician*

Section XV: Professional Jurisdiction:

15.01 This decree covers all building construction and engineering projects including the installation, reconditioning, repair, maintenance (including building maintenance), demolition, building-moving, landscaping, concrete work and all other work covered by this decree.

15.02 This decree covers all work carried out on any contract site, be it done in a special separate enclosure or not, or in a building undergoing repairs, renovation or addition.

15.03 *Temporary work in shops:* All employees performing work governed by this decree and required to work temporarily in a shop shall be paid the wage rate stipulated in the decree for their usual trade or occupation.

15.04 *Other work:* The decree also covers all work done in connection with water distribution systems, sewers, wharves, canals, roads, excavation, tunnels, bridges, culverts, sustaining walls, airports, landing fields, landscaping, radar installations, pile-driving, paving, asphalt-paving, sidewalks, curbs, streets or roads, highways, dams, viaducts, wells, locks, oleoducts, parks, fences, the installation and maintenance of

parcs, clôtures, ou l'installation et l'entretien des lignes téléphoniques, tour de transmission d'énergie électrique, tous travaux d'enfouissement de câbles souterrains, structures métalliques, plantation de pieux et tous autres travaux visés par le présent décret.

15.05 *Travaux de terrassement*: Les travaux de transport de terre ou de gravier ou de pierre exécutés par l'employeur-entrepreneur en construction pour les fins des travaux visés par le présent décret, ainsi que les travaux d'excavation, de dynamitage, de nivellement exécutés à l'occasion de travaux de construction, sont considérés comme des travaux de terrassement et sont assujettis au présent décret lorsqu'ils sont exécutés mécaniquement ou manuellement.

15.06 *Travaux de paysagistes*: Les travaux de paysagiste tels que la pose de tourbe, l'ensemencement de gazon, la plantation d'arbustes, ou tout autre travail d'ornementation de terrasses, ne sont pas assujettis.

15.07 *Creusage*: Les travaux de creusage pour les poteaux d'électricité et de téléphone effectués par un entrepreneur, ainsi que le creusage pour l'enfouissement de câbles souterrains sont assujettis à ce décret.

15.08 *Travaux de vitrage*: Les travaux de vitrage, de pose, de réparation, et de remplacement de vitres, vitrines, d'ouvrages permanents ou non, de décoration ou d'ornementation ou de structure en verre sont assujettis en ce qui a trait à des travaux régis par ce décret.

15.09 *Travaux pour le Gouvernement*: Les travaux de construction de ponts, tunnels, viaducs et d'édifices publics, exécutés pour le compte de l'un ou l'autre des ministères, départements ou organismes du Gouvernement du Québec sont assujettis.

15.10 *Travaux de boutique*: Le décret ne s'applique pas au travail de production exécuté dans les boutiques, usines et fabriques.

15.11 *Chemins de fer*: Les entreprises de chemins de fer ne sont pas assujetties à ce décret, lorsqu'il s'agit de travaux ordinairement exécutés par les préposés à l'entretien du réseau, lesquels sont déjà régis par une convention collective conclue avec lesdites entreprises de chemins de fer.

15.12 *Travaux de voirie*: Les travaux de voirie exécutés pour le compte des Ministères de la Voirie, de la Colonisation ou des Mines du Gouvernement provincial sont assujettis à la cédule des justes salaires en exécution de l'arrêté ministériel numéro 800 du 24 avril 1929 et modifications, et, en conséquence, ils ne sont pas régis par ce décret.

15.13 *Travaux par le Gouvernement*: Ce décret ne s'applique pas aux travaux exécutés directement par le gouvernement de la province de Québec ou un ministère, un département ou un organisme de ce gouvernement. Toutefois, la présente exemption ne s'étend pas auxdits travaux lorsqu'ils sont exécutés par l'intermédiaire de tout entrepreneur visé par ce décret.

15.14 *Travaux municipaux*: Nonobstant toute autre disposition, les cités et villes et les corporations municipales ne sont pas assujetties aux dispositions de ce décret pour ce qui est des travaux de réparation et d'entretien des édifices municipaux; elles ne le sont pas non plus pour ce qui est des travaux de construction ou de réfection ou d'entretien d'aqueducs, d'égoûts, de pavage, de trottoirs, et d'autres travaux du même genre exécutés sous leur direction immédiate. Cette exemption ne s'applique pas, cependant,

telephone lines, electric power transmission towers, the laying of underground cables, steel structures, pile-driving and all other work mentioned in this decree.

15.05 *Landscape*: The hauling of earth, gravel or stone by an employer who is a building contractor for work covered by this decree, as well as the excavating, dynamiting, levelling done for construction work is considered as landscaping and is subject to this decree whenever done by hand or machine.

15.06 *Landscape-gardener's work*: Landscape-gardener's work such as sod-laying, lawn-seeding, shrub-planting or all other property-ornamentation work is not subject to this decree.

15.07 *Digging*: All digging done by a contractor for electricity or telephone poles as well as for the laying of underground cables is subject to this decree.

15.08 *Glasswork*: When done in connection with work governed by this decree, glasswork, the setting, repair and replacement of windows and window panes, work that is permanent or not, decorative and ornamental or glass structures are subject to this decree.

15.09 *Government projects*: The construction of bridges, tunnels, viaducts and public buildings done on behalf of a Québec Government department, service or body is subject to this decree.

15.10 *Work in shops*: This decree does not cover production work in shops, plants and factories.

15.11 *Railroad companies*: Railroad companies are not subject to the decree for work ordinarily carried out by the system's maintenance forces who are already covered by a collective agreement with the said railroad companies.

15.12 *Road work*: Road work carried out for the Provincial Departments of Roads, Colonization and Mines is subject to the Fair Wages Schedule (Order in Council number 888, dated April 24, 1929) and is therefore not subject to this decree.

15.13 *Government's work*: The decree does not cover work directly performed by the Québec Government or one of its departments, services or bodies. However, this exemption does not apply when work is carried out through contractors subject to the decree.

15.14 *Municipal work*: Notwithstanding any other provision, cities, towns and municipal corporations are not subject to the provisions of the decree in respect of repair and maintenance on municipal buildings; likewise, they are exempted for construction, renovation or maintenance work done on water distribution systems, sewers, paving, sidewalks and other comparable work performed under their immediate control. However, this exemption does not extend to contractors or sub-contractors who perform

aux entrepreneurs ou aux sous-traitants, visés par la convention et qui exécutent les mêmes travaux en régie ou à forfait pour le compte desdites cités, villes ou corporations municipales.

15.15 *Ascenseurs, etc.*: Le présent décret régit également l'installation des ascenseurs et la construction d'un générateur à vapeur de chaudières, de réservoirs et de fermes industrialisées, de fer structural et de métal laminé, quant à cette installation, ou partie d'installation non visée par les décrets régissant lesdits travaux.

15.16 *Pont*: Dans le cas de la construction d'un pont dont une partie se trouve dans le champ d'application territorial de ce décret et dans le champ d'application d'un décret autre que celui où les parties signataires de la convention sont parties contractantes, tout travail s'y rapportant est régi, pour toute l'exécution d'un contrat, soit par le présent décret, soit par ledit décret, selon celui des deux qui prévoit les taux horaires de salaires les plus élevés pour chaque métier concerné.

15.17 *Acier de structure*: La clause 15.16 ne vaut que pour les travaux non assujettis au décret numéro 1247 du 4 août 1966, relatif à l'industrie de l'acier de structure dans la province de Québec.

Article XVI: Entrepreneurs ou salariés — Travail à forfait ou à la pièce:

16.01 Tout salarié qui entend « contracter » à son compte, c'est-à-dire devenir entrepreneur, doit en aviser préalablement le Comité paritaire. Par ailleurs, tout entrepreneur qui, cessant d'être employeur, devient soit artisan, soit salarié, doit en aviser préalablement le Comité paritaire et lui déclarer, dans le second cas, le nom de l'employeur au service de qui il s'engage ou entend s'engager.

16.02 Quelle que soit la forme ou la nature du contrat individuel de travail conclu entre un employeur et un salarié, ce dernier a droit à la rémunération horaire prévue pour son métier dans ce décret et également à toutes les autres conditions de travail ici prévues, y compris les contributions au régime de sécurité sociale. Du seul fait qu'un salarié travaille à forfait ou à la pièce, celui-ci ne perd pas pour autant son statut de salarié au sens de ce décret, et celui qui lui confie tel travail est, pour les mêmes fins, son employeur au sens de ce décret.

16.03 Tout entrepreneur ou artisan doit, pour ses services personnels lorsqu'il exécute lui-même un travail régi par ce décret, requérir et recevoir de son co-contractant et pour lesdits services personnels et selon le métier exercé (ou l'occupation), la rémunération édictée selon les articles suivants de ce décret:

Article XIX: Semaine et heures de travail.

Article XXII: Travail supplémentaire.

Article VIII-ch. I: Travail temporaire.

Article IX: Jours chômés.

Article XXIV: Vacances.

Article X: Déplacement, transport, pension.

Article XXVI: Salaires.

Article XII: Primes.

Article XVII: Définitions:

17.01 *Employeur ou entrepreneur*: Toute personne physique ou morale, société ou corporation, qui emploie un ou des salariés, qui surveille ou entreprend, à l'heure ou à forfait, par convention verbale, écrite ou autrement, un ou des travaux visés par ce décret.

Doit être considérée comme entrepreneur, aux fins du présent décret, toute personne physique ou morale, société ou corporation qui construit pour son propre compte une ou des maisons, ou autres édifices, dans un but de vente ou de spé-

cial work under the control of, or by contract for the said cities, towns or municipal corporations.

15.15 *Elevators, etc.*: The decree also covers: the installation of elevators and the construction of steam generators, boilers and tanks; industrialized farms, structural steel and laminated metal for all work or part thereof not covered by other pertinent decrees.

15.16 *Bridges*: When a bridge is being built and one part is in the territorial jurisdiction of this decree and the other part is in another decree that has different contracting parties, all work connected therewith is covered, for the entire building time, by the decree (either this decree or the other decree) which provides the higher hourly wage rates for each trade concerned.

15.17 *Structural steel*: Subsection 15.16 only applies to work not covered by Decree number 1247 of August 4, 1966 (Structural Steel Industry in the Province of Québec).

Section XVI: Contractors or Employees — Contract or Piece-work:

16.01 Every employee who intends becoming a contractor shall advise the Parity Committee. On the other hand, every contractor who, ceasing to be an employer, becomes an artisan or an employee shall advise the Parity Committee beforehand and state (should he become an employee) his employer's or prospective employer's name.

16.02 Regardless of the type of private work contract entered into between an employer and an employee, the latter is entitled to the hourly wages provided herein for his trade as well as all other working conditions contained herein, including contribution to the social security plan. An employee who works on a contract or piece-work basis does not by this very fact lose his employee status as defined herein. The person giving out such work is, for the same purposes, his employer under the terms of this decree.

16.03 Every contractor or artisan shall be paid according to the sections of this decree which are listed below for all personal services whenever he himself performs work governed by this decree and shall request or receive same from the co-contractor for the said personal services and according to the trade or occupation:

Section XIX: Standard hours and work week.

Section XXII: Overtime.

Section VIII, ch. I: Temporary work.

Section IX: Non-Working Days.

Section XXIV: Vacations.

Section X: Travelling, Transportation, Board.

Section XXVI: Wages.

Section XII: Bonuses.

Section XVII: Definitions:

17.01 "Employer or contractor" means anyone who employs one or more employees, supervises or undertakes for a third party any of the work covered by this agreement, whether by the hour, by contract, by written, verbal or other agreement.

For the purposes of the decree, any person, company or corporation who (that) builds for himself (itself) one or more houses or other buildings for sale or speculation purposes is considered as a contractor. Anyone who under-

lation. Est présumée construire dans un tel but, toute personne qui entreprend, dans une même année, la construction de plus d'une maison ou édifice.

17.02 *Salarié*: Toute personne à l'emploi d'un employeur ou entrepreneur et travaillant dans une juridiction prévue par les articles I et XV de ce décret.

17.03 *Artisan*: Tout entrepreneur, comme ci-haut défini, n'ayant aucun salarié à son emploi.

17.04 *Apprenti*: Tout salarié qui apprend l'un ou l'autre des métiers visés par ce décret.

17.05 *Compagnon*: Tout salarié qui a terminé son apprentissage et qui a obtenu son certificat de qualification (ou licence). Toute occupation pour laquelle est exigé un certificat, ou une licence, émis par tout organisme compétent doit être effectué par un artisan, un employeur ou un salarié détenteur de ce certificat ou de cette licence.

17.06 *Briqueur-maçon*: Un briqueur-maçon est employé à la pose ou à l'installation des pièces de maçonnerie suivantes:

Briques, briques à feu, briques ou tuiles réfractaires, terracotta, pierre naturelle et artificielle, béton architectural préfabriqué.

Blocs de gypse, blocs de béton, blocs de verre, blocs d'utilité ou blocs de tuile (tuile structurale) d'une épaisseur d'au moins un pouce, blocs de composition, blocs d'aggrégats légers pour murs et divisions, ou tout autre bloc pour divisions posé avec du mortier, du ciment ou un adhésif de composition, pose de panneaux préfabriqués. Pose et soudure par points des dispositifs d'ancrage des pièces de maçonnerie.

Briqueur-maçon est employé:

Au sciage de pièces de maçonnerie au moyen d'une scie mécanique. Au tirage des joints lors de l'installation de pièces de maçonnerie.

Les blocs de ciment de dix (10) pouces en montant sont posés par au moins deux (2) hommes de métier briqueur, ainsi que la pierre, à partir du 5^e rang ou quarante (40) pouces.

17.07 *Compagnon-plâtrier*: Ce terme désigne tout salarié qui exécute des travaux d'enduits de plâtre tel que le posage et la finition à la truelle ou à la machine, de la celanite, du blanc, du ciment, du mortier, du stucco, des moulures de plâtre, et qui pose des coins de fer collés au plâtre ou toute moulure métallique, le posage et le coulage des ornements, qui fait le mélange du blanc de chaux avec le plâtre et le ciment blanc, et qui prépare la moulure, c'est-à-dire pose les règles pour faire le poussage de la moulure.

Tout plâtrier qualifié tel quel, peut faire le tirage des joints de gyproc.

17.08 *Tireur de joints de gyproc*: Ce terme désigne tout salarié qui fait le posage du gyproc laminé, collé seulement, qui tire un joint de gyproc avec ciment à joint, mastic à eau ou tous matériaux connexes; le joint de gyproc se limite à douze (12) pouces; il désigne également toute personne qui fait la pose de toute moulure métallique propre à recevoir le ciment à joint de gyproc. (Le malaxeur est fourni par l'employeur).

Les charpentiers-menuisiers sont concurrentement habilités à poser le gyproc laminé collé.

17.09 *Cimentier-applicateur*: Un cimentier-applicateur est employé à la préparation et à la finition de toute surface en béton entre autres:

La finition des surfaces d'usage, doucines, plinthes et recouvrement en béton. L'application de durcisseurs de surface. La finition des travaux de réparation de béton. La préparation et l'application de surfaces d'usage, doucines et plinthes

takes the construction of more than one house or building within a same year is considered as building for such purposes.

17.02 "Employee" means anyone working for an employer or contractor in the jurisdiction set forth in sections I and XV of this decree.

17.03 "Artisan" means any contractor as defined above who has no employees in his service.

17.04 "Apprentice" means any employee who learns one of the trades hereby covered.

17.05 "Journeyman" means any employee who has completed his apprenticeship and has obtained his competency certificate or licence. Any occupation calling for a certificate or licence issued by a duly-authorized body shall be filled by an artisan, an employer or an employee holding such certificate or licence.

17.06 *Bricklayer-mason*: A bricklayer-mason shall be employed for the laying or installation of the following masonry items:

Bricks, fire bricks, refractory bricks and (or) tiles, terracotta, natural and artificial stone, architectural precast concrete:

Gypsum blocks, concrete blocks, utility or tile blocks (structural tile) at least 1" thick, glass blocks, composition blocks, light-weight aggregate blocks on walls and partitions or any other partition blocks laid with mortar, cement or composite adhesive, prefabricated panels; setting and tack-welding masonry-anchoring devices;

Cutting masonry items with a power saw; joint-pointing which accompanies the installation of masonry items.

Cement blocks 10" or more as well as stone (beginning with the 5th row or 40 inches) shall be laid by at least two bricklayers.

17.07 "Journeyman-plasterer" means any employee who: does all plaster coating such as celanite, rock-wall, cement, mortar, stucco and plaster mouldings by hand or machine; lays corner beads adhering to the plaster and any other metal moulding; sets and pours ornaments; mixes plaster with white cement and plaster; prepares mouldings, that is, lays beads to run mouldings.

Every qualified plasterer may do Gyproc joint-pointing.

17.08 "Gyproc joint-pointer" means any employee who: sets in place laminated Gyproc (glued only); does joint-pointing with joint cement, putty or any similar product. The Gyproc joint does not exceed twelve (12) inches. The term also means anyone who lays metal mouldings to be covered with joint cement. Mixers are supplied by the employer.

Carpenter-joiners may also set in place laminated and glued Gyproc.

17.09 *Cement finisher*: A cement finisher shall be employed for the preparation and finishing of all concrete surfaces, as follows:

The finishing of wearing surfaces, coves, bases and toppings; the application of surface hardeners; the finishing of concrete repair work; the preparation and application of wearing surfaces, coves and bases made of cold mastic, oxychloride,

en mastic d'asphalte froid, oxychlorure, « epoxy », « polyurethane » ou en substances similaires. L'appliquage et la finition d'imperméabilisation métallique, y compris la couche préservatrice. La finition de béton appliqué à la méthode pneumatique. Le pilage de planchers de béton. L'appliquage, aux murs et plafonds, de finis de béton ou d'ornementation. La finition de routes, trottoirs et chaînes de béton, lors de l'exécution de contrats de la Province et de municipalités. Le travail sur murs faisant suite au travail de parquets se limite: pour le cimentier-appliqueur, à la hauteur des bas-murs (dado) à l'intérieur, et à la hauteur du sillage à l'extérieur.

17.10 *Poseur de tuiles*: Ce terme désigne tout salarié faisant la pose de tuiles céramiques, tuiles vitrifiées et émaillées, tuiles mosaïques, le tout posé au mortier de ciment ou à la colle et aussi la pose de tous autres accessoires s'y rapportant. Le poseur de tuiles mesure toute surface propre à recevoir les matériaux précités. Le poseur de tuile céramique à la colle doit être au préalable poseur de tuile céramique au ciment.

17.11 *Poseur de marbre*: Ce terme désigne tout salarié qui mesure la surface propre à recevoir le marbre ou le terrazzo préfabriqué, la taille et le pose sur le chantier ou à l'atelier.

17.12 *Poseur de terrazzo*: Ce terme désigne tout salarié qui a les connaissances requises pour niveler, mesurer et diviser toute surface propre à recevoir le terrazzo, qui pose les baguettes de séparation à plinthes et à planchers, ou qui pose le terrazzo sur les murs, plinthes, planchers et escaliers à l'intérieur ou à l'extérieur, ou qui pose une bande antidérapante pour escaliers et sols, ou qui pose un enduit de ciment pour recevoir le terrazzo. Ce terme désigne aussi le salarié qui prépare et fabrique, sur le chantier ou à l'atelier, tout panneau, tablette ou pièce à base de terrazzo qui doivent être posés sur tout chantier de construction ou de réparation. La préparation des fonds en ciment pour murs de tuile peut également être faite par le poseur de terrazzo.

17.13 *Polisseur de terrazzo à sec*: Ce terme désigne tout salarié qui fait le polissage du terrazzo avec machine à sec.

17.14 *Polisseur de terrazzo à l'eau*: Ce terme désigne tout salarié qui fait le polissage du terrazzo avec machine à l'eau.

17.15 *Mauœuvre*: Ce terme désigne tout porteur d'oiseau ainsi que tout salarié préposé à la préparation du mortier à la main ou à la machine, et fait le sciage de la maçonnerie pour briqueteurs, maçons, plâtriers ou poseurs de tuile, marbre et terrazzo; tout salarié préposé à la préparation de la alcuex pour plâtrier, tout salarié qui sert les briqueteurs, les maçons, les plâtriers, fait et défait les échafauds, conduit un monte-charge sur roues et pose les isolants non collés.

17.16 *Charpentiers-menuisiers*: Un charpentier-menuisier est employé aux travaux de charpente de bois et de menuiserie, y compris les suivants:

La construction des coffrages à béton, y compris les coffrages pour empattements, murs, piliers, colonnes, poutres, dalles et escaliers, à l'exclusion des coffrages d'acier pour chaussées, trottoirs et bordures, sur le sol, en rapport avec les travaux de pistes d'aéroports et de routes. La pose des dispositifs, de rentention des coffrages. La pose des pièces suivantes qu'elles soient de bois ou de métal, moustiquaires, cadres de portes et châssis, portes et châssis, seuils, coupe-froid, murs-rideaux (curtainwall), revêtements (siding). Installation des divisions d'acier ou de métal. La pose de bardeaux et de latte de bois. La pose, à l'aide de clous, ou d'agraffes, d'isolants de

epoxy, polyurethane or similar products; the application and finishing (including the protective coat) of metallic waterproofing; the finishing of pneumatically-applied concrete; the grinding of concrete floors; the application of cement finishes to walls and ceilings; the finishing of roads, sidewalks and curbs done on provincial or municipal contracts. For cement finishers, work on walls that follows floor work does not extend higher than the baseboard (dado) on the inside nor higher than the foundation on the outside.

17.10 "Tile setter" means any employee who: sets ceramic, glazed or enamelled tile, mosaic tile and all other accessories connected therewith by means of mortar or glue; measures all surfaces covered with the abovementioned items. Before setting ceramic tile with glue, a tile setter shall have mastered setting tile with cement.

17.11 "Marble layer" means any employee who measures the surface to be covered with marble or prefabricated terrazzo, cuts and lays same on site or in the shop.

17.12 "Terrazzo layer" means any employee who: has the required knowledge to level, measure and divide surfaces to be covered with terrazzo; lays floor and baseboard dividers; lays terrazzo on inside or outside walls, baseboards, floors and stairs; lays non-slip strips on stairs and floors; lays the cement base to be covered with terrazzo. It also means any employee who prepares or fabricates, on the site or in the shop, any panels, shelves or components with a terrazzo base that are to be installed on any construction or repair site.

17.13 "Terrazzo polisher (dry process)" means any employee who polishes terrazzo by means of a dry-polishing machine.

17.14 "Terrazzo polisher (wet process)" means any employee who polishes terrazzo by means of a wet-polishing machine.

17.15 "Labourer" means any hod carrier as well as any employee who prepares mortar by hand or machine; saws masonry items for bricklayers, masons, plasterers, tilesetters, marble layers and terrazzo layers; prepares line for plasterers; helps bricklayers, masons and plasterers; erects and dismantles scaffolds; operates a hoist on wheels; lays insulation that that is non-glued.

17.16 *Carpenter-joiner*: A carpenter-joiner shall be employed to do wood carpentry and joinery work, including the following:

The construction of concrete forms, including forms for footings, walls, piers, columns, beams, slabs and stairs but excluding steel forms for roads, sidewalks and curbs, on the ground, in connection with airport runways and road work; the setting of form ties; the setting of the following wood or metal items: fly-screens, door and window frames, doors, windows, sills, weatherstripping, curtain walls, sidings; the installation of steel or metal partitions; the laying of shingles; the laying of mineral wool insulation in batts, rolls or blankets when nailed or stapled; the application on walls and ceilings of wallboard (drywall) as well as the steel studding which

laine minérale en feuilles, en rouleaux ou en panneaux. La pose aux murs et plafonds de panneaux muraux de finition (drywall) ainsi que les colombates (tournisses) d'acier devant les supporter directement, le cas échéant. Le clouage de coins de fer et de moulures de métal. La construction, l'installation et la réparation des articles suivants: armoires, comptoirs et tablettes, (amovibles ou fixes) et l'appliquage à ces articles de feuilles de plastic laminé (plastic laminates) et matériaux de recouvrement du même genre. L'appliquage de la tuile acoustique, y compris les moulures. La réparation et l'installation d'allées de quilles et accessoires.

17.17 *Poser de latte métallique*: Ce terme désigne tout salarié qui a les connaissances requises pour faire la préparation et le posage de toute latte métallique et de toute latte de composition sur murs et plafonds de métal, y compris la planche de composition sur plafonds de métal seulement. Ce terme désigne aussi tout salarié qui prépare, assemble et pose tout matériel de métal, qu'il soit attaché ou soudé, servant au montage et à l'installation de tout support métallique pour plafond suspendu; pose les montants (colombages) de métal pour murs ou cloisons propres à recevoir toute latte de métal, de gypse, ou composition semblable ou toutes planches murales ou tous carreaux de gypse, de composition semblable. Les charpentiers-menuisiers sont concurremment habilités à poser les montants (colombages) en métal pour murs ou divisions. Pose toute latte de métal, toute latte de gypse ou de composition semblable, ou toute latte ayant les mêmes fonctions ou attributions que la latte de gypse de deux pieds de largeur et moins mais ne doit pas être coupée dans une feuille de deux pieds en montant. Pose tout carreau d'insonorisation métallique, de gypse, le liège ou d'amiante ou de composition semblable. Pose tout treillis métallique propre à recevoir tout enduit à base de plâtre et de ciment ou autre produit connexe.

17.18 *Foreur*: Tout salarié qui fait fonctionner une foreuse pneumatique, ou à vapeur, pour percer des trous de tirage à la poudre ou autre explosif.

17.19 *Chaudronnier (Boilermaker)*: Les opérations dans l'industrie de la construction de générateurs de vapeur de bouilloires et de réservoirs comprennent:

Tout travail de montage, d'assemblage, de démolition ou de démontage de bouilloires, de montage d'acier s'y rapportant, la mise en place de l'appareillage sur des bases ou supports, le posage ou le coulage des tubes, le posage de toute partie sous pression ou non (à l'exception du déchargement du levage ou de la mise en place de bouilloires portatives, de réservoirs à vapeur et de sections assemblées de bouilloires tubulaires, lesquels doivent être exécutés par le travailleur en fer structural). Tout travail se rapportant aux raccords en « Y », aux réservoirs de fumée, aux cheminées, aux colonnes d'air, aux flotteurs (« pontons »), aux chauffe-eau et aux réchauds, aux fumivores, aux réservoirs de toutes sortes et aux travaux en fer laminé en rapport avec ceux-ci. Le montage et la construction de purgeurs, de génératrices à gaz, de cuves de brasseries, de colonnes d'alimentation, d'embranchements et gazomètres. Le déchargement, le levage et la mise en place de l'appareillage ou des pièces se rapportant aux dispositifs ci-haut décrits. Tout travail de brûlage, d'ébardage, de matage, de rivetage, de soudure et de gréage se rapportant aux opérations ci-haut décrites.

directly supports such wallboard; the nailing of metal corner beads and mouldings; the construction, installation and repair of: cupboards, cabinets and shelving (permanent or not) and the application thereto of plastic laminates and similar coverings; the setting of acoustic tile, including mouldings; the repair and installation of bowling lanes and accessories.

17.17 "Metal lather" means any employee who has the required knowledge to prepare and install any type of metal or composition laths on metal walls and ceilings, including composition board on metal ceilings only. It also means any employee who prepares, assembles and sets any metal (hooked or welded) used to erect and install metal hangers for suspended ceilings; installs studs for walls or partitions ready to receive metal, gypsum or similar composition laths, wallboard or gypsum or similar composition tiles. Carpenter-joiners may also install steel studs for walls and partitions. Metal lathers set metal, gypsum or similar composition laths or any other type laths that have the same uses as gypsum laths two feet wide or less which must not be cut into strips of two feet and over; sets sound-proofing material made of metal, gypsum, cork, asbestos or any other similar composition; installs mesh to be with plaster-base, cement or related products.

17.18 "Driller" means any employee who operates an air or steam drill to bore holds for powder-blasting or other explosives.

17.19 *Boilermaker*: Operations in the steam generator, boiler and tank fabricating industry include:

The erection, assembly, demolition or dismantling of boilers; the erection of steel in connection therewith; the setting of equipment on foundations or supports; the fitting and rolling of tubes and the fitting of all pressure or non-pressure parts (except unloading, hoisting or lowering and placing complete portable oilers, steam drums and assembled sections of water tube boilers to their approximate position, which is recognized as structural iron worker's work); breechings, smoke boxes, stacks, uptakes, pittoons, air and water heaters, smoke consumers, tanks of all descriptions and other place work connected therewith; the erection and construction of purifying boxes, gas generators, brewery vats, stand-pipes, penstocks and gasometers; the unloading, hoisting or lowering and placing of equipment or parts connected therewith; the burning, chipping, cauldung, riveting, welding and rigging entailed by the abovementioned work.

17.20 *Vitrier*: Tout salarié qui, ayant reçu la formation nécessaire, fait la pose de glace polie, de vitrage et cadres métalliques, fait la pose, avec vis ou avec base adhésives, de tout revêtement préfabriqué d'aluminium en feuille ou en moulure de vitrolite, mur rideau («Zourite») ou autres produits similaires, et tout autre travail connexe.

17.21 *Conducteur*: Tout salarié qui conduit ou fait manoeuvrer une machine.

17.22 *Peintre*: Un peintre est employé à l'exécution des travaux de peinture et de décoration suivante:

La préparation des surfaces destinées à recevoir de la peinture ou des matériaux de revêtement. L'application de peinture ou d'enrobage synthétique, au moyen de pinceaux, de pistolets ou de rouleaux. L'application de matériaux naturels ou synthétiques de revêtement des murs et des plafonds au moyen d'une pâte, d'un adhésif ou d'une colle.

Un peintre peut aussi être employé à la pose de renforts (taping) et au remplissage des joints de planches murales (dry wall), ainsi qu'à la pose des coins de fer et accessoires reliés à ce travail. Le décapage au jet de sable peut être exécuté par des peintres et par d'autres salariés.

17.23 *Couvreur de planchers*: Pour les fins du présent décret, ce terme désigne tout salarié qui pose des tuiles non céramiques, telles que le vinyl, les tuiles d'asphalte, le caoutchouc et le liège, le linoléum à la verge et à la tuile, le tapis mur à mur, le bulgomme, le walk-ease, les revêtements muraux tels que la plinthe de caoutchouc ou vinyl, les matériaux de prélat et cuirette, appliqués sur les murs, la tuile de plastique et de vinyl. Toutefois, le recouvrement des murs de matériaux de prélat et de cuirette peut être fait par le peintre qualifié.

17.24 *Ferrailleur*: On doit recourir aux services d'un ferrailleur:

a) pour exécuter toutes les opérations qui se rattachent à la mise en place de l'acier d'armature et de tout autre matériau destiné à armer et renforcer le béton. Ces opérations comprennent entre autres: le triage, le coupage, le pliage, l'attachage, le charroyage et la mise en place de l'acier d'armature, les solivaux d'acier, les moules de métal à plancher, le treillis métallique pour plancher et mur de béton, les pièces ou feuilles de métal ondulé en acier ou autre posées sur les solivaux ou poutres servant de base à la fabrication de planchers ou de toitures.

b) pour faire l'érection des charpentes de béton préfabriqué ainsi que la mise en place des planchers (dalles) de béton préfabriqué.

17.25 *Sableur de planchers*: Ce terme désigne tout salarié qui, à la main ou à la machine, gratte, polit ou sable les planchers de bois.

17.26 *Gréeur*: Ce terme désigne tout salarié qui peut, sous direction, procéder au montage des grues, des derrickes des palans, poser des câbles, des poulies, transporter des pièces de fer servant à la mise en place des structures métalliques et qui peut, au besoin, exécuter tout autre travail connexe.

17.27 *Poseur de pilotis*: Tout salarié préposé au gréage, à la manutention et à la mise en place des pièces suivantes:

- palplanches en acier;
- pieux d'échançonnage;
- noises, entretoises, étrépillons;
- pieux de support;
- éclaiement temporaire en acier ou en bois de charpente.

Cette définition exclut expressément le gréage, la manutention et l'érection d'acier structural

17.20 "Glazier" means any employee who has the required training to install polished glass and glasswork; installs by means of screws of an adhesive base, any prefabricated covering, aluminum sheet or moulding, vitrolite, curtain-wall ("Zourite") of other similar product; performs other related work.

17.21 "Operator" means any employee who drives or operates a machine.

17.22 *Painter*: A painter shall be employed to carry out painting and decorating work, as follows:

Preparing surfaces to receive paint or covering materials; applying paint and synthetic coatings by brush, spray or roller; applying natural and synthetic wall and ceiling coverings using paste, adhesives or cements.

A painter may also be employed to tape and fill in drywall joints as well as setting metal corner beads and accessories related to such work. Sandblasting may be done by painters or by other employees.

17.23 "Floor covering layer" means any employee who sets non-ceramic tiles (vinyl, asphalt, rubber and cork), linoleum (by the yard or in tiles), wall-to-wall carpeting, bulgomme, walk-ease, wall coverings such as rubber or vinyl baseboards, oilcloth and imitation leather accessories when applied to walls, plastic and vinyl tile. However, the covering of walls with oilcloth or imitation leather may be done by a competent painter.

17.24 *Reinforcing steel erector*: A reinforcing steel erector shall be employed to:

(a) perform all operations required to set reinforcing steel or any other material designed to reinforce concrete. Such operations include: cutting, bending, tying, transporting and setting reinforcing steel, steel girders, metal floor moulds, mesh for concrete floors and walls, corrugated metal, steel or other parts used to make floors and roofs when applied to girders;

(b) erect precast concrete frames as well as setting precast concrete slabs.

17.25 "Floor sander" means any employee who scrapes, polishes or sands wooden floors by hand or machine.

17.26 "Rigger" means any employee who, under supervision, can erect cranes, derrickes, chain-blocks; installs pulleys, cables; transports steel parts used to set in place structural steel; when required, can perform other related work.

17.27 "Pile setter" means any employee who rigs, handles and sets the following:

- steel-sheet piling;
- soldier piles;
- wales, braces, struttis;
- bearing piles;
- temporary steel and (or) timber falsework.

This definition specifically excludes the rigging, handling and erection of structural steel which

formant partie intégrante ou permanente d'un édifice ou d'une structure.

17.28 *Journalier*: Un journalier ou salarié non qualifié peut être employé à tous travaux qui ne sont pas du ressort des hommes de métier, des apprentis ou des manoeuvres. Le journalier peut faire le posage de la laine minérale ou de tout isolant en vrac, ou isolant rigide et non collé et peut opérer une machine à compaction, et vibreur, peut opérer un marteau pneumatique ou électrique. Le journalier est habilité à faire l'épandage du ciment au moyen de la pelle et du rateau.

17.29 *Mécanicien de machines fixes*: Ce terme désigne toute personne qui dirige ou surveille le fonctionnement d'une machine fixe ou voit à son entretien ou à sa vérification. Les mots « machines fixes » comprennent les chaudières à vapeur, les moteurs à vapeur, les moteurs fixes à combustion interne de plus de vingt-cinq (25) chevaux-vapeur mécaniques, ainsi que les moteurs électriques.

17.30 *Mécanicien industriel*: Un mécanicien (millwright) est employé au montage, l'installation, à la ré-installation, à la manipulation (à la main) ainsi qu'à la fabrication de gabarits pour tour, machinerie, convoyeur et équipement installé de façon permanente, y compris la machinerie se rapportant aux allées de quilles.

17.31 *Soudeur*: Ce terme désigne tout salarié capable de joindre ensemble, par un procédé chimique, différentes pièces métalliques, et qualifié à cet effet selon le code W-47-1947 de la Canadian Standards Association.

17.32 *Préposé à équipement lourd*: Un préposé à équipement lourd est employé au fonctionnement et à l'entretien de tout équipement mécanique, lourd, mobile ou fixe, à l'exclusion des camions.

Article XVIII: Particularités dans l'exercice de certains métiers:

18.01 *Outils mécaniques ou motorisés*: Aucun salarié de l'un ou l'autre des métiers prévus par ce décret n'est tenu de fournir un ou des outils mécaniques ou motorisés.

18.02 *Marteau pneumatique*: Tout journalier appelé à opérer un marteau pneumatique ou électrique dans des endroits tels que réservoirs, puits, pièces non aérées, reçoit le taux horaire du manoeuvre.

18.03 *Pinceaux et rouleaux*: Tout entrepreneur doit fournir les pinceaux et rouleaux pour l'exécution de travaux de peinture sur des surfaces brutes telles que brique, pierre, ciment, ciment roulé, plâtre roulé et autres surfaces similaires, de même que pour les travaux exécutés en Walpamur et au Durolave. En toutes circonstances, l'entrepreneur doit fournir les casseroles ainsi que les rouleaux, les manches à rouleaux et les blanchissoires à la chaux.

18.04 *Casque de sécurité*: Le casque de sécurité exigé par l'employeur est aux frais de ce dernier et il demeure sa propriété. La perte d'un tel casque est aux frais du salarié à qui il a été confié.

18.05 *Service d'affûtage d'outils*: L'employeur doit fournir aux salariés, les services d'affûtage d'outils sur tous les chantiers où l'affûtage est nécessaire pour assurer la continuation efficace du travail du salarié.

18.06 *Équipement*: L'employeur doit fournir tout équipement nécessaire au travail, tel que: habits de caoutchouc requis pour la pluie, et requis pour les excavations, tranchées, tunnels, caissons de même que gants de sécurité, ceinture de sécurité, lunettes de sécurité; le salarié doit laisser cet équipement sur le chantier à son départ.

forms an integral or permanent part of a building or structure.

17.28 *Labourer*: A labourer or unskilled workman may be employed to perform any work that is not assigned to tradesmen, helpers or apprentices. A labourer may: lay mineral wool or any other bulk, rigid or non-glued insulation; operate compaction machinery, vibrator, air or electric hammer; spread cement by means of a shovel and rake.

17.29 "Stationary engine" means anyone who governs and supervises the operation of a stationary engine or sees to its maintenance and inspection. "Stationary engine" includes steam boilers, steam motors, internal-combustion engines (25 H.P. or more) and electric motors.

17.30 *Millwright*: A millwright may be employed to set up, install, dismantle, re-install, handle (by hand) and to make templets for all machinery, conveyors and equipment permanently installed, including bowling alley machinery.

17.31 "Welder" means any employee who, by means of a chemical process, can join different metal pieces and is qualified as such according to the Canadian Standards Association's Code W-47-1947.

17.32 *Heavy equipment operator*: A heavy equipment operator is employed to operate and maintain all heavy mechanical equipment (stationary or mobile), except trucks.

Section XVIII: Characteristics of Certain Trades:

18.01 *Mechanical or power tools*: No one employed in one of the trades covered by this decree shall have to supply mechanical or power tools.

18.02 *Air hammer*: Every employee who is called upon to operate an air or electric hammer in places such as tanks, wells, unventilated areas shall be paid the labourer's rate.

18.03 *Brushes and rollers*: Contractors shall supply brushes and rollers for painting rough surfaces such as brick, stone, cement, rolled cement, rolled plaster and other similar surfaces as well as work done with Walpamur and Durolave. The contractor shall always supply rollers, roller handles and whitewash brushes.

18.04 *Safety helmet*: Employers shall pay for safety helmets they request and helmets shall remain their property. Loss of a safety helmet shall be paid by the employee to whom it was issued.

18.05 *Tool-sharpening service*: Employers shall supply employees with a tool-sharpening service on all construction sites requiring same, so that an employee's work may be continuous and efficient.

18.06 *Equipment*: The employer shall supply all equipment required for work such as: rubber suits as rainwear and for work in excavations, trenches, tunnels and caissons; safety gloves, belts and goggles. Such equipment shall be left on the construction site when the employee leaves.

18.07 *Dépôt d'outils*: Tout employeur doit accorder au salarié toutes les facilités pour que ceux-ci puissent déposer leurs outils dans un lieu raisonnablement facile d'accès et sous clef.

Article XIX: Semaine et heures régulières de travail:

19.01 a) À compter de la date de mise en vigueur de ce décret, la semaine normale est quarante-quatre (44) heures réparties sur quatre (4) jours de neuf (9) heures du lundi au jeudi, et sur un cinquième jour, le vendredi, de huit (8) heures, entre sept (7) et dix-huit (18) heures.

b) À compter du 1er janvier 1968, la semaine normale est de quarante-deux (42) heures répartie sur quatre (4) jours de huit heures et demie (8½) du lundi au jeudi, entre huit (8) et dix-sept heures et demie (17½), ainsi que sur un cinquième jour, le vendredi entre huit (8) et dix-sept (17) heures.

c) À compter du 30 décembre 1968, la semaine normale est de quarante (40) heures réparties sur cinq (5) jours de huit (8) heures du lundi au vendredi, entre huit (8) et dix-sept (17) heures.

d) Selon avis écrit adressé au Comité paritaire, au moins une semaine à l'avance la distribution des heures normales ci-haut prévues peut cependant se faire entre sept (7) et dix-huit (18) heures. Cet avis doit être fait par l'employeur; dans le cas d'un chantier où il y a plusieurs employeurs, c'est l'avis de l'entrepreneur général (ou du donneur d'ouvrage, s'il n'y a pas d'entrepreneur général) qui prévaut.

e) Si le système de la double ou triple équipe est utilisé, les heures régulières de travail sont réparties selon les besoins de l'entreprise, pourvu que la durée normale de travail d'une équipe n'exécède jamais le nombre d'heures régulières ci-haut prévues par jour.

f) Une heure complète doit être accordée, entre onze heures et demie (11½) et treize heures et demie (13½) pour le dîner, et entre dix-sept (17) et dix-neuf (19) heures pour le souper; les salariés qui travaillent sous le régime de la triple équipe ont droit à une pause d'une demi-heure sans perte de salaire pour prendre leur repas.

19.02 La semaine régulière de travail pour les gardiens est de soixante-douze (72) heures réparties en six (6) périodes de travail quotidiennes et consécutives et douze (12) heures.

19.03 Nonobstant ce que ci-haut stipulé, les salariés désignés comme faiseur de mortier, couleur de blanc, porteur d'oiseau, brasseur de célanite et les manoeuvres travaillant avec les briqueteurs, maçons, plâtriers et poseurs de terrazzo, peuvent travailler au début de la journée de travail une demi-heure de plus que les autres salariés et sont rémunérés au taux de salaire régulier pour cette demi-heure.

19.04 Les travaux de construction de ponceaux, de rues, de routes, de chemins, d'aqueducs, d'égouts, de pistes d'envol et d'atterrissage et les travaux de nivellement de terrain, ainsi que les travaux de pavage en asphalte sur un terrain de construction, sont assujettis à une semaine normale maximum de cinquante-cinq (55) heures, avec limitation quotidienne à douze (12) heures. Les majorations pour heures supplémentaires sont exigibles après cette semaine normale de cinquante-cinq (55) heures et après la durée quotidienne de douze (12) heures.

Article XX: Période d'attente:

20.01 Tout salarié se rapportant au travail à l'heure conventionnelle pour n'avoir pas été avisé à l'avance que ses services n'étaient pas requis, a droit à une rémunération équivalente à trois (3) heures de travail. Cette clause ne

18.07 *Tool-storing facilities*: Every employer shall provide his employees with tool-storing facilities in a readily-accessible place, under key.

Section XIX: Standard Working Hours and Work Week:

19.01 (a) From the decree's effective date, standard hours of work shall not exceed forty-four (44) a week, nine (9) a day Monday through Thursday and eight (8) on Friday, scheduled between 0700 hours and 1800 hours.

(b) Beginning January 1, 1968, standard working hours shall not exceed forty-two (42) a week and eight and one-half (8½) a day, Monday through Thursday, scheduled between 0800 hours and 1730 hours and between 0800 hours and 1700 hours on Friday.

(c) Starting December 30, 1968, standard working hours shall not exceed forty (40) a week and eight (8) a day, scheduled between 800 hours and 1700 hours daily.

(d) Provided the employer gives the Parity Committee seven day's notice in writing, the abovementioned hours of work may be scheduled between 0700 hours and 1800 hours. When there are many employers on a construction site, the general contractor's (or the employer, should there be no general contractor) notice shall prevail.

(e) Should the double or triple shift system be used, standard working hours shall be scheduled according to the firm's needs, provided that a shift's working hours never exceed the standard hours provided for above.

(f) One full hour between 1130 hours and 1330 hours shall be granted for dinner and between 1700 hours and 1900 hours for supper. Employees on the triple-shift system are entitled to one half hour with pay for their meals.

19.02 Standard hours of work for watchmen shall not exceed seventy-two (72) a week divided into six (6) consecutive 12-hour work periods.

19.03 Notwithstanding the above stipulations, mortar-mixers, hod carriers, celanite mixers, *couleurs de blanc* and labourers working with bricklayers, masons, plasterers and terrazzo layers may start work one-half hour before the other employees but are to be paid straight time for such half-hour.

19.04 In the construction of culverts, streets, highways, roads, water mains, sewers, take-off and landing fields, levelling operations and asphalt-paving on construction sites, standard hours of work shall not exceed fifty-five (55) hours a week and twelve (12) a day. Overtime may be claimed only after such weekly and daily limits.

Section XX: Waiting Time:

20.01 Any employee reporting in for work at the usual time and who has not been notified beforehand that his services would not be required is entitled to at least three (3) hours, wages unless work be suspended or not begun

s'applique pas dans le cas où les travaux sont arrêtés, ou non entrepris, en raison de la température. L'employeur peut exiger que ce salarié demeure à sa disposition pendant les trois (3) heures d'attente payées.

Article XXI: Rappel au travail:

21.01 Tout salarié rappelé au travail pour exécuter un travail urgent a droit à un minimum de deux (2) heures de salaire au taux qui s'applique alors.

Article XXII: Travail supplémentaire:

22.01 Tout travail exécuté par tout salarié en plus des heures régulières ou en dehors des limites horaires ou hebdomadaires ci-haut déterminées, est considéré comme travail supplémentaire et doit être rémunéré au taux de salaire régulier majoré de 50%.

22.02 Sauf en cas d'urgence, aucun salarié ne peut être requis d'exécuter un travail supplémentaire, ou lors d'un jour chômé.

22.03 À chaque fois que du travail supplémentaire est exécuté, les quatre (4) premières heures doivent être rémunérées au taux de salaire régulier majoré de 50%.

22.04 Sauf lorsqu'on effectue une coulée de ciment, et pour les salariés dont la présence est alors requise à cause de ce travail, tout travail supplémentaire en plus des quatre (4) premières heures mentionnées dans la clause 22.03, doivent être payés au taux de salaire régulier majoré de 100%. Pour les salariés visés par l'exception ici décrite, la rémunération prévue à la clause 22.03 s'applique.

22.05 À chaque fois que du travail supplémentaire est exécuté de minuit à 6.00 heures, il doit être rémunéré au taux de salaire régulier majoré de 100%.

22.06 Sauf pour les gardiens, tout travail exécuté le dimanche, ou un jour férié, ou durant la semaine de vacances, est rémunéré au taux de salaire régulier majoré de 100%.

22.07 À chaque fois que du travail supplémentaire est exécuté le samedi, les huit (8) premières heures doivent être rémunérées au taux de salaire régulier majoré de 50%; pour tout travail supplémentaire exécuté après ces huit (8) heures, le taux de salaire régulier est majoré de 100%.

22.08 1) Pour compléter les heures régulières de travail prévues dans ce décret, toute personne peut être le salarié de plus d'un employeur ou peut entreprendre.

2) Tout salarié doit, avant de se faire embaucher par un autre employeur dans une même semaine, prévenir ce dernier du fait de son précédent emploi.

3) Tout travail supplémentaire exécuté par telle personne doit être rémunéré selon les taux minima de ce décret majorés de 100%.

Article XXIII: Sécurité sociale:

23.01 *Fonds:* Un fonds est constitué en vue de l'institution d'un régime de sécurité sociale à être déterminé par les parties contractantes.

23.02 *Contribution:* Dès le 1er janvier 1968, tout employeur déduira du salaire gagné par tout salarié à son emploi la somme de \$0.05 pour chaque heure de travail accompli par ce salarié. Tout employeur contribuera pour chacun de ses salariés la somme de \$0.05 pour chaque heure de travail accompli par tout salarié.

23.03 *Remise des contributions:* Ces déductions constitueront les cotisations des salariés et des employeurs à être versées au fonds de sécurité sociale, et elles doivent être remises avec les rapports mensuels de chaque employeur au Comité paritaire de l'industrie de la construction

because of bad weather. The employer may request that the employee remain at his disposal during such paid waiting time.

Section XXI: Call-back:

21.01 Every employee called back to work in an emergency is entitled to at least two (2) hours' pay at the applicable wage rate.

Section XXII: Overtime Work:

22.01 Time and one half shall be paid for all work performed over and above the standard hours or outside the hourly or weekly limits stipulated above.

22.02 Except in emergencies, no employee may be compelled to work overtime or on a non-working day.

22.03 Whenever overtime work is performed, time and one half shall be paid for the first four (4) hours.

22.04 Except work done by employees while pouring cement, double time shall be paid for all work performed over and above the first four (4) hours stipulated in subsection 22.03 above.

22.05 Double time shall be paid for all overtime work performed between midnight and 6:00 a.m.

22.06 Except for watchmen, double time shall be paid for all work carried out on Sunday, a general holiday or during the vacation week.

22.07 Double time shall be paid for the first eight (8) hours of overtime work performed on Saturdays; double time shall be paid for each subsequent overtime hour.

22.08 (1) In order to complete the standard hours herein provided for, anyone may work for more than one employer and may even do contract work.

(2) Before being hired by another employer during a same week, every employee shall advise the former that he is already employed.

(3) All overtime work performed by such person shall be paid at double the minimum wage rates stipulated herein.

Section XXIII: Social Security:

23.01 *Fund:* A fund is set up to establish a social security plan to be determined by the contracting parties.

23.02 *Contribution:* Beginning January 1, 1968, every employer shall deduct from each employee's wages, the amount of 5¢ for each hour worked by the employee; the employer shall also contribute 5¢ for each hour worked by each employee.

23.03 *Transmittal of contributions:* Such deductions shall constitute employers' and employees' contributions to be turned over to the social security fund and shall be transmitted with the employers' monthly reports to le Comité paritaire de l'industrie de la construction de la Mauricie, its

de la Mauricie, ou son successeur ou tout autre tiers déterminé par les parties contractantes.

23.04 *Administration*: Ce fonds est administré par un comité constitué par le présent décret, lequel comité est automatiquement substitué à celui déjà formé par la convention collective dont l'extension juridique est assurée par ce décret. Ce comité est composé de trois (3) représentants patronaux et de trois (3) représentants ouvriers. Ce comité doit avoir établi ses règlements avant le 1er janvier 1968.

23.05 *Intégration*: Ce comité étudiera la possibilité d'intégrer ce régime dans un régime provincial homogène, afin de le rendre mobile et transférable.

Article XXIV: Vacances:

24.01 Les salariés bénéficieront de vacances:

a) en 1968, du 22 juin au 2 juillet inclusivement;

b) en 1969, du 21 juin au 1er juillet inclusivement.

24.02 L'indemnité du congé de vacances est de cinq pour cent (5%) du salaire brut gagné annuellement. À compter de la première semaine complète de travail comprenant le 1er juillet 1969, ce pourcentage est porté à six pour cent (6%).

24.03 L'indemnité payable aux salariés par l'employeur s'établit comme suit:

a) à la fin de chaque semaine, l'employeur doit créditer à chacun de ses salariés une somme égale au pourcentage ci-haut fixé du salaire brut gagné durant cette semaine.

b) à la fin de chaque mois, l'employeur doit transmettre au comité paritaire, pour et au nom de chacun de ses salariés, les montants ainsi crédités durant le mois avec un rapport mentionnant le nom, l'adresse, le métier et le taux de salaire. Ce rapport doit parvenir au comité paritaire dans les quinze (15) premiers jours du mois suivant pour lequel il est fait.

24.04 Les formules de rapport prévues à cette fin par le comité paritaire doivent être utilisées.

24.05 Le comité paritaire doit déposer les sommes ainsi perçues dans un compte séparé et en accuser réception à l'employeur ainsi qu'aux salariés. Il doit assigner deux (2) de ses membres (un représentant patronal et un représentant salarié) à la surveillance de l'administration de ce fonds.

24.06 Pour l'administration des sommes ainsi perçues pour les vacances payées, le comité paritaire jouit des intérêts de banque.

24.07 La période de référence c'est-à-dire la période de prestation pour vacances s'étend du 1er janvier de chaque année au 31 décembre de la même année inclusivement.

24.08 Le comité paritaire doit remettre l'indemnité de vacances aux salariés entre le 1er et le 15 juin suivant le 31 décembre prévu dans la clause 24.07.

24.09 À l'occasion du décès d'un salarié, ses héritiers légaux peuvent réclamer immédiatement l'indemnité de vacances payées de ce salarié.

24.10 Nul ne peut réclamer, avant le 1er juin de chaque année, ses dus pour vacances payées.

24.11 *Exemption*: Les salariés qui bénéficient d'un régime de vacances payées établi par l'employeur et lequel stipule une rémunération plus élevée ou des compensations, ou avantages plus étendus dans l'ensemble que ceux fixés par le

successor or any third party appointed by the contracting parties.

23.04 *Administration*: This fund is administered by a committee formed under this decree. Such committee automatically replaces that committee set up by the collective agreement whose legal extension is guaranteed by this decree. The committee is made up of three (3) management representatives and of three (3) labour representatives. The committee shall have formulated its by-laws before January 1, 1968.

23.05 *Integration*: The committee shall study the possibility of integrating such plan into a standard provincial plan so that it may be transferable and portable.

Section XXIV: Vacations:

24.01 Employees shall be granted the following vacations:

(a) 1968: June 22nd through July 2nd;

(b) 1969: June 21st through July 1st.

24.02 Vacation pay equals five per cent (5%) of gross annual income. Beginning with the first full work week that includes July 1, 1969, the percentage shall be increased to six per cent (6%).

24.03 The vacation pay granted by employers to employees shall be handled as follows:

(a) at the end of each week, the employer shall credit each employee with an amount equal to the percentage stipulated above of gross weekly earnings;

(b) each month's end, the employer shall forward, for and on behalf of each employee, the amounts so credited during the month, together with a report listing the employee's name, address, trade and wage rate. Such report shall be forwarded to the Parity Committee within fifteen (15) days after the end of the reporting month.

24.04 Report forms prepared by the Parity Committee are to be used.

24.05 The Parity Committee shall deposit the amounts so collected in a separate account and shall acknowledge receipt to both employers and employees. Two committee members (one representing management and one representing labour) shall be appointed to supervise and administer the fund.

24.06 For the administration such collected vacation pay amounts, the Parity Committee shall be entitled to the bank interest thereon.

24.07 The qualifying period extends from January 1st of each year through December 31st of the same year.

24.08 If possible, the Parity Committee shall give employees their vacation pay between July 1st and 15th following the December 31st mentioned in subsection 24.07.

24.09 Should an employee pass away, his legal heirs may immediately claim such employee's accumulated vacation pay credits.

24.10 No one may claim his vacation pay before June 1st of each year.

24.11 *Exemption*: Employees who participate in a vacation-with-pay plan established by their employer, with conditions as favourable for such employees as those provided under this decree, and who are mainly employed in manufacturing

décree, et qui sont employés surtout dans les établissements manufacturiers et partiellement à la construction mécanique ou comme salariés permanents préposés à l'entretien, ne sont pas assujettis aux dispositions du présent article.

Article XXV: Apprentissage:

25.01 Aucun employeur ne peut faire travailler un apprenti seul, et un apprenti ne peut travailler à l'exécution de travaux de métiers seul, il doit toujours être accompagné d'un salarié compagnon de son métier.

25.02 Aucun employeur ne peut employer, sur un chantier, plus d'un apprenti pour chaque compagnon y travaillant en ce qui concerne les métiers de poseurs de linoléum, tuiles, préclats ou autres couvre-planchers. Par ailleurs, quant aux autres métiers régis par ce décret, il ne peut y avoir plus d'un apprenti pour deux compagnons, et un apprenti supplémentaire pour chaque groupe additionnel de cinq compagnons, travaillant sur un chantier déterminé.

25.03 La proportion des apprentis de dernière année dans un métier donné, à l'emploi d'un employeur, par rapport au nombre total de tous les apprentis de ce métier à l'emploi de cet employeur dans tous ses travaux régis par cette convention ne doit pas être inférieur à 20%.

25.04 Tout apprenti qui a obtenu un changement de qualification au Bureau d'Examineurs doit en aviser son employeur.

25.05 La durée de l'apprentissage est de trois (3) années pour tous les métiers sauf celui des couvreurs de planchers dont l'apprentissage est d'une durée de deux (2) ans.

Chaque année d'apprentissage de l'apprenti doit comprendre deux (2) milles heures de travail.

25.06 Les personnes qui ont fréquenté une des institutions d'enseignements spécialisés (S.R.Q. 1961, chap. 242 et modifications), institutions pénitentiaires ou d'autres Centres d'Apprentissage de la Province de Québec doivent recevoir des crédits proportionnés à la durée de leurs études et aux résultats de leurs examens.

25.07 Un apprenti doit suivre un programme défini combinant la pratique et la théorie, tel qu'établi et reconnu par le Centre d'Apprentissage des Métiers de la Construction de la Mauricie.

25.08 *Âge:* Aucun apprenti ne doit commencer son apprentissage avant d'avoir seize (16) ans, sauf pour les carreleurs, marbriers et cimentiers-applicateurs avant d'avoir dix-huit (18) ans et pour les préposés aux pelles, grues et tracteurs qui ne doivent pas commencer avant d'avoir dix-huit (18) ans.

25.09 Tous les apprentis doivent se présenter au bureau du Comité paritaire une fois par année pour fin de vérification de leur carnet d'apprentissage.

25.10 À l'expiration de la période d'apprentissage, l'apprenti doit se présenter devant le Bureau des Examineurs pour y subir son examen pour l'obtention de son certificat de compagnon et doit, s'il le fait, remettre son carnet. En cas d'insuccès à cet examen, le Bureau d'Examineurs doit remettre au candidat son carnet d'apprentissage pour une période déterminée.

Article XXVI: Taux de salaires:

26.01 Les taux minima de salaires des salariés sont les suivants:

establishments and partly in building or engineering construction or as permanent maintenance employees, shall be exempt from the provisions of this section.

Section XXV: Apprenticeship:

25.01 No employer may have an apprentice work alone and no apprentice may do trade work alone; he shall always be accompanied by a journeyman of his trade.

25.02 No employer may employ more than one apprentice for each journeyman working on a construction site who belongs to the following trades: layers and setters of linoleum, tile, oilcloth and other floor coverings. As for other trades covered by this decree, there may be more than one apprentice for each two journeymen and an extra apprentice for each additional group of five journeymen working on a specific construction site.

25.03 The ratio between final-year apprentices in a given trade working for an employer and the total apprentices on all contracts for the same employer and projects subject to the decree, shall not be less than 20%.

25.04 Every apprentice advise his employer or any change in qualification made by the Board of Examiners.

25.05 Apprenticeship lasts three (3) years for all trades except that of floor covering layer which lasts two (2) years.

Each apprenticeship year shall be equal to two thousand (2,000) hours of work.

25.06 Persons who have attended a school governed by the Specialized Schools Act (RSQ 1961, c. 242), a penal institution or other apprenticeship centers of the Province of Québec shall be given credits proportionate to the length of their studies and to their examination results.

25.07 Every apprentice shall follow a well-defined programme combining both theory and practice, as that recognized by le Centre d'Apprentissage des Métiers de la Construction de la Mauricie.

25.08 *Age:* No apprentice may begin apprenticeship before his 16th birthday, except tile setters, marble layers, cement finishers, shovel, crane and tractor operators who must be eighteen (18).

25.09 All apprentices shall have their apprenticeship record books checked by the Parity Committee once a year.

25.10 At the term of apprenticeship, every apprentice shall sit for an examination before the Board of Examiners in order to obtain his journeyman's certificate. He shall, at this time, turn in his apprenticeship record book. Should he fail the exam, the Board of Examiners shall return his record book for a specific period of time.

Section XXVI: Wage Rates:

26.01 Employees shall be paid the following wage rates:

Taux minima horaires
Minimum hourly rates

Classification:

	1/1/68	1/7/68	1/1/69	1/7/69	
Affûteur d'outils — Tool sharpener.....	\$ 2.79	\$ 3.04	\$ 3.19	\$ 3.44	\$ 3.59
Briqueleur-maçon, plâtrier — Bricklayer, mason, plasterer.....	3.00	3.25	3.40	3.65	3.80
Cimenteur-applicateur — Cement finisher.....	2.67	2.92	3.07	3.32	3.47
Charpentier-menuisier — Carpenter-joiner.....	2.79	3.04	3.19	3.44	3.59
Chaudronnier — Boilermaker.....	2.67	2.92	3.07	3.32	3.47
Conducteur de camion — Driver, truck.....	2.50	2.75	2.90	3.15	3.30
Conducteur de compresseur — Operator, compressor.....	2.67	2.92	3.07	3.32	3.47
Conducteur de pelles mécaniques (travail d'excavation) — Operator, shovels (excavation work).....	2.73	2.98	3.13	3.38	3.53
Conducteur de bélière mécanique, tracteur, niveleuse-opérateur — Operator, bulldozer, tractor, grader.....	2.73	2.98	3.13	3.38	3.53
Conducteur de grues monte charge, ascenseur à vapeur — Operator, crane, hoist and elevators (steam-driven).....	2.79	3.04	3.19	3.44	3.59
Conducteur de grues monte charge, ascenseurs: (à gazoline et électricité) — Operator, crane, hoist and elevator (gas or electric).....	2.57	2.82	2.97	3.22	3.37
Conducteur de malaxeur: (à vapeur) — Operator, mixer (steam-driven).....	2.67	2.92	3.07	3.32	3.47
Conducteur de camion à benne basculante — Driver, dump-truck.....	2.73	2.98	3.13	3.38	3.53
Conducteur de malaxeur: (à gazoline ou électricité) — Operator, mixer (gas or electric).....	2.57	2.82	2.97	3.22	3.37
Couvreur de planchers — Floor covering layer.....	2.50	2.75	2.90	3.15	3.30
Ferrailleur — Reinforcing steel erector.....	2.57	2.82	2.97	3.22	3.37
Forgeron — Blacksmith.....	2.73	2.98	3.13	3.38	3.53
Foreur — Driller.....	2.57	2.82	2.97	3.22	3.37
Gardien de nuit: (semaine) — Night watchman (per week).....	98.20	98.20	98.20	98.20	98.20
Gardien de nuit: (employé dans un ouvrage nécessitant un certificat de quatrième classe (semaine) — Night watchman (employed in work requiring a 4th-class certificate, per week).....	109.20	109.20	109.20	109.20	109.20
Gréeur — Rigger.....	2.57	2.82	2.97	3.22	3.37
Journalier — Day labourer.....	2.40	2.65	2.80	3.05	3.20
Machiniste — Machinist.....	2.73	2.98	3.13	3.38	3.53
Manoeuvre — Labourer.....	2.50	2.75	2.90	3.15	3.30
Mécanicien de machines fixes — Stationary engineman.....	2.67	2.92	3.07	3.32	3.47
Mécanicien industriel — Millwright.....	2.75	3.00	3.15	3.40	3.55
Peintre, tireur de joints de Gyproc — Painter, "Gyproc" joint-pointer.....	2.67	2.92	3.07	3.32	3.47
Peintre, fer structural — Painter, structural steel.....	2.90	3.15	3.30	3.55	3.70
Peintre, machine à asperger — Painter, spray-gun.....	2.84	3.09	3.24	3.49	3.64
Polisseur de terrazzo machines à l'eau — Terrazzo-polisher (wet process).....	2.57	2.82	2.97	3.22	3.37
Polisseur de terrazzo, machines à sec — Terrazzo-polisher (dry process).....	2.62	2.87	3.02	3.27	3.42
Poseur de lattes métalliques — Metal lather.....	2.62	2.87	3.02	3.27	3.42
Poseur de marbre, poseur de mosaïque — Marble layer, mosaic tile setter.....	2.90	3.15	3.30	3.55	3.70
Poseur de papier peint — Paperhanger.....	2.67	2.92	3.07	3.32	3.47
Poseur de terrazzo — Terrazzo layer.....	2.67	2.92	3.07	3.32	3.47
Poseur de tuiles — Tile setter.....	2.79	3.04	3.19	3.44	3.59
Poseur de vitrolite — "Vitrolite" layer.....	2.79	3.04	3.19	3.44	3.59
Poseur de pilotis — Pile setter.....	2.50	2.75	2.90	3.15	3.30
Préposé au marteau pneumatique ou électrique — Operator, air or electric hammer.....	2.55	2.80	2.95	3.20	3.35
Sableurs de planchers — Floor sander.....	2.50	2.75	2.90	3.15	3.30
Soudeur en construction, classe « O » — Construction welder, class "O".....	3.05	3.30	3.45	3.70	3.85
Soudeur en construction, classe « F » et « V » — Construction welder, classes "F" and "V".....	2.85	3.10	3.25	3.50	3.65
Vitrier, poseur de portes et fenêtres métalliques — Glazier, metal door and window installer.....	2.79	3.04	3.19	3.44	3.59
<i>Préposés aux travaux d'asphalte — Asphalt workers:</i>					
Rateleur — Raker.....	2.60	2.85	3.00	3.25	3.40
Aide-rateleur — Raker's helper.....	2.40	2.65	2.80	3.05	3.20
Conducteur de chargeuse ou de rouleau — Operator, loader or roller.....	2.55	2.80	2.95	3.20	3.35
Conducteur de pelle mécanique — Operator, shovel.....	2.73	2.98	3.13	3.38	3.53
Conducteur de profileuse et tracteur — Operator, grader and tractor.....	2.50	2.75	2.90	3.15	3.30

Classification:	Taux minima horaires Minimum hourly rates				
	1/1/68	1/7/68	1/1/69	1/7/69	
Conducteur d'épandeur à pression — Operator, pressure spreader.....	\$2.40	\$2.65	\$2.80	\$3.05	\$3.20
<i>Apprentis — Apprentices:</i>					
Briqueleur, maçon, plâtrier, poseur de mosaïque, marbre — Bricklayer, mason, plasterer, mosaic tile setter, marble layer:					
1 ^{ère} année — 1st year.....	1.95	2.11	2.21	2.37	2.47
2 ^e année — 2nd year.....	2.13	2.31	2.41	2.50	2.70
3 ^e année — 3rd year.....	2.37	2.57	2.69	2.88	3.00
Charpentier-menuisier, poseur de portes et fenêtres métalliques, vitrier, poseur de tuiles — Carpenter-joiner, metal door and window installer, glazier, tile setter:					
1 ^{ère} année — 1st year.....	1.84	2.01	2.11	2.27	2.37
2 ^e année — 2nd year.....	2.01	2.19	2.30	2.48	2.54
3 ^e année — 3rd year.....	2.20	2.40	2.52	2.72	2.88
Machiniste, mécanicien, peintre, tireur de joints de Gyproc, cimentier-applicateur, poseur de terrazzo, poseur de tuile céramique, poseur de lattes, poseur de papier peint et autres — Machinist, mechanic, painter, "Gyproc" joint-pointer, cement finisher, terrazzo layer, ceramic tile setter, metal lather, paper-hanger and others:					
1 ^{ère} année — 1st year.....	1.76	1.93	2.03	2.19	2.29
2 ^e année — 2nd year.....	1.93	2.10	2.21	2.39	2.50
3 ^e année — 3rd year.....	2.11	2.31	2.43	2.62	2.74
Poseur de couvre-planchers — Floor covering layer:					
1 ^{ère} année — 1st year.....	1.70	1.87	1.97	2.14	2.24
2 ^e année — 2nd year.....	2.10	2.31	2.44	2.65	2.77

26.02 Aucun taux de salaire, s'il est supérieur au taux de salaire prévus ci-dessus, ne peut être réduit du fait de la mise en vigueur de ce décret, pourvu que le salarié occupe la même tâche pour laquelle ce taux de salaire lui a été versé.

26.02 If a wage rate is higher than those provided for above, it may not be reduced when the decree becomes effective, provided that the employee holds the same position that called for the wage rate paid to him.

TITRE TROISIÈME

PART THREE

Dispositions particulières relatives au métier d'électricien

Special Provisions Governing Electricians

Article XXVII: Champ d'application professionnelle:

Section XXVII: Professional Jurisdiction:

27.01 Ce décret s'applique à tous les travaux d'installation, de réparation, de modification, de réfection et d'entretien d'installations électriques tels que définis par la Loi des électriciens et des installations électriques et tous autres travaux mentionnés et visés par le présent décret.

27.01 This decree covers all installation, repair, alteration, renovation and maintenance of electrical installations, as defined in the Electricians and Electrical Installations Act, as well as all other work mentioned in the decree.

27.02 Le décret régit tout travail exécuté sur les lieux de tout contrat, que ce travail soit fait dans un enclos isolé ou non à cette fin, ou dans un bâtiment qu'on répare, rénove ou agrandit.

27.02 The decree covers all work carried out on any contract site, be it done in a special separate enclosure or not, or in a building undergoing repairs, renovation or addition.

27.03 *Travail temporaire à l'atelier:* Tous les salariés préposés à ces travaux régis par ce décret et requis de travailler temporairement à l'atelier, reçoivent les taux de salaire de leur métier ou de leur occupation habituelle selon ce décret.

27.03 *Temporary work in shops:* All employees performing such work governed by the decree and required to work temporarily in a shop shall be paid the wage rate stipulated in the decree for their usual trade or occupation.

27.04 *Travaux pour le Gouvernement:* Les travaux de construction de ponts, tunnels, viaducs, et édifices publics, exécutés pour le compte de l'un ou l'autre des ministères, départements ou organismes du Gouvernement du Québec sont assujettis.

27.04 *Government projects:* The construction of bridges, tunnels, viaducts and public buildings done on behalf of a Québec Government department, service or body is subject to this decree.

27.05 *Travaux de boutique:* Le décret ne s'applique pas au travail de production exécuté dans les boutiques, usines et fabriques.

27.05 *Work in shops:* This decree does not cover production work in shops, plants and factories.

27.06 *Chemin de fer:* Les entreprises de chemins de fer ne sont pas assujetties au décret lorsqu'il s'agit de travaux ordinairement exécutés par les préposés à l'entretien du réseau lesquels sont déjà régis par une convention collective conclue avec lesdites entreprises de chemins de fer.

27.06 *Railroad companies:* Railroad companies are not subject to the decree for work ordinarily carried out by the system's maintenance forces who are already covered by a collective agreement with the said railroad companies.

27.07 *Travaux de voirie*: Les travaux de voirie exécutés pour le compte des ministères de la Voirie, de la Colonisation ou des Mines du Gouvernement provincial sont assujettis à la cédule des justes salaires en exécution de l'arrêté ministériel numéro 800 du 24 avril 1929 et modifications, et en conséquence, ils ne sont pas régis par le décret.

27.08 *Travaux par le Gouvernement*: Le décret ne s'applique pas aux travaux exécutés directement par le Gouvernement de la province de Québec ou un ministère, un département ou un organisme de ce gouvernement. Toutefois, la présente exemption ne s'étend pas auxdits travaux lorsqu'ils sont exécutés par l'intermédiaire de tout entrepreneur visé par le décret.

27.09 *Travaux municipaux*: Nonobstant toute autre disposition, les cités et villes et les corporations municipales ne sont pas assujetties aux dispositions de ce décret pour ce qui est des travaux de réparation et d'entretien des édifices municipaux; elles ne le sont pas non plus pour ce qui est des travaux de construction ou de réfection ou d'entretien d'aqueducs, d'égouts, de pavage, de trottoirs et d'autres travaux du même genre exécutés sous leur direction immédiate. Cette exemption ne s'applique pas, cependant, aux entrepreneurs ou au sous-traitants, visés par le décret et qui exécutent les mêmes travaux en régie ou à forfait pour le compte desdites cités, villes ou corporations municipales.

27.10 *Pont*: Dans le cas de la construction d'un pont dont une partie se trouve dans le champ d'application territorial du décret, et dans le champ d'application d'un décret autre que celui où les parties signataires du décret sont parties contractantes, tout travail s'y rapportant est régi, pour toute l'exécution d'un contrat, soit par le présent décret, soit par ledit décret, selon celui des deux qui prévoit le taux horaire de salaire le plus élevé pour chaque métier concerné.

27.11 *Acier de structure*: La clause 27.10 ne vaut que pour les travaux non assujettis au décret no 1247 du 4 août 1966, relatif à l'industrie de l'acier de structure dans la province de Québec.

Article XXVIII: Entrepreneurs ou salariés — travail à forfait ou à la pièce:

28.01 Tout salarié qui entend « contracter » à son compte, c'est-à-dire devenir entrepreneur, doit en aviser préalablement le Comité paritaire. Par ailleurs, tout entrepreneur qui, cessant d'être employeur, devient soit artisan, soit salarié, doit en aviser préalablement le Comité paritaire et lui déclarer, dans le second cas, le nom de l'employeur au service de qui il s'engage ou entend s'engager.

28.02 Quelle que soit la forme ou la nature du contrat individuel de travail conclu entre un employeur et un salarié, ce dernier a droit à la rémunération horaire prévue pour son métier dans ce décret et également à toutes les autres conditions de travail ici prévues, y compris les contributions au régime de sécurité sociale. Du seul fait qu'un salarié travaille à forfait ou à la pièce, celui-ci ne perd pas pour autant son statut de salarié au sens de ce décret, et celui qui lui confie tel travail est, pour les mêmes fins, son employeur au sens de ce décret.

28.03 Tout entrepreneur ou artisan doit, pour ses services personnels lorsqu'il exécute lui-même un travail régi par ce décret, requérir et recevoir de son co-contractant et pour lesdits services personnels, et selon le métier exercé (ou l'occupation), la rémunération édictée selon les articles de ce décret:

27.07 *Road work*: Road work carried out for the Provincial Departments of Roads, Colonization and Mines is subject to the Fair Wages Schedule (Order in Council number 830, dated April 24, 1929, and amendments) and is therefore not subject to this decree.

27.08 *Government's work*: The decree does not cover work directly performed by the Québec Government or one of its departments, services or bodies. However, this exemption does not apply when work is carried out through contractors subject to the decree.

27.09 *Municipal work*: Notwithstanding any other provision, cities, towns and municipal corporations are not subject to the provisions of the decree in respect of repair and maintenance on municipal buildings; likewise, they are exempted for construction, renovation or maintenance work done on water distribution systems, sewers, paving sidewalks and other comparable work performed under their immediate control. However, this exemption does not extend to contractors or sub-contractors who perform identical work under the control of, or by contract for the said cities, towns or municipal corporations.

27.10 *Bridges*: When a bridge is being built and one part is in the territorial jurisdiction of this decree and the other part is in another decree that has different contracting parties, all work connected therewith is covered, for the entire building time, by the decree (either this decree or that other decree) which provides the higher hourly wage rates for each trade concerned.

27.11 *Structural steel*: Subsection 27.10 only applies to work not covered by Decree number 1247 of August 4, 1966 (Structural Steel Industry in the Province of Québec).

Section XXVIII: Contractors or Employees — Contract or Piece-work:

28.01 Every employee who intends becoming a contractor shall advise the Parity Committee. On the other hand, every contractor who, ceasing to be an employer, becomes an artisan or an employee, shall advise the Parity Committee beforehand and state (should he become an employee) his employer's or prospective employer's name.

28.02 Regardless of the type of private work contract entered into between an employer and an employee, the latter is entitled to the hourly wages provided herein for his trade as well as all other working conditions contained herein, including contribution to the social security plan. An employee who works on a contract or piece-work basis does not by this very fact lose his employee status as defined herein. The person giving out such work is, for the same purposes, his employer under the terms of this decree.

28.03 Every contractor or artisan shall be paid according to the sections of the decree which are listed below for all personal services whenever he himself performs work governed by the decree and shall request or receive same from the co-contractor for the said personal services and according to the trade or occupation:

Article VIII ch. I: Travail temporaire.
Article X, ch. I: Déplacement, transport, pension.

Article XII, ch. I: Primes.
Article IX: Jours chômés.
Article XXXI: Semaine et heures de travail.
Article XXXIV: Travail supplémentaire.
Article XXXVI: Vacances.
Article XXXVIII: Salaires.

Article XXIX: Définitions:

29.01 *Employeur ou entrepreneur:* Toute personne physique ou morale, qui emploie un ou des salariés, qui surveille ou entend prendre pour le compte d'autrui, à l'heure ou à forfait, par convention verbale ou écrite, un ou des travaux régis par le présent décret.

29.02 *Salarié:* Toute personne à l'emploi d'un employeur ou entrepreneur et travaillant dans une juridiction prévue par les articles I et XXVII de ce décret.

29.03 *Artisan:* Tout entrepreneur n'ayant aucun salarié à son emploi.

29.04 *Apprenti:* Ce terme désigne une personne qui, étant reconnue comme telle par le Bureau des Examineurs de la Province de Québec, loue à ce titre ses services pour exécuter des travaux d'installations électriques ou de réfection, d'entretien, de réparation ou de modification d'installations électriques.

29.05 *Compagnon:* Ce terme désigne une personne qui, étant reconnue comme telle par le Bureau des Examineurs de la Province de Québec, loue, à ce titre, ses services pour exécuter des travaux d'installation électriques ou de réfection, d'entretien, de modification ou de réparation d'installations électriques.

29.06 *Compagnon junior:* Ce terme désigne tout salarié qui en est à sa première année de pratique après avoir complété ses quatre (4) années d'apprentissage dans le métier.

Article XXX: Particularités dans l'exercice du métier:

30.01 *Outils fournis par le compagnon électricien:*

1 couteau;
 1 clef à tuyau de 10'' (pipe wrench);
 1 clef à tuyau de 14'';
 1 niveau de 8'';
 Scie à fer (lame de scie fournie par l'employeur);

1 villebrequin à rochet;
 1 scie passe-partout;
 1 clef ajustable de 10'';
 2 ciseaux à froid;
 1 ciseau à bois;
 1 poinçon de centre;
 1 équerre de 6'';

6 tournevis dont 3 Robertson de grosseur standard;

1 paire de pinces coupantes de 7'';
 1 paire de pinces diagonales (side cutter);
 1 paire de pinces « long nose »;
 1 paire de pinces « gas pliers »;
 1 marteau d'ouvrier;
 1 marteau de forge;
 1 mesure de 10 pieds;
 1 vérificateur de voltage;
 1 assortiment de clefs allen;
 1 code canadien d'électricité;
 1 coffre à outils.

Toutes mèches à bois, à fer et carboloy et cordes de rallonges sont aux frais de l'employeur, de plus, l'employeur fournit tout outil mécanique ou motorisé.

Section VIII, ch. I: Temporary work.
Section X, ch. I: Travelling — Transportation — Board.

Section IX: Non-working days.
Section XII, ch. I: Bonuses.
Section XXXI: Standard hours and work week.
Section XXXIV: Overtime.
Section XXXVI: Vacations.
Section XXXVIII: Wages.

Section XXIX: Definitions:

29.01 "Employer or contractor" means anyone who employs one or more employees, supervises or undertakes for a third party any of the work covered by this agreement, whether by the hour, by contract, by written or verbal agreement.

29.02 "Employee" means anyone working for an employer or contractor in the jurisdiction set forth in sections I and XXVII of the decree.

29.03 "Artisan" means any contractor who has no employees in his service.

29.04 "Apprentice" means anyone who is recognized by the Board of Examiners of the Province of Québec and, as such, hires out his services to perform the installation, renovation, repair or alteration of electrical installations.

29.05 "Journeyman" means anyone who is recognized by the Board of Examiners of the Province of Québec and, as such, hires out his services to perform the installation, renovation, repair or alteration of electrical installations.

29.06 "Junior journeyman" means any employee who is in his first practical year after having completed his 4-year apprenticeship in the trade.

Section XXX: Characteristics of Certain Trades:

30.01 *Tools supplied by the journeyman electrician:*

1 knife;
 1 pipe wrench, 10'';
 1 pipe wrench, 14'';
 1 level, 8'';
 1 metal saw (blades to be supplied by the employer);

1 ratchet-brace;
 1 jig-saw;
 1 adjustable wrench, 10'';
 2 cold-chisels;
 1 wood chisel;
 1 centre punch;
 1 T-square, 6'';

6 screwdrivers, 3 of which shall be standard Robertsons;

1 pair cutting pliers, 7'';
 1 pair side cutters;
 1 pair long-nose pliers;
 1 pair gas pliers;
 1 workman's hammer;
 1 blacksmith's hammer;
 1 ten-foot rule;
 1 voltmeter;
 1 set of Allen wrenches;
 1 copy of the "Canadian Electrical Code";
 1 tool box.

All wood, metal and carboloy drills, as well as all extension cords are to be paid by the employer. Employers shall supply all mechanical or power tools.

30.02 *Le casque*: Le casque de sécurité exigé par l'employeur est aux frais de ce dernier, et il demeure sa propriété. La perte d'un tel casque est aux frais du salarié à qui il a été confié.

30.03 *Service d'affûtage d'outils*: L'employeur doit fournir aux salariés, les services d'affûtage d'outils sur tous les chantiers où l'affûtage est nécessaire pour assurer la continuation efficace du travail du salarié.

30.04 *Équipement*: L'employeur doit fournir tout équipement nécessaire au travail, tel que: habits de caoutchouc requis pour la pluie, et requis dans les excavations, tranchées, tunnels, caissons de même que gants de sécurité, ceinture de sécurité, lunettes de sécurité; le salarié doit laisser cet équipement sur le chantier à son départ.

30.05 Tout employeur doit accorder aux salariés toutes les facilités pour que ceux-ci puissent déposer leurs outils dans un lieu raisonnablement facile d'accès et sous clef.

Article XXXI: Semaine et heures régulières de travail:

31.01 a) À compter de la date de mise en vigueur de ce décret, la semaine normale est de quarante-quatre (44) heures réparties sur quatre-vingt (4) jours de neuf (9) heures du lundi au jeudi, et sur un cinquième jour, le vendredi, de huit (8) heures, entre sept (7) et dix-huit (18) heures.

b) À compter du 1er janvier 1968, la semaine normale est de quarante-deux (42) heures réparties sur quatre (4) jours de huit heures et demie (8½) du lundi au jeudi, entre huit (8) et dix-sept heures et demie (17½), ainsi que sur un cinquième jour, le vendredi, entre huit (8) et dix-sept (17) heures.

c) À compter du 30 décembre 1968, la semaine normale est de quarante (40) heures réparties sur cinq (5) jours de huit (8) heures du lundi au vendredi, entre huit (8) et dix-sept (17) heures.

d) Selon avis écrit adressé au Comité paritaire, au moins une semaine à l'avance, la distribution des heures normales ci-haut prévues peut cependant se faire entre sept (7) et dix-huit (18) heures. Cet avis doit être fait par l'employeur; dans le cas d'un chantier où il y a plusieurs employeurs, c'est l'avis de l'Entrepreneur général (ou du donneur d'ouvrage, s'il n'y a pas d'entrepreneur général) qui prévaut.

e) Si le système de la double ou triple équipe est utilisé, les heures régulières de travail sont réparties selon les besoins de l'entreprise, pourvu que la durée normale de travail d'une équipe n'exécède jamais le nombre d'heures régulières ci-haut prévues par jour.

f) Une heure complète doit être accordée, entre onze heures et demie (11½) et treize heures et demie (13½) pour le dîner, et entre dix-sept (17) et dix-neuf (19) heures pour le souper; les salariés qui travaillent sous le régime de la triple équipe ont droit à une pause d'une demi-heure sans perte de salaire pour prendre leur repas.

31.02 La semaine régulière de travail pour les gardiens est de soixante-douze (72) heures réparties en six (6) périodes de travail quotidiennes et consécutives de douze (12) heures.

31.03 Nonobstant ce que ci-haut stipulé, les salariés désignés comme faiseur de mortier, couleur de blanc, porteur d'oiseau, brasseur de célanite et les manoeuvres travaillant avec les briqueteurs, maçons, plâtriers et poseurs de terrazo, peuvent travailler au début de la journée de travail une demi-heure de plus que les autres salariés et sont rémunérés au taux de salaire régulier pour cette demi-heure.

30.02 *Helmet*: The safety helmet requested by the employer shall be paid by him and remain his property. Should an employee lose his, he shall re-imburse its cost.

30.03 *Tool-sharpening service*: Employers shall supply employees with a tool-sharpening service on all construction sites requiring same, so that an employee's work may be continuous and efficient.

30.04 *Equipment*: The employer shall supply all equipment required for work such as: rubber suits as rainwear and for work in excavations, trenches, tunnels and caissons; safety gloves, belts and goggles. Such equipment shall be left on the construction site when the employee leaves.

30.05 Every employer shall provide his employees with tool-storing facilities in a readily-accessible place, under key.

Section XXXI: Standard Working Hours and Work Week:

31.01 (a) From the decree's effective date, standard hours of work shall not exceed forty-four (44) a week, nine (9) a day Monday through Thursday and eight (8) on Friday, scheduled between 0700 hours and 1800 hours.

(b) Beginning January 1, 1968, standard working hours shall not exceed forty-two (42) a week and eight and one-half (8½) a day, scheduled between 0800 hours and 1730 hours Monday through Thursday and between 0800 hours and 1700 hours on Friday.

(c) Starting December 30, 1968, standard working hours shall not exceed forty (40) a week and eight (8) a day, scheduled between 800 hours and 1700 hours daily.

(d) Provided the employer gives the Parity Committee seven day's notice in writing, the abovementioned hours of work may be scheduled between 0700 hours and 1800 hours. When there are many employers on a construction site, the general contractor's (or the employer, should there be no general contractor) notice shall prevail.

(e) Should the double or triple shift system be used, standard working hours shall be scheduled according to the firm's needs, provided that a shift's working hours never exceed the standard hours provided for above.

(f) One full hour between 1130 hours and 1330 hours shall be granted for dinner and between 1700 hours and 1900 hours for supper. Employees on the triple-shift system are entitled to one half hour with pay for their meals.

31.02 Standard hours of work for watchmen shall not exceed seventy-two (72) a week divided into six (6) consecutive 12-hour work periods.

31.03 Notwithstanding the above stipulations, mortar-mixers, hod carriers, celanite mixers, couleurs de blanc and labourers working with bricklayers, masons, plasterers and terrazzo layers may start work one-half hour before the other employees but are to be paid straight time for such half-hour.

31.04 Les travaux de construction de ponts, de rues, de routes, de chemins, d'aqueducs, d'égouts, de piste d'envol et d'atterrissage et les travaux de nivellement de terrain, ainsi que les travaux de pavage en asphalte sur un terrain de construction, sont assujettis à une semaine normale maximum de cinquante-cinq (55) heures, avec limitation quotidienne à douze (12) heures. Les majorations pour heures supplémentaires sont exigibles après cette semaine normale de cinquante-cinq (55) heures et après la durée quotidienne de douze (12) heures.

Article XXXII: Période d'attente:

32.01 Tout salarié se rapportant au travail à l'heure conventionnelle pour n'avoir pas été avisé à l'avance que ses services n'étaient pas requis, a droit à une rémunération équivalente à trois (3) heures de travail. Cette clause ne s'applique pas dans le cas où les travaux sont arrêtés, ou non entrepris, en raison de la température. L'employeur peut exiger que ce salarié demeure à sa disposition pendant les trois (3) heures d'attente payées.

Article XXXIII: Rappel au travail:

33.01 Tout salarié rappelé au travail pour exécuter un travail urgent a droit à un minimum de deux (2) heures de salaire au taux qui s'applique alors.

33.02 Tout salarié rappelé au travail lorsqu'il s'agit d'un rappel de service a droit à un minimum d'une heure de salaire au taux qui s'applique alors. Lorsque ce travail est exécuté entre minuit et six (6) heures, le minimum est de deux (2) heures de salaire au taux qui s'applique alors.

Article XXXIV: Travail supplémentaire:

34.01 Tout travail exécuté par tout salarié en plus des heures régulières, ou en dehors des limites horaires ou hebdomadaires ci-haut déterminées, est considéré comme travail supplémentaire et doit être rémunéré au taux de salaire régulier majoré de 50%.

34.02 Sauf en cas d'urgence, aucun salarié ne peut être requis d'exécuter un travail supplémentaire, ou lors d'un jour chômé.

34.03 À chaque fois que du travail supplémentaire est exécuté, les quatre (4) premières heures doivent être rémunérées au taux de salaire régulier majoré de 50%.

34.04 Sauf lorsqu'on effectue une coulée de ciment, et pour les salariés dont la présence est alors requise à cause de ce travail, tout travail supplémentaire en plus des quatre (4) premières heures mentionnées dans la clause 34.03, doivent être payées au taux de salaire régulier majoré de 100%. Pour les salariés visés par l'exception ici décrite, la rémunération prévue à la clause 34.03 s'applique.

34.05 À chaque fois que du travail supplémentaire est exécuté de minuit à 6 heures, il doit être rémunéré au taux de salaire régulier majoré de 100%.

34.06 Sauf pour les gardiens, tout travail exécuté le dimanche, ou un jour férié, ou durant la semaine de vacances, est rémunéré au taux de salaire régulier majoré de 100%.

34.07 À chaque fois que du travail supplémentaire est exécuté le samedi, les huit (8) premières heures doivent être rémunérées au taux de salaire régulier majoré de 50%; pour tout travail supplémentaire exécuté après ces huit (8) heures, le taux de salaire régulier est majoré de 100%.

34.08 1° Pour compléter les heures régulières de travail prévues dans ce décret, toute personne peut être le salarié de plus d'un employeur ou peut entreprendre.

31.04 In the construction of culverts, streets, highways, roads, water mains, sewers, take-off and landing fields, levelling operations and asphalt-paving on construction sites, standard hours of work shall not exceed fifty-five (55) hours a week and twelve (12) a day. Overtime may be claimed only after such weekly and daily limits.

Section XXXII: Waiting Time:

32.01 Any employee reporting in for work at the usual time and who has not been notified beforehand that his services would not be required is entitled to at least three (3) hours' wages unless work be suspended or not begun because of bad weather. The employer may request that the employee remain at his disposal during such paid waiting time.

Section XXXIII: Call-back:

33.01 Every employee called back to work in an emergency is entitled to at least two (2) hours' pay at the applicable wage rate.

33.02 Every employee called back to work on a service call is entitled to at least one (1) hour's pay at the applicable wage rate. When such work is performed between midnight and 6:00 a.m., the minimum is two (2) hours' pay at the applicable rate.

Section XXXIV: Overtime Work:

34.01 Time and one half shall be paid for all work performed over and above the standard hours or outside the hourly or weekly limits stipulated above.

34.02 Except in emergencies, no employee may be compelled to work overtime or on a non-working day.

34.03 Whenever overtime work is performed, time and one half shall be paid for the first four (4) hours.

34.04 Except work done by employees while pouring cement, double time shall be paid for all work performed over and above the first four (4) hours stipulated in subsection 34.03 above. Payment stipulated in subsection 34.03 above applies to employees affected by this exemption.

34.05 Double time shall be paid for all overtime work performed between midnight and 6:00 a.m.

34.06 Except for watchmen, double time shall be paid for all work carried out on Sunday, a general holiday or during the vacation week.

34.07 Double time shall be paid for the first eight (8) hours of overtime work performed on Saturdays; double time shall be paid for each subsequent overtime hour.

34.08 (1) In order to complete the standard hours herein provided for, anyone may work for more than one employer and may even do contract work.

2° Tout salarié doit, avant de se faire embaucher par un autre employeur dans une même semaine, prévenir ce dernier du fait de son précédent emploi.

3° Tout travail supplémentaire exécuté par telle personne doit être rémunéré selon les taux minima de ce décret majorés de 100%.

Article XXXV: Sécurité sociale:

35.01 *Fonds:* Un fonds est constitué en vue de l'institution d'un régime de sécurité sociale à être déterminé par les parties contractantes.

35.02 *Contribution:* Dès le 1er janvier 1968, tout employeur déduira du salaire gagné par tout salarié à son emploi, la somme de \$0.05 pour chaque heure de travail accompli par ce salarié. Tout employeur contribuera pour chacun de ses salariés la somme de \$0.05 pour chaque heure de travail accompli par tout salarié.

35.03 *Remise des contributions:* Ces déductions constitueront les cotisations des salariés et des employeurs à être versées au fonds de sécurité sociale, et elles doivent être remises avec les rapports mensuels de chaque employeur au Comité paritaire des Métiers de la Construction des Trois-Rivières, ou son successeur ou tout autre tiers déterminé par les parties contractantes.

35.04 *Administration:* Ce fonds est administré par un comité constitué par le présent décret, lequel comité est automatiquement substitué à celui déjà formé par la convention collective dont l'extension juridique est assurée par ce décret. Ce Comité est composé de trois (3) représentants patronaux et de trois (3) représentants ouvriers. Ce Comité doit avoir établi ses règlements avant le 1er janvier 1968.

35.05 *Intégration:* Ce Comité étudiera la possibilité d'intégrer ce régime dans un régime provincial et homogène, afin de le rendre mobile et transférable.

Article XXXVI: Vacances:

36.01 Les salariés bénéficieront de vacances:

a) en 1968, du 22 juin au 2 juillet inclusivement;

b) en 1969, du 21 juin au 1er juillet inclusivement.

36.02 L'indemnité du congé de vacances est de cinq pour cent (5%) du salaire brut gagné annuellement. À compter de la première semaine complète de travail comprenant le 1er juillet 1969, ce pourcentage est porté à six pour cent (6%).

36.03 L'indemnité payable aux salariés par l'employeur s'établit comme suit:

a) à la fin de chaque semaine, l'employeur doit créditer à chacun de ses salariés une somme égale au pourcentage ci-haut fixé du salaire brut gagné durant cette semaine;

b) à la fin de chaque mois, l'employeur doit transmettre au Comité paritaire, pour et au nom de chacun de ses salariés, les montants ainsi crédités durant le mois avec un rapport mentionnant le nom, l'adresse, le métier et le taux de salaire. Ce rapport doit parvenir au Comité paritaire dans les quinze (15) premiers jours du mois suivant pour lequel il est fait.

36.04 Les formules de rapport prévues à cette fin par le Comité paritaire doivent être utilisées.

36.05 Le Comité paritaire doit déposer les sommes ainsi perçues dans un compte séparé et en accusé réception à l'employeur ainsi qu'aux salariés. Il doit assigner deux (2) de ses membres

(2) Before being hired by another employer during a same week, every employee shall advise the former that he is already employed.

(3) All overtime work performed by such person shall be paid at double the minimum wage rates stipulated herein.

Section XXXV: Social Security:

35.01 *Fund:* A fund is set up to establish a social security plan to be determined by the contracting parties.

35.02 *Contribution:* Beginning January 1, 1968, employer shall deduct from each employee's wages, the amount of 5¢ for each hour worked by the employee; the employer shall also contribute 5¢ for each hour worked by each employee.

35.03 *Transmittal of contributions:* Such deductions shall constitute employers' and employees' contributions to be turned over to the social security fund and shall be transmitted with the employers' monthly reports to the Building Trades Joint Committee of Trois-Rivières, its successor or any third party appointed by the contracting parties.

35.04 *Administration:* This fund is administered by a committee formed under this decree. Such committee automatically replaces that committee set up by the collective agreement whose legal extension is guaranteed by this decree. The committee is made up of three (3) management representatives and of three (3) labour representatives. The committee shall have formulated its by-laws before January 1, 1968.

35.05 *Integration:* The committee shall study the possibility of integrating such plan into a standard provincial plan so that it may be transferable and portable.

Section XXXVI: Vacations:

36.01 Employees shall be granted the following vacations:

(a) 1968: June 22nd through July 2nd;

(b) 1969: June 21st through July 1st.

36.02 Vacation pay equals five per cent (5%) of gross annual income. Beginning with the first full work week that includes July 1, 1969, the percentage shall be increased to six per cent (6%).

36.03 The vacation pay granted by employers to employees shall be handled as follows:

(a) at the end of each week, the employer shall credit each employee with an amount equal to the percentage stipulated above of gross weekly earnings;

(b) each month's end, the employer shall forward, for and on behalf of each employee, the amounts so credited during the month, together with a report listing the employee's name, address, trade and wage rate. Such report shall be forwarded to the Parity Committee within fifteen (15) days after the end of the reporting month.

36.04 Report forms prepared by the Parity Committee are to be used.

36.05 The Parity Committee shall deposit the amounts so collected in a separate account and shall acknowledge receipt to both employers and employees. Two committee members (one repre-

(un représentant patronal et un représentant salarié) à la surveillance de l'administration de ce fonds.

36.06 Pour l'administration des sommes ainsi perçues pour les vacances payées, le Comité paritaire jouit des intérêts de banque.

36.07 La période de référence c'est-à-dire la période de prestation pour vacances s'étend du 1er janvier de chaque année au 31 décembre de la même année inclusivement.

36.08 Le Comité paritaire doit remettre l'indemnité de vacances aux salariés entre le 1er et le 15 juin suivant le 31 décembre prévu dans la clause 36.07.

36.09 À l'occasion du décès d'un salarié, ses héritiers légaux peuvent réclamer immédiatement l'indemnité de vacances payées de ce salarié.

36.10 Nul ne peut réclamer, avant le 1er juin de chaque année, ses dus pour vacances payées.

36.11 *Exemptions:* Les salariés qui bénéficient d'un régime de vacances payées établi par l'employeur et lequel stipule une rémunération plus élevée ou des compensations, ou avantages plus étendus dans l'ensemble que ceux fixés par le décret, et qui sont employés surtout dans les établissements manufacturiers et partiellement à la construction mécanique ou comme salariés permanents préposés à l'entretien, ne sont pas assujettis aux dispositions du présent article.

36.12 Durant les jours de vacances obligatoires, l'employeur a droit de garder à son service un salarié qu'il paie au taux de salaire régulier pour exécuter le travail d'urgence. La prise de jours de vacances de ce salarié a lieu la semaine précédente ou suivante de la période prévue à la clause 36.01.

Article XXXVII: Apprentissage:

37.01 Aucune personne ne peut commencer son apprentissage dans l'un ou l'autre des métiers couverts par le présent décret avant d'avoir seize (16) ans révolus.

37.02 Aucun employeur soumis au présent décret ne peut prendre à son emploi un apprenti, à moins qu'il ne soit détenteur d'un permis ou certificat prévus par les Lois et Règlements de la Province.

37.03 Le nombre des apprentis chez un employeur et sur chaque chantier en particulier ne doit pas excéder le nombre de compagnons.

37.04 Nul apprenti ou journalier, ou autre personne non munie d'une licence à cet effet n'a le droit de faire des installations électriques, excepté comme assistant d'un compagnon-électricien licencié, et cet assistant devra constamment travailler sous la surveillance immédiate d'un compagnon-électricien licencié.

Article XXXVIII: Taux de salaires:

38.01 Les taux minima de salaires des salariés sont les suivants:

setting management and one representing labour) shall be appointed to supervise and administer the fund.

36.06 For the administration of such collected vacation pay amounts, the Parity Committee shall be entitled to the bank interest thereon.

36.07 The qualifying period runs from January 1st of each year through December 31st of the same year.

36.08 If possible, the Parity Committee shall give employees their vacation pay between July 1st and 15th following the December 31st mentioned in subsection 36.07.

36.09 Should an employee pass away, his legal heirs may immediately claim such employee's accumulated vacation pay credits.

36.10 No one may claim his vacation pay before June 1st of each year.

36.11 *Exemptions:* Employees who participate in a vacation-with-pay plan established by their employer, with conditions as favourable for such employees as those provided under this decree, and who are mainly employed in manufacturing establishments and partly in building or engineering construction or as permanent maintenance employees, shall be exempt from the provisions of this section.

36.12 During the compulsory vacation days, the employer may keep one employee on staff for emergency work and may pay such employee straight time. This employee may take his vacation days before or after the period stipulated in subsection 36.01.

Section XXXVII: Apprenticeship:

37.01 No one may begin apprenticeship in one of the trades covered by the decree before his sixteenth (16th) birthday.

37.02 No employer subject to the decree may hire an apprentice unless he hold a certificate or permit required by Provincial law and regulations.

37.03 The number of apprentices in an employer's service and on each construction site shall never exceed the number of journeymen.

37.04 No apprentice, journeyman or other person who does not hold the pertinent licence may do electrical installation work, except when assisting a licensed journeyman-electrician. Such assistant shall work under the licensed journeyman-electrician's constant supervision.

Section XXXVIII: Wage Rates:

38.01 Minimum wage rates for employees shall be as follows:

	Taux minima de salaires				
	Minimum wage rates				
	1/1/68	1/7/68	1/1/69	1/7/69	
Compagnon électricien — Journeyman-electrician.....	\$2.84	\$3.09	\$3.24	\$3.49	\$3.64
Compagnon junior — Junior journeyman.....	2.56	2.78	2.92	3.14	3.28
<i>Apprentis électriciens — Apprentice electricians</i>					
1 ^{ère} année — 1st year.....	1.28	1.40	1.46	1.57	1.65
2 ^e année — 2nd year.....	1.70	1.85	1.95	2.10	2.20
3 ^e année — 3rd year.....	2.00	2.16	2.27	2.45	2.55
4 ^e année — 4th year.....	2.13	2.32	2.43	2.62	2.73

Cependant, tout apprenti de première et deuxième année actuellement détenteur d'un carnet d'apprentissage bénéficie à la signature de la convention jusqu'au premier juillet 1968 des taux de salaire suivants:

However, all first and second year apprentices now holding an apprenticeship record book shall be paid the following wage rates from the agreement's signature date up to July 1, 1968:

			1/1/68
1ère année.....	\$1.70	\$1.79	
2e année.....	1.80	1.92	

			1/1/68
1st year.....	\$1.70	\$1.79	
2nd year.....	1.80	1.92	

38.02 Aucun taux de salaire, s'il est supérieur aux taux de salaire prévus ci-dessus, ne peut être réduit du fait de la mise en vigueur de ce décret, pourvu que le salarié occupe la même tâche pour laquelle ce taux de salaire lui a été versé.

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre du Travail,
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,
Québec, le 19 août 1967. 20901-0

38.02 If a wage rate is higher than those provided for above, it may not be reduced when the decree becomes effective, provided the employee holds the same position that called for the wage rate paid to him.

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council, which comes into force on the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider objections which interested parties may wish to make; objections should be submitted in duplicate if possible.

DONAT QUIMPER,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, August 19, 1967. 20901-0

Bills — Assemblée législative

Bills — Legislative Assembly

CHAMBRE DU CONSEIL LÉGISLATIF

LEGISLATIVE COUNCIL CHAMBER

Québec, 12 août 1967.

Quebec, 12th of August, 1967.

Aujourd'hui, à quatre heures et quinze minutes de l'après-midi, l'honorable lieutenant-gouverneur s'est rendu à la chambre du Conseil législatif au Palais législatif.

This day, at fifteen minutes after four o'clock in the afternoon, the Honourable the Lieutenant-Governor proceeded to the Legislative Council Chamber, in the Legislative Building.

Les membres du Conseil législatif étant assemblés, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur d'y faire requérir la présence de l'Assemblée législative et, cette chambre s'y étant rendue, le greffier de la couronne en chancellerie a lu les titres des bills à être sanctionnés comme suit:

The members of the Legislative Council being assembled, the Honourable the Lieutenant-Governor was pleased to command the attendance of the Legislative Assembly, and that House being present the Clerk of the Crown in Chancery read the titles of the bills to be sanctioned as follows:

- 22 Loi concernant certains organismes du gouvernement du Québec.
- 35 Loi concernant le placement des biens d'autrui.
- 52 Loi sur le cinéma.
- 68 Loi modifiant la Loi du ministère de l'éducation.
- 70 Loi de l'Office du crédit industriel du Québec.
- 71 Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires.
- 72 Loi favorisant l'aménagement et la modernisation d'usines laitières régionales.
- 73 Loi modifiant la Loi de la Législature.
- 74 Loi concernant la construction d'un pont sur le fleuve Saint-Laurent à proximité de Trois-Rivières.
- 75 Loi concernant certains règlements adoptés en vertu de la Loi de l'assurance-hospitalisation.

- 22 An Act respecting certain Quebec Government bodies.
- 35 An Act respecting the investment of property belonging to others.
- 52 An Act respecting the cinema.
- 68 An act to amend the Education Department Act.
- 70 Quebec Industrial Credit Bureau Act.
- 71 An Act to amend the Courts of Justice Act.
- 72 An Act to promote the development and modernization of regional dairies.
- 73 An Act to amend the Legislature Act.
- 74 An Act respecting the construction of a bridge over the St. Lawrence river near Trois-Rivières.
- 75 An Act respecting certain regulations adopted under the Hospital Insurance Act.

76 Loi modifiant de nouveau la Loi de l'instruction publique.	76 An Act to again amend the Education Act.
77 Loi modifiant le Régime de retraite des enseignants.	77 An Act to amend the Teachers Pension Plan.
78 Loi modifiant la Loi de l'assurance-dépôts du Québec.	78 An Act to amend the Quebec Deposit Insurance Act.
79 Loi modifiant la Loi des accidents du travail.	79 An Act to amend the Workmen's Compensation Act.
80 Loi du ministère des institutions financières, compagnies et coopératives.	80 Financial Institutions, Companies and Cooperatives Department Act.
81 Loi modifiant certaines dispositions législatives concernant les placements de biens.	81 An Act to amend certain legislative provisions respecting the investment of property.
82 Loi modifiant la Charte de la Société générale de financement du Québec.	82 An Act to amend the Charter of the General Investment Corporation of Quebec.
83 Loi modifiant la Loi de la Régie des alcools.	83 An Act to amend the Liquor Board Act.
84 Loi concernant la Place Royale à Québec.	84 An Act respecting Place Royale at Quebec.
85 Loi modifiant la Loi de la voirie, la Loi des travaux publics et d'autres dispositions législatives.	85 An Act to amend the Roads Act, the Public Works Act and other legislative provisions.
86 Loi modifiant la Loi des syndicats professionnels.	86 An Act to amend the Professional Syndicates Act.
87 Loi concernant la Commission scolaire régionale Maisonneuve.	87 An Act respecting the Maisonneuve regional school board.
88 Loi modifiant la Loi des terres et forêts.	88 An Act to amend the Lands and Forests Act.
89 Loi modifiant la Loi pour prévoir une exploitation rationnelle de certains territoires forestiers.	89 An Act to amend the Act to provide for a rational exploitation of certain forest lands.
90 Loi modifiant la Loi concernant l'acquisition de certains territoires forestiers.	90 An Act to amend the Act respecting the acquisition of certain forest lands.
91 Loi de la Bibliothèque nationale du Québec.	91 Quebec National Library Act.
93 Loi modifiant la Loi électorale.	93 An Act to amend the Election Act.
97 Charte de l'Université de Montréal.	97 Charter of the Université de Montréal.
114 Loi modifiant la Loi constituant La Corporation générale des instituteurs et institutrices catholiques de la Province de Québec.	114 An Act to amend the Act to incorporate La Corporation générale des instituteurs et institutrices catholiques de la Province de Québec.
182 Loi concernant certaines servitudes réelles de la Corporation de Gaz Naturel du Québec.	182 An Act respecting certain real servitudes of Quebec Natural Gas Corporation.
202 Loi concernant la succession de Cléophas Saint-Aubin.	202 An Act respecting the estate of Cléophas Saint-Aubin.
205 Loi concernant le Séminaire de Chicoutimi.	205 An Act respecting the Seminary of Chicoutimi.
227 Loi modifiant la Loi constituant en corporation l'Association de Bienfaisance et de Retraite de la Police de Montréal.	227 An Act to amend the Act to incorporate the Montreal Police Benevolent and Pension Society.
249 Loi concernant la Corporation de Prêt et Revenu.	249 An Act respecting Savings and Investment Corporation.
250 Loi constituant Prêt et Revenu Ltée.	250 An Act to incorporate Savings and Investment Ltd.
263 Loi autorisant dame Florence Klians-Goldberg à vendre des actions de Consumers Metal Corporation.	263 An Act to authorize Dame Florence Klians-Goldberg to sell shares of Consumers Metal Corporation.

282 Loi concernant la succession de l'honorable Trefflé Berthiaume et La Compagnie de Publication de La Presse, Limitée.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier associé du Conseil législatif, comme suit:

« Au nom de Sa Majesté, l'honorable lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills. »

92 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1968, et pour d'autres fins du service public.

A ce bill, la sanction royale a été donnée dans les termes suivants:

« Au nom de Sa Majesté, l'honorable lieutenant-gouverneur remercie ses fidèles sujets, agréé leur *benevolence* et sanctionne ce bill. »

282 An Act respecting the estate of the Honourable Trefflé Berthiaume and La Compagnie de Publication de La Presse, Limitée.

To these bills the Royal assent was pronounced by the Clerk Associate of the Legislative Council in the following words:

"In Her Majesty's name, the Honourable the Lieutenant-Governor assents to these bills."

92 An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending on the 31st of March 1968, and for other purposes connected with the public service.

To this bill the Royal assent was signified in the following words:

"In Her Majesty's name the Honourable the Lieutenant-Governor thanks her loyal subjects, accepts their *benevolence* and assents to this bill."

Soumissions

Ville de Matagami
Comté d'Abitibi-est

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné J.-Robert Demers, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, Matagami, comté d'Abitibi-est, P.Q., jusqu'à 7.30 heures du soir, mardi, le 5 septembre 1967, pour l'achat de \$400,000 d'obligations de la ville de Matagami, comté d'Abitibi-est, datées du 1er octobre 1967 et remboursables par séries du 1er octobre 1968 au 1er octobre 1987 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6%, ni supérieur à 7%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No 27 — \$400,000 — voirie, aqueduc, égouts, services récréatifs.

Pour adjudication seulement. L'intérêt sera calculé à compter du 1er octobre 1967.

Tableau d'amortissement — \$400,000 — 20 ans

Année	Capital
1er octobre 1968.....	\$ 6,000
1er octobre 1969.....	7,000
1er octobre 1970.....	7,000
1er octobre 1971.....	8,000
1er octobre 1972.....	8,000
1er octobre 1973.....	9,000
1er octobre 1974.....	10,000
1er octobre 1975.....	10,000
1er octobre 1976.....	11,000
1er octobre 1977.....	12,000
1er octobre 1978.....	13,000
1er octobre 1979.....	13,000
1er octobre 1980.....	14,000
1er octobre 1981.....	15,000
1er octobre 1982.....	16,000
1er octobre 1983.....	17,000
1er octobre 1984.....	19,000
1er octobre 1985.....	20,000
1er octobre 1986.....	21,000
1er octobre 1987.....	164,000

Tenders

Town of Matagami
County of Abitibi-East

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned J.-Robert Demers, secretary-treasurer, Town Hall, Matagami, county of Abitibi-East, P.Q., until 7:30 o'clock p.m., Tuesday, September 5, 1967, for the purchase of an issue of \$400,000 of bonds for the town of Matagami, county of Abitibi-East, dated October 1, 1967, and redeemable serially from October 1, 1968 to October 1, 1987 inclusively, with interest at a rate not less than 6%, nor more than 7%, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 27 — \$400,000 — roads, aqueduct, sewers, recreational services.

For adjudication only, interest shall be calculated as from October 1, 1967.

Table of redemption — \$400,000 — 20 years

Year	Capital
October 1, 1968.....	\$ 6,000
October 1, 1969.....	7,000
October 1, 1970.....	7,000
October 1, 1971.....	8,000
October 1, 1972.....	8,000
October 1, 1973.....	9,000
October 1, 1974.....	10,000
October 1, 1975.....	10,000
October 1, 1976.....	11,000
October 1, 1977.....	12,000
October 1, 1978.....	13,000
October 1, 1979.....	13,000
October 1, 1980.....	14,000
October 1, 1981.....	15,000
October 1, 1982.....	16,000
October 1, 1983.....	17,000
October 1, 1984.....	19,000
October 1, 1985.....	20,000
October 1, 1986.....	21,000
October 1, 1987.....	164,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Matagami.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la Province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 5 septembre 1967, à 7.30 heures du soir, Hôtel de ville, Matagami, comté d'Abitibi-est, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Matagami, (Comté d'Abitibi-est), ce 9 août 1967.

Le Secrétaire-trésorier,

J.-ROBERT DEMERS.

Hôtel de Ville, C.P. 160,

Matagami, (Abitibi-est) P.Q.

Téléphone: 739-2541, code 819. 20882-0

Paroisse de St-Eustache

Comté de Deux-Montagnes

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Guy Prud'homme, secrétaire-trésorier, jusqu'à 5 heures du soir, Bureau de la Corporation de la paroisse de St-Eustache, 149, rue St-Eustache, Chambre 25, St-Eustache, comté de Deux-Montagnes, P.Q. et par après, jusqu'à 8 heures du soir, Salle Paroissiale St-Eustache, rue St-Louis, St-Eustache, comté Deux-Montagnes, P.Q., mardi, le 5 septembre 1967, pour l'achat de \$300,000 d'obligations de la paroisse de St-Eustache, comté de Deux-Montagnes, datées du 1er octobre 1967 et remboursables par séries du 1er octobre 1968 au 1er octobre 1987 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6%, ni supérieur à 7%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos 309 — \$200,000 — usine d'épuration; 314 — \$100,000 — travaux d'égouts.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er octobre 1967.

Tableau d'amortissement — \$300,000 — 20 ans

Année	Capital
1er octobre 1968	\$2,000
1er octobre 1969	2,000
1er octobre 1970	2,000
1er octobre 1971	2,000
1er octobre 1972	2,000
1er octobre 1973	2,000
1er octobre 1974	3,000
1er octobre 1975	3,000
1er octobre 1976	3,000
1er octobre 1977	3,000
1er octobre 1978	3,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Matagami.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, September 5, 1967, at 7:30 o'clock p.m., at the Town Hall, Matagami, county of Abitibi-East.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Matagami, (County of Abitibi-East), August 9, 1967.

J.-ROBERT DEMERS,

Secretary-Treasurer.

Town Hall, P.O. Box 160,

Matagami, (Abitibi-East), P.Q.

Telephone: 739-2541, code 819. 20882

Parish of St-Eustache

County of Two-Mountains

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Guy Prud'homme, secretary-treasurer, until 5:00 o'clock p.m., office of the Corporation of the parish of St-Eustache, 149 St-Eustache Street, suite 25, St-Eustache, county of Two-Mountains, P.Q., and afterwards until 8:00 o'clock p.m., St-Eustache Parish Hall, St-Louis Street, St-Eustache, county of Two-Mountains, P.Q., Tuesday, September 5, 1967, for the purchase of an issue of \$300,000 of bonds for the parish of St-Eustache, county of Two-Mountains, dated October 1, 1967, and redeemable serially from October 1, 1968 to October 1, 1987 inclusively, with interest at a rate not less than 6%, nor more than 7%, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos. 309 — \$200,000 — filtration plant; 314 — \$100,000 — sewer works.

For adjudication only, interest shall be calculated as from October 1, 1967.

Table of redemption — \$300,000 — 20 years

Year	Capital
October 1, 1968	\$ 2,000
October 1, 1969	2,000
October 1, 1970	2,000
October 1, 1971	2,000
October 1, 1972	2,000
October 1, 1973	2,000
October 1, 1974	3,000
October 1, 1975	3,000
October 1, 1976	3,000
October 1, 1977	3,000
October 1, 1978	3,000

1er octobre 1979	\$3,000
1er octobre 1980	4,000
1er octobre 1981	4,000
1er octobre 1982	4,000
1er octobre 1983	4,000
1er octobre 1984	5,000
1er octobre 1985	5,000
1er octobre 1986	5,000
1er octobre 1987	239,000

October 1, 1979	\$3,000
October 1, 1980	4,000
October 1, 1981	4,000
October 1, 1982	4,000
October 1, 1983	4,000
October 1, 1984	5,000
October 1, 1985	5,000
October 1, 1986	5,000
October 1, 1987	239,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Eustache.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la Province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 5 septembre 1967, à 8 heures du soir, Salle Paroissiale St-Eustache, rue St-Louis, St-Eustache, comté de Deux-Montagnes, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Eustache, (Comté de Deux-Montagnes), ce 9 août 1967.

Le Secrétaire-trésorier,
GUY PRUD'HOMME.

Bureau de la Corporation de la
Paroisse de St-Eustache,
149, rue St-Eustache, Chambre 25,
St-Eustache, (Deux-Montagnes), P.Q.
Téléphone: 473-2452, Code 514. 20883-0

Ville de Princeville

Comté d'Arthabaska

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Georges Crête, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, rue St-Jacques, Princeville, comté d'Arthabaska, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, jeudi, le 7 septembre 1967, pour l'achat de \$80,000 d'obligations de la ville de Princeville, comté d'Arthabaska datées du 1er octobre 1967 et remboursables par séries du 1er octobre 1968 au 1er octobre 1987 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6%, ni supérieur à 7%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement no 246 — \$80,000 — aqueduc et égouts.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er octobre 1967.

Tableau d'amortissement — \$80,000 — 20 ans

Année	Capital
1er octobre 1968	\$2,000
1er octobre 1969	2,000
1er octobre 1970	2,000
1er octobre 1971	2,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St-Eustache.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, September 5, 1967, at 8:00 o'clock p.m., at the St-Eustache Parish Hall, St-Louis Street, St-Eustache, county of Two-Mountains, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St-Eustache, (County of Two-Mountains), August 9, 1967.

GUY PRUD'HOMME,
Secretary-Treasurer.

Office of the Corporation
of the parish of St-Eustache,
149 St-Eustache Street, suite 25,
St-Eustache, (Two-Mountains), P.Q.
Telephone: 473-2452, code 514. 20883

Town of Princeville

County of Arthabaska

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Georges Crête, secretary-treasurer, Town Hall, St-Jacques Street, Princeville, county of Arthabaska, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Thursday, September 7, 1967, for the purchase of an issue of \$80,000 of bonds for the Town of Princeville, county of Arthabaska, dated October 1, 1967, and redeemable serially from October 1, 1968 to October 1, 1987 inclusively, with interest at a rate not less than 6%, nor more than 7%, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 246 — \$80,000 — aqueduct and sewers.

For adjudication only, interest shall be calculated as from October 1, 1967.

Table of redemption — \$80,000 — 20 years

Year	Capital
October 1, 1968	\$2,000
October 1, 1969	2,000
October 1, 1970	2,000
October 1, 1971	2,500

1er octobre 1972	\$2,500
1er octobre 1973	2,500
1er octobre 1974	3,000
1er octobre 1975	3,000
1er octobre 1976	3,500
1er octobre 1977	3,500
1er octobre 1978	4,000
1er octobre 1979	4,000
1er octobre 1980	4,500
1er octobre 1981	5,000
1er octobre 1982	5,000
1er octobre 1983	5,500
1er octobre 1984	6,000
1er octobre 1985	6,000
1er octobre 1986	6,500
1er octobre 1987	7,000

October 1, 1972	\$2,500
October 1, 1973	2,500
October 1, 1974	3,000
October 1, 1975	3,000
October 1, 1976	3,500
October 1, 1977	3,500
October 1, 1978	4,000
October 1, 1979	4,000
October 1, 1980	4,500
October 1, 1981	5,000
October 1, 1982	5,000
October 1, 1983	5,500
October 1, 1984	6,000
October 1, 1985	6,000
October 1, 1986	6,500
October 1, 1987	7,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Princeville.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Les dites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue jeudi, le 7 septembre 1967, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, rue St-Jacques, Princeville, comté d'Arthabaska, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Princeville (Comté d'Arthabaska), ce 11 août 1967.

Le Secrétaire-Trésorier,
GEORGES CRÊTE.

Hôtel de Ville, rue St-Jacques, C.P. 279,
Princeville (Arthabaska) P.Q.
Téléphone: 364-5179, code 819. 20921-o

Municipalité du village de Beebe Plain

Comté de Stanstead

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné, Austin Young, secrétaire-trésorier, jusqu'à 6 heures 30 du soir, C.P. 254, Beebe Plain, comté de Stanstead, P.Q., et par après, jusqu'à 7 heures du soir, Hôtel de Ville, rue Principale, Beebe Plain, comté de Stanstead, P.Q., jeudi 7 septembre 1967, pour l'achat de \$106,500 d'obligations de la municipalité du village de Beebe Plain, comté de Stanstead, P.Q., datées du 1er octobre 1967, et remboursables par séries du 1er octobre 1968 au 1er octobre 1987 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6%, ni supérieur à 7%, par année payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No 143-145 — \$106,500 — travaux d'égoûts et d'aqueduc.

Pour adjudication seulement, le calcul de l'intérêt sera fait à compter du 1er octobre 1967.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Princeville.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Québec, of the bank whose name is mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Thursday, September 7, 1967, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, St-Jacques Street, Princeville, county of Arthabaska, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Princeville (County of Arthabaska), this August 11, 1967.

GEORGES CRÊTE,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, St-Jacques Street, P.O. Box 279,
Princeville (Arthabaska) P.Q.
Telephone: 364-5179, code 819. 20921

Municipality of the Village of Beebe Plain

County of Stantead

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Austin Young, secretary-treasurer, until 6:30 o'clock p.m., P.O. Box 254, Beebe Plain, county of Stanstead, P.Q., and thereafter, until 7:00 o'clock, p.m., Town Hall, Main Street, Beebe Plain, county of Stanstead, P.Q., Thursday, September 7, 1967, for the purchase of an issue of \$106,500 of bonds of the municipality of the village of Beebe Plain, county of Stanstead dated October 1st, 1967 and redeemable serially from October 1st, 1968 to October 1st, 1987 inclusively, with interest at a rate not less than 6%, nor more than 7%, per annum, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law no. 143-145 — \$106,500 — sewers and waterworks.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from October 1st, 1967.

Tableau d'amortissement — \$106,500 — 20 ans

Année	Capital
1er octobre 1968	\$ 4,000
1er octobre 1969	4,500
1er octobre 1970	5,000
1er octobre 1971	5,000
1er octobre 1972	5,500
1er octobre 1973	8,500
1er octobre 1974	9,500
1er octobre 1975	10,000
1er octobre 1976	11,000
1er octobre 1977	11,500
1er octobre 1978	12,000
1er octobre 1979	11,000
1er octobre 1980	500
1er octobre 1981	500
1er octobre 1982	500
1er octobre 1983	500
1er octobre 1984	500
1er octobre 1985	500
1er octobre 1986	500
1er octobre 1987	5,500

Table of redemption — \$106,500 — 20 years

Year	Capital
October 1st, 1968	\$ 4,000
October 1st, 1969	4,500
October 1st, 1970	5,000
October 1st, 1971	5,000
October 1st, 1972	5,500
October 1st, 1973	8,500
October 1st, 1974	9,500
October 1st, 1975	10,000
October 1st, 1976	11,000
October 1st, 1977	11,500
October 1st, 1978	12,000
October 1st, 1979	11,000
October 1st, 1980	500
October 1st, 1981	500
October 1st, 1982	500
October 1st, 1983	500
October 1st, 1984	500
October 1st, 1985	500
October 1st, 1986	500
October 1st, 1987	5,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance quinze ans. Cependant les soumissions ne devront comporter qu'un seul des deux termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Beebe, Québec.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue jeudi, 7 septembre 1967, à 7 heures du soir, Salle de l'Hôtel de Ville, rue Principale, Beebe Plain, comté de Stanstead, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Beebe Plain (Comté de Stanstead), ce 8 août 1967.

Le Secrétaire-trésorier,
AUSTIN YOUNG.

C.P. 254.

Beebe Plain, (Stanstead), P.Q.
Téléphone: 876-2721, code 819. 20900

**Les Commissaires d'écoles
pour la municipalité de Ste-Julienne
Comté de Montcalm**

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Yvanhoé Melançon, secrétaire-trésorier, 54, rue Victoria, Ste-Julienne, comté de Montcalm, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, jeudi, le 7 septembre 1967, pour l'achat de \$205,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Ste-Julienne, comté de Montcalm, datées du 1er octobre 1967 et remboursables par séries du 1er octobre 1968 au 1er octobre 1987 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6%, ni supérieur à 7%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered for fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the two terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Beebe, Que.

Principal and interest are payable at all branches, in the Province of Québec, of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether the interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Thursday, September 7, 1967, at 7:00 o'clock p.m., at Town Hall, Main Street, Beebe Plain, county of Stanstead, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Beebe Plain (County of Stanstead), August 8, 1967.

AUSTIN YOUNG,
The Secretary-Treasurer.

P.O. Box 254,

Beebe Plain, (Stanstead), P.Q.
Telephone: 876-2721, code 819. 20900-o

**The School Commissioners
for the Municipality of Ste-Julienne
County of Montcalm**

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Yvanhoé Melançon, secretary-treasurer, 54 Victoria Street, Ste-Julienne, county of Montcalm, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Thursday, September 7, 1967, for the purchase of an issue of \$205,000 of bonds for the school commissioners for the municipality of Ste-Julienne, county of Montcalm, dated October 1, 1967, and redeemable serially from October 1, 1968 to October 1, 1987 inclusively, with interest at a rate not less than 6%, nor more than 7%, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of

taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution datée du 12 avril 1966 modifiée par celle du 11 juillet 1967 — \$205,000 — travaux École N.-D.-de-Fatima et ameublement.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er octobre 1967.

Tableau d'amortissement — \$205,000 — 20 ans

Année	Capital
1er octobre 1968.....x	\$27,500
1er octobre 1969.....x	29,500
1er octobre 1970.....x	31,500
1er octobre 1971.....	4,000
1er octobre 1972.....	4,000
1er octobre 1973.....	4,500
1er octobre 1974.....	4,500
1er octobre 1975.....	5,000
1er octobre 1976.....	5,500
1er octobre 1977.....	5,500
1er octobre 1978.....	6,000
1er octobre 1979.....	6,500
1er octobre 1980.....	7,000
1er octobre 1981.....	7,500
1er octobre 1982.....	8,000
1er octobre 1983.....	8,500
1er octobre 1984.....	9,000
1er octobre 1985.....	9,500
1er octobre 1986.....	10,500
1er octobre 1987.....	11,000

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$90,000 accordé par le gouvernement provincial et payable en 3 versements annuels égaux de \$30,000 chacun, de 1968 à 1970 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ville des Laurentides, comté de l'Assomption.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue jeudi, le 7 septembre 1967, à 8 heures du soir, 54, rue Victoria, Ste-Julienne, comté de Montcalm.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ste-Julienne, (Comté de Montcalm), ce 7 août 1967.

Le Secrétaire-trésorier,
YVANOË MELANÇON.

54, rue Victoria, C.P. 8.

Ste-Julienne, (Montcalm), P.Q.

Téléphone: 839-2830, code 514. 20884-0

interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated April 12, 1966, amended by that of July 11, 1967 — \$205,000 — works N.-D.-de-Fatima School and furniture.

For adjudication only, interest shall be calculated as from October 1, 1967.

Table of redemption — \$205,000 — 20 years

Year	Capital
October 1, 1968.....x	\$27,500
October 1, 1969.....x	29,500
October 1, 1970.....x	31,500
October 1, 1971.....	4,000
October 1, 1972.....	4,000
October 1, 1973.....	4,500
October 1, 1974.....	4,500
October 1, 1975.....	5,000
October 1, 1976.....	5,500
October 1, 1977.....	5,500
October 1, 1978.....	6,000
October 1, 1979.....	6,500
October 1, 1980.....	7,000
October 1, 1981.....	7,500
October 1, 1982.....	8,000
October 1, 1983.....	8,500
October 1, 1984.....	9,000
October 1, 1985.....	9,500
October 1, 1986.....	10,500
October 1, 1987.....	11,000

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$90,000 granted by the Provincial Government and payable in 3 annual equal instalments of \$30,000 each, from 1968 to 1970 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Ville des Laurentides, county of L'Assomption.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec, of the bank whose name is mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Thursday, September 7, 1967, at 8:00 o'clock p.m., at 54 Victoria Street, Ste-Julienne, county of Montcalm.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Ste-Julienne, (County of Montcalm), August 7, 1967.

IVANHOË MELANÇON,
Secretary-Treasurer.

54 Victoria Street, P. O. Box 8,

Ste-Julienne, (Montcalm), P.Q.

Telephone: 839-2830, code 514. 20884

Ville de Dollard-des-Ormeaux

Comté de Robert Baldwin

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Mme Lillian G. Lamarche, greffier, jusqu'à 5 heures du soir, Hôtel de Ville, 4139, Chemin des Sources, Dollard-des-Ormeaux, comté de Robert Baldwin, P.Q., et par après jusqu'à 5.30 heures du soir, Sunnybrook Chalet, 100 Cadman, Dollard-des-Ormeaux, comté de Robert Baldwin, P.Q., mercredi, le 6 septembre 1967, pour l'achat de \$1,035,000 d'obligations de la ville de Dollard-des-Ormeaux, comté de Robert Baldwin, datées du 1er octobre 1967 et remboursables par séries du 1er octobre 1968 au 1er octobre 1987 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6%, ni supérieur à 7%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos 130 — \$145,000 — divers travaux; 146 — \$50,000 — divers travaux; 149 — \$30,000 — égouts; 169 — \$24,000 — drainage et égouts; 178 — \$40,000 — trottoirs; 190 — \$25,000 — égouts; 213 — \$41,000 — achat équipement; 217 — \$165,000 — voirie; 218 — \$225,000 — aqueduc et égouts; 219 — \$43,000 — voirie; 223 — \$68,000 — divers travaux; 229 — \$44,000 — aqueduc et égouts; 230 — \$60,000 — divers travaux; 242 — \$21,000 — aqueduc et égouts; 243 — \$54,000 — aqueduc et égouts.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er octobre 1967.

Tableau d'amortissement — \$1,035,000 — 20 ans

Année	Capital
1er octobre 1968.....	\$ 28,000
1er octobre 1969.....	29,000
1er octobre 1970.....	32,000
1er octobre 1971.....	25,000
1er octobre 1972.....	27,000
1er octobre 1973.....	27,000
1er octobre 1974.....	30,000
1er octobre 1975.....	32,000
1er octobre 1976.....	34,000
1er octobre 1977.....	36,000
1er octobre 1978.....	33,000
1er octobre 1979.....	33,000
1er octobre 1980.....	37,000
1er octobre 1981.....	38,000
1er octobre 1982.....	39,000
1er octobre 1983.....	42,000
1er octobre 1984.....	45,000
1er octobre 1985.....	46,000
1er octobre 1986.....	50,000
1er octobre 1987.....	372,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Dollard-des-Ormeaux.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la Province de Québec, de la

Town of Dollard-des-Ormeaux

County of Robert Baldwin

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Mrs. Lillian G. Lamarche, town clerk, until 5:00 o'clock p.m., Town Hall, 4139 Chemin des Sources, Dollard-des-Ormeaux, county of Robert Baldwin, P.Q., and afterwards, until 5:30 o'clock p.m., Sunnybrook Chalet, 100 Cadman, Dollard-des-Ormeaux, county of Robert Baldwin, P.Q., Wednesday, September 6, 1967, for the purchase of an issue of \$1,035,000 of bonds for the town of Dollard-des-Ormeaux, county of Robert Baldwin, dated October 1, 1967, and redeemable serially from October 1, 1968 to October 1, 1987 inclusively, with interest at a rate not less than 6%, nor more than 7%, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos. 130 — \$145,000 — different works; 146 — \$50,000 — different works; 149 — \$30,000 — sewers; 169 — \$24,000 — drainage and sewers; 178 — \$40,000 — sidewalks; 190 — \$25,000 — sewers; 213 — \$41,000 — purchase of equipment; 217 — \$165,000 — roads; 218 — \$225,000 — aqueduct and sewers; 219 — \$43,000 — roads; 223 — \$68,000 — different works; 229 — \$44,000 — aqueduct and sewers; 230 — \$60,000 — different works; 242 — \$21,000 — aqueduct and sewers; 243 — \$54,000 — aqueduct and sewers.

For adjudication only, interest shall be calculated as from October 1, 1967.

Table of redemption — \$1,035,000 — 20 years

Year	Capital
October 1, 1968.....	\$ 28,000
October 1, 1969.....	29,000
October 1, 1970.....	32,000
October 1, 1971.....	25,000
October 1, 1972.....	27,000
October 1, 1973.....	27,000
October 1, 1974.....	30,000
October 1, 1975.....	32,000
October 1, 1976.....	34,000
October 1, 1977.....	36,000
October 1, 1978.....	33,000
October 1, 1979.....	33,000
October 1, 1980.....	37,000
October 1, 1981.....	38,000
October 1, 1982.....	39,000
October 1, 1983.....	42,000
October 1, 1984.....	45,000
October 1, 1985.....	46,000
October 1, 1986.....	50,000
October 1, 1987.....	372,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Dollard-des-Ormeaux.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank men-

banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 6 septembre 1967, à 5.30 heures du soir, Sunnybrook Chalet, 100 Cadman, Dollard-des-Ormeaux, comté de Robert Baldwin, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Dollard-des-Ormeaux, (Comté de Robert Baldwin), ce 11 août 1967.

Le Greffier,

MME LILLIAN G. LAMARCHE.

Hôtel de Ville, 4139, Chemin des Sources,
Dollard-des-Ormeaux, (Robert Baldwin), P.Q.
Téléphone: 684-1010, code 514. 20920-0

Les Commissaires d'écoles protestantes de la municipalité de Greater St-Martin

Comté de Laval et Fabre

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné, R. A. R. Todd, secrétaire-trésorier, jusqu'à 5 heures du soir, 4375, ouest, rue Notre-Dame, (Chomedey) cité de Laval, comté de Laval, P.Q. et, par après, jusqu'à 8 heures du soir, École Hillcrest, 1125, boulevard Elizabeth, (Chomedey) cité de Laval, comté de Laval, P.Q., mardi, 5 septembre 1967, pour l'achat de \$811,000 d'obligations des Commissaires d'écoles protestantes de la municipalité de Greater St-Martin, comté de Laval et Fabre, datées du 1er octobre 1967, et remboursables par séries du 1er octobre 1968 au 1er octobre 1987 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6%, ni supérieur à 7%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution datée du 8 mai 1967 — \$811,000 — construction de l'École élémentaire Churchill.

Pour adjudication seulement, le calcul de l'intérêt sera fait à compter du 1er octobre 1967.

Tableau d'amortissement — \$811,000 — 20 ans

Année	Capital
1er octobre 1968.....	x \$66,000
1er octobre 1969.....	x 71,000
1er octobre 1970.....	x 76,000
1er octobre 1971.....	x 82,000
1er octobre 1972.....	x 87,000
1er octobre 1973.....	x 93,000
1er octobre 1974.....	15,000
1er octobre 1975.....	16,000
1er octobre 1976.....	17,000
1er octobre 1977.....	18,000
1er octobre 1978.....	20,000
1er octobre 1979.....	21,000
1er octobre 1980.....	22,000
1er octobre 1981.....	24,000
1er octobre 1982.....	26,000
1er octobre 1983.....	27,000
1er octobre 1984.....	29,000
1er octobre 1985.....	31,000
1er octobre 1986.....	34,000
1er octobre 1987.....	36,000

tioned in the loan procedure, as well as at the principal office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Wednesday, September 6, 1967, at 5:30 o'clock p.m., at Sunnybrook Chalet, 100 Cadman, Dollard-des-Ormeaux, county of Robert Baldwin, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Dollard-des-Ormeaux, (County of Robert Baldwin), August 11, 1967.

MRS. LILLIAN G. LAMARCHE,

Town Clerk.

Town Hall, 4139 Chemin des Sources,
Dollard-des-Ormeaux, (Robert Baldwin), P.Q.
Telephone: 684-1010, code 514. 20920

The Protestant School Commissioners for the Municipality of Greater St-Martin

County of Laval and Fabre

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned R. A. R. Todd, secretary-treasurer, until 5:00 o'clock p.m., 4375 Notre-Dame St. West, (Chomedey), city of Laval, county of Laval, P.Q. and, thereafter, until 8:00 o'clock p.m., Hillcrest School, 1125 Elizabeth Blvd., (Chomedey) city of Laval, county of Laval, P.Q., Tuesday, September 5, 1967, for the purchase of an issue of \$811,000 of bonds of the Protestant School Commissioners for the municipality of Greater St-Martin, county of Laval and Fabre, dated October 1, 1967 and redeemable serially from October 1, 1968 to October 1, 1987 inclusively, with interest at a rate not less than 6%, nor more than 7%, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated May 8, 1967 — \$811,000 — construction of the Churchill Elementary School.

For adjudication only, interest shall be calculated as from October 1, 1967.

Table of redemption — \$811,000 — 20 years

Year	Capital
October 1, 1968.....	x \$66,000
October 1, 1969.....	x 71,000
October 1, 1970.....	x 76,000
October 1, 1971.....	x 82,000
October 1, 1972.....	x 87,000
October 1, 1973.....	x 93,000
October 1, 1974.....	15,000
October 1, 1975.....	16,000
October 1, 1976.....	17,000
October 1, 1977.....	18,000
October 1, 1978.....	20,000
October 1, 1979.....	21,000
October 1, 1980.....	22,000
October 1, 1981.....	24,000
October 1, 1982.....	26,000
October 1, 1983.....	27,000
October 1, 1984.....	29,000
October 1, 1985.....	31,000
October 1, 1986.....	34,000
October 1, 1987.....	36,000

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi de \$510,000 accordé par le gouvernement provincial et payable en 6 versements de \$85,000 chacun, de 1968 à 1973 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à (Chomedey), Laval.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Les dites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des Commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, 5 septembre 1967, à 8 heures du soir, à l'École Hillcrest, 1125, boulevard Elizabeth, (Chomedey), cité de Laval, comté de Laval, P.Q.

Les commissaires d'école se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Laval, (Comté de Laval et Fabre), ce 10 août 1967.

Le Secrétaire-trésorier,
R. A. R. TODD.

4375, ouest, rue Notre-Dame,
(Chomedey), cité de Laval, (Laval), P.Q.
Téléphone: 681-2583, code 514. 20945

The "x" indicate years during which annual payments of a total amount of \$510,000 granted by the Provincial Government and payable in 6 instalments of \$85,000 each, from 1968 to 1973 inclusively, will be received and applied to the service of this loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered for ten-year short-term or for fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at (Chomedey), Laval.

Capital and interest are payable at all branches, in the Province of Quebec, of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the principal office of said bank in Toronto.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether the interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Tuesday, September 5, 1967, at 8:00 o'clock p.m., at Hillcrest School, 1125 Elizabeth Blvd., (Chomedey), city of Laval, county of Laval, P.Q.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Laval, (County of Laval and Fabre), August 10, 1967.

R. A. R. TODD,
Secretary-Treasurer.

4375 Notre-Dame St. West,
(Chomedey), city of Laval, (Laval), P.Q.
Telephone: 681-2583, code 514. 20945-0

Ventes — Loi de faillite

Edgar Therrien & Fils ltée

Canada, province de Québec, district de Rimouski, C.S. No F-332, Cour Supérieure (en matière de faillite). Dans l'affaire de la faillite d'Edgar Therrien & Fils ltée, corps politique et incorporé ayant son siège social et sa principale place d'affaires à St-Joachim de Tourelle, comté de Gaspé Nord, Qué.

Avis est par les présentes donné que JEUDI, le VINGT-HUITIÈME jour de SEPTEMBRE 1967, à DEUX heures (2 heures p.m.) de l'après-midi, sera vendu par encaissement public, au bureau du registraire à Ste-Anne-des-Monts, comté de Gaspé-Nord, l'immeuble de cette faillite, savoir:

« Un immeuble sis et situé en la paroisse de St-Joachim de Tourelle, consistant en une étendue de terrain ayant une largeur de neuf arpents par une profondeur de neuf arpents (9), le tout plus ou moins, avec la bâtisse dessus construite, ses appartenances et dépendances, désignée comme faisant partie de la redivision un de la subdivision un du lot originaire lettre « A » (Pté de A-1-1) des plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le premier rang du canton de Christie et bornée comme suit: vers le nord

Sales — Bankruptcy Act

Edgar Therrien & Fils ltée

Canada, Province of Quebec, district of Rimouski, S.C. No. F-332, Superior Court (in bankruptcy) of Edgar Therrien & Fils ltée, body politic and corporate, having its head office and its principal place of business at St-Joachim de Tourelle, county of Gaspé North, Quebec.

Notice is hereby given that on THURSDAY, the TWENTY-EIGHTH day of SEPTEMBER, 1967, at TWO o'clock (2:00 p.m.) in the afternoon, the immoveable of this auction will be sold by public auction, at the registrar's office at Ste-Anne-des-Monts, county of Gaspé North, to wit:

“An immoveable lying and being in the parish of St-Joachim de Tourelle, consisting of a strip of land having a width of nine arpents by a depth of nine arpents (9), the whole more or less, with a building constructed thereon, its appurtenances and dependencies, designated as being part of redivision one of subdivision one of original lot letter “A” (pt. of A-1-1) of the official plan and book of reference of the cadastre for the first range of the township of Christie and bounded as follows: on the north by Perron

par le boulevard Perron, vers l'est par le lot A-2-1 d'Adélar Thibault ou représentant, vers le sud et l'ouest par le résidu du lot A-1-1, sauf et à distraire de ladite partie dudit lot toute partie d'icelui appartenant à Olivier Brisebois ou représentant avec bâtisses dessus construites, sauf et à distraire de ladite étendue de terrain une lisière de terrain ayant une largeur de quatre-vingts pieds (80') par une profondeur de deux cents pieds (200') par une profondeur de deux cents pieds (200') plus ou moins, et appartenant à Albert Deschênes, cette lisière de terrain ainsi distraite étant bornée au nord par le boulevard Perron et à l'est par le lot A-2-1 d'Adélar Thibault. »

Cet immeuble sera offert en vente au plus haut et dernier enchérisseur.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant au bureau du syndic soussigné.

Cette vente est faite conformément aux articles 670-671-683 et suivant du Code de Procédure Civile et aussi à l'article 55 de la Loi sur la faillite.

Cette vente équivaut à la vente faite par le shérif avec l'effet du décret et faite conformément au jugement rendu par le registraire de la Loi sur la faillite en date du 31^{ème} jour de juillet 1967.

Condition de paiement: Comptant.

Rimouski, Qué., ce 10^{ème} jour d'août 1967.

Le Syndic licencié,

HENRI A. MARTIN.

8, rue St-Edmond, Rimouski, Qué. 20939-0

Edgar Therrien

Canada, province de Québec, district de Rimouski, cour supérieure, (en matière de faillite) C.S. No F-331. Dans l'affaire de la faillite de Edgar Therrien, cultivateur, St-Joachim de Tourelle, comté Gaspé-nord, Québec.

Avis est par les présentes donné que JEUDI, le VINGT-HUITIÈME jour de SEPTEMBRE 1967, à DEUX heures et TRENTE (2.30 hrs. P.M.) de l'après-midi, seront vendus par encaissement public, au bureau du registraire à Ste-Anne des Monts, comté de Gaspé-nord, les immeubles de cette faillite, savoir:

« a) Un immeuble sis et situé en la paroisse de St-Joachim de Tourelle, consistant en une terre de forme irrégulière, ayant une largeur de neuf chaînes et dix mailles par une profondeur pour partie de cinquante-neuf chaînes et pour partie de soixante-quinze chaînes, le tout plus ou moins, formant une superficie de soixante acres (60), avec les bâtisses dessus construites, leurs appartenances et dépendances, cette terre, désignée comme étant les lots portant les numéros douze subdivision A resubdivision deux et douze subdivision D resubdivision trois (12-A-2 et 12-D-3) des plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le premier rang du canton de Tourelle, est bornée comme suit: au nord-ouest partie par les lots 12-A-1 et 12-D-1 d'Alexandre St-Laurent et partie par le lot 12-D-2 de Joseph Ross ou représentant au nord-est partie par le lot 12-E-3 de Joseph Ross ou représentant et partie par le lot 12-E-8 d'Antoine Cloutier ou représentant, au sud-est par les lots 12-D-4 et 12-A-3 d'Alphonse Deschênes et au sud-ouest par les lots 11-B et 11-C-1 de Léon Ross, sauf et à distraire de ladite terre les lisières de terrain prises à même d'icelle et vendues par Edgar Therrien à Sa Majesté La Reine Elizabeth II,

Boulevard, on the east by lot A-2-1 belonging to Adélar Thibault or representative, on the south and west by the remainder of lot A-1-1, save and to withdraw from the said part of the said lot every part of it belonging to Olivier Brisebois or representatives, with buildings constructed thereon save and to withdraw from this said strip of land a strip of land having a width of eighty feet (80') by a depth of two hundred feet (200'), by a depth of two hundred feet (200') more or less, and belonging to Albert Deschênes, this strip of land thus withdrawn bounded on the north by Perron Boulevard and on the east by lot A-2-1 belonging to Adélar Thibault."

This immovable will be offered in sale to the highest and last bidder.

The deeds and certificates may be examined at any time by applying to the office of the undersigned trustee.

This sale is made pursuant to sections 670-671-683 and according to the Code of Civil Procedure and section 55 of the Bankruptcy Act.

This sale is equivalent to a Sheriff's sale, and is made pursuant to a judgment rendered by the Registrar of the Bankruptcy Act dated the 31st day of July, 1967.

Conditions of payment: Cash.

Rimouski, Quebec, this 10th day of August, 1967.

HENRI A. MARTIN,

Licensed trustee.

8 St-Edmond Street, Rimouski, Quebec. 20939

Edgar Therrien

Canada, Province of Quebec, district of Rimouski, Superior Court (in a matter of bankruptcy) S.C. No. F-331. In the bankruptcy of Edgar Therrien, farmer, St-Joachim-de-Tourelle, County of Gaspé-North, Que.

Notice is hereby given that THURSDAY, the TWENTY-EIGHTH day of SEPTEMBER, 1967, at TWO-THIRTY (2:30 p.m.) o'clock in the afternoon, the immovables of this bankruptcy shall be sold by public auction, in the Registrar's office in Ste-Anne-des-Monts, county of Gaspé-North, to wit:

"(a) An immovable lying and situated in the parish of St-Joachim de Tourelle, consisting in a farm of irregular shape, measuring nine chains and ten links in width by a depth, for one part, of fifty-nine chains, and for another part, of seventy-five chains, the whole more or less, having an area of sixty acres (60), with the buildings constructed thereon, appurtenances and dependencies. This farm, designated as being the lots bearing numbers twelve of subdivision A of resubdivision two and twelve of subdivision D of resubdivision three (12-A-2 and 12-D-3) on the plan and in the book of reference of the official cadaster of the first range in the township of Tourelle, is bounded as follows: on the north-west, partly by lots 12-A-1 and 12-D-1 belonging to Alexandre St-Laurent, and partly by lot 12-D-2 belonging to Joseph Ross or representative, on the north-east partly by lot 12-E-3 belonging to Joseph Ross or representative, and partly by lot 12-E-8 belonging to Antoine Cloutier or representative, on the south-east by lots 12-D-4 and 12-A-3 belonging to Alphonse Deschênes and on the south-west by lots 11-B and 11-C-1 belonging to Léon Ross; save and to be withdrawn from the said farm are

aux droits du Ministère de la Voirie de la province de Québec, en vertu de l'acte enregistré sous le numéro 19.406.

b) Un autre immeuble sis et situé en la paroisse de Ste-Anne-des-Monts, consistant en un lot de terre ayant une superficie de cinquante acres (50), plus ou moins, avec bâtisses dessus construites, et désigné comme étant le lot portant le numéro neuf subdivision A (9-a) des plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le deuxième rang du canton de Tourelle.

c) Un autre immeuble sis et situé en ladite paroisse de Ste-Anne-des-Monts, consistant en un lot de terre ayant une superficie de quatre-vingt-trois acres (83), plus ou moins, désigné comme étant les lots portant les numéros huit subdivision A et huit subdivision B (8-A et 8-B) des plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le deuxième rang du canton de Tourelle.

d) Le lot numéro vingt et un (21) des plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le quatrième rang du canton de Tourelle.

Ces immeubles seront offerts en vente au plus haut et dernier enchérisseur.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant au bureau du syndic soussigné.

Cette vente est faite conformément aux articles 670, 671, 683 et suivant du Code de procédure civil et aussi à l'article 55 de la Loi sur la faillite.

Cette vente équivaut à la vente faite par le shérif avec l'effet du décret et faite conformément au jugement rendu par le Régistraire de la Loi sur la faillite en date du 31^e jour de juillet 1967.

Condition de paiement: comptant.

Rimouski, Québec, ce 10^e jour d'août 1967.
 8, rue St-Edmond, Le Syndic licencié,
 Rimouski, Qué. HENRI A. MARTIN.
 20938-o

the strips of land taken from the same and sold by Edgar Therrien to Her Majesty Queen Elizabeth II, in the rights of the Department of Roads of the Province of Quebec, pursuant to the deed registered under number 19.406.

(b) Another immovable lying and situated in the parish of Ste-Anne-des-Monts, consisting of one lot of land having an area of fifty (50) acres, more or less, with the buildings thereon constructed, and designated as being the lot bearing number nine of subdivision A (9-a) on the plan and in the book of reference of the official cadaster of the second range of the township of Tourelle.

(c) Another immovable lying and situated in the said parish of Ste-Anne-des-Monts, consisting of a lot of land having an area of eighty-three (83) acres, more or less, designated as being lots bearing numbers eight of subdivision A and eight of subdivision B (8-A and 8-B) on the plan and in the book of reference of the official cadaster of the second range of the township of Tourelle.

(d) Lot number twenty-one (21) on the plan and in the book of reference of the official cadaster of range four in the township of Tourelle.

These immovables shall be offered in sale to the highest and last bidder.

The deeds and certificates may be examined at any time by applying to the office of the undersigned trustee.

This sale is made pursuant to sections 670, 671, 683 and the one following of the Code of Civil Procedure, and also to section 55 of the Bankruptcy Act.

This sale is the equivalent of a sheriff's sale, and is made pursuant to a judgment rendered by the registrar of the Bankruptcy Act on the 31st day of July, 1967.

Conditions of payment: Cash.

Rimouski, Que., August 10, 1967.
 8 St-Edmond St., HENRI A. MARTIN,
 Rimouski, Que. Licensed Trustee.
 20938

Ventes pour taxes

Ville d'Anjou

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, greffier de la susdite ville, Québec, le DOUZIÈME jour de SEPTEMBRE 1967, à DIX heures de l'avant-midi, au bureau de la municipalité à 6695 avenue Merriam, ville d'Anjou, je procéderai à la vente à l'enchère pour défaut du paiement des taxes tant municipales que scolaires des immeubles ci-après décrits, faisant partie du livre de renvoi officiel de la paroisse de la Longue-Pointe.

Abe Chodos in Trust — 427-713.
 Anastasiadis, Théo. — Lots 417-282, 417-283, 417-294, 417-295, 417-309, 417-310, 417-323, 417-324, 417-527 à 417-529 inc., 414-462.
 André, Mme J.B. — Lot 415-379.
 Arduini & Ianni Const. Ltd. — Lot 424-260-2.
 Bélanger Jos. & al — Lots 417-431 à 417-433 inc.
 Boudou, René — Lot 424-503.
 Bourbonnais, Léo — Lot 423-661.
 David, Hubert — Lot 415-447 à 415-449 inc.
 Derkacz, Wladistaw — Lots 420-389 et 420-390.
 Desjardins, Alfred — Lot 415-20.
 Dupré, J.B. — Lot 417-26, 417-138, 417-231, 417-250, 417-251, 417-263, 417-264, 417-296, 417-

Sales for Taxes

Ville d'Anjou

Public notice is hereby given by the undersigned, town clerk of the aforesaid town, that, on the TWELFTH day of SEPTEMBER, 1967, at TEN o'clock in the morning, at the office of the municipality, at 6695 Merriam Avenue, ville d'Anjou, I will proceed with the sale by auction, for default of payment of municipal as well as school taxes, of the immovables hereunder described, forming part of the official plan and book of reference of the parish of Longue-Pointe:

Abe Chodos in Trust — Lots 427-713.
 Anastasiadis, Théo. — Lots 417-282, 417-283, 417-294, 417-295, 417-309, 417-310, 417-323, 417-324, 417-527 to 417-529 inc., 414-462.
 André, Mrs. J. B. — Lot 415-379.
 Arduini & Ianni Const. Ltd. — Lot 424-260-2.
 Bélanger Jos. & al — Lots 417-431 to 417-433 inc.
 Boudou, René — Lot 424-503.
 Bourbonnais, Léo — Lot 423-661.
 David, Hubert — Lots 415-447 to 415-449 inc.
 Derkacz, Wladistaw — Lots 420-389 and 420-390.
 Desjardins, Alfred — Lot 415-20.
 Dupré, J. B. — Lots 417-26, 417-138, 417-231, 417-250, 417-251, 417-263, 417-264, 417-296,

297, 417-315 à 417-317 inc., 417-327 à 417-329 inc., 417-336, 417-375, 417-407, 417-408, 417-416 à 417-418 inc., 417-423 à 417-426 inc., 417-443 à 417-446 inc., 417-461 à 417-465 inc., 417-587.

Évrard, Mme George A. — Lot 424-579-1-2.

Gauthier, Claude — Lot 420-356-2/357-1.

Handfield, Lucien — Lots 423-541, 423-542.

J. G. Denis Constructeur — Lots 424-896-4, 424-896-5-6, 424-896-6P-7, 424-896-8, 424-896-9, 424-896-10 et 424-896-11.

Kerr, Mme Vve John A. — Lots 418-74, 418-77.

Klumak, Harry — Lots 424-256-2/257-1, 424-257-2, 424-260-3/261-1.

Kramer, Joseph — Lots 452-P, 453-P.

Kulajowski, Stanley — Lot 434-236.

Labelle, Roger — Lot 426-475.

Lacroix, Mme Joffre — Lot 424-148.

Laroche, Mlle June — Lot 424-802.

Lebreton, Charles — Lot 423-339.

Levine, Abner — Lot, 419-46, 419-109 à 419-111 inc., 419-112-P.

Lortie, Maurice — Lots 417-65, 417-67.

Majestic Entreprises Inc. — Lot 418-380/419-358, 418-386/419-364.

Manoir Lyons Reg'd — Lot 429-1356.

Massie, Fernand — Lot 418-140.

Ménard, Olivier — Lots 415-185, 415-186.

Octagon Realities — Lot 429-1393P.

Paltial, Aaron — Lots 417-224 à 417-226 inc.

Paradis, Guy — Lots 430-206/431-186.

Paradis, Rolland — Lot 423-131.

R M H Entreprises Inc. — Lot 424-394.

Rostoker, Willie — Lots 410-122, 414-237, 414-305, 414-306.

Roy, Roland — Lots 418-105, 418-106, 418-109, 418-131 à 418-133 inc., 418-146 à 418-151 inc.

Savard, Albert — Lots 423-646 1/3, 423-647 1/3, 423-648 1/3.

Seroire, Marlene — Lot 423-573.

Shewehuck, Émil — Lots 417-398 à 417-401 inc., 417-412.

Simmons, Clarence — Lots 419-73 à 419-75 inc.

Sieproski, N. — Lots 420-329, 420-330.

Société Immobilière Bonin Ltée — Lot 420-112 à 420-114 inc.

Stanford Invest. Ltd. — Lots 424-250-251-1, 424-251-2/252-2, 424-252-1/253-3/254-3/255-3, 424-253-2/254-1, 424-255-2/256-1, 424-261-2/262-1, 424-262-2/263-1, 424-263-2/264-2, 424-264-3.

Succ. Oliva Gravel — Lots 415-480, 415-481.

Turcotte, Jean-Marie — Lot 423-156.

Vallée, Mme — Lot 415-404.

Permission a été accordée à la ville par la Commission municipale de Québec d'énumérer de façon abrégée les numéros cadastraux des immeubles ci-dessus mentionnés.

Donné à ville d'Anjou, ce 11^e jour d'août 1967.

(Sceau)
20923-33-2-o

Le Greffier,
COLETTE SAUCIER.

417-297, 417-315 à 417-317 inc., 417-327 à 417-329 inc., 417-336, 417-375, 417-407, 417-408, 417-416 à 417-418 inc., 417-423 à 417-426 inc., 417-443 à 417-446 inc., 417-461 à 417-465 inc., 417-587.

Évrard, Mrs. George A. — 424-579-1-2.

Gauthier, Claude — Lot 420-356-2/357-1.

Handfield, Lucien — Lots 423-541, 423-542.

J. G. Denis Constructeur — Lots 424-896-4, 424-896-5-6, 424-896-6P-7, 424-896-8, 424-896-9, 424-896-10 and 424-896-11.

Kerr, Mrs. Widow John A. — Lots 418-74, 418-77.

Klumak, Harry — Lots 424-256-2/257-1, 424-257-2, 424-260-3/261-1.

Kramer, Joseph — Lots 452-P, 453-P.

Kulajowski, Stanley — Lot 434-236.

Labelle, Roger — Lot 426-475.

Lacroix, Mrs. Joffre — Lot 424-148.

Laroche, Miss June — Lot 424-802.

Lebreton, Charles — Lot 423-339.

Levine, Abner — Lots 419-46, 419-109 to 419-111 inc., 419-112-P.

Lortie, Maurice — Lots 417-65, 417-67.

Majestic Entreprises Inc. — Lots 418-380/419-358, 418-386/419-364.

Manoir Lyons Reg'd — Lot 429-1356.

Massie, Fernand — Lot 418-140.

Ménard, Olivier — Lots 415-185, 415-186.

Octagon Realities — Lot 429-1393-P.

Paltial, Aaron — Lots 417-224 à 417-226 inc.

Paradis, Guy — Lot 430-206/431-186.

Paradis, Rolland — Lot 423-131.

R M H Enterprises Inc. — Lot 424-394.

Rostoker, Willie — Lots 410-122, 414-237, 414-305, 414-306.

Roy, Roland — Lots 418-105, 418-106, 418-109, 418-131 à 418-133 inc., 418-146 to 418-151 inc.

Savard, Albert — Lots 423-646 1/3, 423-647 1/3, 423-648 1/3.

Seroire, Marlene — Lot 423-573.

Shewehuck, Emil — Lot 417-398 to 417-401 inc., 417-412.

Simmons, Clarence — Lots 419-73 to 419-75 inc.

Sieproski, N. — Lots 420-329, 420-330.

Société Immobilière Bonin Ltée — Lots 420-112 to 420-114 inc.

Stanford Invest. Ltd. — Lots 424-250-251-1, 424-251-2/252-2, 424-252-1/253-3/254-3/255-3, 424-253-2/254-1, 424-255-2/256-1, 424-261-2/262-1, 424-262-2/263-1, 424-263-2/264-2, 424-264-3.

Succ. Oliva Gravel — Lots 415-480, 415-481.

Turcotte, Jean-Marie — Lot 423-156.

Vallée, Mrs. — Lots 415-404.

Permission was granted to the municipality by the Quebec Municipal Affairs Department to enumerate so as to shorten them, the cadastral numbers of the immovables involved.

Given at the town of Anjou, this 11th day of August, 1967.

(Seal)
20923-33-2-o

COLETTE SAUCIER,
Town Clerk.

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

Cour Supérieure, { L'OFFICE DU CRÉDIT
No 14,544. { AGRICOLE DU QUÉ-
BEC, corps politique et incor-
poré, ayant son siège social à Québec, demande-
resse, vs LES HÉRITIERS DE HENRI SOU-
LARD, de son vivant, cultivateur de La Reine,
comté d'Abitibi ouest, P.Q., défendeur.

« Les lots numéros dix-huit (18) du rang six (6)
et les lots numéros dix-huit et vingt (18 et 20)
du rang sept (7) du canton de La Reine, tel que
décrit au cadastre officiel pour ledit canton,
avec bâtisses et autres constructions y dessus
indiquées, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu en bloc au bureau d'enregis-
trément à Amos, Abitibi, le VINGT-SIXIÈME
jour de SEPTEMBRE 1967, à TROIS heures de
l'après-midi.

Amos, ce 10 août 1967.

Le Shérif interim,
DENIS LAFRENIÈRE.

2094S-o

ABITIBI

Superior Court, { THE QUEBEC FARM
No. 14,544. { CREDIT BUREAU,
body politic and corporate,
having its head office in Quebec, plaintiff, vs
THE HEIRS OF HENRI SOULARD, in his
lifetime a farmer of La Reine, county of Abitibi
West, P.Q., defendant.

“Lots numbers eighteen (18) on Range six (6)
and lots numbers eighteen and twenty (18 and
20) on range seven (7) in the township of La
Reine, as described in the official cadaster of
the said township, with the buildings and other
constructions erected thereon, circumstances and
dependencies.”

To be sold “en bloc” in the registry office at
Amos, Abitibi, on the TWENTY-SIXTH day of
SEPTEMBER, 1967, at THREE o'clock in the
afternoon.

Amos, August 10, 1967.

DENIS LAFRENIÈRE,
Interim Sheriff.

2094S

BEAUHARNOIS

Bonis et de Terris
District de Beauharnois

Cour Supérieure, { REGIONAL CONSTRUC-
No 10,208. { TION CO., corporation
légalement constituée, opé-
rant et ayant une place d'affaires à St-Louis de
Gonzague, district de Beauharnois, demanderesse,
contre CAROUSARD INC., corporation légale-
ment constituée, opérant et ayant sa principale
place d'affaires à Salaberry-de-Valleyfield, dis-
trict de Beauharnois, défenderesse, et RAY-
MOND LECOMPTÉ CONSTRUCTION INC.,
ET AL, mis-en-cause, a obtenu devant notre
Cour Supérieure dans notre district de Beauhar-
nois, jugement déclarant l'immeuble suivant
savoir:

« Un lot de terre connu et désigné comme étant
le numéro trente-deux de la subdivision du lot
original numéro quatre-vingt-douze (92-32) des
plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de
Ste-Cécile, et d'une partie du lot numéro soixante-
six de la subdivision du lot original numéro
quatre-vingt-douze des plan et livre de renvoi
susdits; ledit immeuble situé dans la cité de
Salaberry-de-Valleyfield, district de Beauhar-
nois, avec une bâtisse dessus construite ayant
front sur la rue Grand-Ile et portant le numéro
civique 77 de ladite rue Grand-Ile à Salaberry-de-
Valleyfield, district de Beauharnois.”

Pour être vendu au bureau du shérif, Palais de
Justice, Valleyfield, le MERCREDI, le VINGT-
TIÈME jour du mois de SEPTEMBRE 1967,
à DIX heures de l'avant-midi.

Première insertion: le 18 août.

Le Shérif,

ERNEST LEBLANC.

Bureau du Shérif,

Valleyfield, le 11 août 1967.

20949-o

BEAUHARNOIS

Bonis et de Terris
District de Beauharnois

Superior Court, { REGIONAL CONSTRUC-
No. 10,208. { TION CO., body legally
incorporated, having a place
of business at St-Louis de Gonzague, district of
Beauharnois, plaintiff, vs CAROUSARD INC.,
body legally incorporated, operating and having
its chief place of business in Salaberry-de-Valley-
field, district of Beauharnois, defendant, and
RAYMOND LECOMPTÉ CONSTRUCTION
INC. ET AL, mis-en-cause, obtained before
our Superior Court, in our district of Beauhar-
nois, a judgment declaring the following immo-
vable, to wit:

“A lot of land known and designated as being
number thirty-two of the subdivision of original
lot number ninety-two (92-32) on the official
plan and in the book of reference of the parish
of Ste-Cécile, and as a part of lot number sixty-
six of the subdivision of original lot number
ninety-two on the aforementioned plan and book
of reference; the said immovable is situated in the
city of Salaberry-de-Valleyfield, district of
Beauharnois, with a building constructed thereon
fronting on Grand-Ile St. and bearing civic
number 77 said Grand-Ile St. in Salaberry-de-
Valleyfield, district of Beauharnois.”

To be sold in the sheriff's office, Court House,
Valleyfield, on WEDNESDAY, the TWEN-
TIETH day of the month of SEPTEMBER,
1967, at TEN o'clock in the forenoon.

First insertion: August 18.

ERNEST LEBLANC,

Sheriff.

Sheriff's Office,

Valleyfield, August 11, 1967.

20949

HAUTERIVE

De Bonis et Terris
Canada — Province de Québec
District de Hauterive

Cour Municipale, { LA CITÉ DES SEPT-
Sept-Iles, { ILES, corporation léga-
No C.M.C. 1923. { lement constituée ayant son
siège social à Sept-Iles, 546

HAUTERIVE

De Bonis et Terris
Canada — Province of Quebec
District of Hauterive

Municipal Court, { THE CITY OF SEPT-
Sept-Iles, { ILES, a corporation
No. M.C.C. 1923. { legally incorporated, having
its head office at Sept-Iles,

Dequen, dans le district de Hauterive, demandeur
vs GEORGES DORÉ, 749, avenue Brochu,
Sept-Iles, district de Hauterive, défendeur.

* Lot: six-H du rang (1), village des Sept-Iles,
aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel
pour le canton de Letellier.

De figure irrégulière, borné vers le nord-ouest
par le lot 6-G, vers le nord-est par le 2^{ième} rue,
vers le sud-est par le lot 6-I, vers le sud-ouest par
les lots 6-B-2 et 6-B-3; mesurant deux cent
soixante et huit pieds (268') de profondeur;
soixante et quatorze pieds (74') au nord-est et
soixante et dix-neuf (79') au sud-ouest; contenant
en superficie vingt mille deux cent soixante douze
pieds carrés et cinq dixième. M.A. avec bâtisses
dessus construites, circonstances, dépendances. *

Pour être vendu au bureau d'enregistrement,
palais de justice Sept-Iles, le VINGT-HUITIÈ-
ME jour de SEPTEMBRE 1967, à DIX heures
de l'avant-midi.

Le Shérif-adjoint,

Bureau du Shérif, **JEAN TRUCHON,**
Sept-Iles le 12 août 1967. 20950-0

HULL

Canada — Province de Québec
District de Hull

Cour Supérieure, { **L'OFFICE DU CRÉDIT**
No 10.485. { **AGRICOLE DU QUÉ-**
BEC, corps politique et incor-
poré ayant siège social à Québec, demandeur, *vs*
ROBERT FILLION, autrefois cultivateur de
Grand Remous, comté de Gatineau, maintenant
domicilié à 1062 boul. Labelle, Ste-Thérèse de
Blainville, comté de Terrebonne, défendeur.

« Les lots de terre connus et désignés sous les
numéros quatorze-A et quinze (14A et 15) du
rang quatre (4) aux plan et livre de renvoi officiels
du canton Sicotte, avec les bâtisses et dépendan-
ces y érigées. »

Pour être vendus « en bloc » au bureau d'en-
registrement, division de Gatineau, à Maniwaki,
le VINGTIÈME jour de SEPTEMBRE, 1967, à
TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, **R. ST-PIERRE,**
ce 10 août 1967. 20951-0

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

Cour Supérieure, { **DAME LOUIS PHILIPPE**
Kamouraska, { **DUBÉ**, ménagère, do-
No 25-672. { miciliée à St-Benoit de Pac-
kington, demanderesse, *vs*
RENÉ POLIQUIN, domicilié à St-Benoit de
Packington, défendeur.

« 1° Un emplacement mesurant cent pieds de
largeur par cent pieds de profondeur, borné
comme suit: au nord-ouest par Edmond Leves-
que, au nord-est par le lac, au sud-est par J.
Kings et au sud-ouest par un chemin public,
avec bâtisses dessus construites circonstances et
dépendances;

2° Un emplacement mesurant 500 pieds de
largeur par cent pieds plus ou moins de profon-
deur, borné comme suit: au nord-ouest par le
résidu des lots quarante et quarante et un; au
nord-est par le lac, au sud-est par Charles Duca

546 Dequen, in the district of Hauterive, plaintiff,
vs GEORGES DORÉ, 749 Brochu Avenue,
Sept-Iles, district of Hauterive, defendant.

* Lot: six-H of range (1), village of Sept-Iles,
on the plan and book of reference for the official
cadastre of the township of Letellier.

Of an irregular figure, bounded on the north-
west by lot 6-G, on the north-east by the 2nd
street, on the south-east by lot 6-I, on the south-
west by lots 6-B-2 and 6-B-3; measuring two
hundred and sixty-eight feet (268') in depth;
seventy-four feet (74') on the north-east and
seventy-nine (79') on the south-west; containing
in area twenty thousand two hundred and seven-
ty-two square feet and five tenths, E.M., with
buildings constructed thereon, circumstances,
dependencies. *

To be sold at the registry office, at the Court
House of Sept-Iles, on the TWENTY-EIGHTH
day of SEPTEMBER, 1967, at TEN o'clock
in the morning.

JEAN TRUCHON,

Sheriff's Office, **Associate-Sheriff,**
Sept-Iles, August 12, 1967. 20950

HULL

Canada — Province of Quebec
District of Hull

Superior Court, { **THE QUEBEC FARM**
No. 10.485. { **CREDIT BUREAU**, body
politie and corporate, having
its head office in Québec, plaintiff, *vs* **ROBERT**
FILLION, formerly a farmer of Grand Remous,
county of Gatineau, now domiciled at 1062
Labelle Blvd., Ste-Thérèse de Blainville, county
of Terrebonne, defendant.

« The lots of land known and designated under
numbers fourteen A and fifteen (14A and 15) on
range four (4) on the official plan and in the book
of reference of the township of Sicotte, with the
buildings and dependencies erected thereon. »

To be sold "en bloc" in the registry office,
division of Gatineau, in Maniwaki, on the
TWENTIETH day of SEPTEMBER, 1967, at
THREE o'clock in the afternoon.

R. ST-PIERRE,

Sheriff's Office, **Sheriff,**
August, 10, 1967. 20951

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Kamouraska

Superior Court, { **DAME LOUIS PHILIPPE**
Kamouraska, { **DUBÉ**, housewife,
No. 25-672. { domiciled at St-Benoit de
Packington, plaintiff, *vs*
RENÉ POLIQUIN, domiciled at St-Benoit de
Packington, defendant.

« 1. An emplacement measuring one hundred
feet in width by one hundred feet in depth,
bounded as follows: on the northwest by Edmond
Levesque, on the northeast by the lake, on the
southeast by J. Kings and on the southwest by
a public road, with buildings thereon erected,
circumstances and dependencies;

2. An emplacement measuring 500 feet in
width by one hundred feet more or less in depth,
bounded as follows: on the northwest by the
residue of lots forty and forty-one; on the north-
east by the lake, on the southeast by Charles

et au sud-ouest par le chemin public avec bâtisses dessus construites circonstances et dépendances;
 3^e Un emplacement mesurant quatre cents pieds de largeur par deux cents pieds de profondeur, borné comme suit: au nord-ouest par Charles Ducas, au nord-est par le Lac Jerry, au sud-est par Hypolyte Pelletier et au sud-ouest par le chemin public avec bâtisses dessus construites circonstances et dépendances. Il y a réserve sur ces deux derniers lots en faveur d'Évariste Bergeron, pour le droit de passage pour l'eau.

Ces trois emplacements faisant partie des lots numéros quarante et quarante et un du rang cinq (Nos 40 et 41, rang V) du cadastre officiel du canton de Packington, comté de Témiscouata.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement division de Témiscouata, 33 rue de la Cour, Rivière-du-Loup, le VINGT-HUITIÈME (28) jour de SEPTEMBRE 1967, à DIX (10) heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le Shérif,*
 Rivière-du-Loup, MAURICE MORIN,
 ce 9 août 1967.
 Palais de Justice, Rivière-du-Loup. 20952-0

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: (JOSEPH LÉTOURNEAU, cultivateur, domicilié à 8 No 149-387, avenue Royale, Ste-Famille, Ile d'Orléans, comté de Montmorency, district de Québec, contre YVON GIGUÈRE, plombier, domicilié à Ste-Famille, Ile d'Orléans, comté de Montmorency, district de Québec.

«Un terrain ou emplacement à prendre et à distraire du lot numéro cent soixante-quatorze (174 Ptie) aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour la paroisse de Ste-Famille, Ile d'Orléans; mesurant ledit terrain ou emplacement cent soixante-cinq pieds (165') de large sur le chemin public, six cent vingt-cinq pieds (625') de longueur du côté est, quarante-deux pieds (42') de largeur au sud et quarante-trois pieds (43') de largeur du côté ouest est une ligne brisée mesurant cent soixante-cinq pieds du chemin public à un certain point situé à environ quatre pieds à l'ouest du ruisseau et en suivant le ruisseau vers le sud, avec circonstances et dépendances.»

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de l'Ile d'Orléans, à St-Laurent d'Orléans, comté de Montmorency, le VINGT ET UNIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le Shérif-adjoint,*
 Québec, le 19 août 1967. ALBERT-F. RACETTE. 20953-0

Fieri Facias

Québec, à savoir: (L'ÉGER POULIN, épicier, domicilié à Stoneham, No 79-252, district de Québec, contre FERNAND RHÉAUME, domicilié au Lac St-Charles, district de Québec.

«Un emplacement situé en la paroisse de Ste-Françoise Cabrini, Lac St-Charles, étant une partie du lot connu et désigné sous le numéro (Partie 1421) mille quatre cent vingt et un du cadastre de St-Ambroise de la Jeune Lorette,

Ducas and on the southwest by the public road with buildings thereon erected, circumstances and dependencies;

3. An emplacement measuring four hundred feet in width by two hundred feet in depth, bounded as follows: on the northwest by Charles Ducas, on the northeast by Lake Jerry, on the southeast by Hypolyte Pelletier and on the southwest by the public road with buildings thereon erected, circumstances and dependencies. There is a reservation on these last two lots in favour of Évariste Bergeron, for the water right-of-way.

These three emplacements being part of lots numbers forty and forty-one of range five (Nos. 40 and 41 range V) of the official cadaster for the township of Packington, county of Témiscouata.

To be sold at the registry office, Témiscouata division, 33 de la Cour Street, Rivière-du-Loup, on the TWENTY-EIGHTH (28) day of SEPTEMBER, 1967, at TEN (10) o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, MAURICE MORIN,
 Rivière-du-Loup, Sheriff.
 August 9, 1967.
 Court House, Rivière-du-Loup. 20952

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, to wit: (JOSEPH LÉTOURNEAU, farmer, domiciled at 8 No. 149-387, Royale Avenue, Ste-Famille, Island of Orleans, county of Montmorency, district of Québec, against YVON GIGUÈRE, plumber, domiciled in Ste-Famille, Island of Orleans, county of Montmorency, district of Québec.

«A lot of land or emplacement to take and withdraw from lot number one hundred and seventy-four (174 pt.) on the plan and book of reference of the official cadaster for the parish of Ste-Famille, Island of Orleans; measuring the said lot of land or emplacement one hundred and sixty-five (165') in width on the public road, six hundred and twenty-five feet (625') in length on the east side, forty-two feet (42') in width on the south and forty-three feet (43') on the west side is a broken line measuring one hundred and sixty-five feet from the public road to a certain point where it goes to meet the brook, as far as another point situated at about four feet on west of the brook and running along the brook towards south, with circumstances and dependencies.»

To be sold at the registration office for Island of Orleans, in St-Laurent of Orleans, county of Montmorency, the TWENTY-FIRST day of SEPTEMBER next at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, ALBERT-F. RACETTE,
 Québec, August 19, 1967. Associate Sheriff. 20953

Fieri Facias

Québec, to wit: (L'ÉGER POULIN, grocer, domiciled at Stoneham, No. 79-252, district of Québec, against FERNAND RHÉAUME, domiciled at Lake St-Charles, district of Québec.

«An emplacement situated in the parish of Ste-Françoise Cabrini, Lake St-Charles, being a part of the lot known and designated under number (Part 1421) one thousand four hundred and twenty-one of the cadastre of St-Ambroise

comté de Québec et mesurant quatre-vingt-seize pieds (96') de largeur, mesure anglaise, sur la profondeur comprise entre le chemin public au sud-ouest et la partie du même lot appartenant à la cité de Québec, au nord-est (partie 1421) mille quatre cent vingt et un soit précisément quatre cent soixante et cinq pieds (465') au nord-ouest et cinq cent soixante et deux pieds et cinq dixièmes (562' et 5/10) au sud-est, mesure anglaise, borné comme suit: vers le sud-ouest par le chemin public, au nord-ouest par le résidu du même lot (1421) mille quatre cent vingt et un appartenant à Adolphe Rhéaume, au nord-est par la cité de Québec (partie 1421) mille quatre cent vingt et un et au sud-est par l'autre partie du même lot (1421) mille quatre cent vingt et un appartenant à Joseph Boulanger, avec la maison et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Québec, à Québec, le VINGT-DEUXIÈME jour de SEPTEMBRE 1967, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif-Adjoint.

Bureau du Shérif, ALBERT F. RACETTE,
Québec, le 19 août 1967. 20954-0

Fieri Facias

Québec, à savoir: **THE ROYAL TRUST Superior Court, COMPANY, corporation** No 149-575. } légalement constituée, ayant son siège social dans la cité de Montréal et un bureau d'affaires à Québec, district de Québec, P.Q., *contre* GERALD DINAN QUART, domicilié au numéro 1438, des Gouverneurs, Sillery, district de Québec, et JEAN-CHARLES PICHÉ, notaire, en sa qualité de registraire pour la division d'enregistrement de Québec, domicilié dans les cité et district de Québec, mis-en-cause.

« Le Lot numéro trente-trois des subdivisions du lot originaire numéro quatre-vingt-douze (92-33, du plan cadastral officiel pour la paroisse de banlieue de Notre-Dame de Québec, moins, cependant, la portion d'icelle vendue par E. B. Stavely à James Munro Elliott, selon l'acte de vente passé devant R. Meredith, notaire, le 29 avril 1948, enregistré à Québec, sous le numéro 323817. Avec la résidence dessus érigée portant le numéro civique 1175, avenue Moncton, Québec, circonstances et dépendances, sans aucune exception ni réserve de la part de l'emprunteur. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Québec, à Québec, le VINGT-NEUVIÈME jour de SEPTEMBRE 1967, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif-Adjoint.

Bureau du Shérif, ALBERT F. RACETTE,
Québec, le 19 août 1967. 20955-0

T É M I S C A M I N G U E

Fieri Facias de Terris
District de Témiscamingue
Province de Québec

Cour Supérieure, Ville Marie, No 2270. } **L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC**, corps politique et incorporé avant siège social à Qué-

de la Jeune Lorette, county of Quebec and measuring ninety-six feet (96') in width, English measure, on the depth included between the public road on the south-west and part of the same lot belonging to the city of Quebec, on the north-east (Part 1421) one thousand four hundred and twenty-one, being precisely four hundred and sixty-five feet (465') on the north-west and five hundred and sixty-two feet and five tenths (562' and 5/10) on the south-east, English measure, bounded as follows: on the south-west by the public road, on the north-west by the remainder of same lot (1421) one thousand four hundred and twenty-one belonging to Adolphe Rhéaume, on the north-east by the city of Quebec (Part 1421) one thousand four hundred and twenty-one and on the south-east by the other part of the same lot (1421) one thousand four hundred and twenty-one belonging to Joseph Boulanger, with the house and other buildings constructed thereon, circumstances and dependencies."

To be sold at the registry office of Quebec, at Quebec, on the TWENTY-SECOND day of SEPTEMBER, 1967, at TEN o'clock in the morning.

ALBERT F. RACETTE,

Sheriff's Office, Associate Sheriff,
Québec, August 19, 1967. 20954

Fieri Facias

Québec, to wit: **THE ROYAL TRUST Superior Court, COMPANY, a corporation** No. 149-575. } legally incorporated, having its head office in the city of Montreal and a place of business in Québec, district of Québec, P.Q., *against* GERALD DINAN QUART, domiciled at number 1438 des Gouverneurs, Sillery, district of Québec, and JEAN-CHARLES PICHÉ, notary, in his capacity as registrar for the registration division of Québec, domiciled in the city and district of Québec, mis-en-cause.

"Lot number thirty-three of the subdivisions of original lot number ninety-two (92-33) of the official cadastral plan for the banlieue parish of Notre-Dame de Québec, less however the portion thereof sold by E. B. Stavely to James Munro Elliott, under deed of sale passed before R. Meredith, notary, on April 29, 1948, registered at Québec, under the number 323817. Together with the residence thereon erected bearing the civic number 1175 Moncton Avenue, Québec, circumstances and dependencies, without any exception or reserve on the part of the Borrower."

To be sold at the registry office of Quebec, at Quebec, on the TWENTY-NINTH day of SEPTEMBER, 1967, at TEN o'clock in the forenoon.

ALBERT F. RACETTE,

Sheriff's Office, Associate-Sheriff,
Québec, August 19, 1967. 20955

T É M I S C A M I N G U E

Fieri Facias de Terris
District of Témiscamingue
Province of Québec

Superior Court, Ville Marie, No. 2270. } **QUEBEC FARM CRE-DIT BUREAU**, body politic and corporate having its head office in Québec,

hec, demandeur, *vs* MARCEL HOULE, de Notre-Dame du Nord, district de Témiscamingue, défendeur.

« Une ferme à Latulipe, dans le comté de Témiscamingue composée du lot de terre connu et désigné sous le numéro douze dans le premier rang aux plan et livre de renvoi officiels du canton Gaboury (No 12, rg. 1, Gaboury), contenant cent cinq acres et trente-trois centièmes en superficie, plus ou moins.

Ainsi que le tout se trouve actuellement avec maisons et bâtiments y construits, circonstances et dépendances et les servitudes qui peuvent l'affecter.

Le lot de terre connu et désigné sous le numéro onze dans le deuxième rang aux plan et livre de renvoi officiels du canton Gaboury (No 11, rg. 2, Gaboury) contenant cent cinq acres et quarante-deux centièmes en superficie, plus ou moins.

Ainsi que le tout se trouve actuellement avec circonstances et dépendances et les servitudes qui peuvent l'affecter. »

Pour être vendu en bloc au bureau du registraire au Palais de Justice à Ville Marie, le VINGT ET UNIÈME jour du mois de SEPTEMBRE 1967, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, JEAN-PAUL HALLÉE.
Ville Marie, le 9 août 1967. 20956-0

plaintiff, *vs* MARCEL HOULE, of Notre-Dame du Nord, district of Témiscamingue, defendant.

"A farm at Latulipe, in the county of Témiscamingue, composed of the lot of land known and designated under number twelve in the first range on the official plan and book of reference of the township of Gaboury (No. 12, rg. 1, Gaboury), containing one hundred and five acres and thirty-three hundredths in area, more or less.

Such as the whole exists presently with house and buildings thereon erected, circumstances and dependencies and the servitudes attached thereto.

The lot of land known and designated under number eleven in the second range on the official plan and book of reference of the township of Gaboury (No. 11, rg. 2, Gaboury) containing one hundred and five acres and forty-two hundredths in area, more or less.

Such as the whole exists presently with circumstances and dependencies and the servitudes thereto attached."

To be sold "en bloc" at the registrar's office at the Court House at Ville Marie, on the TWENTY-FIRST day of the month of SEPTEMBER, 1967, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JEAN-PAUL HALLÉE,

Sheriff's office, *Sheriff.*
Ville Marie, August 9, 1967. 20956

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
District de Montréal

Cour Supérieure, { CITY LOAN & FINANCE
No 718 145. { CORPORATION,
corps politique et incorporé,
dûment constitué, ayant son siège social et principale place d'affaires dans les ville et district de Montréal, demanderesse, *vs* ARÈS INC., corps politique et incorporé, dûment constitué, ayant son siège social et principale place d'affaires dans les ville et district de Montréal, défenderesse.

Les immeubles ci-après désignés et en la possession de la défenderesse Arès Inc.,

a) trente-quatre lots de terre situés au Lac Swell, dans le comté de Terrebonne, connus et désignés sous les lots Nos cinq, six, sept, huit, neuf, dix, onze, douze, quatorze, quinze, vingt-trois, vingt-quatre, trente-trois, quarante-deux, quarante-trois, quarante-quatre, quarante-cinq, quarante-huit, cinquante-neuf, soixante, soixante et un, soixante-quatre, soixante-cinq, soixante-six, soixante-sept, soixante-huit, soixante-neuf, soixante-quatorze, quatre-vingt-dix-neuf et cent de la subdivision officielle du lot originaire numéro dix-huit A (Nos. 18A, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 14, 15, 23, 24, 33, 42, 43, 44, 45, 48, 59, 60, 61, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 74, 82, 87, 88, 98, 99 et 100) sur le plan et au livre de renvoi officiels du canton de Doncaster, rang III.

b) Dix-sept lots de terre situés au Lac Swell, dans le comté de Terrebonne, connus et désignés sous les lots numéros un, deux, trois, quinze, vingt-trois, vingt-quatre, quarante, quarante-six, quarante-sept, quarante-huit, quarante-neuf, cinquante, soixante-seize, soixante-dix-sept, soixante-dix-neuf, quatre-vingt et quatre-vingt-sept de la subdivision officielle du lot originaire numéro dix-huit B (Nos 18-B-1, 2, 3, 15, 23, 24,

TERREBONNE

Canada — Province of Québec
District of Montréal

Superior Court, { CITY LOAN & FINANCE
No. 718 145. { CORPORATION, a body
dy politic and corporate, duly
incorporated, having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff, *vs* ARÈS INC a body politic and corporate, duly incorporated having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, defendant.

The immoveables hereafter designated and in the possession of the defendant Ares Inc.,

(a) thirty-four lots of land situated on Swell Lake, in the county of Terrebonne, known and designated under lot Nos five, six, seven, eight, nine, ten, eleven, twelve, fourteen, fifteen, twenty-three, twenty-four, thirty-three, forty-two, forty-three, forty-four, forty-five, forty-eight, fifty-nine, sixty, sixty-one, sixty-four, sixty-five, sixty-six, sixty-seven, sixty-eight, sixty-nine, seventy-four, ninety-nine and one hundred of the official subdivision of original lot number eighteen A (Nos. 18A, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 14, 15, 23, 24, 33, 42, 43, 44, 45, 48, 59, 60, 61, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 74, 82, 87, 88, 98, 99 and 100) of the official plan and book of reference of the twonship of Doncaster, range III.

(b) Seventeen lots of land situated on Swell Lake, in the county of Terrebonne, known and designated under lot numbers one, two, three, fifteen, twenty-three, twenty-four, forty, forty-six, forty-seven, forty-eight, forty-nine, fifty, seventy-six, seventy-seven, seventy-nine, eighty and eighty-seven of the official subdivision of original lot number eighteen B (Nos. 18B, 1, 2, 3, 15, 23, 24, 40, 46, 47, 48, 49, 50, 76, 77, 79, 80

40, 46, 47, 48, 49, 50, 76, 77, 79, 80 et 87) sur le plan et au livre de renvoi officiels du canton de Doncaster, rang III.

c) d'une partie du lot numéro dix-huit B (No ptie 18B) sur le plan et au livre de renvoi officiels du canton de Doncaster, rang III, mesurant deux mille quatre cents pieds de profondeur, sur la largeur du lot, mesure anglaise et plus ou moins, bornée comme suit: vers le nord-est, par une partie du lot numéro 19 dudit cadastre, vers le nord-ouest par les terres du rang IV, vers le sud-ouest, par une partie du lot No 18A dudit cadastre, et vers le sud-est, par les lots numéros 18B 56, 57, 58, 59 et 102 dudit cadastre.

d) d'une partie du lot numéro dix-huit A (No Ptie 18A) sur le plan et au livre de renvoi officiels du canton de Doncaster, rang III, mesurant mille huit cents pieds de profondeur, sur la largeur dudit lot mesure anglaise et plus ou moins, bornée comme suit: vers le nord-est, par une partie du lot No 18B du même cadastre, vers le nord-ouest par les terres du rang IV, vers le sud-ouest, par les lots Nos 18A-34, Ptie 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203 dudit cadastre, et vers le sud-est, par les lots Nos 18A-33, 34 et 49 dudit cadastre.

e) d'une partie du lot numéro dix-sept (No Ptie 17) sur le plan et au livre de renvoi officiels du canton de Doncaster, rang III, mesurant mille sept cent soixante dix pieds de profondeur, sur quatre cent quatre-vingts pieds de largeur, mesure anglaise et plus ou moins, bornée comme suit: vers le nord-est, par les lots Nos 17-414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449 et 450 dudit cadastre, vers le nord-ouest par les lots Nos 17-543 et 544 dudit cadastre, vers le sud-ouest par la partie du lot No 16 ci-après décrite et vers le sud-est par les lots Nos 17-6 et 313 dudit cadastre.

f) d'une partie du lot numéro seize (No Ptie 16) sur le plan et au livre de renvoi officiels du canton de Doncaster rang III, mesurant mille sept cent soixante dix pieds de profondeur, dans la ligne nord-est, et mille trois cent soixante-dix pieds de profondeur, dans la ligne sud-ouest, par cinq cent quatre-vingts pieds de largeur, mesure anglaise, et plus ou moins, bornée comme suit: vers le nord-est, par la partie du lot No 17 ci-dessus décrite, vers le nord-ouest par une partie du lot No 16-365, vers le sud-ouest, par les lots Nos 16-366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 502 et 503 dudit cadastre, et vers le sud par une partie du lot No 16-217, étant une rue, tous du même cadastre; (ne comprenant pas la partie de la propriété décrite dans la main-levée:)

Main levée

Que le 12 avril 1966, Les Terres Laurentiennes Inc. ont donné mainlevée pure et simple de tous leurs droits et privilèges à l'immeuble désigné ci-après, laquelle mainlevée a été passée devant le notaire Jean Brossard relativement audit immeuble décrit comme suit:

and 87) on the official plan and book of reference of the township of Doncaster, range III.

(c) A part of lot number eighteen B (Pt No. 18B) on the official plan and book of reference of the township of Doncaster, Range III, measuring two thousand four hundred feet in depth, on the width of the lot, English measure and more or less, bounded as follows: on the north-east, by a part of lot number 19 of the said cadastre, on the north-west by the lands of Range IV, on the south-west, by a part of lot No. 18A of the said cadastre, and on the south-east, by lot numbers 18B, 56, 57, 58, 59 and 102 of the said cadastre.

(d) A part of lot number eighteen A (Pt No. 18A) on the official plan and book of reference of the township of Doncaster, Range III, measuring one thousand eight hundred feet in depth by the width of the said lot English measure and more or less, bounded as follows: on the north-east, by a part of lot No. 18B of the same cadastre, on the north-west by the lands of Range IV, on the south-west, by lot Nos 18A 34, Pt 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203 of the said cadastre, and on the south-east, by lot Nos. 18A 33, 34 and 49 of the said cadastre.

(e) A part of lot number seventeen (Pt No. 17) on the official plan and book of reference of the township of Doncaster, Range III, measuring one thousand seven hundred and seventy feet in depth, by four hundred and eighty feet in width, English measure and more or less, bounded as follows: on the north-east, by lot Nos. 17-414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, and 450 of the said cadastre, on the north-west by lot Nos. 17-543 and 544 of the said cadastre, on the south-west by part of lot No. 16 hereafter described and on the south-east by lot Nos. 17-6 and 313 of the said cadastre.

(f) A part of lot number sixteen (Pt No. 16) on the official plan and book of reference of the township of Doncaster, Range III, measuring one thousand seven hundred and seventy feet in depth, on the northeast line, and one thousand three hundred and seventy feet in depth, in the southwest line, by five hundred and eighty feet in width, English measure, and more or less, bounded as follows: on the north-east by part of lot No. 17 hereabove described, on the north-west by a part of lot No. 16-365, on the south-west by lot Nos. 16-366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 502 and 503 of the said cadastre, and on the south by a part of lot No. 16-217, being a street, all of the same cadastre; (not including that part of the property described in the main-levée:)

Main levée

That on April 12th, 1966, Les Terres Laurentiennes Inc., gave main-levée pure and simple of all their rights and privileges to the immovable hereinbelow designated, which said Main-levée was passed before Notary Jean Brossard with respect to the said immovable described as follows:

Un emplacement situé au Lac Swell, dans le comté de Terrebonne, composé de la façon suivante, savoir:

D'une partie du lot numéro dix-huit A (Ptie No 18A) sur le plan et au livre de renvoi officiels du canton de Doncaster, rang III, de forme rhomboïde, mesurant deux cent soixante pieds de largeur sur deux cent soixante pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, borné comme suit: vers le sud-est, par la partie du lot No 18A-49, ci-dessus décrite, vers le nord-est et le nord-ouest, par d'autres parties non subdivisées dudit lot No 18A, et vers le sud-ouest, partie par une partie du lot No 18A-34 et partie par une partie non subdivisée du lot numéro 18A.

D'une partie du lot numéro dix-huit A (Ptie No 18A) sur le plan et au livre de renvoi officiels du canton de Doncaster, rang III, mesurant quarante pieds de largeur par cent pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, borné comme suit: vers le sud-est par le lot numéro 18A-34 étant une rue, vers le nord-est par une partie du lot numéro 18A ci-dessus décrite, vers le nord-ouest et le sud-ouest par d'autres parties non subdivisées dudit lot No 18A.

Sans bâtisse dessus construite.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement du comté de Terrebonne, situé Édifice Caisse Populaire, 190 rue Parent, St-Jérôme, MERCREDI, le VINGTIÈME jour de SEPTEMBRE 1967 à DEUX heures de l'après-midi.

Conditions: Comptant.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, VILLENEUVE HUOT,
Saint-Jérôme, le 11 août 1967. 20957-0

An emplacement situated at Swell Lake, in the county of Terrebonne, composed in the following way, to wit:

A part of lot number eighteen A (Pt. No. 18A) on the official plan and book of reference of the township of Doncaster, Range III, of a rhomboid form, measuring two hundred and sixty feet in width, by two hundred and sixty feet in depth, English measure and more or less, bounded as follows: on the southeast by part of lot No. 18A-49, hereabove described, on the northeast and northwest, by other unsubdivided parts of said lot No. 18A, and on the south-west, part by a part of lot No. 18A-34 and part by an unsubdivided part of lot number 18A.

A part of lot number eighteen A (Pt. No. 18A) on the official plan and book of reference of the township of Doncaster, Range III, measuring forty feet in width by one hundred feet in depth, English measure and more or less, bounded as follows: on the southeast by lot number 18A-34 being a street, on the northeast by a part of lot number 18A hereabove described, on the northwest and south west by other unsubdivided parts of said lot No. 18A.

Without building constructed thereon.

To be sold at the Registry Office of the county of Terrebonne, situated at Edifice Caisse Populaire, 190 Parent Street, St-Jérôme, WEDNESDAY, the TWENTIETH day of SEPTEMBER, 1967, at TWO o'clock in the afternoon.

Conditions: cash.

VILLENEUVE HUOT,

Sheriff's office, Sheriff.
Saint-Jérôme, August 11, 1967. 20957

INDEX No 33

ARRÊTÉS en conseil

2043 — Régie des rentes du Québec	5155
2043 — Quebec Pension Board	5155
2054 — Matériaux de construction, (Modification a/c 247-A du 27 janvier 1961)	5149
2054 — Building Materials, (Amendment to o/c 247-A of January 27, (1961)	5149
2055 — Matériaux de construction	5148
2055 — Building Materials	5148
2058 — Employés de garage (Correction a/c 1672 du 22 juin 1967)	5148
2058 — Garage Employees (Correction to o/c 1672 of June 22, 1967)	5148
2059 — Construction, St-Hyacinthe, St-Jean et Granby	5150
2059 — Construction, St. Hyacinthe, St-Jean and Granby	5150
2078 — Construction, Sorel, (Erratum)	5158

ORDERS in Council

AVIS divers

MISCELLANEOUS Notices

Alice, Ronald (Dem.- Appl.)	5172
Azimov, Harry (Dem.- Appl.)	5171
Chevaliers de Colomb de Magog, inc., conseil No 2383 (Correction)	5172
Église Baptiste Évangélique de Chomedey (L') (Requête - Petition)	5171
Estate Madeleine Locas (Benefit of Inventory)	5173
Jacques-Cartier, cité-city ((Rachat d'obligations-Redemption of bonds)	5172
Knights of Columbus of Magog Inc., Council No. 2383 (Correction)	5172
Licorish, Archibald, Dalrymple (Dem.- Appl.)	5171
Montréal, ville-city (Rachat d'obligations-Redemption of bonds)	5173
Sainte-Monique-de-Rollet, par. (Erection)	5173
Schiettekatte, Fernand (Dem.- Appl.)	5172
Seguier, John James (Dem.- Appl.)	5171
Succession Madeleine Locas (Bénéfice d'inventaire)	5174
Wilschut, Maarten (Dem.- Appl.)	5171
Wilson, Donald Lorne (Dem.- Appl.)	5172

Bills	Bills	Techmont inc. (<i>Dir.</i>)	5176
Sanctioned	5207	Three Lakes Property Owners Association Limited (<i>Dir.</i>)	5178
Sanctionné	5207	Three Lakes Property Owners Association Limited (<i>Règl.-By-laws</i>)	5177
COMPAGNIES	COMPANIES	Valeurs Adanac inc. (Les) (<i>Dir.</i>)	5175
Avis relatifs	<i>Notices relative</i>	Western International Hotels Inc. (<i>Dir.</i>)	5178
à la loi des	<i>to the Act of</i>	World-Wide Special Attractions Ltd. (<i>Dir.</i>)	5178
Autorisées	<i>Licensed</i>		
à faire des affaires	<i>to do Business</i>		
Conquistadores Ltd.	5178	Lettres patentes	Letters Patent
International Textile Brokers, Ltd.	5178	A. D. O. M. A. inc.	5126
Kanematsu-Gosho (U. S. A.) Inc.	5179	Adanac Securities Inc.	5126
Wexford Mines Limited	5179	Auto Smash Inc.	5127
		Boldue Auto Supply Inc.	5127
Chartes —	Charters —	Brome Valley Camping Inc.	5127
abandon de	Surrender of	Canamco Accommodations Ltd.	5128
Brooks & Sons, Limited	5165	Carrousel Steak House Inc.	5128
Canam Jewellery Corp.	5164	Cartier Home Interiors Ltd.	5128
Caron (J. H.) limitée	5165	Cascades (Montréal) 1967 inc.	5129
Globe Films Inc.	5165	Centre de Nettoyage & de Buanderie Itée	5129
Planotop inc.	5164	Cie Tevebee Itée (La)	5129
Ravenway Realty Corp.	5164	Cleaning & Laundry Center Ltd.	5129
Security Iron Works Company Ltd.	5165	Clove Grocery Inc.	5130
		Club de Yacht d'Alma inc. (Le)	5130
Dissoutes	Dissolved	Comalore Itée	5130
455 Craig St. West, Corp.	5161	Courtage Immobilier de Sept-Iles inc.	5131
Desrochers (J.O.) limitée	5161	Développements Immobiliers York inc. (Les)	5131
Développement Immobilier Montréal-Nord Itée	5161	Domaine du Bois de Montréal Itée	5131
Dickstein (Barbara) Inc.	5161	Domaine du Bois of Montreal Ltd.	5131
Dore Fuel Oil Ltd.	5161	Du-Barry Construction & Matériaux Itée	5132
Frappier (Félicien) inc.	5162	Easy-Tow Trailers Company	5132
Magnolia Development Inc.	5162	Entreprises Bégin inc. (Les)	5132
Mont-Royal Metal Work & Roofing Inc.	5162	Entreprises Bouvy inc. (Les)	5133
Perrault (Jean-Paul) Itée	5162	Entreprises Roca inc. (Les)	5133
Plomberie de Lasalle inc.	5162	Entreprises Thiffault inc.	5133
Radio Cab de Sept-Iles limitée	5162	Fédération des Associations des Étudiants des Ecoles secondaires du Québec (La)	5134
Radio Cab of Seven Islands Limited	5162	Federation of Associations of High School Students of Quebec	5134
Riverside Country Club Inc.	5163	Formation inc.	5134
Rodmar Realities Limited	5163	Garfield Corporation (The)	5134
		Geomar Properties Ltd.	5135
Divers	Miscellaneous	Geralco Investment Inc.	5135
Accueil des Jeunes inc. (L') (<i>Règl.-By-laws</i>)	5176	Hébert (Yvon) inc.	5135
Adanac Securities Inc. (<i>Dir.</i>)	5175	Hinchinbrook Volunteer Fire Brigade Inc.	5136
Anciens de Laval, (Les) (<i>Règl.-By-laws</i>)	5177	Hôtel-Motel Aquatille inc.	5136
Attractions Spéciales Mondiales Itée (<i>Dir.</i>)	5178	Immeubles Géomar Itée (Les)	5135
Campagne des Fédérations du Grand-Montréal (La) (<i>Règl.</i>)	5175	Immeubles Floros inc. (Les)	5136
Capper & Jacques Limited (<i>Dir.</i>)	5175	Imprimerie Raymond & Cayer inc.	5137
Cedars, Home for Elderly People (The) (<i>Règl.-By-laws</i>)	5176	Independent Veterans Association	5137
Cercle Universitaire (Québec) (<i>Règl.-By-laws</i>)	5175	Jacques-Cartier Petroleum Inc.	5140
Centre d'Achats Cartier limitée (<i>Dir.</i>)	5177	Lamarre (Michel C.) Cie Itée	5137
Consolidated Halliwell Limited (<i>Dir.</i>)	5177	Magasin Moreau Itée	5138
Exclusive Thread Co. Ltd. (<i>Dir.</i>)	5175	Majestic Electric Quebec Ltd.	5138
Federated Appeal of Greater Montreal (The) (<i>By-laws</i>)	5175	Mannequins Volants Itée (Les)	5138
Fonderie de Thetford (La) (<i>Dir.</i>)	5175	Marché Gauthier & frères Itée	5139
Great Lakes Investment Co. Limited (<i>Agent</i>)	5176	Montreal Alumni Club of Tau Kappa Epsilon Fraternity Inc. (The)	5139
Hôtel Internationaux de l'Ouest inc. (<i>Dir.</i>)	5178	Myrol inc.	5139
Mont Gabriel Curling Club (<i>Règl.-By-laws</i>)	5176	Panebec Ltd.	5140
Piuzé Transport Inc. (<i>Dir.</i>)	5177	Pétroles Jacques-Cartier inc. (Les)	5140
Restaurant Place Cherrier inc. (<i>Dir.</i>)	5176	Pétroles X-I Itée (Les)	5140
Service Adhesives Corporation (<i>Dir.</i>)	5176	Picard (A.) Cie Itée	5141
Service des loisirs St-Thomas-Apôtre (<i>Dir.</i>) (<i>Règl.-By-laws</i>)	5177	Placements Duhamel (1967) Itée	5141
Service des Loisirs St-Victor (<i>Règl.-By-laws</i>)	5177	Produits forestiers St-Michel inc. (Les)	5142
		Québec Fleuriste inc.	5142
		R. W. C. inc.	5142
		Rénovation Spécialité inc.	5142
		Roca Enterprises Inc.	5133
		Ruffo (Pierre) Itée	5143

Lettres patentes <i>(suite)</i>	Letters Patent <i>(continued)</i>
Rustyle inc.	5143
Sept-Iles Driving Range Inc.	5143
Sept-Iles Receiving and Forwarding Ltd.	5144
Service des Loisirs St-Eugène de Mont-réal.	5144
Studio Jac-Guy inc.	5144
Tevebee Co. Ltd.	5129
Threepoint Products Ltd.	5145
Tremblay (Wilfrid A.) inc.	5145
Valeurs Adanac inc. (Les)	5126
Valuex Inc.	5145
Variétés Tracy inc.	5146
X-L Petroleum Ltd.	5140
York Real Estate Development Inc.	5131

Lettres patentes supplémentaires	Supplementary Letters Patent
Côté Boivin & Cie incorporée.	5146
Cousineau Gaboury Ltd.	5146
Cousineau-Gaboury ltée.	5146
Entreprises Restigouche limitée.	5146
International Trust Company.	5147
Letellier (J. B. E.) ltée.	5147
Loudon Holdings Inc.	5147
Montreal Phono Co. Ltd.	5147
Pettigrew & Letellier, ltée.	5147
Segal's (Michael) Inc.	5148
Société de Fiducie Internationale.	5147
Steinberg's Limited.	5148
Steinberg limitée.	5148

Lettres patentes annulées	Letters Patent Annulled
Entreprises Gaspé inc. (Les)	5163

Lettres patentes Avis d'annulation	Letters Patent Notice of Annulment
Machineries Pont-Rouge limitée.	5163

Siege sociaux	Head Offices
Appartements Rivard inc. (Les)	5167
Artisans Chelard inc. (Les)	5165
Auxiliary of Maimonides Hospital and Home for the Aged, Inc.	5165
Chast Construction Ltd.	5169
Compagnie Foundation limitée (La) ...	5166
Comptoirs de Fabricants de Québec ltée	5167
Consolidated Halliwell Limited.	5166
Constructions Deschênes ltée (Les) ...	5168
Deschênes Construction Ltd.	5168
Entreprises Kandahar ltée (Les)	5169
Fonbec Ltd.	5168
Fonbec ltée.	5168
Forest Construction limitée.	5167
Forest Realities Inc.	5168
Immeubles Forest inc.	5168
Imprimerie Sherbrooke Printing Inc. ...	5169
Institut de beauté Thérèse Lorange inc.	5168
Kandahar Enterprises Ltd.	5169
Laurentide Mobile Homes Inc.	5169
Lydia Fashions Inc.	5166
Northern Securities Limited.	5168
Pennzoil de Québec limitée.	5166
Prodelec inc.	5166
Quebec Manufacturers Outlets Ltd. ...	5167
Structural Exhibit Producers & Designers Ltd.	5167
Techmont inc.	5165
Telecon (Trois-Rivières) inc.	5169
Versa Products Company, Ltd.	5167

LIQUIDATION avis de	WINDING up Notice
Caisse Populaire Desjardins de St-Charles Garnier (La)	5163

MINISTÈRES Affaires municipales	DEPARTMENTAL Municipal Affairs
Grand'Mère, cité - city.	5170
Masson, ville - town (<i>Règl.-By-law</i>) ..	5169

Agriculture et Colonisation	Agriculture and Colonization
Société coopérative agricole de Montmorency-Nord (Château-Richer) (<i>Liquidation</i>)	5179

Éducation	Education
<i>Municipalité scolaire de:</i> <i>School Municipality of:</i>	
Baie des Chaleurs, c.s. rég.-regs.b. (<i>Acc.-Grant</i>)	5181
Beauchastel (<i>Dem.-Appl.</i>)	5181
St-Germain, par. (<i>Dem.-Appl.</i>)	5181
St-Liguori, (<i>Dem.-Appl.</i>)	5181

Finances	Finance
<i>Assurances:</i>	<i>Insurance:</i>
Anglo-Scottish Insurance Company Limited.	5174

Richesses naturelles	Natural Resources
Révocation de concessions minières.	5182
Revocation of mining Concessions.	5182

Travail	Labour
<i>Industrie ou métiers de:</i> <i>Industry of Trades of:</i>	
Alimentation, Chicoutimi (<i>Appr.</i>)	5159
Automobile, Rimouski (<i>Appr.</i>)	5158
Construction, Trois-Rivières (<i>Arts - Notice</i>)	5184
Food, Chicoutimi (<i>Appr.</i>)	5159
Furniture, Québec (<i>Lery</i>)	5159
Meubles, Québec (<i>Prél.</i>)	5159

Voirie	Roads
Entretien de routes discontinué.	5164
Maintenance of roads discontinued.	5164

Régie des marchés agricoles du Québec	Quebec Agricultural Marketing Board
Raw Milk Producers Syndicate of the North-Western Quebec Region (U.C.C.) (<i>The Draught</i>)	5182
Syndicat des producteurs de lait nature de la région du nord-ouest québécois (U.C.C.) (<i>Le</i>) (<i>Projet</i>)	5182

SOUSSIONS	TENDERS
Beebe Plain, village.	5212
Dollard-des-Ormeaux, ville - town.	5215
Greater St-Martin, c.s.p. - p.s.b.	5216
Matagami, ville-town.	5209
Princiville, ville - town.	5211
St-Eustache, par.	5210
St-Julienne, c.s. - s.c.	5213

SYNDICATS Professionnels	SYNDICATES Professional
Syndicat Catholique des Employés du Transport Interurbain (Autobus) (<i>Le</i>) (<i>Const.-Inc.</i>)	5179

SYNDICATS	SYNDICATES	Hauterive	Hauterive
Professionnels	Professional	Sept-Iles, cité - city <i>vs</i> Doré	5221
(<i>suite</i>)	(<i>continued</i>)		
Syndicat de Gestion Agricole du Comté d'Iberville (<i>Const. - Inc.</i>)	5180	Hull	Hull
Syndicat des Employés du Centre d'Apprentissage et du Comité paritaire de la Construction de Chicoutimi (<i>Const. - Inc.</i>)	5180	Office du crédit agricole du Québec (L') <i>vs</i> Fillion	5222
Syndicat des Propriétaires de Volailles de St-Jean-Valleyfield (U.C.C.) (<i>Const. - Inc.</i>)	5180	Quebec Farm Credit Bureau (The) <i>vs</i> Fillion	5222
Syndicat Patronal Catholique National de la Construction de Joliette, Berthier, l'Assomption, Montcalm (<i>Nom - Name ch.</i>)	5180	Kamouraska	Kamouraska
		Dubé <i>vs</i> Poliquin	5222
VENTES	SALES	Québec	Quebec
Loi de faillite	Bankruptcy Act	Létourneau <i>vs</i> Giguère	5223
Therrien, Edgar	5218	Poulin <i>vs</i> Rhéaume	5223
Therrien (Edgar) & Fils ltée	5217	Royal Trust Company (The) <i>vs</i> Quart	5224
SHÉRIFS	SHERIFFS	Témiscamingue	Témiscamingue
Abitibi	Abitibi	Office du crédit agricole du Québec (L') <i>vs</i> Houle	5224
Office du crédit agricole du Québec (L') <i>vs</i> Les héritiers de Henri Soulard	5221	Quebec Farm Credit Bureau (The) <i>vs</i> Houle	5224
Quebec Farm Credit Bureau (The) <i>vs</i> Heirs of Henri Soulard	5221	Terrebonne	Terrebonne
Beauharnois	Beauharnois	City Loan & Finance <i>vs</i> Arès inc.	5225
Regional Construction Co. <i>vs</i> Carousard Inc.	5221	Taxes	Taxes
		Anjou, ville - town	5219